

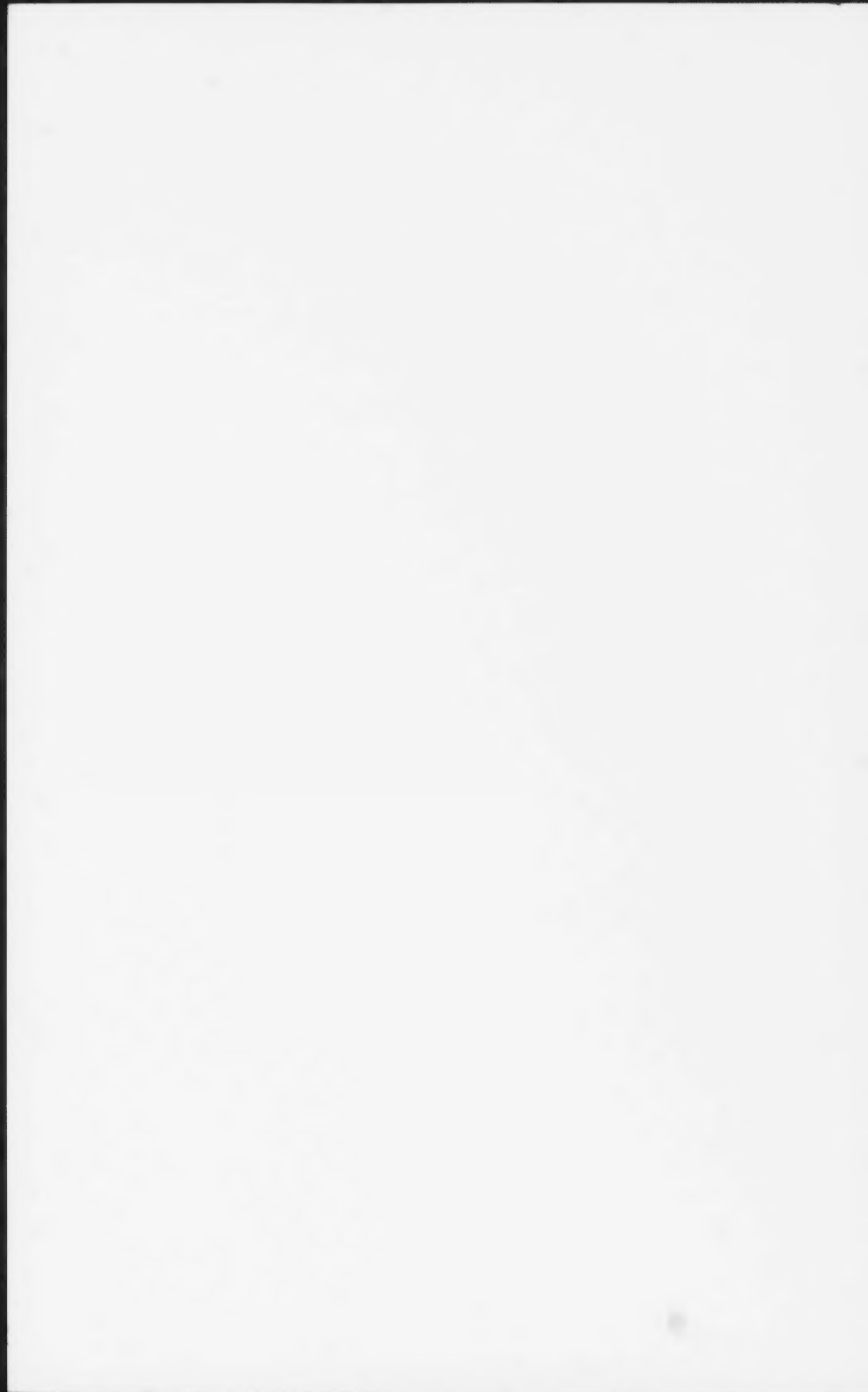


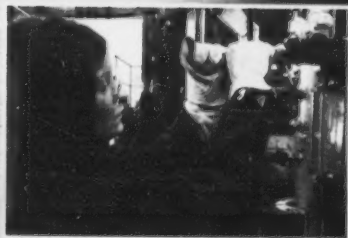
DOCUMENTS
BUDGÉTAIRES

DES MESURES DÉCISIVES *pour* L'ONTARIO



L'honorable
DWIGHT DUNCAN
Ministre des Finances





DES MESURES DÉCISIVES *pour* L'ONTARIO

**DOCUMENTS
BUDGÉTAIRES**

L'honorable
DWIGHT DUNCAN
Ministre des Finances



Pour de plus amples renseignements au sujet du *Budget de l'Ontario 2012 – Documents budgétaires*, appeler (sans frais d'interurbain) :

Demandes en français et en anglais :	1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) :	1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
www.ontario.ca/budget

On peut se procurer des exemplaires de cette publication :
En ligne à www.serviceontario.ca/publications

Par téléphone au Centre de service de ServiceOntario
Lundi à vendredi, 8 h 30 à 17 h
416 326-5300
416 325-3408 (ATS)
1 800 668-9938 Sans frais au Canada
1 800 268-7095 ATS Sans frais en Ontario

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2012
ISBN 978-1-4435-9259-8 (Imprimé)
ISBN 978-1-4435-9260-4 (HTML)
ISBN 978-1-4435-9261-1 (PDF)

This document is available in English under the title:
2012 Ontario Budget: Budget Papers

Table des matières

Avant-propos	xix
--------------------	-----

Chapitre I : Transformation des services publics

Points saillants	3
Introduction.....	5
Connaissances et compétences	9
Des écoles de renommée mondiale	9
Maternelle et jardin d'enfants à temps plein.....	9
Effectif des classes	10
Protection des progrès accomplis en éducation	10
Cadre des relations de travail.....	10
Écoles sous-utilisées.....	12
Fusion des conseils scolaires	13
Transport scolaire économique	13
Plafonnement des crédits obtenus au palier secondaire.....	13
Éducation postsecondaire et formation.....	14
S'appuyer sur les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation postsecondaire	15
Appuyer les étudiants et leurs familles.....	16
Moderniser les services d'emploi et de formation	17
Intégrer les services d'emploi et de formation	17
Renforcer le système d'apprentissage.....	19
Deuxième carrière	21
Transformation des soins de santé	22
Rémunération des médecins	24
Garder l'Ontario en santé	25
Améliorer l'accès et renforcer les liens dans le secteur de la santé familiale	26
Dispenser les soins appropriés, au bon moment et au bon endroit	27

Décisions fondées sur des preuves	29
Réforme du financement.....	29
Un régime de médicaments équitable et efficient	30
Emplois et prospérité	33
Conseil pour l'emploi et la prospérité.....	34
Fonds pour l'emploi et la prospérité.....	35
Se tailler une place sur les marchés mondiaux	36
Allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité pour les régimes de retraite du secteur privé	37
Infrastructure appuyant l'emploi et la croissance	38
Le Nord de l'Ontario et le Cercle de feu	42
De solides services sociaux et à l'enfance	43
Prestation ontarienne pour enfants.....	44
Offrir plus de possibilités aux personnes ayant une déficience intellectuelle.....	45
Améliorer les résultats des services de bien-être de l'enfance	45
Réformer le système de justice pour la jeunesse.....	46
Secteur de l'électricité	46
Plafonnement de la Prestation ontarienne pour l'énergie propre pour les gros consommateurs	48
Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones	49
Appui aux municipalités	50
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	51
Prestation des services plus efficiente.....	52
Appui des municipalités provenant des activités de jeu.....	52
<i>Loi sur les infractions provinciales (LIP)</i>	52
Infrastructure municipale	53

Services et marchés financiers	54
Valeurs mobilières	54
Assurance	55
Groupe de travail antifraude de l'assurance-automobile	56
Approches fondées sur les faits et la science	57
Modernisation des règlements relatifs à l'assurance	58
Autres mesures pangouvernementales pour équilibrer le budget	60
Dépenses du gouvernement par habitant.....	60
Bilan sur les économies de 1,5 milliard de dollars annoncées dans le budget de 2011	61
Scénario du statu quo	63
Un plan à long terme pour la rémunération dans le secteur public....	69
Une approche équilibrée	70
Cadre de rémunération provincial.....	71
Arbitrage des différends	74
Régimes de retraite du secteur public	75
Rémunération des cadres.....	79
Gérer la taille de la fonction publique de l'Ontario	81
Comparaison des niveaux de dotation de la fonction publique.....	83
Éliminer les chevauchements et le double emploi	84
Centraliser les fonctions gouvernementales de recouvrement	84
Utiliser l'imagerie numérique pour réduire la paperasserie administrative et réaliser des gains d'efficience	85
Étoffer les fonctions de vérification	85
Modernisation des prisons	86
Achats collectifs dans le secteur parapublic	86
Réduction du nombre d'organismes	86
Modèles de prestation plus efficaces et plus efficaces	87
ServiceOntario	87
De nouveaux partenariats en vue de meilleurs résultats	89
TVO	90
Stratégie de transformation des services immobiliers	90
Autorités administratives déléguées	91

Transformation du ministère des Richesses naturelles	92
Modernisation de la prestation des services judiciaires	94
Entrée des données par du personnel civil	94
Biens immatériels non réclamés	94
Mettre l'accent sur les activités de base	95
Dessaissement lié à la Commission de transport	
Ontario Northland	95
Limite du financement des programmes de gestion	
des risques	96
Maximiser la valeur des biens publics	97
Optimisation du potentiel de revenus de la Régie des alcools	
de l'Ontario (LCBO)	97
Modernisation de la Société des loteries et des jeux	
de l'Ontario (OLG)	98
Favoriser l'efficacité d'Ontario Power Generation	
et de Hydro One	99
Mise en oeuvre efficace de la réforme	100
Vérification interne	101
Mesures responsables pour accroître les revenus	102
Gel du taux d'imposition des entreprises	102
Revenus non fiscaux	103

Chapitre II : Perspectives économiques et plan financier

Points saillants	109
Économie de l'Ontario	109
Finances de l'Ontario	109

Section A : Aperçu

111

Section B : Résultats financiers provisoires de 2011-2012

Revenus au cours de l'exercice	114
Variations des revenus	117
Charges au cours de l'exercice	118
Variations des charges	120

Section C : Perspectives économiques de l'Ontario

Aperçu	121
Évolution récente de l'économie.....	122
La nouvelle réalité économique	127
L'incertitude économique mondiale.....	130
L'économie américaine	132
Prix du pétrole.....	135
Le dollar canadien	136
Marchés des capitaux	137
Perspectives de croissance économique en Ontario	139
Défis à long terme pour l'Ontario	148
Changement dans les perspectives économiques	151
Détails des perspectives économiques de l'Ontario.....	152
Prévisions du secteur privé	153
Comparaison avec le budget de l'Ontario de 2011.....	154

Section D : Perspectives de revenus de l'Ontario

Risques pour les perspectives de revenus	163
--	-----

Section E : Plan financier de l'Ontario

Perspectives financières à moyen terme	167
Si aucune mesure n'est prise	168
Perspectives des charges à moyen terme	174
Risques pour les perspectives de charges.....	177
Passif éventuel	179
Principales variations des perspectives financières à moyen terme depuis la publication du budget de 2011	179
Plan visant à équilibrer le budget.....	181
Prudence financière	185

Section F : Responsabilité, transparence et gestion financière

Responsabilité	187
Transparence	188
Transparence de la communication de l'information sur les dépenses fiscales	189
Gestion financière.....	191

Section G : Détails des finances de l'Ontario

Tableaux et graphiques financiers	193
Soutien découlant des activités de jeu	203

Chapitre III : Relations fédérales-provinciales

Points saillants	207
Introduction.....	209
Collaborer pour économiser l'argent des contribuables	210
Occasions de départer les services publics	210
Travailler ensemble à instaurer un système d'imposition équitable	213
Incidence possible des mesures fédérales sur la situation financière de l'Ontario	213
Bâtir l'économie – Soutenir les emplois pour les familles ontariennes ..	215
Soutien à l'énergie propre et au Cercle de feu	215
Assurance-emploi	216
Éducation dans les réserves.....	221
Soutien à l'agriculture	222
Missions commerciales	222
Arrangements financiers	223

Chapitre IV : Régimes d'imposition et de retraite

Points saillants	233
Régime d'imposition de l'Ontario	233
Système de régimes de retraite de l'Ontario	233

Section A : Régime d'imposition

Introduction.....	235
Impôt sur le revenu des sociétés.....	236
Gel du taux de l'IRS	236
Un régime d'imposition des entreprises compétitif.....	238
Impôt scolaire applicable aux entreprises.....	244
Gel des réductions de l'ISE	247
Examen du secteur minier.....	248
Transparence accrue et meilleure reddition de comptes concernant les dépenses fiscales.....	249
Dépenses fiscales visant les entreprises	249
Prestation Trillium de l'Ontario	252
Les bénéficiaires reçoivent leurs crédits d'impôt plus tôt.....	253
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être	255
Accroître l'intégrité des revenus	255
Collaboration avec le gouvernement fédéral	255
Impôt-santé des employeurs	257
Application de la législation antitabac	258
Autres questions fédérales-provinciales-territoriales liées à l'impôt	261
Autres mesures administratives.....	262
Administration de l'impôt plus efficiente	262
Respect des obligations fiscales	262
Remboursements de la taxe de vente au détail.....	263

Résumé des mesures	263
Autres mesures et modifications de forme	264

Section B : Régimes de retraite

Introduction.....	267
Régimes de retraite à prestations déterminées dans le secteur public ...	267
Régimes de retraite conjoints (RRC)	269
Régimes de retraite à employeur unique (RREU).....	271
Améliorer l'efficacité de la gestion des caisses de retraite.....	272
Renforcer le système de revenu de retraite du Canada	273
Approche que favorise l'Ontario	273
Bonification du RPC	274
Régimes de pension agréés collectifs	275
Réforme continue des régimes de retraite.....	277
Déblocage en cas de difficultés financières.....	278
Allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité	279

Chapitre V : Emprunts et gestion de la dette

Points saillants	283
Emprunts à long terme sur les marchés publics	285
Dette	291
Mise à jour sur le reliquat de la dette insurmontable	292
Composition de la dette totale	294
Rapports dette-PIB	295
Coût de la dette	297
Exposition aux risques	298
Tableaux financiers consolidés.....	300

Listes des tableaux

Chapitre I : Transformation des services publics

Tableau 1.1	Incidence des modifications sur les personnes âgées bénéficiant du PMO	30
Tableau 1.2	Exemples des franchises du PMO	31
Tableau 1.3	Programmes de conservation	49
Tableau 1.4	Le soutien provincial continue d'augmenter à mesure que l'enveloppe du FPMO diminue.....	51
Tableau 1.5	Bilan des stratégies du budget de 2011 pour réaliser des économies, de 2011-2012 à 2013-2014.....	62
Tableau 1.6	Incidence des mesures sur les perspectives financières à moyen terme	64
Tableau 1.7	Incidence des mesures financières	66
Tableau 1.8	Mesures de gestion des charges, de 2012-2013 à 2014-2015	67
Tableau 1.9	Comparaison des opérations liées à l'autoroute 407 et à Teranet.....	89

Chapitre II : Perspectives économiques et plan financier

Tableau 2.1	Budget de 2011 – Les chiffres en bref	111
Tableau 2.2	Résultats financiers en cours d'exercice 2011-2012...	113
Tableau 2.3	Sommaire des variations des revenus depuis la publication du budget de 2011	116
Tableau 2.4	Sommaire des variations des charges depuis la publication du budget de l'Ontario de 2011	119
Tableau 2.5	Budget de 2012 – Les chiffres en bref	121
Tableau 2.6	Perspectives économiques de l'Ontario.....	122
Tableau 2.7	Perspectives liées aux facteurs externes	138

Tableau 2.8	Répercussions des modifications durables des principaux facteurs externes sur la croissance du PIB réel de l'Ontario	139
Tableau 2.9	Économie de l'Ontario, de 2010 à 2015	152
Tableau 2.10	Prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario	153
Tableau 2.11	Changements aux principales hypothèses économiques Budget de 2012 par rapport au budget de 2011	154
Tableau 2.12	Sommaire des perspectives à moyen terme	155
Tableau 2.13	Perspectives des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers	156
Tableau 2.14	Perspectives des revenus tirés de la taxe de vente...	157
Tableau 2.15	Perspectives des revenus tirés de l'impôt des sociétés	158
Tableau 2.16	Résumé des variations des revenus à moyen terme depuis la publication du budget de 2011	161
Tableau 2.17	Certains risques et sensibilités – Économie et revenus	164
Tableau 2.18	Plan financier et perspectives à moyen terme	167
Tableau 2.19	Incidence des mesures financières	171
Tableau 2.20	Incidence des mesures sur les perspectives financières à moyen terme	173
Tableau 2.21	Sommaire des perspectives des charges à moyen terme	174
Tableau 2.22	Certains risques et sensibilités liés aux charges	178
Tableau 2.23	Variations des perspectives financières à moyen terme depuis la publication du budget de 2011	180
Tableau 2.24	Plan de redressement de l'Ontario	184
Tableau 2.25	Incidence des modifications apportées à la présentation des dépenses fiscales	190
Tableau 2.26	Plan financier et perspectives à moyen terme	193
Tableau 2.27	Revenus	194
Tableau 2.28	Total des charges	195
Tableau 2.29	Autres charges	196

Tableau 2.30	Dépenses liées à l'infrastructure en 2012-2013.....	197
Tableau 2.31	Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices	198
Tableau 2.32	Soutien aux services de santé, aux organismes de bienfaisance, au traitement du jeu problématique et aux programmes connexes, aux municipalités et aux Premières nations de l'Ontario.....	203

Chapitre IV : Régimes d'imposition et de retraite

Tableau 4.1	Plan révisé de réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés de l'Ontario	237
Tableau 4.2	Allègement fiscal total pour les entreprises par secteur – Économies annuelles	240
Tableau 4.3	Exemples de réductions de l'impôt scolaire applicable aux entreprises	245
Tableau 4.4	Incidence du budget de 2012.....	263
Tableau 4.5	Charge de retraite par régime – Données historiques et projections	268

Chapitre V : Emprunts et gestion de la dette

Tableau 5.1	Programme d'emprunt 2011-2012 : Province et Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	288
Tableau 5.2	Perspectives du programme d'emprunt à moyen terme : Province et Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	289
Tableau 5.3	Dette nette et déficit accumulé : Chiffres provisoires 2012	300
Tableau 5.4	Perspectives à moyen terme : Dette nette et déficit accumulé	302
Tableau 5.5	Échéances de la dette : Chiffres provisoires 2012 ...	303
Tableau 5.6	Valeur nominale du portefeuille des instruments financiers dérivés : Chiffres provisoires 2012	304

Liste des graphiques

Chapitre I : Transformation des services publics

Graphique 1.1	Plan de l'Ontario visant à équilibrer le budget.....	6
Graphique 1.2	Financement de l'éducation et effectif des classes	12
Graphique 1.3	Moyenne des frais de scolarité après l'application du Programme de réduction de 30 % des frais de scolarité de l'Ontario	16
Graphique 1.4	Nombre total d'apprentis actifs par année	19
Graphique 1.5	Nombre de participants à Deuxième carrière par année	21
Graphique 1.6	Paiements versés aux médecins	25
Graphique 1.7	Investissement total dans l'infrastructure	38
Graphique 1.8	Le soutien permanent des municipalités est passé de 1 milliard de dollars en 2003 à 3,2 milliards de dollars en 2012	50
Graphique 1.9	Les taux d'assurance-automobile ont été maintenus à un niveau inférieur au taux d'inflation depuis 2003 ...	56
Graphique 1.10	Les dépenses de programmes par habitant de l'Ontario devraient être les plus faibles en 2011-2012	60
Graphique 1.11	Écart financier si aucune mesure n'est prise	63
Graphique 1.12	Au cours des trois prochaines années, pour chaque dollar de nouveaux revenus, le plan prévoit quatre dollars de mesures touchant les charges	65
Graphique 1.13	Niveaux de dotation de la fonction publique de l'Ontario	81
Graphique 1.14	Emploi dans la fonction publique provinciale	83

Chapitre II : Perspectives économiques et plan financier

Graphique 2.1	Contributions à la croissance réelle de l'économie en 2011	123
Graphique 2.2	Reprise de l'emploi en Ontario.....	124
Graphique 2.3	La reprise de l'emploi en Ontario est plus vigoureuse qu'aux É.-U.	125
Graphique 2.4	L'Ontario a recouvré un plus grand nombre d'emplois que les autres provinces	126
Graphique 2.5	La hausse du dollar canadien et du prix du pétrole sont un enjeu	128
Graphique 2.6	Les exportateurs ontariens se tournent vers de nouveaux marchés	129
Graphique 2.7	Les perspectives économiques mondiales se sont assombries.....	130
Graphique 2.8	Recul prévu pour l'économie de la zone Euro cette année	131
Graphique 2.9	Affermissement de la reprise aux É.-U.....	133
Graphique 2.10	Poursuite de la croissance des ventes de véhicules légers aux Etats-Unis	134
Graphique 2.11	Les prix du pétrole demeureront élevés	135
Graphique 2.12	Le dollar canadien demeurera près de la parité	136
Graphique 2.13	Augmentation graduelle des taux d'intérêt	137
Graphique 2.14	Prévision de croissance soutenue et mieux équilibrée	140
Graphique 2.15	La croissance économique devrait se poursuivre	141
Graphique 2.16	L'emploi continuera de croître	142
Graphique 2.17	Baisse du taux de chômage.....	143
Graphique 2.18	Augmentations soutenues des dépenses des ménages	144
Graphique 2.19	Gains soutenus des dépenses dans les machines et le matériel	145
Graphique 2.20	Le logement demeurera abordable en Ontario	147
Graphique 2.21	La croissance de la main-d'oeuvre ralentira	148

Graphique 2.22	La croissance de la productivité ralentira	149
Graphique 2.23	Les prévisions économiques du secteur privé ont légèrement diminué	151
Graphique 2.24	Écart financier si aucune mesure n'est prise	169
Graphique 2.25	Plan de l'Ontario en vue d'équilibrer le budget	182
Graphique 2.26	Composition des revenus, 2012-2013	200
Graphique 2.27	Composition des charges totales, 2012-2013	201
Graphique 2.28	Composition des charges de programmes, 2012-2013	202

Chapitre III : Relations fédérales-provinciales

Graphique 3.1	Le taux de couverture de l'a.-e. de l'Ontario est inférieur à la moyenne des neuf autres provinces depuis 35 ans	217
Graphique 3.2	Financement de la formation au titre de l'a.-e. par chômeur et par province en 2011-2012	218
Graphique 3.3	Contribution nette de la population de l'Ontario à l'a.-e.	219
Graphique 3.4	Contribution nette à la péréquation en 2012-2013	225
Graphique 3.5	L'Ontario se classe au 5 ^e rang pour la capacité financière en 2012-2013, mais les transferts fédéraux placent la province au 9 ^e rang	226

Chapitre IV : Régimes d'imposition et de retraite

Graphique 4.1	Taux de l'IRS au Canada	238
Graphique 4.2	Le taux de l'IRS de l'Ontario est concurrentiel à l'échelle internationale	239
Graphique 4.3	Économies d'impôt pour un fournisseur de services de télécommunications	241
Graphique 4.4	Économies d'impôt pour un fabricant	242

Graphique 4.5	Réduction de la moitié du taux effectif marginal d'imposition de l'Ontario applicable aux nouveaux investissements d'entreprises	243
Graphique 4.6	Impôts fonciers aux fins scolaires en pourcentage des dépenses consacrées à l'éducation	247
Graphique 4.7	Dépenses de R-D des entreprises en pourcentage du PIB	250

Chapitre V : Emprunts et gestion de la dette

Graphique 5.1	Emprunts de 2011-2012 – Marché canadien	286
Graphique 5.2	Emprunts sur les marchés internationaux en 2011-2012	287
Graphique 5.3	Reliquat de la dette insurmontable et dette non provisionnée de la SFIEO depuis le 1 ^{er} avril 1999 ...	293
Graphique 5.4	Composition de la dette totale	294
Graphique 5.5	Rapport dette nette-PIB.....	295
Graphique 5.6	Rapport déficit accumulé-PIB.....	296
Graphique 5.7	Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée) de la dette totale.....	297
Graphique 5.8	Exposition aux risques associés aux changements nets de taux d'intérêt.....	298
Graphique 5.9	Exposition aux risques de change.....	299

Avant-propos

Le gouvernement McGuinty prend des mesures décisives afin de renforcer l'Ontario.

À l'heure actuelle, la mesure la plus importante que peut prendre le gouvernement de l'Ontario afin de faire croître l'économie consiste à équilibrer le budget.

En maintenant un faible taux de croissance des dépenses et en se fondant sur ses antécédents de dépassement des objectifs de lutte contre le déficit établis dans les budgets de 2010 et de 2011, le gouvernement McGuinty parviendra à l'équilibre budgétaire d'ici 2017-2018. Un budget équilibré renforcera l'économie et stimulera la création d'emplois tout en préservant la vigueur des écoles et des hôpitaux.

Préserver la vigueur des écoles et des hôpitaux

De 2003 à 2008, les Ontariennes et Ontariens ont travaillé de concert afin d'améliorer les principaux services publics, particulièrement l'éducation et les soins de santé, et de reconstruire l'infrastructure de la province, que les gouvernements précédents avaient laissée se détériorer. Ces efforts ont été appuyés par une croissance économique stable. Durant cette période, la province a éliminé le déficit caché laissé par le gouvernement précédent et a présenté trois budgets équilibrés consécutifs de 2005 à 2007.

En septembre 2008, une récession prononcée a soudainement frappé l'économie mondiale, créant de nouveaux défis pour les Ontariennes et Ontariens. Leurs réalisations pour améliorer ensemble les services publics clés ont aidé à protéger les familles de certains des effets de la récession mondiale. À l'instar de tous les autres gouvernements au Canada et dans le monde, le gouvernement ontarien a de plus injecté des fonds de stimulation considérables dans l'économie. Le gouvernement McGuinty a aidé à créer des emplois dans le secteur de l'énergie propre et à préserver des emplois dans le secteur de l'automobile ainsi que dans les autres principaux secteurs manufacturiers, tout en protégeant les gains réalisés dans les domaines de l'éducation et des soins de santé.

L'économie mondiale se rétablit et celle de l'Ontario se renforce. Tout comme l'Ontario a pris des mesures afin de protéger les familles durant la récession, la province doit maintenant faire de même pour faire croître l'économie et continuer de stimuler la création d'emplois, qui demeure nécessaire. Le plan quinquennal du gouvernement McGuinty fera en sorte que le budget sera équilibré d'ici 2017-2018. En choisissant de prendre des mesures aujourd'hui, l'Ontario évitera un futur marqué par des déficits encore plus considérables et des choix douloureux imposés par des forces échappant à son contrôle. Chaque année, la province dépense davantage en intérêts que pour les collèges et universités. Si les taux d'intérêt augmentent, ces paiements augmenteront aussi, détournant ainsi des ressources précieuses qui auraient pu être affectées à l'éducation et aux soins de santé.

Le gouvernement McGuinty maintient son engagement résolu à l'égard de l'éducation et des soins de santé. L'avantage de l'Ontario dans l'économie mondiale réside dans sa main-d'oeuvre très compétente et éduquée. Selon McKinsey and Company, les écoles de l'Ontario sont aujourd'hui les meilleures du monde anglo-saxon. Les mesures prévues dans le budget de 2012 sont nécessaires afin d'équilibrer le budget et de protéger les gains que les Ontariennes et Ontariens ont réalisés. Le plan du gouvernement McGuinty de créer la main-d'oeuvre la mieux éduquée qui soit comporte les éléments suivants :

- entièrement mettre en oeuvre la maternelle et le jardin d'enfants à temps plein d'ici 2014 afin que les élèves les plus jeunes prennent le meilleur départ qui soit;
- maintenir le plafond de l'effectif des classes au primaire;
- poursuivre la réduction de 30 % des frais de scolarité en Ontario pour les familles;
- intégrer les programmes d'emploi et de formation pour les adapter plus étroitement au marché du travail d'aujourd'hui.

Les réformes de la santé améliorent les soins communautaires et contribueront à maintenir à 2,1 % la croissance moyenne annuelle des dépenses au cours des trois prochaines années. En outre, le gouvernement assujettira les personnes âgées qui reçoivent des médicaments sur ordonnance par l'entremise du Programme de médicaments de l'Ontario à une évaluation de leur revenu afin que seulement le groupe de 5 % des personnes âgées qui ont le revenu le plus élevé paient davantage pour leurs médicaments sur ordonnance.

Protéger les résultats et les services publics

Les coûts de rémunération représentent la majorité des dépenses de programmes. Le gouvernement McGuinty respecte et appuie le processus de négociation collective et maintient son engagement à l'égard de la négociation de bonne foi et de la consultation.

Le gouvernement favorise les négociations et les discussions avec les enseignants et les syndicats. Dans le cadre de ce processus, ainsi que par des négociations directes avec d'autres fonctionnaires, le gouvernement doit conclure des ententes qui appuient les objectifs communs d'équilibrer le budget et de protéger les importants gains en éducation et en santé. Pour les enseignants, l'entente-cadre proposée comporte un gel salarial de deux ans, ne prévoit aucune augmentation progressive sur l'échelle salariale pendant deux ans et inclut l'annulation du régime lié à la réserve de congés de maladie qui permettait à certains d'obtenir un paiement partiel représentant jusqu'à 200 journées de congé de maladie inutilisées au moment de leur retraite. Le gouvernement s'est donné un mandat semblable avec ses autres partenaires du secteur public. Il a entrepris des discussions avec les médecins relativement au barème des services assurés et à d'autres questions. Le but consiste à centrer davantage les soins de santé sur les patients et à s'assurer que nous optimisons encore davantage chaque dollar investi en santé, tout en maintenant la rémunération totale des médecins aux niveaux actuels.

Lorsqu'il sera impossible de négocier des conventions collectives respectant le plan financier et l'objectif commun de protéger l'éducation et les soins de santé ainsi que le plan d'équilibrer le budget, le gouvernement envisagera toutes les options possibles pour atteindre ses objectifs financiers, notamment par la voie législative ou d'autres moyens.

L'Ontario nécessite des services d'arbitrage des différends qui sont transparents, responsables et efficaces. Le gouvernement McGuinty proposera un projet de loi qui exigerait que les deux parties au processus d'arbitrage présentent des observations écrites et que l'arbitre motive sa décision par écrit sur demande d'une des deux parties. Le gouvernement sollicitera également les commentaires des employeurs qui jouissent d'un accès automatique à l'arbitrage des différends, l'objet duquel pourrait nécessiter des outils supplémentaires afin d'assurer la prestation des services dans le cadre de leur enveloppe de financement.

Les régimes de retraite du secteur public sont l'une des dépenses qui croissent le plus rapidement dans le budget de l'Ontario. Le gouvernement prend des mesures pour rendre les régimes de retraite du secteur public plus abordables pour les contribuables et plus viables pour les participants aux régimes en proposant des limites aux cotisations supplémentaires, tout en demandant aux employés de partager le coût des pensions à parts égales avec leurs employeurs. Le gouvernement McGuinty demande aux travailleurs du secteur public d'assurer la viabilité de leurs régimes de retraite en réduisant les prestations futures avant de demander que les contribuables fassent des cotisations supplémentaires. Ces changements sont nécessaires afin de mettre les régimes sur le chemin de la viabilité pour les futurs retraités, et ils auraient uniquement un effet sur les prestations futures et non sur les retraités actuels ou les crédits de retraite déjà acquis.

Équilibrer le budget

Le budget de 2012 comporte des mesures vigoureuses pour viser l'équilibre et maintenir les gains réalisés en éducation et dans les soins de santé. Pour chaque dollar en nouveaux revenus, le plan comporte quatre dollars de mesures touchant les dépenses.

S'il est adopté, le plan sur trois ans comportera :

- des économies de 17,7 milliards de dollars et des mesures visant à maîtriser les hausses de coûts; des mesures d'augmentation des revenus de 4,4 milliards de dollars.

Le plan comporte de nombreux éléments qui, s'ils sont adoptés, contribueront à équilibrer le budget :

- prolonger le gel salarial des députés de l'Ontario de deux années supplémentaires, ce qui donne cinq ans de gel au total;
- retarder et annuler des projets d'infrastructure afin de réduire les coûts d'emprunt de plus de 3 milliards de dollars;
- plafonner la Prestation ontarienne pour l'énergie propre à 3 000 kWh par mois, ce qui permet à pratiquement toutes les familles de continuer à recevoir le rabais de 10 % sur l'électricité et dégager des économies de plus de 500 millions de dollars;
- geler les réductions prévues pour les entreprises relativement à l'impôt sur le revenu des sociétés et l'impôt scolaire applicable aux entreprises.

Transformer la prestation des services publics

Plus que jamais, le gouvernement McGuinty axe ses efforts sur les services qui comptent le plus pour les familles de l'Ontario. Cela signifie que l'éducation et les soins de santé reçoivent de modestes augmentations de financement, tandis que les priorités moins importantes reçoivent un financement moindre. Ces choix réfléchis feront en sorte que les familles de l'Ontario reçoivent les meilleurs services possible et la valeur la plus élevée qui soit pour chaque dollar confié par les contribuables.

Le budget de 2012 présente un plan vigoureux pour progresser et transformer les services publics, pour changer leur mode de prestation afin de donner aux familles de l'Ontario plus de valeur pour leur argent et de meilleurs résultats. Le plan rejette les hausses d'impôts. Il ne comporte pas de compressions arbitraires générales des services publics, lesquelles font du tort aux familles et ne favorisent pas de réussite à long terme. Voici quelques exemples des mesures annoncées dans le budget de 2012 :

- rationaliser les programmes de soutien des entreprises afin de créer le Fonds pour l'emploi et la prospérité. Cette mesure produira des économies administratives d'au moins 25 % et des économies globales de 250 millions de dollars en 2014-2015;
- utiliser les locaux plus efficacement afin de réduire l'empreinte immobilière du gouvernement d'environ un million de pieds carrés;
- vendre ou fermer certaines parties de la Commission de transport Ontario Northland, ce qui évitera des coûts d'environ 250 millions de dollars sur trois ans;
- instaurer des partenariats public-privé pour ServiceOntario afin d'améliorer les services tout en réduisant les coûts.

Dépasser les objectifs financiers

L'économie de l'Ontario reprend de la vigueur. En 2011, plus de 121 000 nouveaux emplois nets ont été créés en Ontario, presque tous à temps plein. On prévoit que l'économie croîtra de 1,7 % en 2012, de 2,2 % en 2013 et de 2,4 % en 2014.

L'exécution du plan de réduction du déficit de l'Ontario devance les échéances prévues. Pour la troisième année de suite, les prévisions de déficit ont été surpassées. Le plan quinquennal du gouvernement garde la province sur la voie menant à l'équilibre budgétaire d'ici 2017-2018.

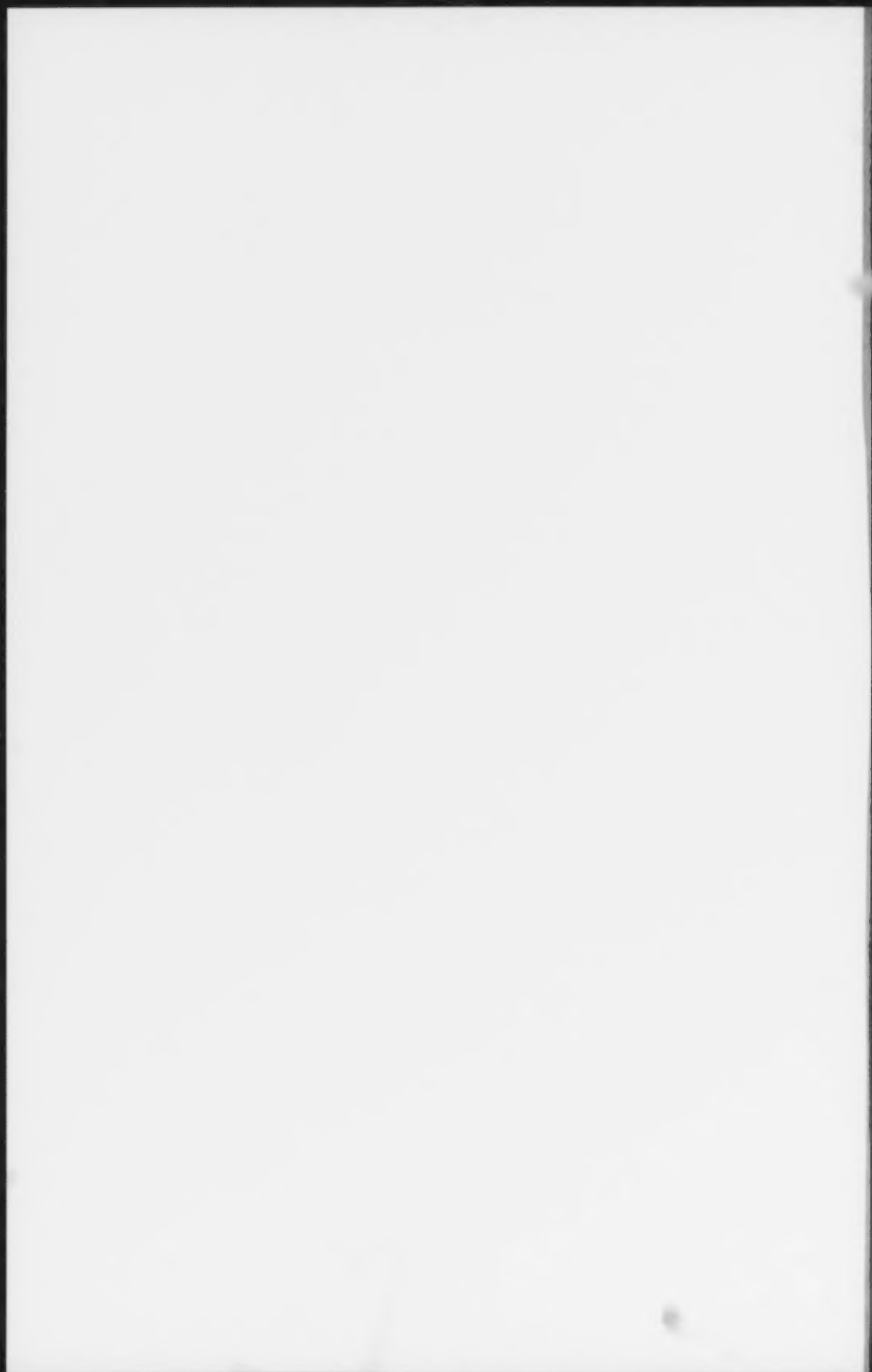
On prévoit que le déficit de 2011-2012 s'établira à 15,3 milliards de dollars, soit une amélioration de un milliard de dollars par rapport aux prévisions du budget de 2011. Cette prévision est fondée sur une croissance des charges de programmes de 2,5 % d'une année à l'autre. Pour 2012-2013, on prévoit que le déficit sera de 15,2 milliards de dollars, conformément au plan d'équilibre budgétaire présenté dans le budget de 2011.

Le budget de 2012 est la prochaine étape du plan du gouvernement McGuinty en vue d'équilibrer le budget. Il présente des mesures décisives pour l'Ontario. Il est équitable, raisonnable et équilibré. L'élimination du déficit n'est pas une fin en soi, c'est plutôt le moyen d'atteindre un but, c'est-à-dire que les familles de l'Ontario continuent de recevoir la meilleure valeur qui soit grâce à la meilleure éducation et aux meilleurs soins de santé au monde et que notre économie soit vigoureuse et crée des emplois.

CHAPITRE I



TRANSFORMATION DES
SERVICES PUBLICS



Points saillants

Connaissances et compétences

- ☑ La mise en oeuvre intégrale de la maternelle et du jardin d'enfants à temps plein d'ici septembre 2014 et le maintien de l'effectif des classes à un niveau peu élevé contribueront à préserver les progrès accomplis au cours des huit dernières années et à faire en sorte que l'Ontario continue de bénéficier d'écoles de renommée mondiale.
- ☑ Le gouvernement poursuivra le Programme de réduction de 30 % des frais de scolarité, pourvu que le budget soit approuvé par l'Assemblée législative.
- ☑ Les services d'emploi et de formation seront mieux intégrés et coordonnés, et de nouvelles mesures aideront les apprentis à achever leur formation.

Transformation des soins de santé

- ☑ Le système de santé sera transformé afin de ramener le taux de croissance des dépenses à une moyenne de 2,1 % par année au cours des trois prochaines années.
- ☑ Pour rendre le Programme de médicaments de l'Ontario plus équitable, les personnes âgées dont les revenus dépassent 100 000 \$, soit environ 5 % des personnes âgées, assumeront une plus grande part des coûts de leurs médicaments sur ordonnance.

Emplois et prospérité

- ☑ Le nouveau Fonds pour l'emploi et la prospérité regroupera de nombreux programmes de soutien aux entreprises et visera avant tout à appuyer une meilleure productivité et la création d'emplois.
- ☑ Les projets de chantiers miniers actuellement à l'étude dans le Cercle de feu devraient créer plus de 1 500 emplois permanents.

Autres mesures pangouvernementales pour équilibrer le budget

- ☑ Au cours des trois prochaines années, pour chaque dollar de mesures touchant les revenus, on prévoit quatre dollars de mesures touchant les charges.
- ☑ Les dépenses de programmes seront réduites d'un montant cumulatif de 17,7 milliards de dollars au cours des trois prochaines années par rapport au niveau qu'elles auraient autrement atteint, permettant ainsi de maintenir la croissance annuelle de ces dépenses à 1,0 % entre 2011-2012 et 2014-2015.
- ☑ Le plan du gouvernement pour équilibrer le budget propose les mesures suivantes :
 - des mesures énergiques pour gérer les coûts actuels et futurs de la rémunération;
 - des mesures législatives qui, si elles étaient adoptées, rendraient l'arbitrage plus transparent, responsable et efficient;
 - des mesures pour rendre les régimes de retraite du secteur public plus abordables pour les contribuables et plus durables pour les participants aux régimes;
 - des mesures en vue de prolonger de deux autres années le gel des salaires des cadres des hôpitaux, des collèges, des universités, des conseils scolaires et des organismes, ce qui veut dire que leur paie aura été gelée pendant quatre ans;
 - la prolongation du gel des salaires des députés de deux autres années, portant la durée totale du gel de leurs salaires à cinq ans.
- ☑ L'effectif de la fonction publique de l'Ontario sera encore réduit de près de 1 000 équivalents temps plein (ETP) en vue d'atteindre la réduction de 1 500 ETP visée par le gouvernement, sans que soient compromis les services essentiels de première ligne.
- ☑ Des mesures responsables pour accroître les revenus prévoient le gel des réductions des taux de l'impôt sur le revenu des sociétés et des taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises.
- ☑ Le gouvernement ontarien a soigneusement examiné son plan d'immobilisations et a trouvé des possibilités d'économie qui lui permettraient de réduire ses emprunts de plus de 3 milliards de dollars sur six ans.

Introduction

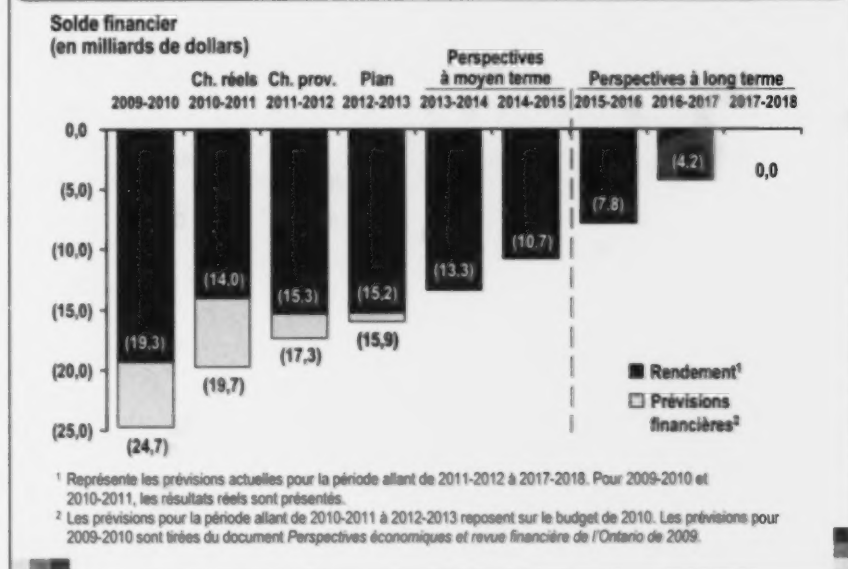
Durant ses cinq premières années au pouvoir, le gouvernement McGuinty a travaillé avec les Ontariennes et Ontariens pour améliorer les écoles, les hôpitaux, les routes, les ponts et d'autres services publics d'importance qui avaient été négligés pendant des années. Ces investissements ont contribué à améliorer les résultats aux tests de littératie et de numératie, à accroître le taux d'obtention de diplôme, à réduire l'effectif des classes et à raccourcir le temps d'attente pour les opérations chirurgicales et d'autres interventions médicales. Le gouvernement a également éliminé le déficit de 5,5 milliards de dollars dont il avait hérité.

Lorsque la récession a frappé à l'échelle mondiale, le gouvernement McGuinty a choisi d'en atténuer les effets sur la population ontarienne au moyen d'investissements visant à stimuler l'économie, en intensifiant la formation professionnelle pour les travailleurs mis à pied et en réduisant l'impôt sur le revenu des particuliers pour neuf contribuables sur dix en Ontario. Durant le ralentissement économique mondial, le gouvernement a protégé les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation et des soins de santé.

Le gouvernement a également agi pour renforcer la compétitivité de l'Ontario en modernisant le système fiscal, en instaurant la maternelle et le jardin d'enfants à temps plein pour les plus jeunes apprenants et en apportant son soutien à un plus grand nombre d'étudiants dans les collèges et universités.

L'économie de l'Ontario recommence maintenant à croître à la suite de la récession mondiale, mais la province fait face à de nouveaux défis économiques et financiers. La croissance économique est plus lente qu'on ne l'avait prévu dans le budget de 2011, et la province accuse un déficit considérable. Comme le gouvernement l'a indiqué dans le budget de 2011, si on veut atteindre l'équilibre budgétaire en 2017-2018, il faudra réduire de beaucoup le taux de croissance des dépenses de programmes. Le temps est maintenant venu d'entreprendre un nouveau plan quinquennal en vue d'équilibrer le budget provincial.

GRAPHIQUE 1.1 Plan de l'Ontario visant à équilibrer le budget



En février 2012, le Conference Board du Canada et la Commission de réforme des services publics de l'Ontario ont tous deux publié des projections indiquant que, si aucune mesure n'était prise pour contenir la hausse des charges provinciales, le déficit de l'Ontario continuerait à augmenter. Selon le rapport du Conference Board¹, le déficit de l'Ontario pourrait s'élever à 16 milliards de dollars en 2017-2018. La Commission, en se fondant sur des hypothèses semblables relativement aux tendances persistantes, estimait que le déficit pourrait même atteindre 30 milliards de dollars si aucune mesure n'était prise pour maîtriser les dépenses². Malgré l'écart dans ces projections, il est évident que le déficit constitue un grave problème pour l'Ontario et qu'il faut prendre des mesures énergiques pour s'y attaquer.

¹ Kip Beckman, Glen Hodgson et Matthew Stewart. *Perspectives économiques et financières de l'Ontario : des défis à l'horizon*, Conference Board du Canada, 2012.

² Commission de réforme des services publics de l'Ontario. *Des services publics pour la population ontarienne : Cap sur la viabilité et l'excellence*, 2012.

Les gouvernements ontariens de toutes allégeances politiques ont accusé des déficits considérables et ont ajouté à la dette accumulée. C'est effectivement ce qu'ont fait depuis 1990 quatre gouvernements représentant trois partis. Les gouvernements ont accumulé une dette parce qu'ils pouvaient compter sur la croissance de l'économie pour assurer la viabilité du rapport dette-PIB.

Compte tenu de la récession qui a sévi à l'échelle planétaire et de l'incertitude qui a suivi concernant l'économie mondiale, l'Ontario ne peut plus se fier seulement à la croissance économique pour équilibrer le budget. Les problèmes que connaissent de nombreux pays européens, où les taux d'intérêt sont à des niveaux insoutenables, imposent de nouvelles contraintes et pressions tant sur les gouvernements que sur les populations, ce qui montre bien les risques qui planent si l'on tarde à s'attaquer au déficit et à la dette.

Le statu quo n'est pas une solution. Si aucune mesure n'est prise, le déficit augmentera, ce qui empêchera l'Ontario de continuer à se concentrer sur ses priorités : l'éducation, les soins de santé et des investissements stratégiques judicieux pour stimuler la création d'emplois. La montée en flèche des déficits empêcherait également la province d'établir et de contrôler ses priorités, ses décisions et ses activités futures.

En s'attachant à équilibrer le budget, le gouvernement entend stabiliser, puis réduire, le rapport dette-PIB, lequel a considérablement grimpé au cours des deux dernières décennies. Le coût annuel du service de la dette, qui est d'environ 10 milliards de dollars, vient au troisième rang des charges les plus considérables que les contribuables doivent assumer, et c'est l'une des charges qui augmentent le plus rapidement. La province paie plus d'argent en intérêts chaque année qu'elle n'en verse aux collèges et universités. Les taux d'intérêt sont extrêmement faibles, ce qui a permis au gouvernement de gérer ces coûts. Cependant, comme on s'attend à une hausse des taux d'intérêt, les paiements augmenteront aussi, ce qui retranchera de précieuses ressources des services d'éducation et de soins de santé. Pour chaque augmentation de 1 % des taux d'intérêt, le coût du service de la dette augmente d'environ 467 millions de dollars durant la première année après l'augmentation. Si aucune mesure n'était prise pour équilibrer le budget, l'Ontario paierait presque autant pour le service de la dette en 2017-2018 que ce qu'il consacre aujourd'hui à l'éducation.

Dans le budget de 2011, le gouvernement McGuinty s'engageait à réformer les services publics. Il a trouvé des façons d'économiser à l'échelle du gouvernement au moyen de gains d'efficacité opérationnelle et de la consolidation, de la rationalisation des programmes et de gains d'efficacité supplémentaires dans le système de santé. En 2011-2012, on prévoit que les dépenses de programmes par habitant seront de 8 560 \$ en Ontario, le montant le plus bas de toutes les provinces, inférieur de 11 % à la moyenne des dépenses de programmes des neuf autres gouvernements provinciaux. Le gouvernement McGuinty est bien placé pour mettre en oeuvre des changements, puisqu'il a déjà pris des mesures fermes pour réformer les systèmes d'éducation et de soins de santé ainsi que le régime fiscal de l'Ontario.

Une telle approche est bien différente des compressions uniformes arbitraires à l'échelle du gouvernement, lesquelles mineraient la vigueur de l'économie ontarienne et risqueraient de saboter la création d'emplois. Les expériences au Canada, y compris celles de la fin des années 1990 en Ontario, et partout dans le monde ont démontré que les compressions profondes et uniformes mènent en fin de compte à une hausse des coûts. En outre, elles compromettraient les programmes qui donnent à la province de meilleures chances de réussite, tout en maintenant en place des programmes inefficaces.

On observe depuis plusieurs années que la part de l'économie que constituent les revenus fiscaux de l'Ontario est en déclin. Les revenus fiscaux représentent 11,6 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui est presque 15 % de moins que le rapport affiché en 1994. Bien que certains préconisent des augmentations d'impôts, ce n'est pas la voie que le gouvernement McGuinty entend suivre pour équilibrer le budget.

Le budget de 2012 est la prochaine étape dans la réalisation du plan du gouvernement McGuinty en vue d'équilibrer le budget. Équilibrer le budget est en fin de compte la mesure la plus importante que le gouvernement peut prendre pour renforcer l'économie, créer des emplois et protéger les services d'éducation et de soins de santé.

Connaissances et compétences

Les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan pour préparer les travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie du savoir. Les Ontariennes et Ontariens qui possèdent des niveaux élevés de scolarité et de compétence ont de meilleures perspectives d'emploi, gagnent des salaires plus élevés et paient plus de taxes et d'impôts.

Des écoles de renommée mondiale

La poursuite des progrès en éducation est essentielle à la croissance future de l'économie ontarienne. Depuis 2003, l'effectif des classes diminue, le taux d'obtention de diplômes augmente, les résultats aux tests s'améliorent et le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), qui relève de l'Organisation de coopération et de développement économiques, ainsi que McKinsey and Company considèrent que les écoles ontariennes sont parmi les meilleures au monde.

Au cours des années 1990, les budgets consacrés à l'éducation ont été réduits et le rendement scolaire de nos élèves en a souffert. Au contraire, le présent budget annonce des mesures pour protéger les progrès réalisés jusqu'à présent en assurant la mise en oeuvre intégrale de la maternelle et du jardin d'enfants à temps plein, en maintenant aux niveaux actuels l'effectif des classes au primaire et en assurant la poursuite des progrès sur le plan de la réussite scolaire, tout en trouvant des moyens de réduire les coûts.

Maternelle et jardin d'enfants à temps plein

La maternelle et le jardin d'enfants à temps plein sont un volet essentiel du système d'éducation de l'Ontario. Le gouvernement est toujours résolu à en assurer la mise en oeuvre intégrale pour la rentrée scolaire de septembre 2014. En trouvant des économies ailleurs, notamment au moyen du contrôle de la rémunération, le présent budget assure un financement suffisant pour honorer cet engagement. À l'heure actuelle, environ 50 000 enfants dans 800 écoles peuvent bénéficier d'un apprentissage toute la journée en Ontario. En septembre 2012, la maternelle et le jardin d'enfants à temps plein seront offerts dans 900 autres écoles portant le nombre d'élèves bénéficiant de ce programme à environ 120 000, soit près de 50 % de l'effectif total. En septembre 2013, 184 000 enfants environ bénéficieront de ce programme. Lorsqu'il sera entièrement déployé, le programme sera offert à environ 250 000 enfants et leur donnera le meilleur départ possible afin de favoriser leur plein épanouissement.

Effectif des classes

Des classes moins nombreuses permettent au personnel enseignant de prêter une attention accrue à chaque élève pour améliorer ses résultats. Le gouvernement finance actuellement 13 600 postes d'enseignant de plus qu'en 2003, dont plus de 5 000 postes visant à réduire l'effectif des classes au primaire. Par conséquent :

- plus de 90 % des classes du primaire comptent 20 élèves ou moins, comparativement à 31 % en 2003-2004;
- toutes les classes du primaire comptent 23 élèves ou moins, comparativement à 64 % en 2003-2004.

Le gouvernement est déterminé à préserver les progrès réalisés au cours des huit dernières années. Le gouvernement continuera de verser les fonds visant à préserver l'effectif maximal permis pour les classes du primaire et l'effectif moyen actuel des classes aux cycles moyen et supérieur, afin de veiller à ce que les élèves de toutes les années puissent bénéficier d'une interaction accrue avec le personnel enseignant.

Protection des progrès accomplis en éducation

Les Ontariennes et Ontariens ont accompli d'immenses progrès en éducation ces dernières années, et le gouvernement entend bien protéger ces gains. Pour pouvoir offrir la maternelle et le jardin d'enfants à temps plein et maintenir l'effectif des classes à un niveau peu élevé, il faut trouver d'autres façons de réaliser des économies. Le présent budget définit des moyens de réduire les coûts tout en préservant les progrès réalisés sur le plan du rendement scolaire.

Cadre des relations de travail

Les conventions collectives actuelles du personnel enseignant et d'autres employés du secteur de l'éducation arrivent à expiration en août 2012, et le gouvernement facilite actuellement les négociations et les discussions en vue d'une nouvelle entente. C'est le troisième cycle de discussions et de négociations sectorielles depuis 2003, mais le premier depuis la profonde récession mondiale qui a entraîné un défi financier considérable pour l'Ontario.

La population ontarienne reconnaît le travail acharné et efficace du personnel enseignant et du personnel de soutien pour édifier un système d'éducation qui suscite l'envie du monde entier. Le gouvernement a besoin de l'aide des enseignants et de tous les employés du secteur de l'éducation pour établir un cadre de travail viable à long terme, et c'est l'objectif qu'il s'efforcera d'atteindre à la table des négociations.

Le gouvernement a proposé des paramètres relativement à une convention entre le personnel d'éducation et les conseils scolaires, lesquels comprennent :

- un gel des salaires de deux ans, sans augmentation progressive dans la grille salariale;
- le gel des congés de maladie accumulés au 31 août 2012, les gratifications futures versées au moment de la retraite devant être payées au taux salarial de l'employé au 31 août 2012. À compter du 1^{er} septembre 2012, tous les congés de maladie accumulés ne découlant pas d'un droit acquis seraient éliminés;
- l'instauration, à compter du 1^{er} septembre 2012, d'un régime de congés de maladie de courte durée offrant chaque année, sans droit de report d'une année à l'autre, six jours de congé de maladie payés au plein salaire et 24 semaines de congé payées aux deux tiers du salaire;
- le dépôt d'une évaluation actuarielle du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario en 2012, et des négociations en vue d'assurer la viabilité et la solvabilité future du régime sans augmenter les contributions gouvernementales ni compromettre le plan financier de la province.

Toutes ces mesures, ou des mesures équivalentes, sont nécessaires pour permettre au gouvernement d'honorer son engagement d'équilibrer le budget. Le gouvernement adopte la même façon d'aborder les négociations collectives pour tous les secteurs.

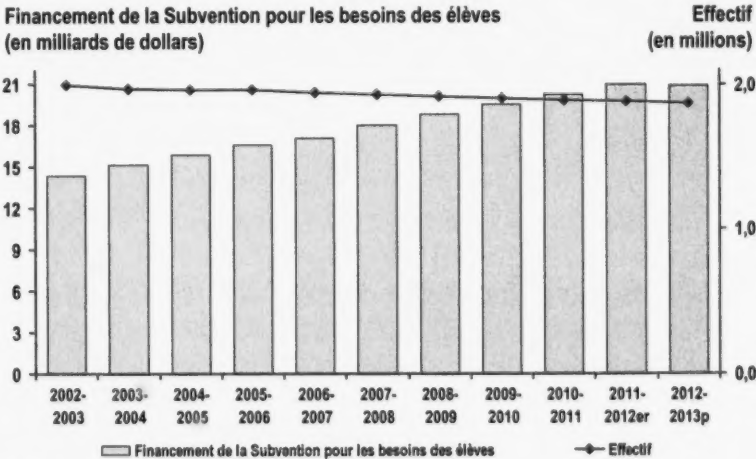
En s'appuyant sur les progrès accomplis jusqu'ici par les Ontariennes et Ontariens, on peut mettre en oeuvre la maternelle et le jardin d'enfants à temps plein, maintenir des classes peu nombreuses et veiller à ce que nos élèves continuent de bénéficier de l'attention individuelle et de l'expertise des professionnels exceptionnels des écoles de l'Ontario. En protégeant la maternelle et le jardin d'enfants à temps plein, en maintenant l'effectif des classes aux niveaux actuels et en continuant à mettre l'accent sur les élèves et l'enseignement en classe, le gouvernement préserve près de 10 000 postes au sein du personnel enseignant, dont 3 800 enseignants pour la maternelle et le jardin d'enfants à temps plein, et 9 700 postes au sein du personnel non enseignant.

Écoles sous-utilisées

Certaines des écoles de l'Ontario sont sous-utilisées en raison de la baisse des inscriptions constatée à l'échelle de la province et des tendances démographiques propres à chaque région. La formule de financement des conseils scolaires est ainsi conçue qu'il est plus facile pour certains conseils scolaires en milieu urbain de continuer à assurer le fonctionnement des petites écoles sous-utilisées que de fournir des services de manière plus efficiente.

Le gouvernement changera les affectations destinées aux conseils scolaires pour encourager ces derniers à regrouper des installations scolaires sous-utilisées, ce qui permettra d'économiser annuellement plus de 70 millions de dollars au moment de la pleine application de cette mesure. Ce changement prendra effet durant l'année scolaire 2013-2014 pour donner aux conseils le temps de travailler avec leur communauté pour assurer une transition harmonieuse en tenant compte des circonstances régionales.

GRAPHIQUE 1.2 Financement de l'éducation et effectif des classes



er = estimations révisées. p = projection.
Ne comprend pas le financement de la maternelle et du jardin d'enfants à temps plein.
Source : ministère de l'Éducation de l'Ontario.

Fusion des conseils scolaires

Le gouvernement entend utiliser les ressources de la manière qui apporte le meilleur soutien possible aux élèves. Une façon d'y arriver consiste à réduire les charges administratives des conseils.

Pour réduire davantage les charges administratives, le gouvernement fusionnera des conseils scolaires. Ces fusions, qui viseront des régions de la province où l'on constate une faible croissance démographique et une diminution de l'effectif scolaire, favoriseront les économies d'échelle et permettront aux nouveaux conseils de concentrer leurs ressources sur le rendement des élèves.

Le ministère de l'Éducation, après des consultations, déterminera les conseils pouvant faire l'objet d'une fusion et travaillera avec ces derniers et les communautés pour veiller à ce que les besoins des élèves soient la considération première dans le cadre de ce processus. Pour respecter ses obligations constitutionnelles, le gouvernement n'envisagera pas de fusionner des conseils scolaires publics et séparés.

Transport scolaire économique

Le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les élèves soient transportés entre leur domicile et leur école à temps, en toute sécurité et de façon économique. Le ministère de l'Éducation a travaillé avec les conseils scolaires et l'industrie sur des initiatives de réforme du transport scolaire afin de créer des consortiums de transport, d'adopter des pratiques exemplaires et de renforcer les capacités administratives afin d'assurer des services de transport sécuritaires, efficaces et efficients. Le ministère poursuivra sa collaboration avec les conseils scolaires et l'industrie afin de réaliser des économies de 34 millions de dollars sur trois ans en mettant en place des processus d'approvisionnement concurrentiels et en réalisant d'autres gains d'efficacité opérationnelle tout en veillant à maintenir la sécurité du transport scolaire et à répondre aux besoins des élèves.

Plafonnement des crédits obtenus au palier secondaire

Dans la plupart des territoires de compétence d'Amérique du Nord, les études secondaires durent normalement quatre ans. Malgré l'élimination des cours préuniversitaires de l'Ontario (CPO) il y a près de dix ans, l'Ontario continue d'accueillir jusqu'à 20 000 élèves pour une cinquième année, nombre d'entre eux ayant déjà obtenu leur diplôme d'études secondaires.

Le gouvernement prend des mesures pour limiter à 34 le nombre de crédits pouvant être obtenus au niveau secondaire, soit quatre de plus que le nombre requis pour l'obtention du diplôme d'études secondaires de l'Ontario. Ce plafond encouragera les élèves à planifier leurs cours de façon appropriée tout en leur donnant la chance d'obtenir des crédits additionnels ou d'améliorer leurs résultats dans certains cours. Une fois entièrement mise en oeuvre, une telle approche entraînera également des économies de 22 millions de dollars par année et établira un bon équilibre entre la souplesse accordée aux élèves et la nécessité d'assurer la viabilité du système.

Pour donner aux élèves suffisamment de temps pour planifier leurs études, le plafonnement des crédits entrera en vigueur en septembre 2013. Le gouvernement travaillera avec ses partenaires du système scolaire pour veiller à ce que cette mesure soit mise en oeuvre de façon équitable et ordonnée. Les écoles continueront à offrir des programmes permettant aux élèves de personnaliser leur cheminement en fonction de leurs talents particuliers et d'encourager l'obtention du diplôme.

Éducation postsecondaire et formation

L'Ontario a fait des investissements considérables dans l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle afin de constituer une main-d'oeuvre compétente ayant une excellente formation. Grâce à de tels investissements, la main-d'oeuvre ontarienne compte parmi les plus compétentes au monde et est prête à faire face à la concurrence mondiale.

Principales réalisations

- En 2010-2011, environ 355 500 étudiants étaient inscrits à temps plein dans les 20 universités financées par les deniers publics, soit une hausse d'environ 107 500 comparativement à 2002-2003, et environ 178 600 étudiants étaient inscrits à temps plein dans les 24 collèges financés par les deniers publics, soit une hausse d'environ 32 500 comparativement à 2002-2003.
- Le nombre d'étudiants de deuxième et troisième cycles dans les universités a augmenté de 57 % depuis 2002-2003.
- Plus de 300 000 étudiants sont admissibles au Programme de réduction de 30 % des frais de scolarité.
- Emploi Ontario offre des services à plus de un million de personnes chaque année, dont 100 000 employeurs.
- Près de 55 000 personnes se sont inscrites au programme de formation Deuxième carrière depuis juin 2008.
- Plus de 100 000 étudiants ont eu accès à des emplois et services au cours de l'été 2011.
- Les inscriptions annuelles dans les programmes d'apprentissage sont passées de 17 000 en 2002-2003 à près de 30 000 en 2010-2011.
- Le nombre total d'apprentis actifs est passé de 60 000 en 2002-2003 à 120 000 en 2010-2011.

S'appuyer sur les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation postsecondaire

Le gouvernement ontarien est déterminé à maintenir et à accroître la qualité de l'éducation tout en optimisant l'utilisation de l'argent des contribuables.

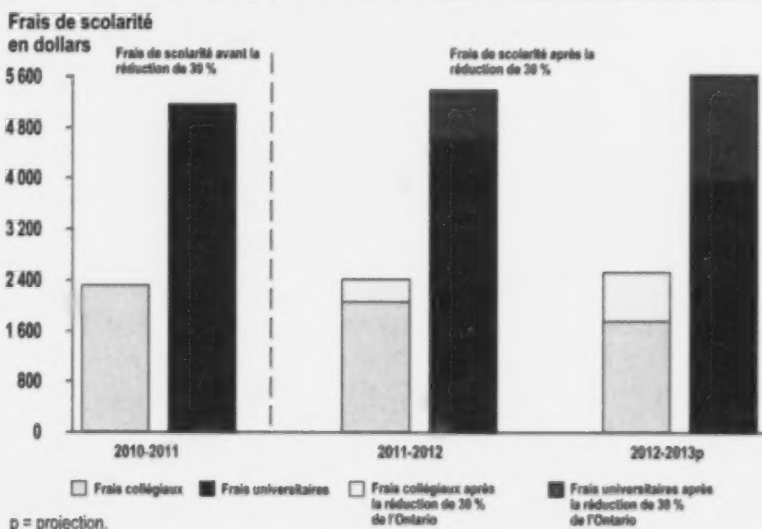
Des progrès ont déjà été accomplis à cette fin : la réduction des subventions de fonctionnement aux collèges et aux universités dans les années 1990 a été renversée; l'édification d'un secteur postsecondaire de grande qualité se poursuit; un programme intégré de formation et d'emploi a été établi afin d'offrir aux Ontariennes et aux Ontariens les connaissances et les compétences dont ils ont besoin au XXI^e siècle. Le gouvernement continuera à travailler avec le secteur de l'éducation postsecondaire pour accroître l'innovation et la productivité afin de l'aider à atteindre les cibles d'efficacité tout en appuyant l'éducation de qualité offerte aux étudiants.

Appuyer les étudiants et leurs familles

En janvier 2012, le gouvernement a annoncé le nouveau Programme de réduction de 30 % des frais de scolarité. Dans le budget de 2012, le gouvernement affirme son engagement à poursuivre le Programme de réduction de 30 % des frais de scolarité, pourvu que le budget soit approuvé par l'Assemblée législative cette année.

Le programme de bourse offre jusqu'à 800 \$ par semestre, pour un maximum de deux semestres par année, aux étudiants inscrits à temps plein à un programme universitaire de premier cycle ou à un programme collégial donnant droit à un grade, et jusqu'à 365 \$ par semestre, pour un maximum de deux semestres, aux étudiants inscrits à un programme collégial donnant droit à un diplôme ou à un certificat dispensé dans un établissement de l'Ontario financé par les deniers publics. La bourse sera indexée selon l'augmentation annuelle des frais de scolarité des collèges et universités, à compter de 2012-2013.

GRAPHIQUE 1.3 Moyenne des frais de scolarité après l'application du Programme de réduction de 30 % des frais de scolarité de l'Ontario



Le coût du Programme de réduction de 30 % des frais de scolarité de l'Ontario est compensé par la réduction du financement destiné aux programmes non essentiels. Dès 2012-2013, la Subvention au titre des manuels scolaires et de la technologie et la Fiducie d'aide aux étudiantes et étudiants de l'Ontario seront éliminées alors que la Bourse « Sommet de l'excellence » de la reine Elizabeth II sera éliminée graduellement sur trois ans afin que les étudiants qui en bénéficient actuellement ne perdent pas cette source de financement. À compter de 2012-2013, aucune nouvelle bourse de la reine Elizabeth II ne sera accordée.

Moderniser les services d'emploi et de formation

Le gouvernement continuera d'améliorer ses programmes d'emploi et de formation afin de mieux préparer les Ontariennes et Ontariens à faire face aux défis de la mondialisation croissante et de l'évolution rapide des technologies. Les programmes et services seront axés sur l'obtention de résultats mesurables dans les secteurs où les besoins sont les plus grands.

Voici quelques-unes des mesures prises à cet égard :

- intégrer les services d'emploi et de formation de l'ensemble du gouvernement à Emploi Ontario;
- promouvoir l'achèvement des programmes d'apprentissage pour accroître le bassin de main-d'oeuvre qualifiée;
- maintenir le soutien au programme Deuxième carrière.

Intégrer les services d'emploi et de formation

Actuellement le gouvernement investit environ 1,5 milliard de dollars par année dans les services d'emploi et de formation offerts dans le cadre de douzaines de programmes relevant de 11 ministères. Ces programmes visent différents groupes de clients et utilisent divers réseaux et modes de prestation.

Depuis quelques années, l'Ontario cherche à offrir un service « à guichet unique » axé sur les clients afin d'aider les Ontariennes et Ontariens à obtenir et à conserver un emploi. Dans le cadre de la transformation d'Emploi Ontario, le gouvernement ontarien a réussi à intégrer les services d'emploi transférés du gouvernement fédéral à ses propres programmes et services d'emploi et de formation.

À l'heure actuelle, le modèle des Services d'emploi d'Emploi Ontario aide les Ontariennes et Ontariens à trouver des emplois durables, en assurant la liaison entre des employeurs qui cherchent des travailleurs qualifiés et des personnes qui cherchent un emploi. Plus de 400 bureaux des Services d'emploi dans toute la province offrent accès aux services suivants:

- recherche d'emploi;
- jumelage emploi-travailleur, placement et incitatifs;
- formation professionnelle et soutien à la conservation d'emploi;
- services d'information et d'orientation;
- planification et coordination des services individualisés.

Il existe une importante occasion de mieux intégrer les programmes d'emploi et de formation de l'Ontario. Par exemple, la Commission d'examen du système d'aide sociale de l'Ontario a souligné que l'enchevêtrement de programmes d'emploi offerts aux bénéficiaires de l'aide sociale crée de la confusion pour les clients, les employeurs et les fournisseurs de services. En intégrant ces soutiens au sein d'un réseau ayant un seul guichet d'accès lorsque c'est possible et en améliorant la coordination des services, le gouvernement peut améliorer les résultats pour les clients et mieux répondre à leurs besoins.

Ce réaménagement pourrait entraîner des avantages considérables. Pour les personnes qui ont besoin de formation, il représente un accès élargi et simplifié à un éventail de services et de meilleurs résultats sur le marché du travail. Pour les bénéficiaires de l'aide sociale, il offre l'accès à un éventail élargi de services d'emploi et de formation. Pour les employeurs, une meilleure coordination de la promotion des services créera un système plus simple à utiliser. Pour les contribuables, il entraîne des gains d'efficacité administrative, des réductions de coûts et l'optimisation de l'utilisation des deniers publics.

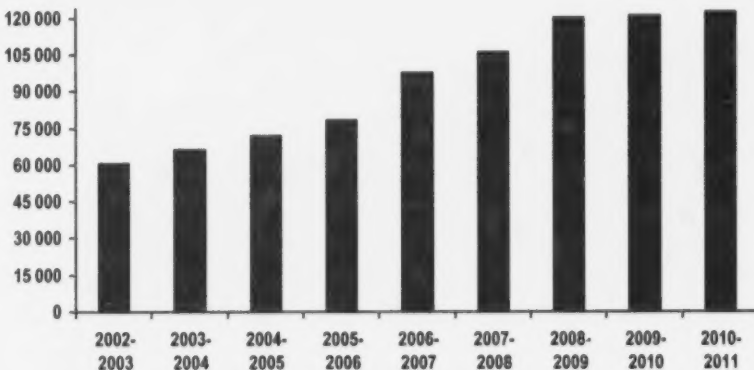
Renforcer le système d'apprentissage

Le système d'apprentissage de l'Ontario est un élément clé permettant de constituer la main-d'oeuvre instruite et compétente dont la province a besoin pour faire face à la concurrence dans l'économie actuelle et future.

Au cours des huit dernières années, le gouvernement a beaucoup élargi son système d'apprentissage, le nombre d'apprentis dans la province ayant presque doublé pour passer à plus de 120 000. Selon certaines études, on constate toutefois que le taux d'achèvement se situe en moyenne à 50 % pour les apprentis de l'Ontario. La vigueur du système d'apprentissage doit être mesurée tant par la proportion des apprentis qui mènent leur formation à terme et qui obtiennent l'accréditation que par la croissance du nombre de nouvelles inscriptions.

GRAPHIQUE 1.4 Nombre total d'apprentis actifs par année

Nombre d'apprentis actifs



Nota : Renvoie au nombre total d'apprentis actifs au sein du marché du travail de l'Ontario.

Source : ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario.

Le gouvernement ontarien entend aider les apprentis à mener à terme leur formation en mettant l'accent sur un jumelage judicieux des apprentis et des emplois afin d'appuyer les secteurs clés de l'économie. À cette fin, il mettra en oeuvre les mesures suivantes :

- intégrer le soutien à la littératie et à la numératie techniques à la formation en apprentissage et élargir les cours de préparation aux examens pour aider les apprentis à terminer leur formation;
- réaménager le Programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario (PAJO) et le Programme de préapprentissage pour les rendre plus efficaces;
- renforcer les liens entre l'apprentissage et les services d'emploi afin de faciliter le jumelage apprentis-employeurs;
- lancer des stratégies ciblées et des projets pilotes pour s'attaquer aux obstacles empêchant l'admission de certains groupes, notamment les jeunes, les Autochtones et les femmes, et accroître leurs chances de réussite;
- examiner l'efficacité et l'efficience du crédit d'impôt ontarien pour la formation en apprentissage afin d'accroître le taux d'achèvement des programmes d'apprentissage.

Les mesures prises pour améliorer le taux d'achèvement bénéficieront aux apprentis en leur assurant une meilleure employabilité, des salaires plus élevés et en leur donnant une meilleure chance de trouver et de conserver un emploi.

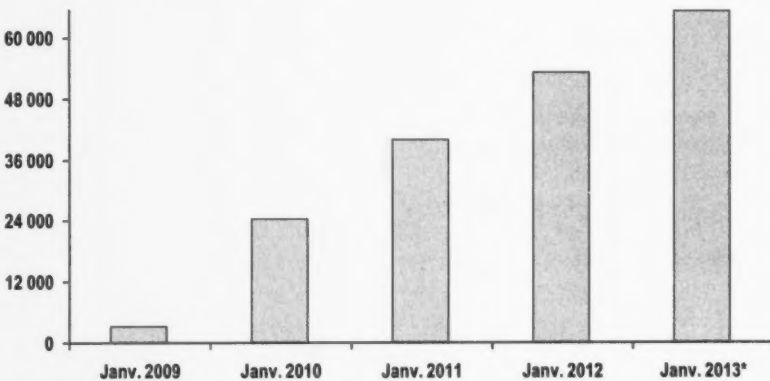
L'Ordre des métiers de l'Ontario entreprendra en avril 2012 son premier examen du rapport compagnon-apprentis. Un comité d'experts objectifs procédera à cet examen selon un processus et des critères déterminés à la suite des consultations publiques qui ont eu lieu il y a plus d'un an. Le processus adopté par l'Ordre des métiers de l'Ontario exige que les représentants de l'industrie et de la main-d'oeuvre collaborent pour déterminer un juste rapport compagnon-apprentis.

Deuxième carrière

Un élément clé d'Emploi Ontario est le programme Deuxième carrière, qui aide les travailleurs mis à pied à obtenir la formation nécessaire pour réussir dans l'économie actuelle. Jusqu'à présent, près de 55 000 personnes ont bénéficié de ce programme. Les données recueillies à la suite d'une évaluation effectuée auprès des participants du programme Deuxième carrière montrent que la situation de l'emploi de la plupart des participants interrogés s'était améliorée. Des clients avaient trouvé un emploi dans des domaines comme les technologies informatiques et le travail social. Le gouvernement réaffirme son engagement à appuyer les travailleurs sans emploi durant cette période de relance économique en maintenant un financement de 251 millions de dollars en 2012-2013, ce qui permettra d'offrir des services à 12 000 participants.

GRAPHIQUE 1.5 Nombre de participants à Deuxième carrière par année

Nombre de participants



* Estimation fondée sur le nombre prévu de participants supplémentaires desservis l'an prochain.

Nota : Les totaux représentent le nombre cumulatif de participants depuis juin 2008.

Source : ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario, en date de février 2012.

Transformation des soins de santé

Entre 2003-2004 et 2011-2012, le financement du secteur de la santé s'est accru en moyenne de 6,1 % par année, soit une hausse totale de 17,9 milliards de dollars, ce qui témoigne de l'engagement du gouvernement d'accroître l'accès à des soins de qualité pour tous les Ontariens et Ontariennes. Ces investissements ont amélioré les soins de santé en Ontario après des années de négligence et ont produit des résultats positifs pour les familles. Ces améliorations comprennent ce qui suit :

- On a réussi à réduire les temps d'attente pour des chirurgies importantes – c'est en Ontario que les temps d'attente sont les plus courts au Canada, selon le rapport de l'Institut Fraser intitulé *Waiting Your Turn: Wait Times for Health Care in Canada, 2011 Report*.
- Plus de 3 400 médecins supplémentaires exercent maintenant dans la province. Selon l'Ontario Medical Association (OMA), plus de 2,1 millions d'Ontariennes et d'Ontariens de plus ont maintenant un médecin de famille.
- Plus de 12 600 postes d'infirmières et d'infirmiers ont été créés en Ontario.

En 2011, le secteur de la santé comptait plus de 607 000 médecins, infirmières, infirmiers, techniciens en diagnostic, fournisseurs de soins à domicile et autres professionnels et travailleurs, représentant environ 9 % de l'emploi total de l'Ontario.

Les mesures supplémentaires prises pour un Ontario en santé comprennent ce qui suit :

- Au 31 décembre 2011, l'Ontario avait fermé 10 des 19 groupes électrogènes alimentés au charbon et a réduit l'utilisation du charbon de 90 % depuis 2003. Il s'agit de la plus importante initiative liée aux changements climatiques entreprise en Amérique du Nord, et elle se traduira par des économies substantielles dans les domaines de la santé et de l'environnement ainsi que sur le plan financier.
- L'Ontario continue d'être un chef de file en Amérique du Nord pour ce qui est de fournir de l'eau potable propre et sûre à sa population.

En raison de la conjoncture difficile, le financement du système de santé ne peut pas continuer à croître au même rythme que par le passé. En outre, les inducteurs de coûts en santé tels que les facteurs démographiques, les demandes de services et les changements technologiques continuent d'exercer des pressions sur le plan financier. La prestation des services de santé doit être transformée pour que l'on puisse continuer de fournir les services de grande qualité dont la population de l'Ontario a besoin et qu'elle s'attend à recevoir.

Plus tôt cette année, le gouvernement a rendu public le *Plan d'action de l'Ontario en matière de soins de santé* qui dresse les grandes lignes de cette transformation pour assurer la pérennité du système de santé et la prestation de services de grande qualité. Ce plan vise l'optimisation des ressources. Il vise la création d'un système qui dispense des soins de santé de façon plus intelligente et plus efficiente, et qui donnera de meilleurs résultats pour les Ontariennes et Ontariens.

Ce plan repose sur trois stratégies clés visant une meilleure optimisation des ressources :

- rediriger les investissements là où ils ont la plus grande valeur et où ils procurent le plus d'avantages sur le plan de la santé;
- prévenir les maladies et aider les Ontariennes et Ontariens à demeurer actifs et en santé en mettant l'accent sur la promotion de la santé, notamment en réduisant les taux d'obésité chez les enfants et les taux de tabagisme;
- fournir un meilleur accès aux soins primaires, aux soins à domicile et aux soins communautaires pour que les patients puissent recevoir les soins dont ils ont besoin à l'endroit qui convient le mieux et au moment opportun.

Le secteur des soins communautaires comprend plus de 800 agences de services communautaires qui aident les gens à demeurer autonomes et à vivre avec dignité chez eux et dans leur collectivité. Les services comprennent le soutien à la personne et les services d'aide familiale, les repas, le transport communautaire, les services aux victimes de lésions cérébrales acquises, les services d'aide à la vie autonome dans les logements avec services de soutien, et les programmes de jour pour adultes.

Ces stratégies et les mesures supplémentaires annoncées dans le présent budget contribuent à maintenir l'excellence des soins de santé pour les Ontariennes et Ontariens tout en ralentissant la croissance globale des dépenses en santé dans la province pour les ramener à un taux annuel de 2,1 % au cours des trois prochaines années.

La transformation du système de santé de l'Ontario est essentielle pour que le gouvernement puisse gérer le taux de croissance des dépenses en santé et respecter son engagement d'équilibrer le budget. Elle se fait par l'entremise de stratégies déjà en cours, y compris la réforme du régime de médicaments, la *Loi sur l'excellence des soins pour tous* et la réforme des soins primaires.

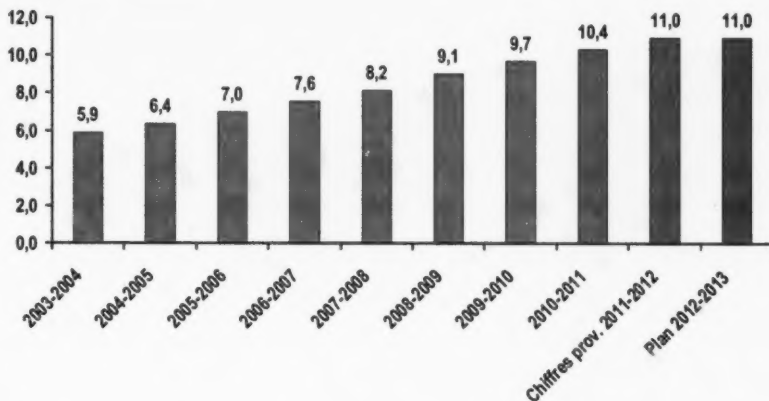
Le gouvernement fera avancer ce programme de réforme crucial au moyen des mesures clés proposées dans le présent budget pour gérer les dépenses en santé et faire fond sur le Plan d'action.

Rémunération des médecins

Les médecins font partie intégrante du système de santé et sont à l'avant-plan de la prestation des soins de qualité aux patients. Depuis 2003, le gouvernement travaille avec les médecins pour accroître l'accès aux soins et réduire les temps d'attente. Le total des paiements versés aux médecins s'est accru de 5,1 milliards de dollars entre 2003-2004 et 2011-2012. Près du dixième des dépenses de programmes va à la rémunération des médecins. Le budget de 2012 tient compte du plan du gouvernement visant à maintenir la rémunération totale des médecins aux niveaux actuels dans la prochaine Entente sur les services de médecins négociée avec l'Ontario Medical Association. Cette mesure est nécessaire pour que le gouvernement puisse respecter son engagement d'équilibrer le budget.

GRAPHIQUE 1.6 Paiements versés aux médecins

En milliards de dollars



Sources : ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario et ministère des Finances de l'Ontario.

Garder l'Ontario en santé

Pour réduire les coûts futurs associés aux maladies évitables, il faut mettre en place des initiatives pour aider les Ontariennes et Ontariens à rester en santé et productifs. Par exemple, l'obésité a un effet direct sur le développement du diabète de type 2, qui coûte à l'Ontario 4,9 milliards de dollars par année. À l'heure actuelle, environ un jeune sur cinq a un excédent de poids. En outre, le tabagisme continue d'être la principale cause des maladies évitables et des décès prématurés en Ontario, représentant des coûts de santé de 1,9 milliard de dollars et environ 13 000 décès par année. Le gouvernement est résolu à promouvoir des modes de vie sains et à soutenir une meilleure gestion des maladies chroniques en prenant les mesures suivantes :

- mettre sur pied un comité composé d'intervenants, de chefs de file dans le domaine de la santé, de représentants d'organismes sans but lucratif et de partenaires de l'industrie pour élaborer une Stratégie de lutte contre l'obésité chez les enfants afin de réduire de 20 % le taux d'obésité chez les enfants sur une période de cinq ans;

- augmenter les amendes imposées à ceux qui vendent du tabac aux enfants et doubler les efforts d'application de la loi pour lutter contre la fourniture de tabac illégal peu coûteux en Ontario;
- donner à tous les Ontariens et Ontariennes accès à un profil individualisé de risque de cancer qui utilisera les antécédents médicaux et familiaux pour mesurer le risque de cancer puis établir un lien entre les personnes les plus à risque et les services de prévention, de dépistage ou de tests génétiques;
- continuer à élargir les programmes systématiques de dépistage du cancer du sein, du col de l'utérus et du côlon. Les participants seront avisés et on leur rappellera quand aura lieu leur prochain test de dépistage.

Améliorer l'accès et renforcer les liens dans le secteur de la santé familiale

Améliorer l'accès aux soins de santé familiale est essentiel pour améliorer les soins de santé et gérer les coûts globaux du système de santé. Le financement total du fonctionnement des hôpitaux est le poste de dépenses le plus important dans le domaine de la santé et a augmenté en moyenne de 5,1 % par année depuis 2003. Ce taux de croissance était devenu nécessaire en partie pour compenser les compressions généralisées pratiquées dans les années 1990. Le traitement des patients dans des milieux autres que les hôpitaux, s'il y a lieu, et l'accès à des fournisseurs de soins primaires sont des éléments cruciaux du plan du gouvernement pour ralentir la croissance des charges des hôpitaux. Ces mesures comprennent :

- accroître l'accès aux médecins et aux infirmières et infirmiers praticiens en donnant plus de rendez-vous le jour même ou le lendemain et en offrant des soins après les heures normales d'ouverture. Cela contribuera à faire en sorte que les patients aient accès à des fournisseurs de soins primaires au lieu de se rendre directement aux services des urgences;
- intégrer la planification des soins de santé familiale dans les réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) pour mettre à contribution leur expertise en aidant les patients à naviguer dans le système de santé et à accéder aux soins dont ils ont besoin afin de réduire les taux de réadmission dans les hôpitaux;

- maintenir à 0 % le taux de croissance annuelle du financement global du fonctionnement de base des hôpitaux en 2012-2013 tout en continuant d'augmenter les investissements dans le secteur des soins communautaires d'un taux moyen de 4 % par année;
- les subventions de fonctionnement totales versées aux hôpitaux augmenteront de 2,0 % en 2012-2013. Cette hausse est attribuable au soutien continu des services clés fournis dans le cadre d'initiatives comme celles liées aux temps d'attente et aux traitements prioritaires, dont le traitement des maladies rénales chroniques et les transplantations.

Dispenser les soins appropriés, au bon moment et au bon endroit

Pour fournir des soins de qualité aux patients et gérer les coûts de santé, il est essentiel que les patients reçoivent les bons soins au bon endroit. Par exemple, il est plus coûteux pour les contribuables de fournir des soins à une personne âgée dans un foyer de soins de longue durée que de lui fournir des services de soutien à son domicile ou au domicile d'un membre de sa famille. Par conséquent, le gouvernement prendra les mesures suivantes :

- instaurer des réformes pour permettre aux RLSS d'assurer une coordination harmonieuse des traitements dont les patients ont besoin et qui sont offerts par différents fournisseurs de soins, et donner plus de souplesse pour pouvoir transférer les ressources là où les besoins sont les plus grands;
- faire passer les interventions courantes actuellement pratiquées dans les hôpitaux aux cliniques communautaires sans but lucratif où elles pourront être faites plus rapidement, selon les mêmes normes de qualité et à un coût plus bas.

Le Kensington Eye Institute est une clinique communautaire qui fournit des chirurgies de la cataracte de grande qualité aux Ontariennes et aux Ontariens. Ces traitements sont couverts par l'Assurance-santé de l'Ontario, mais dispensés à l'extérieur des hôpitaux. L'institut peut se concentrer sur des interventions spécialisées et donc servir plus de patients, avec de meilleurs résultats et à un coût plus bas.

En outre, le coût d'un lit de soins actifs dans un hôpital qui est occupé par un patient en attente d'un autre niveau de soins (ANS) est un coût que le système ne peut pas se permettre. La prestation de soins communautaires à ces patients, soit à leur domicile, soit dans un foyer de soins de longue durée répondra mieux à leurs besoins, en plus d'être logique du point de vue des soins de santé et responsable du point de vue financier.

Les mesures visant à améliorer la capacité dans ces secteurs comprennent ce qui suit :

- accroître les investissements dans les soins à domicile et les services communautaires de 4 % par année en moyenne au cours des trois prochaines années, soit 526 millions de dollars par année d'ici 2014-2015, de manière à mieux soutenir les personnes âgées et autres Ontariennes et Ontariens qui pourraient profiter des soins fournis dans la collectivité;
- élaborer une nouvelle stratégie sur les personnes âgées qui accroîtra le nombre de visites à domicile, augmentera l'accès aux soins à domicile et assurera une meilleure coordination des soins;
- créer des postes de coordonnateurs de soins qui fourniront aux personnes âgées des conseils sur les soins dont elles ont besoin, en particulier celles qui ont des affections complexes, en collaborant étroitement avec tous les fournisseurs de soins de santé. Ainsi, les personnes âgées seront orientées vers les soins dont elles ont besoin dans le milieu approprié. Cela améliorera la coordination des soins pour les personnes vivant chez elles et contribuera à éviter les admissions inutiles à l'hôpital;
- investir dans les soins aux malades chroniques dispensés dans la collectivité afin de réduire les listes d'attente des foyers de soins de longue durée ainsi que le nombre de patients hospitalisés en attente d'un autre niveau de soins;
- si le présent budget est approuvé par l'Assemblée législative, mettre en oeuvre le crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être pour aider les personnes âgées à adapter leur maison en fonction de leurs besoins, à mesure qu'elles avancent en âge, afin qu'elles puissent vivre chez elles et de façon autonome aussi longtemps que possible;
- faire fond sur les investissements importants dans les soins de longue durée effectués depuis 2003 afin de développer la capacité dans ce secteur. Pour ce faire, le financement global des foyers de soins de longue durée augmentera de 2,8 % en 2012-2013. Ce taux comprend une hausse de 1 % des coûts des soins directs pour les résidents des foyers de soins de longue durée. Le gouvernement aidera le secteur à gérer cette croissance en fournissant aux exploitants de foyers une plus grande souplesse pour payer les services à l'aide de leur structure de financement actuelle.

Décisions fondées sur des preuves

Les décisions sur le financement des interventions nouvelles et existantes s'appuieront sur des données probantes. Le gouvernement est déterminé à financer uniquement les services soutenus par des preuves médicales.

Le gouvernement accélérera la mise en oeuvre de l'approche fondée sur des preuves en s'appuyant sur le mandat de Qualité des services de santé Ontario (QSSO) qui consiste à présenter des recommandations visant à orienter le financement là où l'on peut démontrer que les ressources seront optimisées sans sacrifier l'accès aux services jugés médicalement nécessaires. Cette approche fondée sur des preuves pour ce qui est de la réforme du financement a déjà donné des résultats substantiels, y compris des changements dans les frais qui permettront d'économiser 125 millions de dollars en 2011-2012. Ces changements touchent les bilans de vitamine D, les analyses de la teneur minérale des os et les études sur le sommeil ainsi que les tests préopératoires pour la coloscopie, la cytoscopie, la libération du nerf médian au niveau du canal carpien et l'arthroscopie.

Réforme du financement

Changer la façon de financer les services de santé est un élément clé du plan du gouvernement pour transformer les soins de santé. Pour soutenir la transformation, le gouvernement accélère le passage vers un modèle de financement axé sur les patients. Cette formule sera mise en oeuvre graduellement sur une période de trois ans et aidera à diriger les ressources et l'expertise là où elles sont les plus nécessaires pour améliorer la valeur et la qualité des soins de santé.

En vertu de cette démarche, les hôpitaux, les foyers de soins de longue durée et les centres d'accès aux soins communautaires seront financés selon le genre et le volume de services et de traitements qu'ils offrent, à un prix qui reflète les meilleures pratiques et la complexité des cas et des interventions, tout en favorisant l'efficience sans compromettre le service et l'accès.

Le modèle fera en sorte que le financement provincial des soins de santé donne de meilleurs résultats pour les patients :

- en dirigeant le financement vers les fournisseurs efficaces qui fournissent de meilleurs services ou traitements ou qui les offrent de façon plus efficace;
- en améliorant la qualité par la spécialisation.

Les fournisseurs de soins de santé qui sont dans une situation particulière, comme les petits hôpitaux et les hôpitaux en milieu rural, continueront de bénéficier d'un traitement particulier, compte tenu du plus faible volume de patients qu'ils traitent et de leur rôle de fournisseur de services critiques au palier local.

Un régime de médicaments équitable et efficient

Le Programme de médicaments de l'Ontario (PMO) aide les personnes âgées à assumer le coût de leurs médicaments. Il est un élément crucial des services de santé et des soutiens connexes que l'Ontario fournit aux personnes âgées.

Depuis 2006, le gouvernement a apporté des modifications au système de médicaments de l'Ontario afin que l'argent que les Ontariennes et Ontariens paient pour les médicaments sur ordonnance soit utilisé de façon optimale. Ces modifications comprennent la réduction des prix de la plupart des médicaments génériques pour les ramener à 25 % du coût des produits de marque comparables. Les réformes du gouvernement permettent aux personnes âgées d'économiser de l'argent lorsqu'elles se procurent des médicaments sur ordonnance. Jusqu'en 2011-2012, les économies réalisées au titre des programmes de médicaments du ministère de la Santé et des Soins de longue durée s'établissaient à environ 500 millions de dollars par année. Des économies supplémentaires de 100 millions de dollars ont été réalisées en 2011-2012.

Le gouvernement prend des mesures pour assurer l'efficacité et la bonne administration du PMO et aider le plus possible les personnes qui ont les plus grands besoins. On rendra le programme plus équitable en demandant aux personnes âgées à revenu plus élevé d'assumer une plus grande partie des coûts de leurs médicaments sur ordonnance tout en veillant à ce que ces coûts n'imposent pas un fardeau déraisonnable. Environ 5 % des personnes âgées qui sont bénéficiaires du PMO paieront davantage en raison de ce changement.

TABEAU 1.1 Incidence des modifications sur les personnes âgées bénéficiant du PMO

	%
Payent plus	5
Payent moins	3
Payent le même montant	92
Total	100

Dans le cadre du PMO actuel, les personnes âgées paient la première tranche de 100 \$ de leurs médicaments chaque année et une quote-part de 6,11 \$ pour chaque ordonnance après la franchise de 100 \$. Cette franchise est abandonnée dans le cas des personnes âgées à faible revenu qui doivent toutefois payer une quote-part de 2 \$ à chaque ordonnance. Toutes les personnes âgées sont admissibles au PMO, quel que soit leur niveau de revenu. C'est donc dire qu'une personne qui touche un revenu annuel de 300 000 \$ par année peut obtenir les mêmes prestations que celle dont le revenu annuel est de 30 000 \$.

Pour rendre le programme plus équitable, les personnes âgées à revenu élevé paieront une nouvelle franchise établie en fonction du revenu. Cette franchise augmentera graduellement avec le revenu net. Pour les personnes âgées célibataires dont le revenu est supérieur à 100 000 \$, la franchise sera de 100 \$ plus 3 % de la tranche de leur revenu supérieure à 100 000 \$. Pour les couples dont le revenu combiné est supérieur à 160 000 \$, la nouvelle franchise pour le couple sera de 200 \$ plus 3 % de la tranche de leur revenu combiné supérieure à 160 000 \$. Les personnes âgées à revenu élevé continueront de payer une quote-part de 6,11 \$ par ordonnance après la franchise. Les seuils de revenu ne seront pas indexés selon l'inflation. Le tableau 1.2 donne des exemples des franchises.

TABLEAU 1.2 Exemples des franchises du PMO

	Sans changements					
Personne âgée vivant seule						
Revenu net (\$)	16 000	40 000	100 000	120 000	150 000	200 000
Franchise	0 \$	100 \$	100 \$	700 \$	1 600 \$	3 100 \$
Pourcentage du revenu	0,00 %	0,25 %	0,10 %	0,58 %	1,07 %	1,55 %
Couple de personnes âgées						
Revenu net (\$)	24 000	60 000	160 000	200 000	250 000	300 000
Franchise	0 \$	200 \$	200 \$	1 400 \$	2 900 \$	4 400 \$
Pourcentage du revenu	0,00 %	0,33 %	0,13 %	0,70 %	1,16 %	1,47 %

En outre, on vérifiera les revenus chaque année pour s'assurer que les personnes âgées reçoivent le niveau approprié de prestations. Pour les personnes âgées dont le revenu est inférieur aux seuils de 100 000 \$ ou de 160 000 \$ et qui profitent déjà du PMO, ces modifications n'augmenteront pas les coûts qu'ils doivent assumer pour leurs médicaments. Les personnes âgées qui paient actuellement la quote-part de 2 \$ continueront de payer 2 \$ par ordonnance.

Ces modifications seront en vigueur à partir d'août 2014 afin de laisser aux personnes âgées le temps de s'adapter au nouveau système.

On compte environ 1,9 million de personnes âgées en Ontario. En vertu de ces modifications, quelque 75 000 personnes âgées touchant un revenu de plus de 100 000 \$ (personnes seules) ou 160 000 \$ (couples) paieront en moyenne 665 \$ de plus par année pour leurs médicaments sur ordonnance.

Les personnes âgées continueront de recevoir leurs prestations en vertu du PMO en présentant leur carte Santé à leur pharmacie où leur pharmacien sera en mesure d'accéder aux renseignements dont il a besoin pour s'assurer que les personnes âgées sont facturées comme il convient pour leurs médicaments sur ordonnance.

Les personnes âgées qui vivent dans des foyers de soins de longue durée ou qui reçoivent des soins à domicile financés par les deniers publics ne seront pas touchées par ces changements.

Emplois et prospérité

Au cours de la dernière génération, les conditions fondamentales qui façonnaient l'économie provinciale depuis la Confédération ont changé du tout au tout. La protection des marchés intérieurs a fait place à l'ouverture des marchés et à la concurrence mondiale. Les économies qui reposent sur d'abondantes richesses naturelles jouent un rôle de plus en plus important tant au Canada que dans le reste du monde. Un climat d'incertitude règne actuellement sur toute l'économie mondiale.

La nouvelle réalité économique mondiale présente des défis pour l'Ontario. Face à la concurrence plus intense des économies émergentes, l'Ontario a perdu une part de son marché d'exportation le plus important, les États-Unis. La hausse des prix du pétrole a fait augmenter les coûts pour les entreprises ontariennes. Parallèlement, la hausse des prix du pétrole a entraîné la hausse du dollar canadien, ce qui nuit encore davantage à la compétitivité des entreprises ontariennes sur le marché mondial.

Face à de tels défis, l'Ontario ne pourra continuer à prospérer que s'il arrive à relever les taux de croissance de la productivité. Le gouvernement a pris des mesures décisives, comme la réforme en profondeur du régime d'imposition des sociétés, d'importants investissements dans l'infrastructure et l'amélioration de la formation, qui aident à améliorer l'investissement et la productivité en Ontario.

À mesure que le gouvernement avance dans son plan quinquennal visant à équilibrer le budget, il continuera à mettre l'accent sur l'édification d'une économie ontarienne forte et diversifiée qui favorisera la création d'emplois et la croissance.

Le gouvernement continuera à investir dans l'infrastructure économique fondamentale, comme les routes, le transport en commun et l'éducation postsecondaire. Il regroupera et rationalisera les programmes d'emploi et de formation, ciblant mieux ses investissements dans la population. Il continuera également à encourager les entreprises à investir dans l'innovation, à accroître leur productivité et à devenir plus compétitives sur la scène mondiale.

Ce plan instaurera une nouvelle orientation stratégique pour les programmes de soutien des entreprises qui mettra un accent accru sur la productivité. L'augmentation de la productivité vient des sociétés qui utilisent de manière plus efficiente et novatrice la main-d'oeuvre, le capital, l'énergie et les matières premières pour produire des biens et des services. Une plus grande croissance de la productivité mène à de meilleurs salaires et aide les entreprises à se lancer sur les marchés internationaux, ce qui favorise la création d'emplois et un niveau de vie plus élevé pour les Ontariennes et Ontariens.

Conseil pour l'emploi et la prospérité

Le gouvernement établira le Conseil pour l'emploi et la prospérité, lequel aura pour mandat de conseiller le gouvernement sur un plan visant à stimuler la productivité de l'Ontario. Le Conseil cherchera à mettre à profit l'expérience des entreprises, des syndicats, des milieux universitaires et des organisations non gouvernementales.

Le Conseil recommandera et dirigera un vaste programme de recherche sur les obstacles à la productivité et à l'innovation en Ontario. Le gouvernement demandera l'avis du Conseil sur la bonification des crédits d'impôt destinés à la recherche-développement (R-D) afin d'inciter les entreprises à augmenter leurs dépenses en R-D, ainsi que sur la façon de simplifier les modalités d'observation et d'administration.

Le Conseil donnera également son avis sur la restructuration et la transformation des services consultatifs aux entreprises actuellement offerts en Ontario afin d'intensifier leur rôle de stimulation de la productivité. Il aidera également le gouvernement à promouvoir l'entrepreneuriat et à assurer une place à l'Ontario sur les marchés mondiaux. Il organisera en outre un sommet sur la productivité de l'Ontario.

Fonds pour l'emploi et la prospérité

L'Ontario fournit actuellement environ 2 milliards de dollars par année pour appuyer les entreprises, y compris des dépenses fiscales ciblées, dans le cadre de plus de 40 programmes relevant d'au moins sept ministères. Ces programmes ont stimulé l'investissement des entreprises, la création d'emplois et la croissance économique. Cependant, la fragmentation actuelle des programmes a entraîné un manque de coordination, une hausse des frais d'administration et une complexité accrue pour les entreprises. Le gouvernement transformera les programmes actuels de soutien aux entreprises afin d'en améliorer la coordination, d'en clarifier les objectifs et d'éviter le double emploi et les coûts inutiles.

Le gouvernement entend regrouper un grand nombre de ses programmes en un seul Fonds pour l'emploi et la prospérité, qui visera avant tout à appuyer une meilleure productivité et la création d'emplois dans le secteur des entreprises. Il visera une réduction d'au moins 25 % des frais d'administration. Le Fonds appuiera les entreprises et permettra d'améliorer la productivité et l'innovation dans les nombreux secteurs prospères de l'économie. Il aidera les entreprises à faire face à la concurrence sur les marchés mondiaux, à croître et à créer des emplois.

Le Conseil pour l'emploi et la prospérité offrira des conseils au gouvernement sur la façon de regrouper et de réorienter les programmes existants de soutien aux entreprises. Les programmes de soutien aux entreprises qui ne correspondent pas au nouveau cadre axé sur la productivité seront graduellement éliminés, ce qui représentera des économies globales de 250 millions de dollars d'ici 2014-2015. Pour assurer une transition ordonnée pour les entreprises, le gouvernement respectera toutes ses obligations contractuelles relativement aux projets déjà approuvés. Le gouvernement procédera à des consultations pour établir les modalités du nouveau Fonds.

Pour tenir compte des besoins distincts des économies régionales, le gouvernement maintiendra les fonds suivants :

- le nouveau Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario qui est proposé;
- le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario (FDEO);
- les programmes administrés par la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO).

Ces fonds bénéficieront de l'accent mis sur la productivité et de l'approche novatrice en matière de conception de programmes adoptée pour le Fonds pour l'emploi et la prospérité.

Résultats des programmes régionaux

- Depuis l'établissement du FDEO en 2008, plus de 1 900 emplois directs ont été créés et plus de 100 projets régionaux et mis sur pied par des entreprises ont bénéficié du Fonds, lequel a engagé 53 millions de dollars en subventions et attiré 488 millions de dollars en investissements additionnels de la part des partenaires de projets.
- Depuis octobre 2003, plus de 17 800 emplois directs ont été créés ou maintenus dans le Nord grâce à quelque 4 400 projets dans lesquels la SGFPNO a engagé plus de 723 millions de dollars. Ces investissements ont attiré 2,4 milliards de dollars de plus provenant d'autres bailleurs de fonds.

Se tailler une place sur les marchés mondiaux

Le marché américain a reçu 77 % des exportations internationales de marchandises de l'Ontario en 2011. Ce marché demeurera essentiel pour l'Ontario, mais on s'attend à ce qu'il croisse à un rythme beaucoup plus lent que les économies émergentes, comme celles du Brésil, de l'Inde et de la Chine. La province a forgé des liens solides avec un bon nombre des économies émergentes et il met à profit ces liens importants.

Le gouvernement continuera également à diversifier les exportations de l'Ontario. Il axera ses efforts de promotion des exportations sur les principaux atouts de l'économie ontarienne, y compris le secteur des technologies de l'énergie propre.

Pour tirer un meilleur parti des services de soutien au commerce qui existent déjà en Ontario, le gouvernement rationalisera et coordonnera les activités de promotion du commerce de tous les ministères concernés, ce qui contribuera à améliorer l'accès de l'Ontario aux marchés mondiaux.

Le gouvernement canadien, avec la participation de l'Ontario et des autres provinces, négocie actuellement un accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne (UE), l'un des marchés les plus étendus et les plus riches au monde. Cet accord aidera les sociétés ontariennes à diversifier leurs activités et à saisir de nouvelles possibilités de commerce et d'investissement au sein de l'UE.

Allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité pour les régimes de retraite du secteur privé

La baisse marquée des taux d'intérêt à long terme en 2011 a augmenté le passif de solvabilité de nombreux régimes de retraite tandis que la volatilité des marchés mondiaux des capitaux a limité le rendement des investissements.

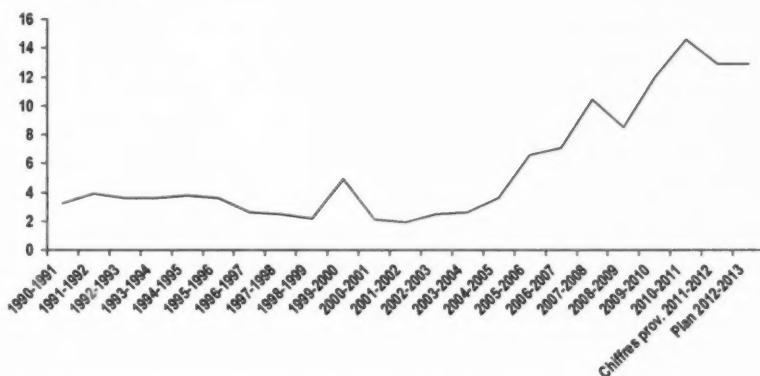
Pour appuyer les emplois et la croissance, le gouvernement propose de prolonger les mesures temporaires d'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité pour les régimes de retraite du secteur privé en conformité avec les mesures annoncées dans le budget de 2009. Le gouvernement entend également instaurer des mesures qui permettraient aux employeurs d'utiliser des lettres de crédit pour couvrir jusqu'à 15 % des passifs de solvabilité des régimes de retraite. Les employeurs auraient également une plus grande latitude pour commencer à faire des versements spéciaux un an après la date d'évaluation du régime.

Infrastructure appuyant l'emploi et la croissance

Les investissements dans l'infrastructure créent des emplois de qualité et appuient la croissance. Les investissements de plus de 35 milliards de dollars prévus par l'Ontario au cours des trois prochaines années permettront de créer ou de préserver plus de 100 000 emplois en moyenne par année. Au cours des périodes de compression précédentes en Ontario, les gouvernements ont considérablement réduit les investissements clés dans l'infrastructure. Au contraire, le présent budget maintient un niveau élevé d'investissement dans l'infrastructure.

GRAPHIQUE 1.7 Investissement total dans l'infrastructure*

En milliards de dollars



*L'investissement total dans l'infrastructure est exempt des contributions de tiers et est présenté en termes nominaux.

Note : Depuis 2002-2003, les investissements dans l'infrastructure comprennent le coût des immobilisations corporelles acquises par la province et les organismes gouvernementaux consolidés. Depuis 2005-2006, le périmètre comptable de la province englobe les collèges, les conseils scolaires et les hôpitaux.

Source : ministère de l'Infrastructure de l'Ontario.

Exemples d'investissements dans l'infrastructure

- Les investissements dans le réseau routier de l'Ontario permettront de créer ou de préserver 26 000 emplois en moyenne au cours de chacune des trois prochaines années et faciliteront la circulation des biens et des personnes partout en Ontario.
- Les investissements dans les immobilisations des universités et des collèges permettront de créer ou de préserver 3 000 emplois en moyenne au cours de chacune des trois prochaines années et contribueront à former la main-d'oeuvre fortement scolarisée dont a besoin l'économie ontarienne.
- Les investissements en immobilisations annoncés pour préparer les écoles ontariennes à la mise en oeuvre de la maternelle et du jardin d'enfants à temps plein appuient environ 2 000 emplois en moyenne par année au cours des quatre premières années du programme, ce qui permettra de donner aux enfants un bon départ à l'école tout en aidant les parents à harmoniser leur vie professionnelle et familiale.
- Les investissements dans les hôpitaux de tout l'Ontario permettront de créer ou de préserver 26 000 emplois en moyenne au cours de chacune des trois prochaines années et offriront aux patients des établissements de traitement à la fine pointe de la technologie.
- La Société des loteries et des jeux de l'Ontario estime que ses projets de modernisation généreront près de 3 milliards de dollars en apport de nouveaux capitaux privés au cours des cinq prochaines années, réduisant ainsi la dépendance à l'investissement du secteur public, et créeront 2 300 emplois nets dans l'industrie des jeux et près de 4 000 autres emplois dans le secteur du tourisme d'accueil et du commerce au détail d'ici 2017-2018.

Le gouvernement concentrera ses dépenses au titre de l'infrastructure dans les secteurs les plus cruciaux, comme les réseaux de transport, les hôpitaux et les établissements d'enseignement postsecondaire, afin d'optimiser le rendement des sommes investies. Ces investissements renforceront l'économie de l'Ontario en vue d'assurer sa croissance et sa prospérité futures tout en appuyant les priorités du gouvernement dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Le gouvernement a soigneusement examiné son plan d'immobilisations et a trouvé des économies pouvant être réalisées afin d'aider l'Ontario à équilibrer le budget. Ces mesures permettront de réduire les emprunts de plus de 900 millions de dollars et de réaliser des économies budgétaires de 120 millions de dollars sur trois ans. Sur six ans, les emprunts devraient être réduits de plus de 3,2 milliards de dollars et les économies budgétaires devraient s'élever à 890 millions de dollars.

Mesures de compression en matière d'immobilisations

- La réduction des investissements dans les hôpitaux, y compris l'annulation de quatre grands projets d'hôpitaux déjà annoncés et le réaménagement de deux autres, entraînera une réduction des emprunts de 570 millions de dollars. Le gouvernement poursuivra ses investissements dans plus de 30 nouveaux grands projets d'hôpitaux, en plus des 25 grands projets déjà en chantier.
- Les grands projets d'hôpitaux déjà annoncés qui seront annulés sont : le réaménagement de l'Hôpital Memorial de Lincoln Ouest; le projet de remplacement de l'unité d'hémodialyse du Centre Sunnybrook des sciences de la santé; le projet du South Bruce Grey Health Centre portant sur les services des urgences et les soins ambulatoires (Kincardine); la phase 1 du projet de soins ambulatoires et de services aux malades hospitalisés de l'Hôpital de Wingham et du district.
- Le gouvernement poursuivra ses investissements dans les voies réservées aux véhicules multioccupants (VMO) actuellement en construction, mais il retardera la création d'autres voies pour VMO jusqu'à ce que la situation financière le permette.
- La réduction du financement des immobilisations non affecté destiné aux écoles ainsi qu'à l'agrandissement des établissements postsecondaires entraînera une réduction des emprunts de 240 millions de dollars. Cette mesure protège les investissements visant à préparer les écoles pour la maternelle et le jardin d'enfants à temps plein et à poursuivre les projets d'agrandissement d'établissements postsecondaires déjà annoncés.
- D'autres économies découlant notamment de la réduction du financement des immobilisations pour les parcs de l'Ontario et la réduction des investissements pour la réfection des immeubles gouvernementaux entraîneront une réduction des emprunts de 645 millions de dollars.

Le gouvernement fait en sorte qu'un plus grand nombre de projets d'infrastructure soient terminés dans les délais prévus et selon le budget établi en faisant davantage appel à l'expertise d'Infrastructure Ontario et en ayant recours au modèle d'exécution des projets fondé sur la diversification des modes de financement et d'approvisionnement (DMFA) dans un grand éventail de projets et de secteurs. Une telle mesure aide le gouvernement à attirer des investissements du secteur privé et à optimiser les ressources investies.

Optimisation des ressources

Depuis 2005, Infrastructure Ontario a mené à bien plus de 20 grands projets complexes d'infrastructure en se servant du modèle de DMFA, ce qui a permis des économies estimatives de plus de un demi-milliard de dollars découlant de l'optimisation des ressources. Ces projets englobent les suivants :

- Hôpital Credit Valley à Mississauga — économie d'optimisation des ressources de 26 millions de dollars;
- London Health Sciences/hôpital St. Joseph's (phase 2) — économie d'optimisation des ressources de 50 millions de dollars;
- Centre de données du ministère des Services gouvernementaux à Guelph — économie d'optimisation des ressources de 64 millions de dollars;
- Centre régional de santé de North Bay — économie d'optimisation des ressources de 57 millions de dollars;
- Quinte Health Care — économie d'optimisation des ressources de 9 millions de dollars.

Le village des athlètes des Jeux pan/parapanaméricains

Le village des athlètes des Jeux panaméricains et parapanaméricains est en pleine construction et les travaux devraient être achevés dans les délais et en fonction du budget prévus avant les Jeux de 2015. Ce projet permettra de faire avancer la réalisation du plan retenu pour l'aménagement de la zone West Don Lands, qui fait partie du secteur riverain de Toronto. Après les Jeux, le village sera converti en un quartier viable et polyvalent qui comprendra une combinaison de logements abordables et au prix du marché, ainsi qu'un centre du YMCA et une résidence destinée aux étudiants du Collège George Brown.

La construction du village appuiera environ 5 200 emplois.

Le gouvernement propose des modifications à la *Loi de 2011 sur le ministère de l'Infrastructure* afin de simplifier le processus de transfert des biens à l'intérieur du gouvernement. Le gouvernement propose également des modifications à la *Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier* afin de clarifier l'éventail des services et des conseils que peut fournir Infrastructure Ontario lorsqu'elle en reçoit la directive.

Le Nord de l'Ontario et le Cercle de feu

Les industries fondées sur les richesses naturelles sont un élément vital d'une économie forte dans le Nord. La découverte d'importants gisements miniers dans le Cercle de feu, une région du Grand Nord de l'Ontario, est riche de promesses. Le gouvernement a établi un plan pour guider les investissements résultant de ces découvertes et pour aider à diversifier l'économie du Nord.

Le Nord de l'Ontario profitera de l'exploitation des gisements miniers dans le Cercle de feu, laquelle aidera à créer des emplois et à assurer à l'économie du Nord et aux communautés autochtones de meilleures chances de croissance. Les projets de chantiers miniers actuellement à l'étude dans le Cercle de feu devraient créer plus de 1 500 emplois permanents, une fois que les mines seront en pleine production. D'autres emplois seront créés dans le secteur de l'approvisionnement et des services miniers.

Le gouvernement établit des partenariats avec la population du Nord, les communautés autochtones et l'industrie pour optimiser les retombées et surmonter les défis liés au développement du Cercle de feu.

En outre, le gouvernement propose des mesures législatives qui faciliteraient l'application d'une entente de règlement d'une revendication territoriale conclue en 1995 en établissant que certaines terres détenues en fiducie pour la Première nation Nipissing soient considérées comme des biens-fonds exonérés d'impôt aux termes de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

De solides services sociaux et à l'enfance

La protection des services sociaux est une politique publique judicieuse qui peut aider les gens à trouver et à conserver un emploi, améliorer la santé des personnes et des familles à faible revenu et, de là, réduire les inégalités. Ces avantages diminuent les pressions qui s'exercent sur les charges de programmes du gouvernement dans d'autres secteurs.

Le gouvernement prend des mesures importantes pour assurer la pérennité des soutiens et des services sociaux dont les Ontariennes et Ontariens ont besoin. On prévoit que les charges du secteur des services à l'enfance et des services sociaux augmenteront en moyenne de 2,7 % par année à moyen terme. Ce financement soutiendra la transformation continue des services.

L'aide sociale, le filet de sécurité vers lequel beaucoup d'Ontariennes et d'Ontariens se sont tournés lors de la dernière récession, représente la majorité des dépenses du secteur. Entre 2008-2009 et 2012-2013, les dépenses du programme d'aide sociale auront augmenté de près de 2 milliards de dollars, soit de 33 %, afin de soutenir plus de 100 000 clients additionnels et leur famille. Une telle croissance n'est pas viable.

Le gouvernement a demandé à la Commission d'examen du système d'aide sociale de l'Ontario de formuler des recommandations visant à transformer ce système afin d'améliorer les résultats pour les clients et d'assurer sa viabilité à long terme.

Pour aller de l'avant, le gouvernement :

- mettra à profit les conseils de la Commission pour réformer le système d'aide sociale afin de le rendre plus viable en réduisant les obstacles et en s'assurant que les personnes capables de travailler aient accès aux soutiens appropriés pour trouver un emploi, en plus de répondre aux besoins des employeurs qui comptent sur une main-d'oeuvre qualifiée;
- examinera, conformément aux recommandations de la Commission, la possibilité d'intégrer le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et les services d'emploi fournis par le programme Ontario au travail aux services d'Emploi Ontario, afin d'éviter le double emploi et les lacunes sur le plan des services et de réduire les inefficiences administratives;

- transformera la prestation des programmes d'aide fondés sur le revenu selon un cadre de référence qui prévoit :
 - une plus grande efficacité dans l'administration et la prestation des programmes;
 - des efforts pour réduire le double emploi entre les différents ordres de gouvernement;
 - la création de « Mon compte de prestations » afin de simplifier l'accès aux nombreux programmes et prestations fondés sur le revenu;
 - la modernisation des cadres assurant la protection de la vie privée, afin de soutenir la transformation des programmes.

Le gouvernement prendra aussi des mesures spécifiques à compter de 2012-2013 afin de modérer la croissance des charges au titre de l'aide sociale :

- La Prestation pour l'établissement d'un nouveau domicile et le maintien dans la collectivité et la Prestation pour réparations domiciliaires seront retirées de l'aide sociale, le soutien pour le logement étant offert dans le cadre de la Stratégie à long terme de logement abordable. On aidera à conjurer le « piège de l'aide sociale » en permettant aux particuliers et aux familles à faible revenu d'avoir accès localement à du soutien, sans qu'il leur soit nécessaire d'être admissibles à l'aide sociale. De plus, la diminution du nombre de prestations offertes dans le cadre de l'aide sociale aidera à simplifier les règles, tout en favorisant l'intégrité du programme et sa viabilité à long terme.
- Le gouvernement ne propose pas d'augmentation des taux de l'aide sociale en ce moment.

Prestation ontarienne pour enfants

La Prestation ontarienne pour enfants (POE) est un élément clé de la Stratégie ontarienne de réduction de la pauvreté mise en oeuvre par le gouvernement. Elle a été particulièrement utile parce qu'elle a permis aux parents de continuer à travailler ou de chercher un emploi sans craindre de perdre leurs prestations pour enfants. La POE a aussi contribué à libérer 20 000 enfants des liens de la pauvreté.

Le gouvernement maintient son engagement à réduire la pauvreté. Pour continuer de faire des progrès tout en tenant compte de la viabilité financière, il augmentera le paiement annuel maximal de la POE, qui passera de 1 100 \$ à 1 210 \$ en juillet 2013. Ce paiement sera ensuite porté à 1 310 \$ en juillet 2014. Ces augmentations étendront la portée de cette prestation à 90 000 enfants de plus dans 46 000 familles. Il s'agit là d'une augmentation plus lente que le gouvernement ne l'avait souhaité ou planifié.

Offrir plus de possibilités aux personnes ayant une déficience intellectuelle

Le gouvernement poursuit la transformation du secteur des services pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, notamment en intégrant le Programme de services particuliers à domicile à l'Initiative d'aide Passeport pour l'intégration communautaire au printemps de 2012.

Le gouvernement entend adopter une approche plus stratégique en matière de financement des services pour les personnes ayant une déficience intellectuelle. Il étudie la meilleure façon d'offrir plus de choix aux particuliers et aux familles et de donner davantage d'occasions aux personnes ayant une déficience intellectuelle de participer pleinement à la vie de leur collectivité, tout en favorisant les gains d'efficience dans le secteur.

Améliorer les résultats des services de bien-être de l'enfance

Le gouvernement continue de travailler avec la Commission de promotion de la viabilité des services de bien-être de l'enfance et les sociétés d'aide à l'enfance pour mieux concentrer les ressources sur l'amélioration des résultats pour les enfants et les jeunes qui reçoivent des services de protection de l'enfance, tout en maîtrisant les coûts par la fusion d'organismes, le regroupement des fonctions administratives et la prestation de services communs.

L'an dernier, la Commission a déterminé que 21 sociétés d'aide à l'enfance pouvaient être fusionnées. On prévoit qu'en avril 2012, l'Ontario comptera 47 sociétés d'aide à l'enfance, alors qu'il y en avait 53 il y a un an.

Treize sociétés auront fusionné pour en former six, et une nouvelle société d'aide à l'enfance autochtone, Akwesasne, a été établie au cours de l'été 2011. À ces changements viendront s'ajouter la mise en oeuvre d'un nouveau modèle de financement, l'établissement de nouvelles approches en matière de

reddition de comptes et de gestion des résultats ainsi que l'amélioration de la prestation des services et de la gestion financière par suite de la mise sur pied du Réseau d'information pour la protection de l'enfance.

Réformer le système de justice pour la jeunesse

Depuis la création d'un système de justice spécifiquement pour la jeunesse et l'adoption en 2003 de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, les peines de détention pour les jeunes contrevenants ont considérablement diminué. Comme on a davantage recours aux solutions communautaires pour les infractions moins graves, le besoin d'établissements de garde pour les jeunes a diminué. En 2003, 1 017 jeunes étaient détenus dans un établissement de garde, ce nombre ayant baissé à 370 en 2011.

Ces réformes ont entraîné une surcapacité dans le système de justice pour la jeunesse, à laquelle s'attaque le gouvernement par la fermeture du Centre de jeunes Bluewater à Goderich et des réductions de capacité au Centre de jeunes Brookside à Cobourg et au Centre de jeunes Cecil Facer à Sudbury. On diminue également le nombre d'organismes recevant des paiements de transfert qui offrent des services de garde en milieu ouvert.

Secteur de l'électricité

Le secteur de l'électricité joue un rôle essentiel dans l'économie de l'Ontario, générant une activité économique de plus de 16 milliards de dollars.

Lorsque le gouvernement McGuinty est arrivé au pouvoir en 2003, il n'y avait pas de plan à long terme pour le réseau d'électricité. La capacité de production n'était pas suffisante pour répondre à la demande de façon fiable. Les lignes de transport étaient vieilles et certaines installations étaient en mauvais état. L'Ontario dépendait en grande partie du charbon, qui est polluant. Depuis des années, les experts de la santé demandent aux gouvernements de fermer les centrales au charbon, car une telle mesure permettrait d'améliorer considérablement la qualité de l'air et la santé publique et, partant, de réaliser des économies sur les coûts d'hospitalisation.

L'Ontario est en voie de fermer les centrales au charbon d'ici 2014. Le gouvernement a déjà fermé 10 groupes électrogènes alimentés au charbon.

Il ne reste que six groupes électrogènes alimentés au charbon dans les centrales de Lambton et de Nanticoke. En outre, le gouvernement entend convertir la centrale d'Atikokan à la biomasse et celle de Thunder Bay, au gaz naturel.

Les investissements publics et privés dans l'énergie propre et renouvelable ont augmenté grâce à l'adoption de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte*. Jusqu'à présent, la province a créé plus de 20 000 emplois dans le secteur de l'énergie propre et est en voie d'en créer 50 000 au total. Le Plan énergétique à long terme du gouvernement contribuera à la mise en place d'un réseau d'électricité propre, moderne et fiable.

Par ailleurs, la politique de la province a favorisé des investissements de 13 milliards de dollars dans l'infrastructure du réseau d'électricité et permis de hausser la capacité de production du réseau de plus de 9 000 mégawatts (MW). En plus de permettre la production d'énergie propre, le Programme de tarifs de rachat garantis (TRG) de l'Ontario crée une économie florissante axée sur l'énergie propre. Dans le cadre de l'examen du Programme de TRG, on a pu prendre connaissance des commentaires des Ontariennes et des Ontariens sur la façon de renforcer le programme et apporter des modifications s'inspirant du succès remporté jusqu'ici. Le gouvernement sait que les familles s'inquiètent de leur facture d'électricité. C'est pourquoi il réduit les tarifs versés pour l'énergie renouvelable afin d'établir un équilibre entre les intérêts des consommateurs et le maintien des mesures favorisant les investissements dans l'énergie propre.

Bien qu'ils soient nécessaires pour renouveler l'infrastructure du réseau d'électricité et la rendre plus propre, ces investissements contribuent à accroître les coûts. Pour atténuer les répercussions des nouveaux investissements sur les consommateurs d'électricité, la province élabore un plan afin d'accroître l'efficacité du secteur et de réduire ses coûts.

Soucieux d'atteindre les objectifs qui auront une incidence positive sur les consommateurs d'électricité, y compris ceux mentionnés précédemment, le gouvernement entend aller de l'avant en procédant à un examen détaillé du secteur de l'électricité et de ses divers organismes.

Plafonnement de la Prestation ontarienne pour l'énergie propre pour les gros consommateurs

Le 1^{er} janvier 2011, le gouvernement a mis en oeuvre la Prestation ontarienne pour l'énergie propre (POEP), d'une durée de cinq ans, qui accorde une remise de 10 % à plus de quatre millions de consommateurs résidentiels, ainsi qu'à plus de 400 000 agriculteurs, petites entreprises et autres consommateurs pour les aider à faire la transition à un réseau plus propre. La Commission de réforme des services publics de l'Ontario a recommandé au gouvernement d'éliminer la POEP. Toutefois, le gouvernement continue de venir en aide aux familles. Il propose d'établir un plafond de 3 000 kilowatts-heures (kWh) par mois afin de maintenir la prestation. Si cette mesure est approuvée par l'Assemblée législative, elle entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2012. On estime qu'elle permettrait d'économiser environ 500 millions de dollars sur quatre ans, soit 11,0 % du coût total de la POEP pendant cette période. L'adoption d'une approche équilibrée à l'égard de la POEP est une façon responsable de gérer les besoins des consommateurs d'électricité et les conséquences financières de l'aide offerte au titre des prix de l'électricité.

Presque tous les consommateurs résidentiels continueraient de recevoir la POEP de 10 %, car la consommation d'électricité d'un ménage typique de quatre personnes se situe en moyenne entre 800 et 1 000 kWh par mois. Les mesures législatives proposées exempteraient de ce plafond les consommateurs admissibles utilisant certains appareils médicaux. La plupart des petites entreprises de détail continueraient elles aussi de recevoir la prestation de 10 %. En limitant la prestation pour les plus gros utilisateurs, on encouragerait la conservation.

Des programmes de conservation ont été mis en oeuvre pour aider les agriculteurs et les entreprises à se passer de la POEP. Ces programmes leur donnent l'occasion de modifier leurs habitudes de consommation d'électricité afin de tirer parti des tarifs variant selon l'heure de la consommation lorsque cela est approprié et de réduire leur consommation globale et, par conséquent, leur facture d'électricité.

TABEAU 1.3 Programmes de conservation

Secteur	Initiatives de 2011 à 2014
Consommateurs (résidentiels)	<p>Ramassage de réfrigérateurs et de congélateurs : Ramassage gratuit des vieux réfrigérateurs et congélateurs.</p> <p>Chauffage et climatisation : Remise pouvant atteindre 650 \$ pour le remplacement de vieux systèmes centraux de chauffage et de climatisation.</p>
Entreprises (commerciales, institutionnelles et agricoles)	<p>Systèmes d'éclairage des petites entreprises : Les petites entreprises admissibles reçoivent jusqu'à 1 000 \$ pour accroître l'efficacité énergétique de leurs systèmes d'éclairage.</p> <p>Programme de rénovation : Ce programme couvre jusqu'à 50 % des coûts des projets de rénovation admissibles préapprouvés.</p> <p>Nouvelles constructions à haute performance énergétique : Les propriétaires et les architectes qui souhaitent dépasser les normes de rendement électrique peuvent recevoir de l'aide pour la conception de bâtiments et des incitatifs financiers.</p> <p>Financement de vérifications : Financement couvrant jusqu'à 50 % des coûts des vérifications de la consommation d'énergie.</p>
Industries	<p>Intervention en fonction de la demande : Indemnité versée aux industries qui réduisent leur consommation d'électricité à certains moments lorsque la demande est élevée.</p> <p>Accélération pour le secteur industriel/Procédés et systèmes : Aide financière pouvant atteindre 70 % pour la réalisation de grands projets de modernisation visant l'économie d'énergie.</p>

Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones

Le Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones (PGEA) continue d'aider les Autochtones à participer au secteur de l'énergie. On prévoit que les demandes présentées dans le cadre du PGEA généreront plus de 600 MW d'électricité renouvelable propre en Ontario, tout en fournissant aux communautés des Premières nations des emplois et des revenus pendant plusieurs années. Deux demandes ont été approuvées en 2011 et les projets sont en cours de construction. Il s'agit du projet Lower Mattagami et du projet d'énergie renouvelable Mother Earth.

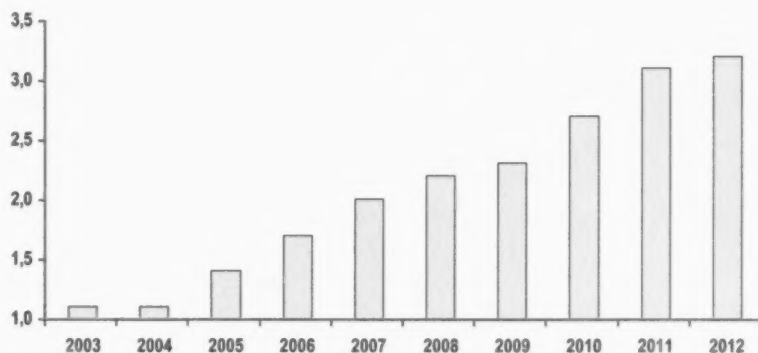
Appui aux municipalités

Le gouvernement a déjà démontré sa volonté de collaborer avec les municipalités de l'Ontario et de les appuyer, et s'est engagé à retirer de l'assiette de l'impôt foncier le fardeau du financement des programmes de prestations d'aide sociale. Il est plus approprié de soutenir ces programmes à partir des revenus provinciaux que des impôts fonciers locaux. En outre, la province a amorcé cette année la prise en charge des coûts de la sécurité dans les tribunaux et du transport des détenus.

Ces prises en charge s'ajoutent à d'autres initiatives provinciales, y compris le financement octroyé dans le cadre du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO) et le programme provincial de la taxe sur l'essence. Le soutien permanent du gouvernement aux municipalités est donc passé à 3,2 milliards de dollars en 2012, ce qui représente près du triple du niveau de soutien fourni en 2003.

GRAPHIQUE 1.8 Le soutien permanent des municipalités est passé de 1 milliard de dollars en 2003 à 3,2 milliards de dollars en 2012

En milliards de dollars



Source : Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services, « Envisager l'avenir ensemble », octobre 2008; les chiffres ont été redressés en fonction du modèle de financement concernant l'administration d'Ontario au travail annoncé en 2011.

Le gouvernement honorera son engagement de poursuivre ces prises en charge, comme cela a été convenu avec les municipalités dans le cadre de l'Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services en 2008. Par conséquent, d'ici 2018, lorsque tous ces coûts auront été pris en charge, cela représentera un bénéfice net total de 1,5 milliard de dollars par année pour les budgets des municipalités.

Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario

Conformément à l'entente conclue en 2008 entre la province et les municipalités, le financement du FPMO passera graduellement à 500 millions de dollars d'ici 2016. Dans les mois qui viennent, le gouvernement examinera le fonctionnement du FPMO et demandera l'avis de ses partenaires municipaux sur la façon dont on peut répondre plus efficacement à leurs besoins dans les limites de l'enveloppe fixée pour le programme.

Malgré la diminution convenue du financement du FPMO, le soutien provincial global octroyé aux municipalités continuera d'augmenter, puisque les prises en charge provinciales feront plus que compenser cette réduction (voir le tableau 1.4).

TABEAU 1.4 Le soutien provincial continue d'augmenter à mesure que l'enveloppe du FPMO diminue

(en millions de dollars)

	2013	2014	2015	2016
Prises en charge par la province	1 360	1 490	1 630	1 770
FPMO	575	550	525	500
Soutien combiné	1 935	2 040	2 155	2 270

Prestation des services plus efficiente

Le gouvernement continuera de travailler avec ses partenaires municipaux afin de trouver des moyens d'améliorer la prestation des services et de réaliser de plus grands gains d'efficience. Par exemple, la province collabore actuellement avec la ville de Toronto pour conclure une entente prévoyant la prestation des services administratifs par la province pour le volet des allocations de logement dans le cadre du Programme d'investissement dans le logement abordable annoncé récemment, un programme offrant une flexibilité accrue pour répondre aux besoins de logement locaux. Ce type d'entente de prestation intergouvernementale offrirait un modèle pour améliorer l'efficience des programmes, tout en reconnaissant le rôle des gestionnaires municipaux dans la prise de décisions relativement aux programmes de logement locaux.

Appui des municipalités provenant des activités de jeu

Les municipalités dans lesquelles sont situés les casinos exploités par la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), les salles d'appareils à sous et les casinos commerciaux reçoivent une portion des revenus bruts générés par les appareils à sous ou des paiements fixes. Selon les estimations, ces paiements devraient atteindre 91 millions de dollars en 2012-2013 et contribueront à compenser les coûts de l'infrastructure et des services. (Pour plus de renseignements, voir le chapitre II, section G, Détails des finances de l'Ontario.)

Loi sur les infractions provinciales (LIP)

Les amendes impayées liées à la LIP constituent un problème croissant, et les municipalités ont demandé à la province de les aider à recouvrer ces sommes. L'Ontario est résolu à soutenir les municipalités dans leurs efforts pour recouvrer ces amendes impayées et propose la mise en place de mécanismes supplémentaires de recouvrement pour les aider à cet égard.

La province propose notamment d'adopter un mécanisme prévoyant le refus de la délivrance ou du renouvellement des plaques d'immatriculation si les amendes liées à l'utilisation d'un véhicule imposées en vertu de la LIP n'ont pas été payées. Elle propose également la mise en place d'un mécanisme où les amendes non payées imposées aux termes de la LIP seraient déduites des remboursements d'impôt émis par l'Agence de revenu du Canada (ARC).

L'Ontario consultera les municipalités, l'ARC et les autres parties concernées sur l'élaboration et la mise en place des mécanismes proposés et sur d'autres options possibles pour améliorer le recouvrement des amendes impayées imposées en vertu de la LIP.

Infrastructure municipale

Le gouvernement est toujours résolu à travailler avec ses partenaires municipaux pour assurer la viabilité de l'infrastructure municipale de base. Les routes et les ponts ainsi que les réseaux d'aqueducs et d'égouts représentent approximativement 70 % du coût de remplacement de l'infrastructure municipale en Ontario et sont des composantes essentielles d'une économie solide. Le financement de l'infrastructure municipale a atteint environ 13 milliards de dollars depuis 2003.

Services et marchés financiers

Le secteur des services financiers continue à prendre de l'essor, constituant de solides assises pour l'avenir de l'économie ontarienne. Toronto est la capitale financière du Canada et, grâce au plan du gouvernement Ontario ouvert sur le monde, la ville est devenue l'un des 10 grands centres financiers du monde selon l'indice GFCI (Global Financial Centres Index). Le gouvernement continue de mettre à jour et d'adapter la réglementation financière de l'Ontario afin de mieux protéger les investisseurs et de favoriser le dynamisme du secteur des services financiers, lequel comprend les industries des valeurs mobilières et de l'assurance.

Les 10 grands centres financiers du monde

- | | |
|--------------|------------------|
| 1. Londres | 6. Tokyo |
| 2. New York | 7. Chicago |
| 3. Hong Kong | 8. Zurich |
| 4. Singapour | 9. San Francisco |
| 5. Shanghai | 10. Toronto |

Z/Yen Group Ltd. Chiffres annuels en date de septembre 2011.

Valeurs mobilières

Le gouvernement de l'Ontario continue d'appuyer un solide cadre de réglementation des valeurs mobilières. Plus de la moitié du PIB et de l'emploi attribuables au secteur canadien des valeurs mobilières et 80 % des activités du marché se situent en Ontario. Par conséquent, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) doit être bien outillée pour relever les défis qui se présentent dans les marchés financiers sous sa surveillance.

Au début de 2012, la CVMO a publié un plan stratégique détaillé portant sur le renforcement de ses activités, notamment les activités visant l'observation et l'application de la loi. Ce plan prévoit l'établissement d'un bureau des investisseurs dans le cadre d'une vaste stratégie visant à favoriser une participation plus efficace des investisseurs.

La CVMO doit demeurer un organe de réglementation des valeurs mobilières moderne et efficace. Le gouvernement entend proposer des modifications à la *Loi sur les valeurs mobilières* afin de :

- clarifier les procédures à suivre par la CVMO pour partager des renseignements obtenus dans le cadre d'enquêtes avec d'autres organes de réglementation ou d'application de la loi. Des modifications semblables à la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* seraient également proposées;
- permettre à la CVMO de tenir des audiences dans de meilleurs délais;
- faire en sorte que la CVMO puisse jouer un rôle plus important dans l'éducation des investisseurs et le renforcement de la littératie financière, puisque la littératie financière est l'une des conditions fondamentales permettant aux Ontariennes et aux Ontariens de prendre des décisions éclairées concernant leurs investissements et de protéger leurs propres intérêts.

Le gouvernement entend également proposer des modifications aux mesures législatives ontariennes, par exemple celles qui portent sur les sûretés mobilières, afin qu'il soit plus facile pour les entreprises et les établissements financiers de fournir ou d'obtenir une sûreté de premier rang sous forme d'espèces. Si elles étaient adoptées, ces modifications favoriseraient un climat de compétitivité pour les entreprises de l'Ontario, contribueraient au respect des engagements canadiens à l'égard de la réforme financière internationale et atténueraient les risques du système financier associés aux instruments financiers dérivés hors bourse.

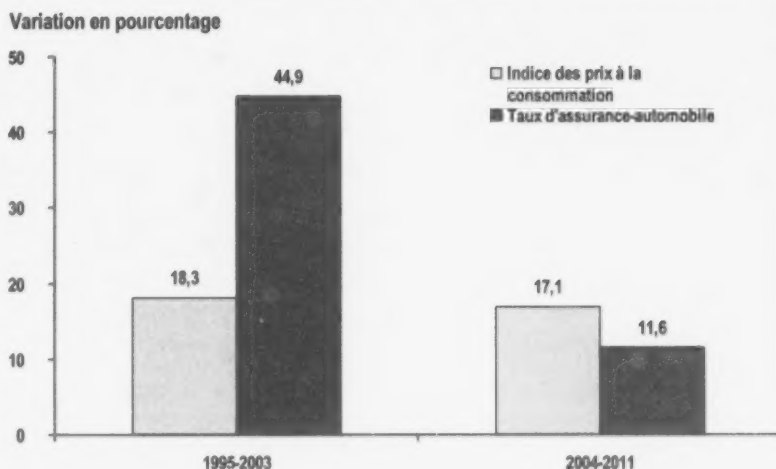
L'Ontario est toujours disposé à travailler avec les gouvernements fédéral et provinciaux pour restructurer le cadre réglementaire canadien relatif aux valeurs mobilières. Une telle démarche devrait comprendre de nouvelles discussions au sujet de l'efficacité des Autorités canadiennes en valeurs mobilières lorsqu'il s'agit de représenter les intérêts de l'Ontario, soit la constitution de marchés financiers sûrs, efficaces et concurrentiels pour toute la population canadienne.

Assurance

En 2010, le gouvernement a apporté des changements importants au régime d'assurance-automobile. Par conséquent, les primes se stabilisent pour les conducteurs de l'Ontario. S'appuyant sur les réformes fructueuses de 2010, le gouvernement continue de prendre des mesures pour s'attaquer aux pratiques frauduleuses et abusives, pour fonder les indemnités d'assurance sur des principes scientifiques et médicaux et pour veiller à ce que les organes de réglementation continuent de se tenir au fait des questions nouvelles et émergentes et de prendre

des mesures en conséquence. Les travaux continus du gouvernement dans le domaine de l'assurance-automobile, notamment sur la question de la fraude, devraient aider à réduire encore davantage les pressions sur les primes.

GRAPHIQUE 1.9 Les taux d'assurance-automobile ont été maintenus à un niveau inférieur au taux d'inflation depuis 2003



Sources : Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) et ministère des Finances de l'Ontario.

Groupe de travail antifraude de l'assurance-automobile

Résolument déterminé à combattre la fraude liée à l'assurance, le gouvernement continue d'appuyer le Groupe de travail antifraude de l'assurance-automobile. Ce groupe de travail, qui a été annoncé dans le budget de 2011, a publié un rapport provisoire en décembre 2011. Le gouvernement collabore avec les parties intéressées pour donner suite aux premières recommandations du groupe de travail et a déjà :

- amélioré la formation sur les fraudes d'assurance-automobile à l'intention des agents de police;
- entrepris un projet pilote à l'aide de la base de données du Système de demandes de règlement pour soins de santé liés à l'assurance-automobile, ce qui permettra aux fournisseurs de soins de santé de détecter et de signaler les cliniques qui utilisent frauduleusement leurs titres professionnels et de réduire le vol d'identité;

- modifié les règlements afin de veiller à ce que les traitements fournis correspondent aux traitements facturés;
- publié des lignes directrices du surintendant des services financiers pour veiller à ce que les dispositifs médicaux ne soient pas facturés aux assureurs à des prix considérablement plus élevés que le prix du marché;
- encouragé l'industrie à aborder le problème de la fraude dans plusieurs plateformes médias et à évaluer l'intérêt et la conscientisation des consommateurs à ce sujet;
- exigé que les chefs de direction des sociétés d'assurance-automobile attestent chaque année que les mécanismes de contrôle des coûts des indemnités d'accident sont efficaces et que les auteurs de demandes de règlement légitimes sont traités de manière équitable.

Le Groupe de travail a recommandé que le gouvernement confère au surintendant des services financiers le pouvoir d'imposer des sanctions administratives pécuniaires en cas d'infraction aux lois et aux règlements. Le gouvernement propose des modifications pour lui donner cette autorité afin d'améliorer l'efficacité réglementaire.

Le Groupe de travail poursuit son important mandat cette année. Depuis la publication de son rapport provisoire, il a établi des liens avec la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) et avec le programme Échec au crime afin de mettre en commun les pratiques optimales en matière de prévention de la fraude.

Dans son rapport final, le Groupe de travail formulera des recommandations sur les questions suivantes :

- réglementation des cliniques médicales;
- autres lacunes dans la réglementation;
- établissement d'une unité spécialisée en matière de fraude;
- stratégie d'éducation et de participation des consommateurs;
- portail Web unique pour les auteurs d'une demande de règlement d'assurance-automobile.

Approches fondées sur les faits et la science

Les connaissances scientifiques et médicales sur la façon de diagnostiquer et de traiter un certain nombre de lésions se sont beaucoup améliorées depuis dix ans. Le gouvernement veillera, dans la mesure du possible, à ce que le cadre réglementaire visant l'assurance repose sur les données scientifiques les plus

pertinentes relativement à la détermination et au traitement des lésions découlant d'un accident de la route. La clarté des règles contribuera à réduire le nombre de différends en matière d'assurance-automobile et fera en sorte que les gens reçoivent les traitements dont ils ont besoin et que les traitements fournis reposent sur des données médicales probantes.

Des approches plus à jour fondées sur des données scientifiques et des faits probants peuvent être appliquées aux lésions tant graves que légères subies dans un accident de la route. On formule actuellement des recommandations en vue de nouvelles lignes directrices sur les blessures légères afin de tenir compte des dernières recherches sur leur traitement efficace. Le gouvernement a aussi reçu du surintendant des services financiers un rapport sur la déficience invalidante s'appuyant sur les travaux d'un comité d'experts. Il rendra ce rapport public et entend proposer des modifications aux règlements à cet égard.

Modernisation des règlements relatifs à l'assurance

L'organe ontarien de réglementation de l'assurance, la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO), continuera de se moderniser afin de pouvoir relever les défis actuels. Le gouvernement a bien accueilli les recommandations du vérificateur général de l'Ontario, lesquelles renforceront la surveillance du système d'assurance-automobile en particulier. Le gouvernement améliorera encore davantage l'efficacité de la réglementation du secteur de l'assurance par la CSFO en proposant les mesures suivantes :

- procéder à un examen du système de règlement des différends dans le domaine de l'assurance-automobile;
- renforcer le pouvoir du surintendant au sujet des pratiques ou des actes malhonnêtes ou mensongers;
- clarifier le pouvoir du surintendant en ce qui concerne l'approbation des taux et du classement des risques;
- appuyer un examen par le surintendant du seuil des bénéfices anticipés aux fins de l'approbation des changements des taux des primes d'assurance;
- collaborer avec les assureurs pour explorer les conséquences d'un régime volontaire de polices d'assurance-automobile fondées sur l'usage;
- harmoniser le calendrier des examens obligatoires de l'assurance-automobile;
- améliorer la surveillance de la solvabilité des assureurs de l'Ontario.

Le budget de 2011 soulignait également l'intention du gouvernement de revoir et de mettre à jour la *Loi sur les assurances* de l'Ontario. À cet égard, le gouvernement :

- propose des modifications aux parties de la *Loi sur les assurances* portant sur l'assurance-vie et sur l'assurance contre les accidents et la maladie afin de mieux protéger les consommateurs, de réduire le fardeau réglementaire et d'assurer une meilleure concordance avec les autres provinces et territoires canadiens;
- améliore l'efficacité de sa réglementation du secteur de l'assurance en proposant des modifications visant à donner au surintendant des services financiers le pouvoir d'imposer des sanctions administratives pécuniaires dans ce secteur.

Autres mesures pangouvernementales pour équilibrer le budget

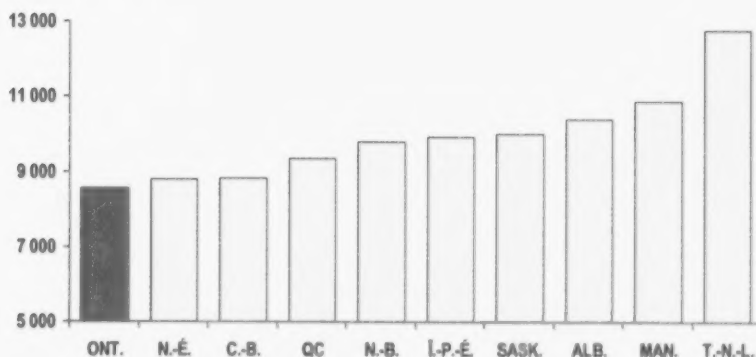
Pour équilibrer le budget, il nous faut réduire considérablement la croissance des charges de programmes. Pour atteindre ce but tout en soutenant la croissance économique et en protégeant l'éducation et les soins de santé, il nous faut accélérer les réformes fondamentales entreprises pour changer la façon dont le gouvernement fonctionne.

Dépenses du gouvernement par habitant

Les Ontariennes et Ontariens en ont pour leur argent en ce qui a trait à la prestation des services publics. En 2011-2012, les dépenses de programmes de l'Ontario par habitant devraient être de 8 560 \$. Ce montant est le plus faible parmi les provinces et est inférieur de 11 % aux dépenses moyennes des neuf autres gouvernements provinciaux. Néanmoins, étant donné la situation financière difficile, une réforme s'impose afin d'équilibrer le budget.

GRAPHIQUE 1.10 Les dépenses de programmes par habitant de l'Ontario devraient être les plus faibles en 2011-2012

En dollars par habitant



Nota : Chiffres extraits des mises à jour et des budgets provinciaux.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et mises à jour et budgets provinciaux.

« ... les dépenses ne sont pas hors de contrôle, ni excessives. Par rapport à son PIB, les coûts du gouvernement de l'Ontario sont parmi les plus bas parmi les gouvernements provinciaux au pays. Et il en est ainsi depuis plusieurs décennies. Nous devons aussi reconnaître que d'importantes mesures ont été prises au cours des dernières années pour aider à maîtriser les coûts, améliorer les perspectives de croissance économique de la province et rehausser les services dispensés au public. »

Commission de réforme des services publics de l'Ontario, Des services publics pour la population ontarienne : Cap sur la viabilité et l'excellence, 2012.

Bilan sur les économies de 1,5 milliard de dollars annoncées dans le budget de 2011

Dans le budget de 2011, on annonçait des mesures permettant de réaliser des économies de presque 1,5 milliard de dollars à l'échelle du gouvernement de 2011-2012 à 2013-2014. Ces économies devaient être concrétisées au moyen de trois grandes stratégies, soit l'efficience opérationnelle et la consolidation, la rationalisation des programmes et la réalisation d'autres gains d'efficience dans le système de santé. Les budgets des ministères ont été rajustés pour tenir compte de ces stratégies, et le gouvernement demeure sur la bonne voie pour réaliser les économies prévues de près de 1,5 milliard de dollars.

TABEAU 1.5 Bilan des stratégies du budget de 2011 pour réaliser des économies, de 2011-2012 à 2013-2014

(en millions de dollars)

Ministère	Description	Économies	Bilan
Efficiences opérationnelles et consolidation			
À l'échelle du gouvernement	Économies au titre des charges directes de fonctionnement	(271)	Sur la bonne voie
À l'échelle du gouvernement	Économies au titre de l'information et de la technologie d'information	(36)	Sur la bonne voie
À l'échelle du gouvernement	Économies au titre des projets d'immobilisations	(14)	Sur la bonne voie
Grands organismes	Efficiences des organismes	(200)	Sur la bonne voie
Consolidation des entités chargées de l'infrastructure	Fusion d'Infrastructure Ontario (IO) et de la Société immobilière de l'Ontario (SIO)	(10)	Sur la bonne voie
Sécurité communautaire et Services correctionnels	Modernisation des prisons	(16)	Sur la bonne voie; des économies additionnelles seront réalisées à la suite de la fermeture d'établissements
Services à l'enfance et à la jeunesse	Consolidation des sociétés d'aide à l'enfance	(9)	Sur la bonne voie
Rationalisation des programmes			
Recherche et Innovation	Rationalisation des programmes de recherche de talents et de soutien aux entreprises	(76)	Sur la bonne voie
Procureur général	Gains d'efficacité au niveau des services	(20)	Sur la bonne voie
Efficacité dans le système de santé			
Services sociaux et communautaires	Économies au titre du Programme de médicaments de l'Ontario résultant des réformes apportées au régime actuel de médicaments	(249)	Sur la bonne voie en ce qui a trait à la réduction des charges en raison de la baisse des prix des médicaments; le programme fait toutefois face à une augmentation sur le plan du volume
Santé et Soins de longue durée	Hausse du nombre de chirurgies bariatriques, ce qui atténue la nécessité de financer des traitements dispensés à l'étranger	(21)	Sur la bonne voie
Santé et Soins de longue durée	Modifications proposées pour mieux aligner le financement des services dispensés à l'étranger sur celui des services dispensés en Ontario	(86)	Sur la bonne voie
Santé et Soins de longue durée	Gestion des dépenses de santé fondée sur des données probantes et économies supplémentaires relatives aux médicaments d'ordonnance	(455)	Sur la bonne voie; des économies additionnelles ont été réalisées dans le cadre du Programme de médicaments de l'Ontario en 2011-2012
Total des économies du budget de 2011		(1 463)	

Note : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

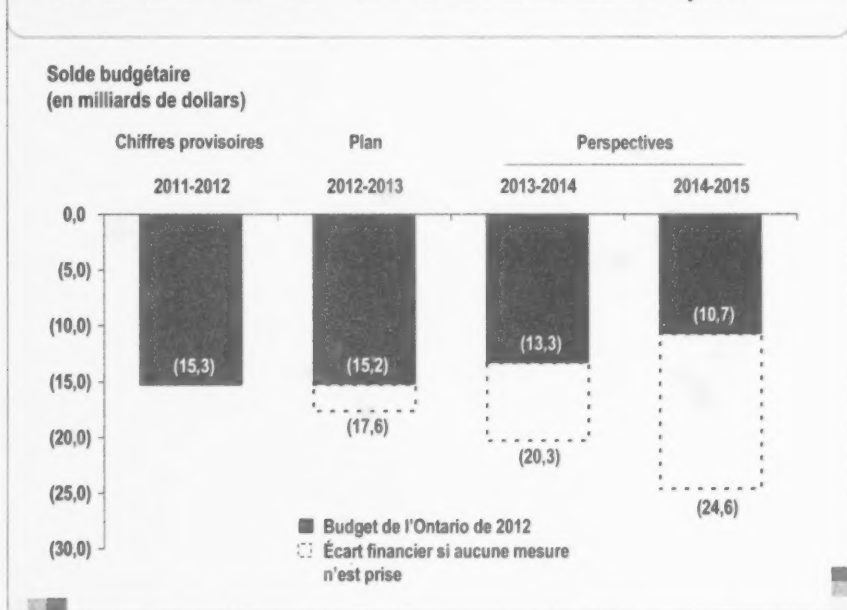
Scénario du statu quo

Des mesures décisives s'imposent pour équilibrer le budget. Le Conference Board du Canada et la Commission de réforme des services publics de l'Ontario ont tous deux publié en février 2012 des projections indiquant que, si rien n'est fait pour contenir la croissance des charges provinciales, il en résultera un écart financier qui entraînera la province sur la voie d'une dette et de déficits croissants.

Cette analyse illustre ce qui pourrait se produire si les dépenses continuent de croître en raison de facteurs comme l'inflation, la croissance et les changements démographiques ainsi que la demande accrue de services, et que rien n'est fait pour s'attaquer au problème que cela pose sur le plan financier.

En se fondant sur une analyse hypothétique similaire, il est estimé qu'en l'absence des mesures décrites dans le présent budget, l'écart financier atteindrait 13,9 milliards de dollars en 2014-2015 par rapport à l'objectif fixé par le gouvernement en matière de déficit pour cet exercice.

GRAPHIQUE 1.11 Écart financier si aucune mesure n'est prise



Le gouvernement prend donc des mesures pour protéger les services sur lesquels les Ontariennes et Ontariens comptent. Il pourra en grande partie relever ce défi grâce à la gestion de la croissance des charges. En proposant de nouvelles mesures génératrices de revenus, il adopte une approche équilibrée afin d'atteindre ses objectifs de réduction du déficit.

En l'absence de ces mesures touchant les charges et les revenus, le déficit de la province pourrait atteindre 25 milliards de dollars en 2014-2015, principalement en raison de la croissance des charges de programmes qui s'élève en moyenne à presque 4 % par année.

TABLEAU 1.6 Incidence des mesures sur les perspectives financières à moyen terme

(en milliards de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Total des revenus avant les mesures	111,9	114,7	118,4
Charges			
Programmes avant les mesures	117,8	122,3	128,4
Intérêt sur la dette	10,7	11,5	13,1
Total des charges avant les mesures	128,5	133,8	141,5
Réserve	1,0	1,2	1,5
Excédent/(Déficit) avant les mesures	(17,6)	(20,3)	(24,6)
<i>Moins</i> : Mesures touchant les charges	(2,0)	(5,3)	(10,4)
<i>Plus</i> : Mesures touchant les revenus	0,3	1,4	2,7
<i>Moins</i> : Intérêt sur les charges liées à la dette plus faible grâce aux mesures	(0,1)	(0,3)	(0,8)
Excédent/(Déficit)	(15,2)	(13,3)	(10,7)

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

GRAPHIQUE 1.12 Au cours des trois prochaines années, pour chaque dollar de nouveaux revenus, le plan prévoit quatre dollars de mesures touchant les charges



Exemples de mesures touchant les charges :

- Élimination du chevauchement et du double emploi, modèles de prestation des services plus efficaces et accent mis sur les activités de base.
- Restriction de la rémunération pour les conseils scolaires et des paiements aux médecins et aux fonctionnaires.
- Évitement de coûts pour gérer la croissance des dépenses de programmes.

Exemples de mesures touchant les revenus :

- Gel du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés à 11,5 %, s'il est adopté.
- Gel des réductions de l'impôt scolaire applicable aux entreprises.
- Amélioration de l'intégrité des revenus.
- Modification des frais pour se rapprocher du recouvrement intégral des coûts.
- Modernisation de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario.

Au cours des trois prochaines années, pour chaque dollar de mesures touchant les revenus, on prévoit quatre dollars de mesures touchant les charges. Cela signifie que les dépenses des programmes seront réduites d'un montant cumulatif de 17,7 milliards de dollars par rapport au niveau qu'elles auraient autrement atteint, permettant ainsi de maintenir la croissance annuelle des dépenses de programmes à 1,0 % entre 2011-2012 et 2014-2015.

TABLEAU 1.7 Incidence des mesures financières

(en milliards de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Incidence sur 3 ans
Mesures touchant les charges				
Mesures de gestion des charges	(1,0)	(1,7)	(2,2)	(4,9)
Restriction de la rémunération ¹	(0,9)	(2,1)	(3,0)	(6,0)
Évitement des coûts	(0,1)	(1,5)	(5,2)	(6,8)
Total des mesures touchant les charges	(2,0)	(5,3)	(10,4)	(17,7)
Mesures touchant les revenus				
Gel à 11,5 % du taux d'imposition du revenu des sociétés, si adopté	0,1	0,5	0,8	1,5
Gel des réductions de l'impôt scolaire applicable aux entreprises	0,1	0,2	0,3	0,6
Modernisation de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario	(0,1)	0,2	0,5	0,6
Optimisation des revenus potentiels de la Régie des alcools de l'Ontario	—	—	0,1	0,1
Renforcement de l'intégrité des revenus et d'autres mesures	0,1	0,3	0,5	1,0
Modification des droits pour se rapprocher du recouvrement intégral des coûts	0,1	0,2	0,4	0,6
Total des mesures touchant les revenus	0,3	1,4	2,7	4,4
Incidence directe totale des mesures financières	2,3	6,7	13,1	22,1
Charges liées à l'intérêt sur la dette évitées	0,1	0,3	0,8	1,1
Rapport entre les mesures touchant les charges et les mesures touchant les revenus				4:1

¹ Comprend les restrictions de la rémunération pour le personnel des conseils scolaires, les médecins et les fonctionnaires.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Le tableau 1.8 fournit un sommaire des économies de 4,9 milliards de dollars prévues au cours des trois prochaines années. Ces économies seront réalisées grâce à l'élimination des chevauchements et du double emploi, à la mise en place de modes de prestation plus efficaces et à la concentration des efforts sur les activités de base. Les autres économies de 12,8 milliards de dollars proviendront de mesures de l'ordre de 6,0 milliards de dollars visant à contenir la rémunération – pour le personnel des conseils scolaires, les médecins et les fonctionnaires – et de mesures de l'ordre de 6,8 milliards de dollars pour restreindre les coûts dans l'ensemble du secteur parapublic.

TABEAU 1.8 Mesures de gestion des charges, de 2012-2013 à 2014-2015

(en milliards de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Élimination des chevauchements et du double emploi	(0,1)	(0,1)	(0,4)	(0,5)
Modèles de prestation plus efficaces	(0,1)	(0,3)	(0,5)	(0,9)
Concentration sur les activités de base	(0,8)	(1,3)	(1,4)	(3,5)
Total	(1,0)	(1,7)	(2,2)	(4,9)

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Grâce aux mesures de gestion des charges, le gouvernement a pu relever en grande partie le défi auquel il fait face. En outre, il propose une approche équilibrée en adoptant des mesures génératrices de revenus raisonnables pour maintenir les investissements actuels dans les emplois et la croissance, tels que la maternelle et le jardin d'enfants à temps plein, des classes comptant un plus petit effectif et la réduction de 30 % des frais de scolarité au niveau postsecondaire en Ontario. Ensemble, ces mesures de restriction feraient en sorte que le gouvernement demeure sur la bonne voie en vue d'équilibrer le budget.

L'approche adoptée par le gouvernement McGuinty pour gérer les charges ne consiste pas uniquement à réaliser des économies. Elle vise aussi à réformer les programmes et services afin qu'ils continuent à donner des résultats de manière durable. Un engagement systématique et persistant envers une plus grande efficacité et efficacie au sein du gouvernement est le meilleur moyen de combiner une gestion financière décisive à un engagement envers l'éducation et les soins de santé.

Cette approche n'impose pas des restrictions dans l'ensemble des programmes, ce qui aurait eu pour effet de renverser les gains importants réalisés dans l'éducation et la santé au cours des dernières années et d'ébranler les fondations de la prospérité économique de la province à long terme.

« Éviter les réductions générales faites sans distinction, car cette approche brutale met sur le même pied les programmes utiles et efficaces, et ceux qui sont désuets et mal gérés. Il s'agit d'une façon bête de procéder. Les dépenses devraient être alignées sur les priorités du gouvernement afin que les initiatives prioritaires bénéficient d'un financement adéquat et que les programmes de faible priorité fassent l'objet de réductions importantes ou soient carrément éliminés. Lorsqu'un gouvernement fait des réductions générales sans distinction, il se soustrait à sa responsabilité de prendre des décisions claires qui sont souvent difficiles. »

Commission de réforme des services publics de l'Ontario, Des services publics pour la population ontarienne : Cap sur la viabilité et l'excellence, 2012.

Le gouvernement s'est engagé, dans le cadre de son plan visant à gérer les dépenses et à équilibrer le budget, à financer toutes dépenses nouvelles ou imprévues à partir des économies réalisées dans d'autres secteurs.

Un plan à long terme pour la rémunération dans le secteur public

À l'heure actuelle, la mesure la plus importante que peut prendre le gouvernement pour renforcer l'économie est d'équilibrer le budget. Le plan quinquennal mis de l'avant par le gouvernement en vue d'équilibrer le budget d'ici 2017-2018 exige que l'on contienne la croissance des dépenses à moins de 1 % par année en moyenne jusque là, tout en veillant à la viabilité à long terme des principaux services publics tels que les services de santé, d'éducation, y compris l'éducation postsecondaire, et les services sociaux.

Le gouvernement est déterminé à maintenir les importants gains affichés au cours des huit dernières années, soit le déploiement progressif de la maternelle et du jardin d'enfants à temps plein, le maintien des classes de petite taille au primaire, les progrès accomplis dans les écoles de la province qui sont reconnus à l'échelle internationale, un meilleur accès aux médecins, la réduction des temps d'attente pour les soins de santé et l'accès à des études collégiales et universitaires abordables pour tous les étudiants et étudiantes admissibles.

Pour réaliser le plan financier et protéger les services de santé et d'éducation, qui comptent le plus pour les familles, le plan du gouvernement doit prévoir une gestion rigoureuse des coûts de rémunération actuels et futurs, ce qui comprend les salaires, les avantages sociaux et les prestations de retraite. Les coûts de rémunération représentent la plus grande part des dépenses des programmes subventionnés par l'Ontario, soit sous forme de paiements directs à la fonction publique de l'Ontario (FPO) ou de paiements de transfert aux écoles, aux hôpitaux et aux autres partenaires du secteur public. Bien que la durée de chaque convention collective puisse varier, il faudra absolument restreindre les coûts de rémunération du secteur public pendant les cinq années prévues au plan afin d'équilibrer le budget.

La nécessité de gérer les coûts de rémunération du secteur public ne découle pas uniquement du plan du gouvernement; elle est aussi inhérente aux cadres financiers et aux approches stratégiques de tous les partis politiques représentés à l'Assemblée législative de l'Ontario. Tous les partis conviennent de la nécessité d'équilibrer le budget d'ici 2017-2018. Tous les partis ont prévu dans le cadre de leur programme électoral des

taux de croissance des dépenses similaires à ceux inclus dans le budget de 2011 et dans le plan financier actuel du gouvernement. Aucun des partis n'a prévu de fonds additionnels dans sa plateforme pour financer des augmentations au titre de la rémunération des employés du secteur public.

Une approche équilibrée

Le gouvernement respecte le processus de négociation collective. Les employeurs et les agents de négociation responsables peuvent, dans le cadre de négociations fermes et réalistes tenant compte de la situation économique de l'Ontario, augmenter la productivité, maintenir les services et assurer la viabilité financière. Cette vision est conforme aux protections accordées à la négociation collective en vertu de l'interprétation de la *Charte des droits et libertés* par la Cour suprême du Canada.

Beaucoup de chemin a été parcouru au cours des deux dernières années. Durant cette période, les employeurs et les agents négociateurs ont ratifié des ententes prévoyant des augmentations de salaire modérées. Les conventions conclues dans le secteur public de l'Ontario sont maintenant en deçà de la moyenne de celles du secteur privé, du secteur municipal et du secteur public fédéral.

Au plus profond de la récession, le gouvernement a respecté les conventions collectives, ce qui témoigne de sa considération à l'égard du processus de négociation collective. Maintenant, alors que l'Ontario sort de la récession et que de nouvelles conventions sont en train d'être négociées, le gouvernement entend continuer à respecter ce processus.

Le plan financier ne prévoit pas de fonds au titre de l'augmentation progressive de la rémunération dans les nouvelles conventions collectives. Le gouvernement prendra d'autres mesures pour gérer la rémunération dans le secteur public. Il accepte les conclusions de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario selon lesquelles les approches à court terme minent la viabilité à long terme. Les gouvernements précédents ont principalement tablé sur des mesures générales à court terme qui ont exercé des pressions inévitables sur la rémunération sans protéger les services ni donner lieu à des économies durables. Le présent budget propose une approche plus réaliste et plus efficace.

Comme la Commission l'a aussi souligné, la rémunération est composée de multiples éléments, notamment les salaires, avantages sociaux, prestations de retraite, primes, heures supplémentaires et dispositions relativement à l'ascension au sein de la grille salariale. Ces composantes importantes de la rémunération doivent être prises en considération dans le cadre d'une approche équilibrée faisant en sorte que les contrats de travail soient liés à la viabilité des services et à la productivité accrue du secteur public afin d'atteindre les objectifs financiers, de réduire et, éventuellement, d'éliminer le déficit et de préserver les services les plus importants tels que la santé et l'éducation.

Une approche équilibrée exige une bonne compréhension des liens qui existent entre les relations de travail, la rémunération, la productivité et les services; un engagement envers le dialogue; le respect de la Charte des droits; et enfin une volonté de donner préséance à la viabilité des services publics plutôt qu'à la poursuite de buts à court terme. Le plan de rémunération contenu dans le présent budget propose une approche équilibrée qui va dans le sens des recommandations de la Commission.

Cadre de rémunération provincial

En 2012, les conventions avec les groupes d'employés les plus nombreux et les plus directement subventionnés par le gouvernement viendront à échéance. La valeur des conventions conclues avec les enseignants, les autres intervenants du secteur de l'éducation et les employés de la fonction publique de l'Ontario s'élève à plus de 20 milliards de dollars.

Le gouvernement a favorisé l'amorce de négociations et de discussions avec les conseils scolaires et les syndicats. Dans le cadre de ces discussions, il a proposé des paramètres qui, s'ils sont acceptés, permettront de poursuivre le déploiement de la maternelle et du jardin d'enfants à temps plein tel que prévu, de maintenir l'effectif des classes à leurs niveaux actuels et de continuer à mettre l'accent sur les élèves et l'enseignement en classe. Cela permettra de protéger quelque 10 000 postes d'enseignant, y compris 3 800 postes au niveau de la maternelle et du jardin d'enfants à temps plein, et 9 700 postes de personnel non enseignant tout en maintenant et en améliorant les résultats scolaires.

Les paiements versés aux médecins dans le cadre des régimes d'assurance-santé de l'Ontario constituent un autre secteur représentant une importante portion du financement des services offerts à la population. Ces paiements correspondent à 11 milliards de dollars ou 23 % des coûts dans le secteur de la santé. Le gouvernement a entrepris des discussions avec les médecins, notamment sur le barème des honoraires des services assurés, dans le but d'améliorer les soins de santé pour les patients tout en maintenant la rémunération totale des médecins aux niveaux actuels.

Plus tard dans le courant de l'année, le gouvernement établira les mandats de négociation avec les employés de la FPO, représentés par le Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO) et l'Association des employées et employés gestionnaires, administratifs et professionnels de la couronne de l'Ontario (AEEGAPCO). Il entend négocier des conventions qui s'inscriront dans le plan financier contenu dans le présent budget tout en améliorant la productivité et en facilitant la transformation du secteur public.

Le gouvernement de l'Ontario aborde ces négociations en posant une question très simple : qu'est-ce qui doit être accompli pour exécuter le plan financier? Le gouvernement a l'intention de se conformer au processus de négociation collective pour conclure avec ses partenaires des ententes qui maintiendront les progrès accomplis dans les principaux services publics – particulièrement dans les secteurs de la santé et de l'éducation – sur lesquels les Ontariennes et Ontariens comptent.

Protéger les gains dans la santé et l'éducation

Les médecins jouent un rôle vital dans la prestation des soins de santé et, en Ontario, ils sont bien rémunérés pour leur travail. Les paiements moyens versés aux médecins par l'entremise de l'Assurance-santé de l'Ontario ont augmenté de plus de 50 % depuis 2003. Les médecins ont aussi bénéficié de changements sur le plan fiscal prévoyant un taux d'imposition du revenu des sociétés concurrentiel et le fractionnement du revenu pour soutenir leur famille. Le gouvernement s'appuiera sur ces acquis pour gérer les coûts des soins de santé dans le cadre du barème des prestations de l'Assurance-santé et faire en sorte d'atteindre les objectifs fixés dans son plan financier pour le secteur des soins de santé.

Depuis 2003, le gouvernement a appuyé d'importantes améliorations en ce qui a trait au rendement des élèves. Les résultats aux examens et les taux de diplomation ont augmenté, et les relations avec les principaux intervenants du secteur, y compris le personnel enseignant et les autres employés, ont été stables et sereines. Depuis 2002-2003, plus de 10 000 nouveaux enseignants – une hausse de 12 % – se sont joints au système, et le financement par élève a augmenté de 55 %. Le gouvernement s'appuiera sur ces acquis pour gérer les coûts dans le secteur de l'éducation dans le cadre des Subventions pour les besoins des élèves et veiller à l'exécution du plan financier dans ce secteur et à la mise en oeuvre d'initiatives importantes – comme la journée complète d'apprentissage pour les enfants de quatre et cinq ans – selon l'échéancier prévu.

Le gouvernement continuera de respecter les conventions collectives en vigueur dans le secteur parapublic. À mesure que ces conventions viendront à échéance, le gouvernement s'attend à ce que tous les partenaires du secteur négocient de façon responsable, comme le fait le gouvernement avec les conseils scolaires, les associations de conseillers et les syndicats du secteur de l'éducation, pour tenir compte de la situation financière de la province et des gains importants obtenus au cours des huit dernières années sur le plan du revenu et de l'emploi.

Lors des futures négociations, il faudra accorder la priorité à la protection des gains réalisés dans les services publics de l'Ontario. Les employeurs et les agents négociateurs du secteur public devraient chercher à conclure des ententes salariales qui permettent au gouvernement de respecter son plan financier tout en préservant les résultats obtenus dans les écoles, le système de soins de santé et les services parapublics de l'Ontario. Le gouvernement s'attend donc à ce que ses partenaires prennent en considération non seulement les questions touchant la rémunération actuelle et future, mais aussi les aspects des conventions collectives qui rehaussent la productivité et facilitent la transformation du secteur public.

Le gouvernement est persuadé que les employeurs et les agents négociateurs parviendront à des règlements responsables qui respectent les réalités financières et maintiennent également les services publics vitaux. Si des ententes conformes au plan financier du gouvernement visant à éliminer le déficit et à protéger les services publics prioritaires ne sont pas conclues ou en cas d'interruption importante, le gouvernement est prêt à proposer les mesures administratives et législatives nécessaires.

Au-delà des négociations qui se déroulent actuellement ou qui auront lieu prochainement, il faudra à plus long terme rationaliser le processus de négociation collective du secteur public en Ontario. Il y a actuellement près de 4 000 conventions collectives dans le secteur parapublic. Pour accroître l'efficacité et optimiser l'utilisation des ressources, le gouvernement adoptera graduellement une approche de négociation plus centralisée, ce qui réduira les coûts d'opération de toutes les parties aux négociations. Il étudiera les pratiques exemplaires touchant les négociations collectives afin de déterminer la voie la plus appropriée à suivre.

Le gouvernement est également conscient du besoin d'une plus grande transparence en ce qui a trait à l'issue des négociations collectives. Cela inclut entre autres le soutien du processus de négociation à l'aide de données plus précises accessibles au public relativement à tous les éléments liés à la rémunération, y compris les salaires, les avantages sociaux et les prestations de retraite.

Arbitrage des différends

Un autre secteur où une plus grande transparence et reddition de comptes s'impose est celui de l'arbitrage des différends. Pour rendre ce secteur plus transparent, responsable et efficient, le gouvernement propose des mesures législatives qui :

- exigeraient des observations écrites de la part des deux parties à l'arbitrage;
- exigeraient des justifications écrites de la part de l'arbitre sur demande de l'une ou l'autre des parties;
- exigeraient que les décisions d'arbitrage soient rendues dans une période de moins de 12 mois, à moins qu'une prolongation ne soit accordée dans des circonstances exceptionnelles;
- dans les cas où une décision n'est pas prononcée dans la période prescrite de 12 mois, feraient en sorte que la Commission des relations de travail de l'Ontario rendrait la décision arbitrale finale.

Le gouvernement entamera également un dialogue avec les employeurs ayant un nombre assez considérable d'employés et une incidence importante sur le plan financier de la province qui ont automatiquement accès à l'arbitrage pour discuter des outils additionnels dont ils pourraient avoir besoin pour fonctionner à l'intérieur de leur enveloppe de financement tout en protégeant les services. Le gouvernement prendra en considération les propositions qui respectent le processus de négociation collective et entendra les arguments des employeurs, des agents négociateurs et des autres parties concernées en ce qui a trait aux outils supplémentaires nécessaires pour fonctionner dans les limites du financement qui leur est alloué. Le gouvernement s'intéresse plus particulièrement aux observations fondées sur les pratiques qui ont cours dans les autres provinces canadiennes.

Régimes de retraite du secteur public

Les régimes de retraite à prestations déterminées du secteur public sont une importante source de sécurité pour de nombreux Ontariens et Ontariennes. Le gouvernement croit en un système solide. Il a fait maintes réformes en la matière, a apporté les modifications les plus importantes aux lois connexes en deux décennies et a piloté le mouvement national pour un système de régimes de retraite plus fort, et notamment pour une bonification modeste au Régime de pensions du Canada (RPC).

La viabilité et l'abordabilité sont les piliers de tout système de régimes de retraite. Le système de revenu de retraite du Canada est considéré comme l'un des meilleurs au monde, grâce en partie aux choix responsables faits pour soutenir la durabilité du RPC. Contrairement aux régimes de retraite publics aux États-Unis et dans certains pays d'Europe, on prévoit que le RPC sera durable pendant les 75 prochaines années. On considère que les caisses de retraite de l'Ontario comptent parmi les mieux gérées au monde, une réputation acquise encore une fois en partie sur les décisions prises pour assurer une bonne gouvernance et une gestion professionnelle des investissements.

« Au cours des dix dernières années, le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario a obtenu le rendement total le plus élevé des 330 caisses de retraite des secteurs publics et privés les plus importantes au monde. »

The Economist, « Maple Revolutionaries: Canada's Public Pension Funds Are Changing the Deal-Making Landscape », mars 2012.

Comme la Commission de réforme des services publics de l'Ontario l'a clairement indiqué, les coûts liés aux régimes de retraite représentent un des postes budgétaires qui augmentent le plus rapidement. La hausse des coûts, exacerbée par les effets de la récession mondiale et la faiblesse des taux d'intérêt sur les actifs des régimes, fait qu'il est plus difficile d'équilibrer le budget et de maintenir les résultats obtenus dans les secteurs de la santé et de l'éducation. La Commission prévoit que si aucun changement n'est fait, les coûts liés aux régimes de retraite doubleront presque d'ici 2017-2018.

Par ailleurs, de nombreux régimes connaissent actuellement des problèmes de viabilité, attribuables non seulement aux forces du marché, mais également aux changements démographiques. En outre, comme les cotisations salariales devraient augmenter et représenter plus de 13 % du salaire dans certains régimes, de nombreux employés ont également exprimé le souhait que soient limitées les futures hausses des cotisations. Des mesures rigoureuses prises aujourd'hui limiteront l'exposition des contribuables à la charge de retraite, protégeront les services publics prioritaires comme la santé et l'éducation et placeront les régimes de retraite sur la voie de la viabilité pour l'avenir.

Dans le présent budget, le gouvernement prend des mesures pour rendre les régimes de retraite plus abordables pour les contribuables et plus durables pour les participants aux régimes.

Régimes de retraite conjoints

La majorité des plus grands régimes de retraite de l'Ontario sont des régimes conjoints. Ils sont uniques en ce qu'ils sont conjointement administrés par les employés et les employeurs qui ont tous deux accepté de partager les risques liés à la capitalisation des déficits. Ces grands régimes de retraite représentent près de 80 % de la charge de retraite directe de la province.

Reconnaissant les défis que représentent pour ces régimes les changements démographiques et la conjoncture des marchés de capitaux, le gouvernement mènera des consultations sur les mesures qui contribueraient à assurer la viabilité et l'abordabilité de ces régimes pour les participants aussi bien que pour l'ensemble des Ontariennes et des Ontariens. À cette fin, le gouvernement propose de s'assurer que les mesures prises pour accroître la capitalisation des régimes n'ajouteront pas

aux charges des employeurs et des contribuables au-delà de ce qui a déjà été convenu. Le gouvernement souhaite également s'assurer que tous les régimes de retraite conjoints soient financés à parts égales par les employeurs et les employés.

Après consultations, le gouvernement déposera les mesures législatives appropriées pour atteindre ces objectifs. Il consultera ses partenaires pour l'élaboration d'un cadre législatif comprenant les paramètres suivants :

- En cas de déficit, les régimes seraient tenus de réduire les prestations futures ou les prestations accessoires avant d'augmenter davantage les cotisations des employeurs.
- En cas de circonstances exceptionnelles, une limite serait imposée quant au montant ou à la valeur de la réduction des prestations avant que des hausses supplémentaires des cotisations ne soient envisagées.
- Toute réduction des prestations s'appliquerait uniquement aux prestations futures, non à celles qui ont déjà été acquises. Les retraités actuels ne seraient pas touchés.
- Lorsque les cotisations salariales sont actuellement moindres que celles des employeurs, une hausse des cotisations salariales pourrait également être envisagée pour éponger les déficits des régimes de retraite.
- Lorsque les promoteurs des régimes ne peuvent pas s'entendre sur la réduction des prestations par la négociation, un nouveau processus de règlement des différends par une tierce partie serait utilisé.
- Le cadre serait revu une fois que le budget aurait été équilibré.

Régimes de retraite à employeur unique

Beaucoup d'employés du secteur public de l'Ontario, particulièrement ceux des universités et du secteur de l'électricité, sont participants à un régime de retraite à employeur unique. En vertu de ces régimes, l'employeur est seul responsable de combler le manque à gagner. Les employeurs contribuent généralement plus que les participants, dans certains cas, deux ou trois fois plus. Lorsque ces régimes sont déficitaires, comme bon nombre d'entre eux aujourd'hui, la différence entre les coûts assumés par les employeurs et ceux assumés par les employés devient de plus en plus grande.

Comme dans le cas des régimes de retraite conjoints, le gouvernement croit que les participants aux régimes de retraite à employeur unique du secteur public devraient assumer le coût de leurs prestations de retraite à parts égales avec leur employeur. La hausse des coûts que doivent assumer les employeurs absorbe des fonds qui sont cruciaux pour les services publics. Le gouvernement envisagera une variété d'outils pour accroître la viabilité des régimes de retraite à employeur unique du secteur public, tout en libérant des fonds pour les services publics. Le gouvernement :

- s'attend à ce que les régimes de retraite à employeur unique du secteur public soient financés à parts égales par les employeurs et les participants dans un délai de cinq ans;
- modifiera les mesures d'allégement temporaire de la capitalisation du déficit de solvabilité afin d'encourager ces régimes à mettre en oeuvre la formule de partage des coûts à parts égales pendant la période de transition de cinq ans. Les employeurs continueraient d'être responsables des déficits des régimes;
- soutiendra les efforts visant à convertir les régimes de retraite à employeur unique du secteur public à prestations déterminées en régimes de retraite conjoints partagés également. Le gouvernement a l'intention d'éliminer un obstacle à la création de régimes de retraite conjoints propres au secteur de l'électricité après consultation des intéressés.

Gestion plus efficace et plus efficiente des actifs des régimes de retraite

Un système de régimes de retraite solide nécessite également que l'efficacité de la gestion des actifs soit maximisée. Les grands régimes de retraite de l'Ontario sont reconnus internationalement pour leur approche efficiente et professionnelle en matière d'investissements. Le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario a été l'un des premiers à utiliser le modèle dans lequel une caisse de retraite investit directement et gère son portefeuille à l'interne. Au cours de la dernière décennie, le régime a obtenu le rendement total le plus élevé des 330 caisses de retraite des secteurs public et privé les plus importantes du monde.

De nombreuses études montrent les économies d'échelle que peut procurer la gestion des régimes de retraite. Même si la plupart des régimes de retraite du secteur public de l'Ontario se trouvent dans de grands fonds, beaucoup n'ont pas l'ampleur requise selon les experts pour optimiser le rendement des

investissements. Par exemple, les 20 universités ontariennes financées par les deniers publics comptent plus de 25 régimes de retraite.

Une étude récente de l'International Centre for Pension Management donne à penser que la performance des grands régimes est supérieure à celle des plus petits régimes et que cette performance accrue se situe entre 43 et 50 points de base par année.

Le gouvernement a l'intention de déposer un cadre législatif à l'automne 2012 qui regrouperait les fonctions de gestion des investissements des plus petits régimes de retraite du secteur public de l'Ontario. En vertu de ce cadre, la gestion des actifs pourrait être cédée à une nouvelle entité ou à une grande caisse de retraite existante du secteur public. Le gouvernement nommera un conseiller pour élaborer le cadre, en collaborant avec les intéressés et en s'appuyant sur le modèle ontarien de gestion des régimes de retraite reconnu internationalement.

Rémunération des cadres

Le gouvernement continue de prendre des mesures pour gérer les coûts liés à la rémunération et propose de prolonger de deux autres années le gel des salaires des cadres des hôpitaux, des collèges, des universités, des conseils scolaires et des organismes de l'Ontario. C'est donc dire que leur paie aurait été gelée pendant quatre ans.

Le prolongement du gel s'appliquerait aux présidents et aux vice-présidents des hôpitaux, aux doyens des universités et des collèges, aux directeurs et aux surintendants des conseils scolaires ainsi qu'aux équipes de direction des sociétés d'électricité de l'Ontario. Des règlements seraient également proposés pour assujettir certains autres organismes comme Ornge, les RLSS, la LCBO et l'OLG à cette mesure. Le gel prolongé des salaires s'appliquerait également aux titulaires de charge de ces organismes qui sont également membres à plein temps de leur conseil d'administration.

Les salaires de base seraient gelés. La rémunération au rendement des cadres admissibles se limiterait à ce qui suit : mise en oeuvre réussie de mesures visant à réduire les coûts tout en protégeant les services de première ligne, mise en oeuvre des priorités précisées du gouvernement ou atteinte des cibles liées à l'amélioration du rendement établies dans le plan annuel d'amélioration de la qualité élaboré aux termes de la *Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous*.

Pour la première fois, les personnes chargées de prendre les décisions en matière d'embauche dans les hôpitaux, universités, collèges et conseils scolaires de l'Ontario seraient tenues d'utiliser des repères d'autres institutions canadiennes du secteur public pour établir la rémunération. Elles seraient également tenues de rendre compte publiquement de ces repères.

Ces mesures, si elles sont adoptées, accroîtront la transparence et feront en sorte que les personnes au haut de l'échelle donnent l'exemple.

On propose également de geler le salaire des députés provinciaux pendant encore deux ans, portant à cinq ans la durée totale de la période de gel de leur salaire.

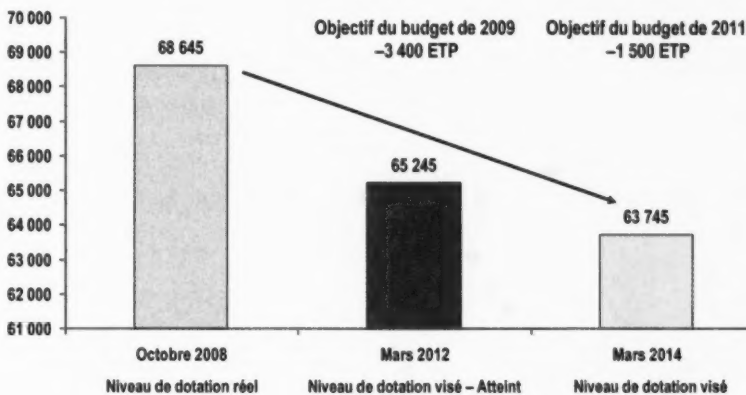
Ces efforts visant la gestion de la rémunération s'appuient sur l'initiative visant à réduire de 10 % les coûts liés aux postes de haute direction dans les hôpitaux, les universités, les collèges et d'autres organismes du secteur public comme il en a été question dans le budget de 2011.

Gérer la taille de la fonction publique de l'Ontario

Dans le cadre du plan du gouvernement visant à assurer une gestion responsable et à éliminer le déficit accusé à la suite de la récession, le budget de 2009 avait prévu des mesures pour rendre la fonction publique de l'Ontario (FPO) plus efficiente en réduisant sa taille de 5 % ou d'approximativement 3 400 équivalents temps plein (ETP) sur trois ans au moyen de l'attrition et d'autres mesures. Le gouvernement atteindra cet objectif de réduction de 5 % d'ici le 31 mars 2012.

Dans le budget de 2011, le gouvernement a haussé cet objectif en s'engageant à réduire la FPO de 1 500 équivalents temps plein supplémentaires d'ici le 31 mars 2014. La compression de près de 1 000 équivalents temps plein au cours des deux prochaines années contribuera à l'acquittement de cet engagement.

GRAPHIQUE 1.13 Niveaux de dotation de la fonction publique de l'Ontario



Source : ministère des Services gouvernementaux de l'Ontario.

Lorsqu'elles auront été complètement mises en oeuvre, ces mesures auront permis de réduire la FPO de 4 900 équivalents temps plein, ce qui représente des économies de presque 500 millions de dollars par année.

À mesure que le gouvernement mettra en application les plans approuvés dans le cadre du présent budget, il continuera à explorer les occasions d'optimiser l'utilisation de chaque dollar, notamment en examinant les services qui pourraient être offerts de façon plus efficace et efficiente par une autre entité, comme un autre ordre de gouvernement ou encore un organisme du secteur sans but lucratif ou privé. Une telle approche contribuerait à réduire la masse salariale du gouvernement et permettrait aussi à ce dernier de concentrer ses efforts sur ses grandes priorités.

Parmi les initiatives transformationnelles qui pourraient donner lieu à une réduction de personnel ou à un transfert d'emplois en dehors du secteur public, on compte :

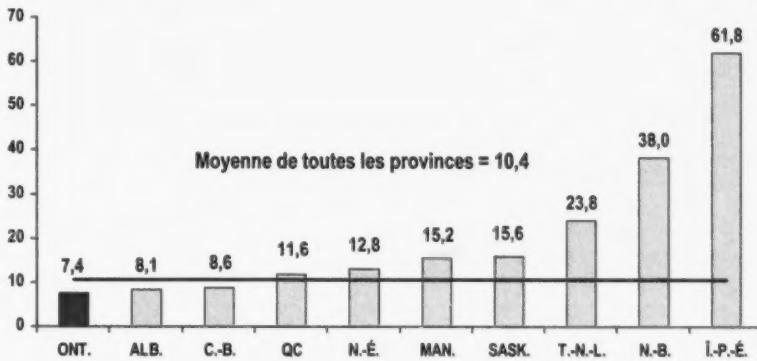
- le recours accru aux modèles de partenariat public-privé de ServiceOntario afin d'offrir un plus grand nombre de services en ligne;
- l'élargissement du Modèle des autorités administratives déléguées afin d'accroître les gains d'efficacité et ainsi réduire les coûts pour les contribuables et améliorer les résultats en matière de réglementation tout en maintenant la fonction de surveillance du gouvernement;
- la recherche de moyens plus efficaces de fournir les services de la Commission de transport Ontario Northland par l'intermédiaire du secteur privé;
- l'élargissement du rôle que joue le secteur privé dans les activités opérationnelles de l'OLG afin de réaliser des gains d'efficacité accrus.

Comparaison des niveaux de dotation de la fonction publique

L'Ontario fournit les services gouvernementaux avec le plus bas ratio de fonctionnaires provinciaux, soit 7,4 par 1 000 habitants, et s'efforcera d'améliorer ce nombre à mesure que le gouvernement mettra en oeuvre ses stratégies de transformation à long terme.

GRAPHIQUE 1.14 Emploi dans la fonction publique provinciale

Nombre de fonctionnaires
par tranche de 1 000 habitants



Nota : Niveaux d'emploi selon la définition de Statistique Canada.

Source : Statistique Canada, juillet 2011.

Au milieu des années 1990, les gouvernements fédéral et provincial avaient tous deux réagi au ralentissement économique en restreignant les dépenses, ce qui avait entraîné une réduction du nombre d'employés du secteur public.

Depuis 2003, les réinvestissements effectués dans les services publics de l'Ontario ont donné lieu à une croissance modeste des niveaux de dotation dans la fonction publique; toutefois, la taille actuelle de la FPO est de 14 % inférieure à celle de 1995. Durant la même période, la taille de la fonction publique fédérale a augmenté de 9 %.

Éliminer les chevauchements et le double emploi

Le gouvernement continue à éliminer les chevauchements et le double emploi partout où cela est possible en transformant et en modernisant les modes de prestation des services et programmes de la façon la plus efficiente et efficace qui soit. Ces réformes mettent à profit l'expertise dans l'ensemble des programmes et fonctions du gouvernement et permettront à tous les partenaires de se concentrer sur les activités de base tout en réduisant les coûts et en améliorant les services. Les fonds ainsi libérés pourront être réinvestis dans les services de première ligne et contribuer à réduire le déficit.

Outre les mesures décrites ci-après, le présent budget renferme des initiatives pour éliminer les chevauchements et le double emploi dans les programmes de soutien direct aux entreprises, les programmes de formation et d'emploi, les prestations sociales liées au revenu, les activités de promotion des échanges commerciaux, la négociation collective, la gestion des placements des fonds de retraite ainsi que les relations fédérales-provinciales.

Centraliser les fonctions gouvernementales de recouvrement

Le gouvernement demande au ministère des Finances d'établir un cadre législatif qui donnerait à ce dernier le pouvoir de consolider et de recouvrer toutes les dettes provinciales qui sont dues à la Couronne et d'étudier la possibilité de recourir à des outils de recouvrement des impôts pour les dettes non fiscales. La centralisation des fonctions de recouvrement peut produire d'importants gains d'efficience et devrait générer des revenus additionnels de 25 millions de dollars par année d'ici 2014-2015. Il en coûte quatre cents au ministère des Finances pour recouvrer chaque dollar tiré des revenus fiscaux, tandis que le recouvrement des revenus non fiscaux confié à des organismes privés coûte jusqu'à 16 cents pour chaque dollar récupéré.

Utiliser l'imagerie numérique pour réduire la paperasserie administrative et réaliser des gains d'efficience

Le ministère des Finances continuera à travailler avec d'autres ministères au sein de la FPO afin de mettre à profit son expertise et ses technologies en matière d'imagerie et de saisie de données pour réduire les coûts des programmes et fournir des services au public plus rapidement. Par exemple, à la suite du partenariat efficace établi avec le Bureau des obligations familiales, le temps requis pour mettre à jour l'information sur les cas est passé d'environ 30 jours à 48 heures. À la longue, les technologies d'imagerie numérique et de saisie de données réduiront l'empreinte du gouvernement en ce qui a trait à l'occupation de locaux en convertissant des millions de fichiers papier en dossiers électroniques protégés.

Étoffer les fonctions de vérification

Dans son projet de loi budgétaire, le gouvernement propose un cadre juridique qui autoriserait le ministère des Finances à effectuer des vérifications de conformité en ce qui a trait aux programmes subventionnés par le gouvernement pour le compte des autres ministères et des entités du secteur parapublic. Cette consolidation des fonctions de vérification réglementaire du gouvernement produirait des économies pour la province et éliminerait la nécessité pour différents ministères d'effectuer l'inspection et la vérification des mêmes compagnies durant l'année. Cette initiative devrait produire des revenus additionnels de 50 millions de dollars par année d'ici 2014-2015.

En outre, le gouvernement procédera à une plus grande rationalisation des fonctions de vérification à des fins d'enquête, y compris les services judiciaires et comptables, en recourant au regroupement des services et à des ententes de niveau de service. Cette transformation donnera lieu à une meilleure coordination et prestation des services, permettra de réaliser des gains d'efficience et fournira des occasions d'améliorer la sensibilisation, la formation et les outils en matière de prévention de la fraude.

Modernisation des prisons

Dans le budget de 2011, on a annoncé la fermeture des prisons sous-utilisées à Owen Sound, à Walkerton et à Sarnia, ainsi que la fermeture partielle du Centre de détention de l'Ouest de Toronto.

Dans le présent budget, le gouvernement annonce la fermeture définitive du Centre de détention de l'Ouest de Toronto ainsi que celle des prisons de Brantford et de Chatham. Ce plan contribuera à la modernisation des installations correctionnelles de l'Ontario et à la réalisation de gains d'efficacité plus importants. La fermeture définitive du Centre de détention de l'Ouest de Toronto permettra de réaliser des économies supplémentaires de 23 millions de dollars en 2013-2014 et de 28 millions de dollars en 2014-2015.

Achats collectifs dans le secteur parapublic

Le gouvernement continuera à trouver des moyens de réaliser des économies et des gains d'efficacité dans le secteur parapublic en mettant davantage à profit la capacité d'achats collectifs existante et en travaillant avec les établissements de santé, les conseils scolaires et les établissements postsecondaires pour fixer des objectifs de participation aux activités d'approvisionnement collectif. Une meilleure coordination des sources d'approvisionnement stratégiques, de la gestion des contrats et de l'uniformisation des produits et processus pourrait dégager des économies de l'ordre de 6 à 8 %, comme cela a été souligné dans le rapport de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario.

Réduction du nombre d'organismes

Le gouvernement a atteint l'objectif qu'il s'était fixé de réduire de 5 % le nombre d'organismes et propose :

- de modifier la *Loi sur les sociétés de développement* pour dissoudre trois sociétés constituées en vertu de la Loi, soit la Société de développement de l'Ontario, la Société de développement du Nord de l'Ontario et la Société de développement de l'Est de l'Ontario, comme cela a été annoncé dans le cadre de la stratégie de réduction du nombre d'organismes gouvernementaux;
- d'abroger la *Loi sur la Fondation de recherches*, afin de dissoudre la Société ORTECH, comme cela a été annoncé dans le cadre de la stratégie de réduction du nombre d'organismes gouvernementaux.

Modèles de prestation plus efficaces et plus efficaces

Dans le budget de 2011, le gouvernement s'est engagé à passer en revue et à examiner de près les hypothèses utilisées et les modèles traditionnels de prestation des services publics.

Il continuera à chercher des mécanismes de prestation plus efficaces et plus efficaces, y compris de nouveaux partenariats avec le secteur privé, le secteur sans but lucratif et d'autres ordres de gouvernement.

Le gouvernement agira en se fondant sur des preuves quant aux modèles de prestation qui procurent les meilleurs résultats au meilleur rapport qualité-prix.

ServiceOntario

Dans le budget de 2011, le gouvernement a annoncé qu'il étudierait d'autres modèles de prestation des services, y compris le recours à des investissements du secteur privé et l'ajout de secteurs d'activité au réseau à guichet unique de ServiceOntario.

ServiceOntario fournit à la population de l'Ontario un accès facile et rapide aux renseignements et aux services du gouvernement, notamment pour les enregistrements, les certificats et les permis. Cet organisme gouvernemental novateur affiche déjà des résultats exceptionnels. En effet, le taux de satisfaction de la clientèle est passé de 75 % en 2008 à 93 % en 2011. Les certificats de naissance et de mariage sont livrés dans les délais prévus dans 99,8 % des cas, et une garantie de remboursement est offerte dans le cas contraire. Malgré ce rendement élevé, d'autres améliorations peuvent être apportées.

Au cours de la dernière année, le gouvernement a rencontré les représentants des municipalités et du gouvernement fédéral pour discuter des moyens d'élargir la prestation des services. De concert avec des experts externes, le gouvernement a étudié les avantages de la participation du secteur privé. Il a ainsi repéré des occasions d'avoir recours aux capitaux et à l'expertise du secteur privé pour réduire les coûts et améliorer les opérations.

Par exemple, la prestation d'un service en personne à un bureau de ServiceOntario coûte cinq fois plus cher au gouvernement que la prestation du même service en ligne. On peut réaliser des gains d'efficience accrus en mettant l'accent sur les services à la clientèle dispensés en ligne, qui sont moins coûteux. Toutefois, pour tirer parti de ces avantages, il faut effectuer un investissement initial considérable. On prévoit que l'optimisation des activités de base de ServiceOntario et la prestation d'un plus grand nombre de services en ligne coûteront environ 100 millions de dollars. Dans le contexte financier actuel, un investissement de cette ampleur n'est pas possible. Le gouvernement utilisera plutôt des fonds du secteur privé afin que les deniers publics puissent être affectés aux services publics prioritaires comme l'éducation et les soins de santé.

Le budget de 2012 annonce le dépôt d'un projet de loi qui permettrait au gouvernement de mettre en oeuvre un certain nombre de modèles de partenariat public-privé pour ServiceOntario afin de réaliser ces objectifs stratégiques, tout en continuant d'établir des normes de service à la clientèle et d'assurer la protection de la vie privée et des données personnelles. Ce projet de loi modifierait diverses lois pour permettre de créer des partenariats public-privé et de continuer la transformation des services, notamment par la poursuite de la prestation de services en ligne.

Au cours des prochains mois, sous réserve de l'adoption du projet de loi, le gouvernement précisera les détails de l'approche qu'il privilégie et entreprendra un processus concurrentiel en vue de former un partenariat public-privé pour l'expansion des services de ServiceOntario.

Le gouvernement s'inspirera des leçons qu'il a tirées et du succès remporté par des partenariats public-privé pour élaborer l'approche qu'il suivra en ce qui concerne ServiceOntario. Deux exemples de partenariats sont la location à bail de l'autoroute à péage 407 du gouvernement précédent et la prolongation, par le gouvernement actuel, des permis de Teranet l'autorisant à dispenser des services électroniques d'enregistrement immobilier et liés aux brefs. Le modèle des services électroniques d'enregistrement immobilier présenté au tableau 1.9 illustre la façon dont un partenariat public-privé peut être conçu afin de protéger l'intérêt public tout en optimisant la valeur.

TABEAU 1.9 Comparaison des opérations liées à l'autoroute 407 et à Teranet

	Autoroute 407	Teranet
Durée	99 ans	50 ans
Opération	Bail immobilier	Permis
Contrôle de la hausse des frais	La province n'a aucun contrôle sur la hausse des péages.	La province doit amorcer le processus d'augmentation des droits exigés pour les services prévus par la loi ou approuver cette augmentation. À compter de 2015, certains frais augmenteront chaque année d'un pourcentage équivalant à 50 % de l'indice des prix à la consommation.
Revenus provinciaux permanents	La province ne touche pas de revenus permanents.	Teranet versera des redevances à la province après le 31 mars 2017.
Droits de participation de la province	La province n'a pas de droits de participation.	La province pourrait recevoir des paiements uniques ou des redevances supplémentaires si Teranet affiche des bénéfices extraordinaires.

De nouveaux partenariats en vue de meilleurs résultats

Le coût des services à la population augmente à un rythme insoutenable, et le gouvernement doit trouver des moyens innovateurs de transformer et d'améliorer la prestation des services tout en réduisant les coûts. En pratique, la diversification des modes de financement et les méthodes d'approvisionnement fondé sur les résultats ont permis aux gouvernements de plusieurs pays de réduire leurs coûts tout en maintenant ou en améliorant les résultats pour les personnes et les familles qui dépendent de ces services.

La province cherchera à développer de nouveaux partenariats dans le cadre desquels on encouragera l'obtention de meilleurs résultats à un moindre coût en transformant les méthodes traditionnelles de prestation des services à la population. Au cours des 12 à 18 prochains mois, la province mettra à profit les expériences vécues ailleurs afin de trouver des projets pilotes où on pourra faire l'essai de nouveaux modèles de prestation des services. Le savoir-faire mondialement reconnu en matière de sous-traitance et de gestion de projets d'Infrastructure Ontario aidera le gouvernement à entreprendre les projets pilotes de manière à maximiser la concurrence et à bénéficier au maximum des capitaux et de l'ingéniosité trouvés sur le marché. Infrastructure Ontario travaillera avec les ministères responsables et des groupes externes, comme MaRS. Les partenariats seraient établis en fonction des besoins du marché et des fournisseurs de services.

Ce travail s'appuie sur les engagements de la province en matière d'innovation sociale et obligera les entrepreneurs sociaux, les innovateurs, les investisseurs et les philanthropes à travailler avec le gouvernement et les fournisseurs locaux afin d'offrir les services à la population.

TVO

TVO diffuse des programmes éducatifs de qualité depuis plus de 40 ans. La majeure partie de son financement provient du ministère de l'Éducation. TVO est à la recherche de nouvelles sources de revenus. Le gouvernement collaborera avec TVO pour l'aider à atteindre cet objectif tout en maintenant l'intégrité de ses programmes éducatifs pour enfants. TVO générera de nouveaux revenus et dépendra ainsi moins des subventions gouvernementales, mais demeurera un diffuseur public. TVO pourra continuer ses activités en tant que télédiffuseur public offrant des émissions éducatives innovatrices tout en affectant les deniers publics qu'il reçoit à l'amélioration de l'accès à l'éducation.

Stratégie de transformation des services immobiliers

L'activité principale du gouvernement est de dispenser des services au public. La location immobilière ne devrait pas être une fonction de base du gouvernement, car le secteur privé peut s'occuper de la gestion des locaux plus efficacement et à moindre coût. Par conséquent, le gouvernement transforme la gestion de ses biens immobiliers.

À l'heure actuelle, les ministères ne paient pas toujours le prix du marché pour les locaux qu'ils occupent. Par l'entremise de la Stratégie de transformation des services immobiliers, les loyers demandés aux ministères augmenteront de façon à promouvoir une utilisation plus efficiente des locaux du gouvernement. En encourageant les ministères à utiliser leurs locaux de façon plus efficiente, cette stratégie – lorsqu'elle sera entièrement mise en oeuvre – réduira l'empreinte de la fonction publique de l'Ontario d'environ un million de pieds carrés à Toronto, soit un espace comparable à 43 étages dans une tour à bureaux. La superficie consacrée à chaque employé passera de la moyenne actuelle de 250 pieds carrés à moins de 200 pieds carrés. En outre, le gouvernement étudiera la possibilité de se départir de certains immeubles lorsque cette solution est sensée, ce qui pourrait générer plus de 500 millions de dollars et ainsi libérer des ressources, pour se concentrer sur les questions importantes pour les familles ontariennes, soit les soins de santé, l'éducation et l'emploi, et ce, sans compromettre son engagement envers les collectivités dans lesquelles il a des bureaux.

Autorités administratives déléguées

Depuis 2003, le gouvernement modernise la prestation des services publics. Fort des résultats affichés en matière d'efficience et de reddition de comptes, le gouvernement propose d'adopter des modèles de prestation des services publics plus efficaces et d'avoir davantage recours aux autorités administratives déléguées (AAD) à l'échelle du gouvernement.

Les AAD sont des sociétés sans but lucratif autofinancées sans lien de dépendance avec le gouvernement. Elles fixent les droits qu'elles imposent à l'industrie, lesquels couvrent la totalité de leur financement. Le gouvernement assume la responsabilité des AAD et conserve une fonction de surveillance grâce à divers mécanismes de reddition de comptes (notamment des ententes administratives et la présentation de rapports de rendement à intervalles réguliers).

Parmi les avantages possibles du modèle des AAD, on compte une efficience accrue, la diminution des coûts pour les contribuables associée aux gains d'efficience, l'amélioration de la conformité aux règlements et le maintien d'une surveillance par le gouvernement. Par exemple, entre 1996 et 2010, à la suite de l'adoption du modèle des AAD dans le secteur des services d'inspection, qui étaient autrefois dispensés par le gouvernement, les résultats suivants ont été affichés :

- le nombre d'inspections dans le domaine du courtage immobilier a augmenté de 86 %;
- le nombre d'inspections d'agences de voyage et de grossistes en voyages a augmenté de 87 %;
- le nombre d'inspections de concessionnaires de véhicules automobiles a augmenté de 25 %.

D'autres résultats positifs ont été obtenus depuis 2006 grâce aux AAD :

- le nombre d'électrocutions a diminué de 50 % en Ontario;
- le nombre de blessures graves causées par un ascenseur a diminué;
- plus de 1 300 déclarations de culpabilité ont été prononcées à l'endroit de constructeurs illégaux.

Le ministère des Services aux consommateurs supervise huit AAD, y compris le Conseil ontarien du commerce des véhicules automobiles, le Conseil ontarien de l'immobilier et le Conseil de l'industrie du tourisme de l'Ontario.

Les AAD constituent un modèle de prestation de services efficace qui assure une supervision réglementaire tout en permettant de réaliser des gains d'efficience. Ce modèle est conforme aux meilleures pratiques de reddition de comptes et de gouvernance et s'inscrit dans le cadre de l'engagement du gouvernement de fournir les meilleurs services qui soient à la population de l'Ontario. Le gouvernement explorera de nouvelles occasions de recourir aux AAD lorsqu'on peut démontrer qu'elles permettraient de renforcer la protection des consommateurs et la sécurité du public tout en maintenant une surveillance efficace et en réduisant les coûts et la bureaucratie découlant de l'application des règlements.

Le gouvernement propose de modifier la *Loi sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation* et la *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires* pour autoriser l'une des autorités administratives actuelles du ministère des Services aux consommateurs à fixer ses propres droits, comme cela se fait pour les autres AAD.

Transformation du ministère des Richesses naturelles

Pour lui permettre de transformer les fonctions d'intendance et de protection des ressources naturelles de l'Ontario de la façon la plus responsable possible sur le plan financier, le ministère des Richesses naturelles propose ce qui suit :

- transformer des parties clés des lois et règlements dont il assure l'application, de ses politiques et de ses directives afin de rationaliser les exigences de délivrance de permis, ainsi que de simplifier et d'automatiser le système de délivrance;
- gérer les ressources selon une optique davantage axée sur les régions et en réduisant le nombre de bureaux locaux;
- repenser ses activités scientifiques et de prestation afin de délaier l'approche axée sur les espèces individuelles et de privilégier une approche fondée sur les risques pour un écosystème ou une région.

Pour soutenir les emplois dans l'industrie forestière de l'Ontario, le gouvernement propose des modifications à la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* prévoyant une plus grande marge de manoeuvre en matière de plans de gestion forestière et permettant l'imposition de droits pour refléter l'adoption croissante des modèles d'utilisateur-payeur et de recouvrement des coûts. Ces modifications feront en sorte d'harmoniser la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* avec les autres lois importantes en matière de gestion des richesses naturelles.

La province propose des modifications à la *Loi de 2007 sur les espèces en voie de disparition* qui maintiennent son engagement envers la protection des espèces en péril tout en simplifiant les approbations et la délivrance des permis.

Afin de soutenir la croissance économique et la durabilité des précieuses richesses naturelles de l'Ontario, le gouvernement propose des modifications à la *Loi de 1997 sur la protection du poisson et de la faune* qui réduiraient le nombre des divers permis et autorisations actuellement requis. Ces modifications permettraient plutôt au ministre d'établir des normes auxquelles devraient se conformer les organisations ou les particuliers.

Soucieux d'offrir aux consommateurs et aux entreprises des services modernes et rationalisés, le gouvernement propose des modifications à la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières* pour permettre au ministre des Richesses naturelles de coordonner les plans de gestion des eaux avec l'approbation de la construction des barrages et d'autres structures sur les lacs et les rivières.

Le gouvernement propose des modifications à la *Loi de 2003 sur le parc de la région caractéristique des Hautes-Terres de Kawartha* pour donner au ministre la marge de manoeuvre nécessaire pour terminer le travail du Conseil consultatif de gestion du parc de la région caractéristique des Hautes-Terres de Kawartha.

Dans le but de mettre en application une approche intégrée de protection des espaces verts dans le Golden Horseshoe de l'Ontario, le gouvernement propose de modifier la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*. Ces modifications permettraient d'effectuer des consultations publiques et des examens conjoints concernant le Plan de la ceinture verte, le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges et le Plan d'aménagement de l'escarpement du Niagara.

Afin de soutenir les emplois dans l'industrie forestière du Nord de la province, le gouvernement propose de modifier la *Loi de 2011 sur la modernisation du régime de tenure forestière en Ontario* pour conférer au ministre le pouvoir de consentir des prêts aux sociétés locales ontariennes de gestion forestière, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances.

Pour être plus efficace et efficient, le gouvernement propose d'apporter des modifications à la *Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation* afin de fournir une plus grande marge de manoeuvre dans certains secteurs, tels que les plans de gestion des parcs.

Le gouvernement propose de modifier la *Loi sur les terres publiques* pour permettre au ministre des Richesses naturelles de déléguer certaines fonctions précises à des personnes à l'extérieur du gouvernement, par exemple, au moyen d'ententes avec les municipalités concernant la gestion des terres de la Couronne se trouvant dans leurs territoires.

Modernisation de la prestation des services judiciaires

Le gouvernement amorcera la modernisation des services judiciaires en offrant certains services en ligne (p. ex., formulaires judiciaires, dépôt des documents judiciaires et paiement des frais judiciaires). Cette initiative transformationnelle améliorera l'accès à la justice pour les Ontariennes et Ontariens grâce à la mise en place de services en ligne 24 heures sur 24 (comparativement aux services traditionnels offerts seulement durant la journée), et fera en sorte que les fonds soient utilisés là où les besoins sont les plus grands.

Entrée des données par du personnel civil

Le gouvernement embauche 100 employés civils pour s'occuper de fonctions d'entrée de données assumées actuellement par la Police provinciale de l'Ontario (OPP). Cette initiative permettra à l'OPP de réaliser des gains d'efficience et à l'équivalent de quelque 250 agents de police d'utiliser plus judicieusement leur temps en se consacrant aux services de première ligne.

Biens immatériels non réclamés

Le gouvernement entend établir un Programme des biens immatériels non réclamés pour que les propriétaires puissent recouvrer leurs biens non réclamés et, en attendant que ces biens soient réclamés, permettre que cet argent soit utilisé au profit de la population de l'Ontario. Les biens immatériels non réclamés incluent généralement, sans toutefois s'y limiter, les polices d'assurance, les rachats d'actions ou d'obligations, les dépôts bancaires, les salaires impayés et les prestations de retraite.

Mettre l'accent sur les activités de base

Pour mettre l'accent sur les activités de base, il faut accorder moins d'importance aux programmes non prioritaires, éliminer les programmes que le gouvernement ne devrait pas dispenser ou déterminer ceux que le secteur privé pourrait dispenser de façon plus efficiente.

Certains de ces choix sont difficiles. Toutefois, chaque dollar économisé en délaissant les secteurs non prioritaires peut être affecté aux soins de santé, à l'éducation, à la création d'emplois ou à l'élimination du déficit de la province.

Les principaux programmes que le gouvernement considère comme ne faisant pas partie de ses activités de base, dont la portée pourrait être réduite ou qui pourraient être dispensés de façon plus efficiente par le secteur privé comprennent les suivants :

Dessalement lié à la Commission de transport Ontario Northland

Le gouvernement de l'Ontario a créé et exploite la Commission de transport Ontario Northland (CTON), qui fournit des services de transport dans le Nord de l'Ontario. La CTON exploite notamment le service ferroviaire voyageurs Polar Bear Express, entre Cochrane et Moosonee, le service de transport de passagers par train et autobus Northlander, entre Toronto et Cochrane, des services de télécommunications par l'entremise d'Ontera, ainsi que des services de transport ferroviaire de marchandises et de remise à neuf de trains.

La CTON a toujours accusé un déficit, car ses revenus ne couvrent pas les fonds qu'elle consacre aux services et aux réparations d'immobilisations. Par exemple, le nombre de passagers du service ferroviaire Northlander n'est pas viable. Le coût par passager que paie la CTON est d'environ 400 \$ supérieur au prix des billets. Les contribuables ne peuvent plus maintenir le financement qu'ils accordent. De plus, le financement total de la CTON est passé de 28 millions de dollars en 2003-2004 à 103 millions de dollars en 2011-2012 en raison des pressions accrues exercées au chapitre du fonctionnement et des immobilisations.

Par conséquent, le gouvernement :

- maintiendra les services du Polar Bear Express;
- se départira des actifs ayant une valeur commerciale comme le service de transport ferroviaire des marchandises, les activités de remise à neuf de trains et les services de télécommunications d'Ontera;
- lancera un appel d'offres afin que d'autres entreprises exploitent les services actuels de transport par autobus;
- mettra fin au service ferroviaire voyageurs Northlander, qui n'est pas viable;
- combinera le service de traversiers reliant Moosonee à Moose Factory avec d'autres services de traversiers provinciaux.

Une fois mises en oeuvre, ces mesures entraîneront des économies annuelles et permettront d'éviter des coûts d'environ 250 millions de dollars sur trois ans.

Le gouvernement s'engage à maintenir les services publics essentiels dispensés par la CTON, particulièrement dans les localités éloignées où aucune autre option n'est offerte.

Limite du financement des programmes de gestion des risques

Dans le budget de 2011, le gouvernement a annoncé des programmes de gestion des risques, axés sur la demande, qui stabilisent le revenu des producteurs agroalimentaires de l'Ontario. Les dépenses engagées dans le cadre de ces programmes peuvent fluctuer d'une année à l'autre en fonction des cours des produits de base.

Le gouvernement provincial et les agriculteurs ontariens ont conçu ces approches novatrices afin de soutenir la gestion des coûts. Toutefois, le gouvernement fédéral a refusé de participer à ces programmes de soutien des agriculteurs ontariens.

Dans le budget de 2011, le gouvernement de l'Ontario a annoncé qu'il partagerait le coût des programmes de gestion des risques avec les agriculteurs. Sans le soutien du gouvernement fédéral, les programmes provinciaux de soutien du revenu agricole, qui sont axés sur la demande, ne seront pas viables à long terme. Étant donné que ces programmes reposent sur les principes de l'assurance et prévoient le partage des risques, l'Ontario continuera d'encourager le gouvernement fédéral à s'associer avec lui et avec les agriculteurs aux fins de ces importants programmes.

Compte tenu des défis financiers de la province, le gouvernement de l'Ontario collaborera avec les agriculteurs afin de repenser ces programmes pour qu'ils mettent l'accent sur la productivité, tout en limitant le financement du programme global à un niveau soutenable dans le but de gérer l'exposition des contribuables et d'obtenir des fonds du gouvernement fédéral. Dans le budget de 2011, le gouvernement s'est engagé à accorder une aide publique d'environ 100 millions de dollars après déduction des primes versées par les producteurs. Il réitère son engagement d'accorder à ce programme un soutien pouvant atteindre 100 millions de dollars.

Maximiser la valeur des biens publics

L'Ontario ne propose pas de vendre ses principaux biens produisant des revenus. Le gouvernement prend plutôt des mesures pour en optimiser la valeur de façon à l'aider à équilibrer le budget. Il demeure ouvert à la mise en oeuvre de nouveaux modèles qui permettent d'accroître l'efficacité et d'optimiser les modèles opérationnels des biens gouvernementaux lorsqu'on peut démontrer que ces modèles offrent un bon rapport qualité-prix et protègent l'intérêt public.

Le ministère des Finances continuera de collaborer avec les ministères responsables et Infrastructure Ontario afin d'examiner systématiquement les biens de la province et de s'assurer qu'ils offrent une valeur optimale pour la population ontarienne.

Optimisation du potentiel de revenus de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO)

Dans le budget de l'Ontario de 2011, le gouvernement a annoncé qu'il obligerait ses principaux organismes à réaliser des gains d'efficacité de 200 millions de dollars d'ici 2013-2014 en plus d'atteindre leurs objectifs en matière de bénéfices nets. À cette fin, la LCBO a mis en oeuvre diverses mesures en vue de hausser son bénéfice net de 100 millions de dollars par année à compter de 2013-2014.

De plus, la LCBO élaborera et mettra en oeuvre de nouvelles mesures afin de hausser le bénéfice net qu'elle verse au gouvernement provincial de 100 millions de dollars de plus par année à compter de 2014-2015. Ces mesures amélioreront sa rentabilité d'une façon socialement responsable.

Dans le but d'accroître les revenus pour la province et d'optimiser les biens publics, on a mis en oeuvre une initiative visant à vendre le siège

social de la LCBO. On prévoit que cette vente pourrait générer un bénéfice net de 200 millions de dollars, déduction faite des coûts de déménagement et d'opération.

Modernisation de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG)

À la suite de l'examen des activités stratégiques de l'OLG, le gouvernement a enjoint la Société de moderniser ses opérations. L'OLG maximisera le dividende qu'elle verse au gouvernement en haussant ses revenus, en améliorant son efficience et en élargissant le rôle du secteur privé dans ses opérations et ses immobilisations. Les propositions formulées comprennent les suivantes :

- Modifier le nombre et l'emplacement des établissements de jeu et choisir des activités de jeu adaptées à ces établissements. On accentuera les avantages de cette initiative en mettant fin au programme des appareils à sous dans les hippodromes le 31 mars 2013.
- Mettre en oeuvre un nouveau barème de droits applicable aux municipalités où se trouvent les établissements de jeu.
- Créer de nouveaux canaux de vente en offrant des produits de loterie à plusieurs caisses chez de grands détaillants (p. ex., épiceries, pharmacies, grandes surfaces, etc.).
- Accroître l'efficience opérationnelle de la Société en élargissant le rôle du secteur privé, qui s'occuperait du fonctionnement quotidien des établissements de jeu et de la distribution des produits de loterie.
- Lorsque cela est possible, confier au secteur privé le soin d'investir dans le développement d'immobilisations, qui deviendraient sa propriété.

La modernisation de l'OLG générera des revenus supplémentaires de plus de 600 millions de dollars entre 2012-2013 et 2014-2015 et de plus de 1 milliard de dollars par année d'ici 2017-2018.

Depuis 1998, l'industrie des courses de chevaux de l'Ontario a reçu 3,7 milliards de dollars, dont 345 millions de dollars en 2011-2012. Dans le cadre du processus de modernisation de l'OLG, le gouvernement a passé en revue ce soutien accordé à l'industrie des courses de chevaux, qui est décrit dans la lettre d'intention signée en 1998 par le gouvernement précédent. Ce faisant, le gouvernement a déterminé que l'industrie doit être plus autonome afin qu'elle puisse s'adapter à la demande du marché des courses de chevaux, sans compter sur l'aide du gouvernement.

Le gouvernement demeure déterminé à soutenir l'industrie des courses de chevaux en réduisant la taxe provinciale sur le pari mutuel. Ainsi, l'industrie pourra conserver les revenus générés par les paris et les affecter à ses programmes.

Favoriser l'efficience d'Ontario Power Generation et de Hydro One

Ces dernières années, le gouvernement a collaboré avec ses entreprises de production et de transport d'électricité, c'est-à-dire Ontario Power Generation (OPG) et Hydro One, afin de réduire leurs coûts et d'accroître leur productivité. Tel qu'indiqué dans les exemples suivants, ces deux entreprises ont pris des mesures ambitieuses afin de rendre leurs opérations plus efficaces.

- OPG a réduit d'environ 500 le nombre d'employés affectés à l'énergie nucléaire en 2010 et 2011 grâce à la consolidation de ses opérations et à d'autres mesures d'efficience, ce qui a entraîné des économies annuelles d'environ 70 millions de dollars.
- OPG réduira ses coûts de technologie de l'information (TI) d'environ 90 millions de dollars de 2010 à 2015 grâce à des gains d'efficience internes et à l'optimisation de ses ententes touchant les services de TI.
- En 2011, après avoir remplacé graduellement ses principaux systèmes de technologie de l'information, Hydro One a économisé 41 millions de dollars en ayant recours au sourcing stratégique de son matériel, en diminuant le nombre d'employés et en réduisant le nombre d'applications informatiques ainsi que les coûts de soutien connexes.
- Dans les prévisions financières qu'elle a établies pour les trois prochaines années, Hydro One a repéré des réductions de coûts d'environ 280 millions de dollars rendues possibles notamment grâce à l'utilisation d'outils SAP (135 millions de dollars), à des économies au titre du soutien (65 millions de dollars), à la diminution des frais d'administration (15 millions de dollars), à des initiatives de transformation opérationnelle (entre 50 et 60 millions de dollars) et à la mise à jour de son réseau étendu (entre 8 et 10 millions de dollars).

Bien que ces mesures soient importantes, le gouvernement provincial reconnaît qu'il faut aller plus loin pour procurer des avantages à la population de l'Ontario. Par conséquent, il entreprendra un examen comparatif indépendant de OPG et de Hydro One. Il embauchera des conseillers indépendants qui passeront en revue les opérations de Hydro One et de OPG afin de repérer des gains d'efficience et de comparer ces sociétés à des entités nord-américaines similaires. À l'issue de cet examen, le gouvernement collaborera avec OPG et Hydro One afin de prendre les mesures nécessaires pour accroître l'efficience et réaliser des économies.

Mise en oeuvre efficace de la réforme

Pour transformer la façon dont le gouvernement fournit ses services à la population, il faut mesurer et évaluer constamment les résultats des programmes. S'ils ne donnent pas les résultats souhaités et ne constituent pas une utilisation optimale de l'argent des contribuables, ils doivent être transformés. L'évaluation de la productivité et la transformation des services publics contribueront à une prestation plus efficace et plus efficiente des programmes et des services gouvernementaux. Afin de transformer la façon de travailler du gouvernement, il faudra prendre des mesures non seulement au sein des ministères, mais aussi dans tout l'appareil gouvernemental. Ces mesures devront aussi s'inscrire dans le cycle de planification annuel de l'examen des programmes gouvernementaux.

Le présent budget annonce une série d'initiatives transformationnelles qui sont axées sur la viabilité des secteurs prioritaires et des activités de base, comme la réforme du soutien aux entreprises et la façon dont les programmes de prestations sont dispensés. Pour assurer la réussite de ces initiatives transformationnelles, une mise en oeuvre en bonne et due forme, menée en temps opportun, est essentielle. Afin de démontrer un engagement à l'égard de la transformation et de donner l'exemple aux plus hauts échelons, le Comité du premier ministre pour les résultats et la réforme sera créé. Les comités pour les résultats ont déjà contribué à favoriser les améliorations dans les domaines de la santé et de l'éducation, et la même approche orientée sur les résultats sera appliquée à la transformation.

Afin de soutenir et d'encadrer la mise en oeuvre d'initiatives dans les principaux programmes et services, le gouvernement créera des équipes multidisciplinaires pour promouvoir la productivité et la réforme dans le secteur public. En se fondant sur des données probantes, ces équipes seront chargées d'appuyer la mise en oeuvre de modes de prestation plus efficaces et plus efficaces, de consolider les programmes et les services, ainsi que d'optimiser les actifs du gouvernement.

Issues des ressources existantes, ces équipes seront composées de membres du personnel des organismes centraux et des ministères qui sont des spécialistes dans leur domaine. Elles travailleront avec des experts externes qui ont su par le passé piloter des changements transformationnels au sein d'organisations complexes. Cette approche permettra d'obtenir une perspective externe à l'endroit des opinions reçues au sein du gouvernement, tout en augmentant les compétences et la capacité au sein du secteur.

Les équipes relèveront du Comité du premier ministre pour les résultats et la réforme, du Conseil du Trésor, du Conseil de gestion du gouvernement et du Conseil des ministres, selon l'enjeu soulevé. Des exemples de projets où elles joueront un rôle comprennent le nouveau Fonds pour l'emploi et la prospérité, ainsi que les efforts pour un versement plus efficace des prestations fondées sur le revenu.

Compte tenu du besoin de maintenir une attention constante sur la réforme et sa mise en oeuvre efficace, ces équipes travailleront à des projets tout au long de l'année. Leurs constatations et recommandations éclaireront le cycle budgétaire annuel. Cette approche est inspirée des recommandations sur les processus et les structures internes présentées par la Commission de réforme des services publics de l'Ontario.

Vérification interne

La Division de la vérification interne de l'Ontario soutiendra la transformation et une solide gestion financière en apportant une expertise en évaluation du risque, en évaluation du contrôle et en mesure du rendement pendant la mise en oeuvre d'initiatives transformationnelles dans les secteurs clés à l'échelle des ministères. La vérification interne jouera aussi un rôle important en évaluant les progrès de ces initiatives pour qu'elles atteignent les résultats escomptés quant à l'amélioration de la prestation des services et des efficacités.

Pour soutenir ce travail, des rapports réguliers seront présentés au Conseil du Trésor et au Conseil de gestion du gouvernement par l'entremise de mécanismes de gouvernance établis, ce qui renforcera l'indépendance organisationnelle et aidera à attirer l'attention plus rapidement sur les enjeux et les risques principaux.

Afin d'appuyer ces efforts, le gouvernement examinera la possibilité de fournir à la Division de la vérification interne de l'Ontario des pouvoirs supplémentaires en matière de vérification du secteur parapublic.

Ensemble, ces réformes étayeront encore davantage la capacité du gouvernement à s'assurer de l'atteinte de résultats et de la mise en place de mécanismes de contrôle efficaces, tout en aidant à soutenir la province au cours de cette transformation.

Mesures responsables pour accroître les revenus

Afin de protéger l'éducation et la santé, le gouvernement propose dans le présent budget d'augmenter ses revenus de 4,4 milliards de dollars au cours des trois prochaines années. Les mesures envisagées ne prévoient aucune hausse des impôts et des taxes. On gèlerait les taux d'imposition des sociétés, augmenterait les frais d'utilisation et prendrait des mesures pour assurer l'intégrité du régime fiscal de sorte que les contribuables s'acquittent, comme il se doit, de l'impôt à payer.

Gel du taux d'imposition des entreprises

Impôt sur le revenu des sociétés

Le Plan fiscal pour stimuler la création d'emplois et la croissance prévoit une réduction des taux de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) pour les grandes et petites entreprises et, de concert avec d'autres mesures fiscales, a fait de l'Ontario un des territoires les plus attrayants du monde industrialisé pour les investissements des entreprises. Le taux général de l'IRS de l'Ontario prévu par la loi est passé de 14 % en 2009 à 11,5 % au 1^{er} juillet 2011, et doit être établi à 10 % le 1^{er} juillet 2013.

Le présent budget propose de geler à 11,5 % le taux général de l'IRS, ce qui générerait des économies budgétaires de près de 1,5 milliard de dollars au cours des trois prochaines années. Lorsque l'Ontario aura rétabli l'équilibre budgétaire en 2017-2018, on recommencera à réduire le taux de l'IRS et le taux général continuera à baisser. (Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre IV, section A, Régime d'imposition.)

Impôt scolaire applicable aux entreprises

Le gouvernement a aussi pris des mesures pour s'attaquer au fardeau de l'impôt foncier pour les entreprises ontariennes. Depuis 2007, les taux élevés de l'impôt scolaire applicable aux entreprises ont été réduits, entraînant des économies de plus de 200 millions de dollars par année pour les entreprises. En vertu du plan, les réductions de taux devaient se poursuivre jusqu'en 2014.

Pour aider à protéger nos investissements prioritaires et à rétablir l'équilibre budgétaire, le présent budget propose de geler temporairement le plan de réduction du taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises à compter de 2013. Cette mesure permettra d'éviter une baisse des revenus, ce qui entraînera des économies budgétaires qui devraient atteindre plus de 300 millions de dollars par année d'ici 2014-2015. Le gouvernement est déterminé à reprendre les réductions du taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises lorsque l'Ontario aura retrouvé l'équilibre budgétaire en 2017-2018. (Pour plus de renseignements, voir le chapitre IV, section A, Régime d'imposition.)

Revenus non fiscaux

Le vérificateur général et la Commission de réforme des services publics de l'Ontario ont recommandé que, lorsque la province impose des frais d'utilisation, ceux-ci devraient permettre de recouvrer la totalité des coûts liés à la prestation du service fourni. Il est nécessaire d'adopter cette approche afin que le coût du maintien des services publics en Ontario soit assumé par les usagers plutôt que par l'ensemble des contribuables. Historiquement, les frais d'utilisation n'ont pas augmenté au même rythme que l'inflation, ce qui signifie que dans certains cas, ils n'ont pas changé depuis des décennies. Les mesures indiquées dans le présent budget permettront d'augmenter les frais de manière juste, raisonnable et équilibrée afin de recouvrer une partie des coûts.

Droits du ministère des Transports

Le ministère des Transports dépensera plus de 2,5 milliards de dollars en 2012-2013 pour remplir son mandat de créer un réseau de transport en Ontario qui permette la libre circulation des personnes et des biens, et ce, de façon sécuritaire. Ces dépenses servent à soutenir les investissements dans les transports en commun, la sécurité des usagers de la route ainsi que l'exploitation, l'entretien et l'infrastructure routiers.

Pour aider à soutenir ces investissements, le gouvernement impose une gamme de droits liés aux transports. Le présent budget prévoit certaines augmentations qui ont été annoncées par le ministre des Transports le 13 mars 2012.

Le gouvernement propose aussi des mesures législatives lui donnant le pouvoir d'imposer des péages le long de la nouvelle autoroute 407 Est (entre l'extrémité est de l'autoroute 407 et la route 35/115), ce qui doit être fait avant la première phase du prolongement, dont l'ouverture est prévue pour 2015.

Droits environnementaux

Le vérificateur général et la Commission de réforme des services publics de l'Ontario ont aussi recommandé de mettre davantage l'accent sur la prévention et le principe de la responsabilité financière des pollueurs. Cette recommandation s'applique aux sites contaminés de l'Ontario. La province reconnaît aussi que les responsables de la pollution et des déchets devraient généralement assumer les coûts des programmes et des services environnementaux.

Deuxième étape du Programme des redevances d'eau

Une plus forte demande et des préoccupations environnementales plus pressantes poussent la province à s'assurer que l'eau est utilisée de façon durable (soit conserver et protéger les ressources en eau pour les générations futures). En appliquant un modèle de paiement par les utilisateurs, le Programme des redevances d'eau fait passer certains des coûts des programmes de gestion de la quantité d'eau aux utilisateurs commerciaux et industriels. Cette mesure encourage aussi les entreprises à améliorer leurs efforts de conservation de l'eau, fait en sorte qu'elles utilisent des procédés plus efficaces et durables, et crée des occasions de développement économique et des emplois dans le domaine de la technologie propre en Ontario.

La première étape du programme, qui a été mise en oeuvre avec succès en avril 2007, a établi une redevance de 3,71 \$ le million de litres pour les utilisateurs d'eau à forte consommation, tels les fabricants d'eau embouteillée, de béton prêt à l'emploi et d'engrais. Environ 100 installations en Ontario ont été touchées par ces mesures.

Dans le cadre de l'examen quinquennal du programme, y compris les consultations, le gouvernement examinera la structure actuelle des redevances afin de déterminer si ces redevances sont adéquates et de faire en sorte que le programme permette de recouvrer la plus grande partie des coûts possible.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la deuxième étape du programme, la base d'utilisateurs-payeurs sera élargie et la redevance appliquée à la majorité des autres utilisateurs d'eau industriels et commerciaux en Ontario. Les secteurs qui seront touchés comprennent la construction, les produits pétroliers, l'industrie minière, la production d'aliments et les installations récréatives. Le montant des redevances qui devront être payées par les utilisateurs de la phase 2 sera déterminé lors de l'examen du programme.

On estime que cette initiative générera 3,5 millions de dollars en 2013-2014 et 6,0 millions de dollars en 2014-2015 et par la suite.

Autorisations environnementales

Afin d'arriver au recouvrement intégral des coûts, le gouvernement passera en revue le barème des droits pour les autorisations environnementales et le Registre environnemental des activités et des secteurs (REAS). Si les activités d'une entreprise ont une incidence sur le milieu naturel (notamment en dégageant des polluants dans l'air, sur le sol ou dans l'eau), cette entreprise doit obtenir une autorisation du ministère de l'Environnement pour avoir le droit d'exercer des activités en Ontario.

Le barème des droits pour ce système d'autorisations n'a pas été revu depuis 1998. Par le passé, une entreprise devait demander une autorisation pour chaque procédé et chaque appareil. Aujourd'hui, une entreprise peut s'inscrire au REAS ou demander une seule autorisation environnementale pour tous les déchets et les émissions résultant de ses activités.

Le gouvernement tiendra des consultations relativement à la mise à jour du barème des droits pour les autorisations environnementales et du REAS, afin de s'assurer qu'il est adéquat pour un nouveau système d'autorisations modernisé et de faire en sorte que la totalité des coûts du programme soit recouvrée. De plus, le ministère établira des normes de service et offrira la prestation électronique des services, de sorte que les entreprises obtiennent des autorisations de façon rapide et efficace.

On estime que cette initiative générera 3,8 millions de dollars en 2013-2014 et par la suite.

Droits pour les déchets dangereux

Les droits pour les déchets dangereux, qui n'ont pas été mis à jour depuis 2002, seront également passés en revue. Le gouvernement suit la production, la circulation et l'évacuation des déchets dangereux et des déchets industriels liquides pour assurer la propreté et la sécurité de l'environnement de l'Ontario. Les droits sont basés en partie sur les manifestes (c.-à-d. la liste des déchets expédiés) et le tonnage des déchets produits.

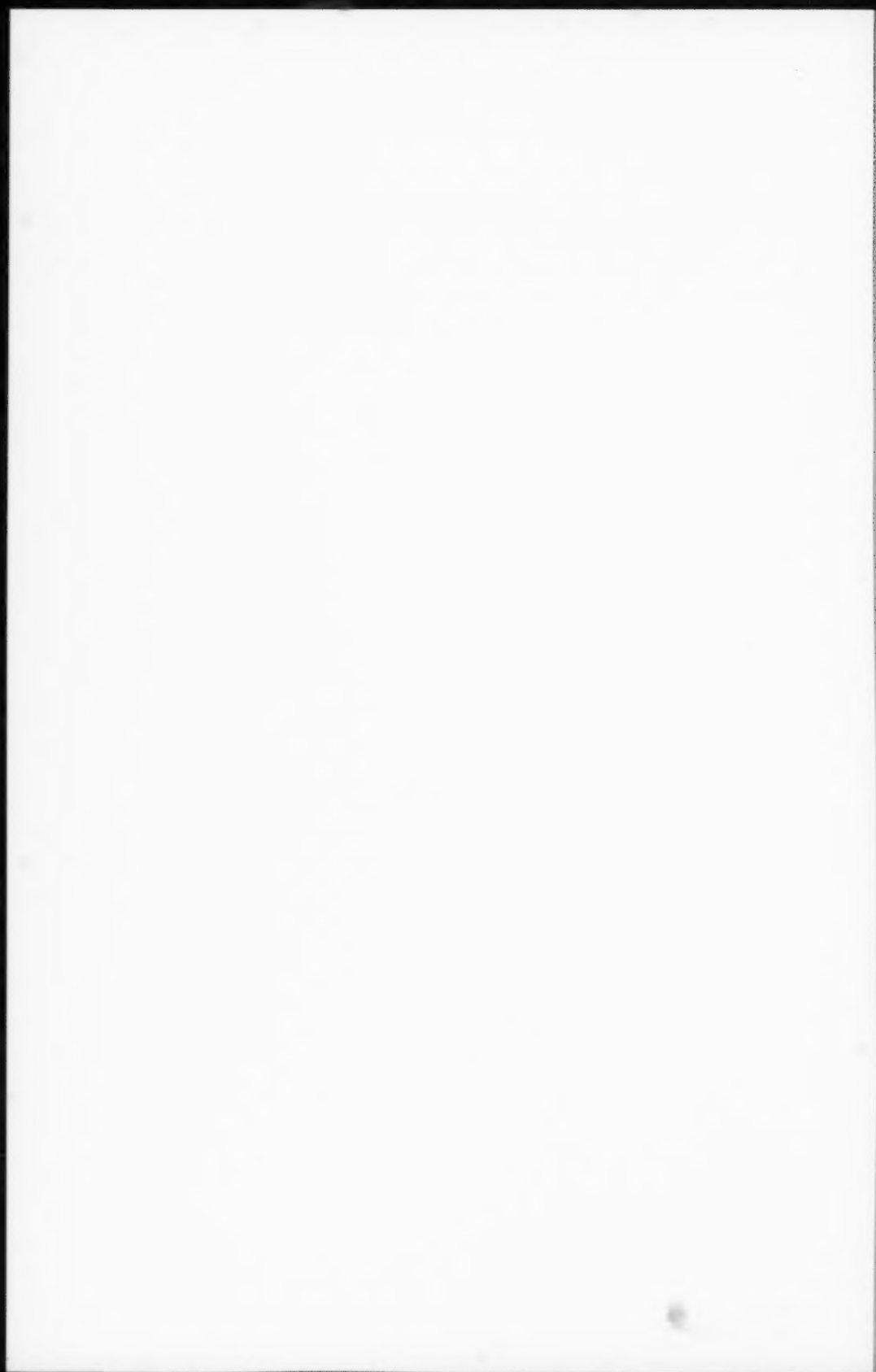
L'augmentation des droits de tonnage améliorera le recouvrement des coûts du programme et incitera les entreprises à réduire ou à recycler les déchets. De plus, la hausse des droits sera assumée par les plus gros producteurs de déchets dangereux. Les droits pour les manifestes sur papier seront accrus, ce qui encouragera l'utilisation de manifestes électroniques dont les coûts sont moins élevés.

On estime que cette initiative générera 2,5 millions de dollars en 2014-2015 et par la suite.

CHAPITRE II



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET
PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO



Points saillants

Économie de l'Ontario

- ☑ Croissance du PIB réel projetée par le gouvernement pour 2012 – 1,7 %.
- ☑ Croissance moyenne du PIB réel projetée par le secteur privé pour 2012 – 1,9 %.
- ☑ Croissance du PIB réel projetée par le gouvernement pour 2013 – 2,2 %.
- ☑ Croissance moyenne du PIB réel projetée par le secteur privé pour 2013 – 2,3 %.
- ☑ Emplois nets créés depuis octobre 2003 – 508 900.
- ☑ Emplois nets créés depuis le creux survenu pendant la récession en juin 2009 – 299 300.
- ☑ Selon les projections, le taux de chômage baissera pour s'établir à 6,7 % en 2015.

Finances de l'Ontario

- ☑ Déficit de 2011-2012 – 15,3 milliards de dollars, soit 1,0 milliard de dollars de moins que ce qui avait été prévu dans le budget de 2011.
- ☑ Déficit prévu de 2011-2012 en proportion du PIB – 2,4 %.
- ☑ En maintenant la croissance des dépenses à un faible taux et en misant sur le fait qu'il a réussi à dépasser les objectifs de réduction du déficit prévus dans les budgets de 2010 et de 2011, le gouvernement équilibrera son budget d'ici 2017-2018.

Section A : Aperçu

TABLEAU 2.1 Budget de 2012 – Les chiffres en bref

Économie de l'Ontario :		Finances de la province :	
Croissance prévue du PIB réel, 2012	1,7 %	Prévision de déficit 2012-2013	15,2 milliards \$
Croissance moyenne selon le secteur privé, 2012	1,9 %	Prévision des revenus 2012-2013	112,2 milliards \$
Croissance prévue du PIB réel, 2013	2,2 %	Prévision des charges 2012-2013	126,4 milliards \$
Emplois depuis juin 2009	299 300	Réserve 2012-2013	1,0 milliard \$
Emplois depuis octobre 2003	508 900	Rapport déficit accumulé-PIB (2003-2004)	25,2 %
Croissance du PIB réel (2011 par rapport à 2003) ¹	10,9 %	Rapport déficit accumulé-PIB (2011-2012)	25,0 %
Croissance du revenu réel disponible des particuliers (2011 par rapport à 2003) ¹	23,6 %	Rapport déficit-PIB (2011-2012)	2,4 %

¹ Le PIB réel et le revenu réel disponible pour 2011 sont des estimations du ministère des Finances de l'Ontario.

Le PIB réel de l'Ontario s'est pleinement redressé à la suite de la récession mondiale de 2008-2009. La reprise a été soutenue par les mesures décisives du gouvernement McGuinty, l'augmentation considérable de l'investissement des entreprises qui a découlé du Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance, ainsi que les dépenses de consommation. Depuis juin 2009, la province crée des emplois à un meilleur rythme qu'au Royaume-Uni, qu'aux États-Unis et que dans tous les États des Grands Lacs. On prévoit que le taux de chômage en Ontario chutera pour s'établir à 6,7 % en 2015, après avoir atteint un sommet de 9,4 % en juin 2009. Au cours des prochaines années, on s'attend à ce que l'Ontario poursuive sa croissance à un rythme modeste.

Bien que des prévisions d'une croissance modeste mais soutenue constituent une prémisse raisonnable pour la planification, l'Ontario fait face à une nouvelle réalité économique qui devrait persister dans un avenir prévisible. Dans ce contexte économique de plus en plus difficile, l'Ontario ne peut se fier à la seule croissance économique pour équilibrer son budget. Le succès qu'aura le gouvernement à atteindre ses objectifs financiers dépendra encore plus de sa capacité à gérer l'augmentation des charges.

Pour atteindre les objectifs financiers établis dans le budget de 2011, le gouvernement mise sur ses réussites en matière de transformation et de gestion des dépenses, en procédant de façon équitable, raisonnable et équilibrée. La croissance des dépenses de programmes sera maintenue à un taux annuel moyen de 1,0 % entre 2011-2012 et 2014-2015. En fait, les mesures financières proposées dans le présent budget signifient que pour chaque dollar additionnel consacré à de nouvelles mesures touchant les revenus, le plan comprend quatre dollars consacrés à des mesures touchant les charges afin de combler l'écart financier qui se produirait si aucune nouvelle mesure n'était prise pour maîtriser la croissance des charges de la province.

Le déficit pour 2011-2012 devrait être de 15,3 milliards de dollars, soit 1,0 milliard de dollars de moins que les prévisions énoncées dans le budget de 2011, ce qui représente une amélioration de plus de 38 % par rapport au déficit de l'exercice 2009-2010, qui, selon les prévisions de l'automne 2009, devait être de 24,7 milliards de dollars. Grâce à une gestion financière rigoureuse en cours d'exercice, on prévoit que les dépenses de programmes et les dépenses totales seront inférieures aux prévisions.

À moyen terme, l'Ontario est en voie d'atteindre les objectifs financiers mis de l'avant dans le budget de 2011. Cela signifie des déficits à la baisse qui s'établiront à 15,2 milliards de dollars en 2012-2013, 13,3 milliards de dollars en 2013-2014 et 10,7 milliards de dollars en 2014-2015, pour en arriver à l'équilibre budgétaire en 2017-2018.

Section B : Résultats financiers provisoires de 2011-2012

Le budget de 2011 prévoyait un déficit de 16,3 milliards de dollars en 2011-2012. Le déficit prévu cet exercice est maintenant de 15,3 milliards de dollars, soit 1,0 milliard de dollars de moins que selon les prévisions du budget de 2011. Cette amélioration de plus de 38 % comparativement au déficit de 24,7 milliards de dollars pour 2009-2010 qui avait été prévu à l'automne 2009 est tributaire de l'engagement du gouvernement de gérer la croissance des dépenses. Le gouvernement continue de miser sur le fait qu'il a réussi à dépasser ses objectifs financiers par le passé, notamment au cours des trois derniers exercices.

On prévoit que les charges de programmes et les dépenses totales seront toutes deux inférieures aux prévisions du budget de 2011. De plus, on prévoit que les charges de programmes augmenteront de seulement 2,5 % par rapport aux résultats de 2010-2011. Le taux de croissance annuelle de ces dépenses n'a été plus faible qu'une fois en 10 ans.

TABEAU 2.2 Résultats financiers en cours d'exercice 2011-2012

(en millions de dollars)

	Plan budgétaire ¹	Chiffres prov.	Variation en cours d'exercice
Revenus	109 298	109 277	(20)
Charges			
Programmes	114 623	114 463	(161)
Intérêt sur la dette	10 290	10 097	(193)
Total des charges	124 913	124 560	(353)
Réserve	700	—	(700)
Excédent/(Déficit)	(16 316)	(15 283)	1 033

¹ Les revenus et les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la reclassification d'organismes du gouvernement qui est décrite dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011*. À partir du budget de 2012, les revenus et les charges seront redressés pour tenir compte de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'un certain nombre de dépenses fiscales, conformément à la section F du présent chapitre. À des fins de comparaison, les chiffres du budget de 2011 ont été redressés de la même manière.

On prévoit que les revenus de 2011-2012 seront inférieurs de 20 millions de dollars aux prévisions du plan budgétaire. Les revenus fiscaux moins élevés en raison du ralentissement de la croissance économique et les transferts fédéraux inférieurs ont été largement contrebalancés par des revenus non fiscaux ponctuels supérieurs.

On prévoit que les charges de programmes pour 2011-2012 seront 161 millions de dollars moins élevées que selon le plan budgétaire, ce qui témoigne de l'engagement du gouvernement de gérer la croissance des dépenses. Comme les charges liées à l'intérêt sur la dette sont inférieures aux prévisions, les charges totales pour 2011-2012 devraient diminuer de 353 millions de dollars comparativement aux prévisions du budget de 2011. Il s'agirait de la troisième année consécutive où les charges totales seraient inférieures à celles prévues dans le plan budgétaire.

Dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011*, le gouvernement a réduit la réserve de 500 millions de dollars afin de contrebalancer l'effet prévu du ralentissement de la croissance économique sur le rendement financier de la province. Dans les perspectives provisoires de 2011-2012, on utilise les 200 millions de dollars qui restent de la réserve pour améliorer le rendement financier de la province et réduire le déficit de 2011-2012.

Les résultats provisoires de 2011-2012 sont fondés sur les renseignements disponibles au début de mars 2012. Puisqu'elles sont provisoires, ces estimations pourraient changer lorsque les revenus et les charges réels de la province seront déterminés de façon définitive dans les Comptes publics de 2011-2012 qui seront publiés cet été.

Revenus au cours de l'exercice

Le total des revenus en 2011-2012 est estimé à 109 277 millions de dollars. Cette somme est inférieure de 20 millions de dollars au montant prévu dans le budget de 2011. Cette diminution découle d'écarts compensatoires parmi les sources de revenus.

- Les revenus fiscaux sont inférieurs de 638 millions de dollars, ce qui est largement dû au ralentissement de la croissance économique.

- Les transferts du gouvernement du Canada sont inférieurs de 372 millions de dollars, en raison notamment d'une erreur d'estimation du gouvernement fédéral qui a mené à une révision à la baisse des paiements de péréquation de l'Ontario. De plus, les transferts moins élevés pour l'infrastructure et les organismes consolidés ont été largement compensés par des dépenses plus faibles.
- Les revenus des entreprises publiques sont inférieurs de 87 millions de dollars, les revenus nets moins élevés de la Régie des alcools de l'Ontario, d'Ontario Power Generation Inc. et de Hydro One Inc. n'étant compensés qu'en partie par les revenus nets supérieurs de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario.
- Les écarts qui précèdent sont compensés par un écart positif, en grande partie ponctuel, de 1 077 millions de dollars au poste des autres revenus non fiscaux lié au remboursement par Chrysler d'un prêt du gouvernement de l'Ontario et au recouvrement plus élevé que prévu des dépenses de ministères de l'exercice précédent.

TABLEAU 2.3 Sommaire des variations des revenus depuis la publication du budget de 2011¹

(en millions de dollars)

	Chiffres prov. pour 2011-2012
Revenus fiscaux	
Impôt sur le revenu des particuliers	(1 393)
Taxe de vente	751
Contribution-santé de l'Ontario	(183)
Droits de cession immobilière	163
Impôt des sociétés	(156)
Tous les autres impôts et taxes	180
	(638)
Gouvernement du Canada	
Paiements au titre de la péréquation	(150)
Tous les autres – Gouvernement du Canada	(222)
	(372)
Revenus tirés des entreprises publiques	
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	(107)
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	65
Régie des alcools de l'Ontario	(45)
	(87)
Autres revenus non fiscaux	
Remboursement du prêt consenti à Chrysler	468
Tous les autres revenus non fiscaux	609
	1 077
Total des variations des revenus depuis la publication du budget de 2011	(20)

¹ Les revenus et les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la reclassification d'organismes du gouvernement qui est décrite dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011*. À partir du budget de 2012, les revenus et les charges seront redressés pour tenir compte de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'un certain nombre de dépenses fiscales, conformément à la section F du présent chapitre. À des fins de comparaison, les chiffres du budget de 2011 ont été redressés de la même manière.

Variations des revenus

Voici les points saillants des variations des revenus en 2011-2012 par rapport aux prévisions du budget de 2011 :

- Les revenus tirés de l'**impôt sur le revenu des particuliers** (IRP) devraient être inférieurs de 1 393 millions de dollars en raison surtout des revenus moindres découlant du traitement des déclarations de revenus de 2010. Depuis la publication du budget de 2011, le traitement des déclarations de revenus de 2010 a entraîné une baisse de l'assiette à laquelle est appliquée la croissance aux fins des prévisions des revenus découlant de l'IRP pour 2011-2012. Les revenus inférieurs aux estimations figurant dans les *Comptes publics de l'Ontario de 2010-2011* ont également entraîné une diminution ponctuelle de 566 millions de dollars en 2011-2012 étant donné que les écarts par rapport aux prévisions antérieures dans les Comptes publics figurent dans l'exercice en cours. Une hausse des traitements et salaires plus faible que prévu en 2011 a également contribué à affaiblir les résultats de 2011-2012.
- On prévoit que les revenus de la **taxe de vente** seront de 751 millions de dollars supérieurs, ce qui est largement dû à des estimations plus élevées par le gouvernement fédéral de la part de la taxe de vente harmonisée revenant à l'Ontario pour 2010 et 2011 qui ont été reçues en décembre 2011.
- Les revenus tirés de la **Contribution-santé de l'Ontario** sont inférieurs de 183 millions de dollars par rapport au plan budgétaire de 2011, principalement en raison de revenus moins élevés provenant du traitement des déclarations de revenus de 2010 et d'une croissance plus faible du revenu des particuliers.
- On estime que les revenus tirés des **droits de cession immobilière** dépasseront de 163 millions de dollars les prévisions du plan budgétaire de 2011 en raison de la vigueur du marché de l'habitation dépassant les attentes.
- On estime que les revenus tirés de l'**impôt des sociétés** seront inférieurs de 156 millions de dollars, principalement en raison des remboursements plus élevés des exercices précédents et d'une baisse des profits des entreprises qui sont partiellement annulés par l'augmentation des revenus découlant du traitement des déclarations de revenus de 2010.
- Les revenus tirés de **tous les autres impôts et taxes** combinés devraient être supérieurs de 180 millions de dollars sur une base nette, ce qui est attribuable en grande partie à la hausse des revenus tirés de l'impôt sur l'exploitation minière et de l'impôt sur les dividendes privilégiés.

- Les transferts du **gouvernement du Canada** au titre du Programme de péréquation sont inférieurs de 150 millions de dollars, ce qui est dû à une erreur de calcul du gouvernement fédéral déjà indiquée dans le bulletin *Finances de l'Ontario – premier trimestre*.
- **Tous les autres transferts du gouvernement du Canada** sont inférieurs de 222 millions de dollars, ce qui est surtout attribuable aux transferts moins élevés pour les dépenses en infrastructure et les organismes consolidés, qui sont largement contrebalancés par des dépenses plus faibles.
- Le revenu net combiné d'**Ontario Power Generation Inc. (OPG)** et d'**Hydro One Inc.** devrait être inférieur de 107 millions de dollars aux prévisions du budget de 2011, en raison surtout des effets de la décision de mars 2011 de la Commission de l'énergie de l'Ontario qui portait sur la requête tarifaire d'OPG pour 2011 et 2012, de prix du marché inférieurs pour l'électricité provenant de la production non réglementée d'OPG et de volumes plus faibles que prévu, ainsi que de l'impact défavorable sur les marchés financiers des fonds nucléaires d'OPG.
- Le revenu net de la **Société des loteries et des jeux de l'Ontario** devrait être supérieur de 65 millions de dollars en raison surtout des efforts de l'organisme visant à diminuer les frais de fonctionnement dans tous les secteurs d'activité ainsi que des revenus plus élevés.
- Le revenu net de la **Régie des alcools de l'Ontario** est inférieur de 45 millions de dollars par rapport aux prévisions, surtout en raison d'un redressement comptable ponctuel.
- **Tous les autres revenus non fiscaux** combinés sont supérieurs de 1 077 millions de dollars, ce qui est surtout attribuable :
 - à un gain de 468 millions de dollars découlant du remboursement par Chrysler d'un prêt que la province lui avait consenti, tel qu'annoncé dans le document *Finances de l'Ontario – premier trimestre*;
 - à des recouvrements plus élevés que prévu des dépenses de l'exercice précédent auprès des ministères.

Charges au cours de l'exercice

On prévoit actuellement que les charges totales en 2011-2012 seront inférieures de 353 millions de dollars aux prévisions du budget de 2011 en raison d'une rigoureuse gestion des dépenses et des charges liées l'intérêt sur la dette moins élevées.

On prévoit qu'en 2011-2012, les charges de programmes seront inférieures de 161 millions de dollars aux prévisions du budget 2011. La baisse est principalement due aux charges inférieures aux projections dans les secteurs de la santé, de l'éducation postsecondaire et de la formation, ainsi que des services à l'enfance et des services sociaux.

On prévoit que la croissance des charges de programmes de 2010-2011 à 2011-2012 sera de 2,5 % seulement. Le taux de croissance n'a été plus faible qu'une fois au cours des 10 dernières années. Ce résultat découle de la stratégie de gestion des dépenses du gouvernement qui consiste à financer les nouvelles initiatives grâce à des économies réalisées dans d'autres secteurs de dépenses.

Les charges liées à l'intérêt sur la dette sont de 193 millions de dollars inférieures aux prévisions du budget de 2011, ce qui s'explique surtout par des taux d'intérêt plus bas et un déficit moindre que prévu pour 2010-2011 et 2011-2012.

TABEAU 2.4 Sommaire des variations des charges depuis la publication du budget de l'Ontario de 2011¹

(en millions de dollars)

	Chiffres prov. pour 2011-2012
Variations des charges de programmes²	
Secteur de la santé	(261,3)
Secteur de l'éducation ³	126,3
Secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation	(52,8)
Secteur des services à l'enfance et des services sociaux	(135,5)
Secteur de la justice	68,1
Autres programmes	94,6
Total des variations des charges de programmes	(160,6)
Intérêt sur la dette	(192,9)
Total des variations des charges depuis la publication du budget de 2011	(353,5)

¹ Les revenus et les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la reclassification d'organismes du gouvernement qui est décrite dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011*. À partir du budget de 2012, les revenus et les charges seront redressés pour tenir compte de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'un certain nombre de dépenses fiscales, conformément à la section F du présent chapitre. À des fins de comparaison, les chiffres du budget de 2011 ont été redressés de la même manière.

² Excluent les transferts neutres sur le plan financier entre les ministères.

³ Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Variations des charges

Voici certains des points saillants des variations des charges par rapport aux prévisions du budget de 2011 :

- On prévoit que les charges du **secteur de la santé** diminueront de 261 millions de dollars, principalement en raison d'économies au sein du Programme de médicaments de l'Ontario, ainsi que de la sous-utilisation des fonds prévus pour différents programmes du ministère, comme la formation clinique, et d'un moins grand recours à ces programmes.
- On prévoit que les dépenses du **secteur de l'éducation** augmenteront de 126 millions de dollars, principalement en raison d'un redressement ponctuel lié aux subventions d'immobilisations de l'exercice précédent. Ce redressement est entièrement compensé par une augmentation du recouvrement des revenus auprès du secteur des conseils scolaires. N'eût été de ce redressement, les charges du secteur de l'éducation auraient diminué de 121 millions de dollars en raison surtout des charges des conseils scolaires qui ont été plus faibles que prévu.
- On prévoit que les dépenses du **secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation** diminueront de 53 millions de dollars, principalement en raison de la sous-utilisation des fonds pour les programmes d'Emploi Ontario qui a découlé d'une baisse des inscriptions ainsi que d'économies consolidées provenant en grande partie de la réaffectation du financement des immobilisations en fonction des dépenses de construction dans les collèges et les universités.
- On prévoit que les dépenses du **secteur des services à l'enfance et des services sociaux** diminueront de 136 millions de dollars, principalement de charges d'aide sociale moins élevées que prévu.
- On prévoit que les charges dans le **secteur de la justice** augmenteront de 68 millions de dollars principalement en raison de règlements judiciaires aux termes de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne* et d'un financement supplémentaire pour alléger les pressions opérationnelles.
- On prévoit que les charges des **autres programmes** augmenteront de 95 millions de dollars, principalement en raison de l'impact de l'affectation de ressources supplémentaires aux services d'intervention d'urgence contre les incendies de forêt. Les fonds de prévoyance ont été maintenus à 250 millions de dollars, en raison des variations dans les charges qui pourraient se concrétiser lorsque les Comptes publics de 2011-2012 seront arrêtés.
- On prévoit que les charges d'**intérêt sur la dette** en 2011-2012 seront inférieures de 193 millions de dollars aux prévisions du budget de 2011, principalement en raison de l'incidence des taux d'intérêt inférieurs aux prévisions ainsi que des déficits moins élevés en 2010-2011 et en 2011-2012.

Section C : Perspectives économiques de l'Ontario

Aperçu

TABEAU 2.5 Budget de 2012 – Les chiffres en bref

Croissance prévue du PIB réel, 2012	1,7 %
Croissance moyenne prévue selon le secteur privé, 2012	1,9 %
Croissance prévue du PIB réel, 2013	2,2 %
Nouveaux emplois nets depuis juin 2009	299 300
Nouveaux emplois nets depuis octobre 2003	508 900
Croissance du PIB réel (2011 par rapport à 2003) ¹	10,9 %
Croissance du revenu disponible réel des particuliers (2011 par rapport à 2003) ¹	23,6 %

¹ Le PIB réel et le revenu disponible réel des particuliers pour 2011 sont des estimations du ministère des Finances de l'Ontario.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (mars 2012).

Après la récession mondiale, l'économie de l'Ontario est en période de croissance. Au cours des prochaines années, la croissance se poursuivra à un rythme modéré. On prévoit que l'Ontario créera 360 000 emplois nets d'ici 2015 et que le taux de chômage chutera à 6,7 %, après avoir atteint un sommet de 9,4 % en juin 2009.

Bien que des prévisions d'une croissance modeste mais soutenue constituent une prémisse raisonnable pour la planification, l'économie mondiale présente des risques considérables. La situation en Europe et aux États-Unis continue de poser des défis pour l'Ontario.

Aux fins de planification, le ministère des Finances suppose que le produit intérieur brut (PIB) réel croîtra de 1,7 % en 2012, de 2,2 % en 2013, de 2,4 % en 2014 et de 2,5 % en 2015¹. Des dépenses de consommation continues, de robustes investissements des entreprises dans les immobilisations et un revirement dans les échanges commerciaux nets contribueront significativement à la croissance.

¹ Selon les données disponibles le 6 mars 2012.

TABLEAU 2.6 Perspectives économiques de l'Ontario

(en pourcentage)

	2009	2010	2011	2012p	2013p	2014p	2015p
Croissance du PIB réel	(3,2)	3,0	1,8e	1,7	2,2	2,4	2,5
Croissance du PIB nominal	(0,9)	5,3	4,2e	3,4	4,1	4,2	4,3
Croissance de l'emploi	(2,5)	1,7	1,8	0,9	1,3	1,5	1,6
Inflation de l'IPC	0,4	2,5	3,1	1,7	2,0	2,0	2,0

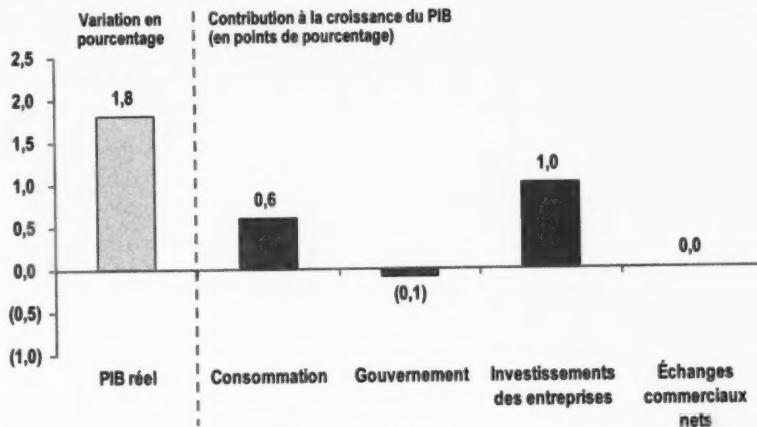
e = estimation. p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Évolution récente de l'économie

Le PIB réel de l'Ontario s'est accru de 1,8 % en 2011, après une augmentation de 3,0 % en 2010. Les dépenses d'immobilisations des entreprises ont fortement contribué à la croissance l'an dernier, représentant plus de la moitié de l'augmentation totale du PIB réel. Les investissements dans les machines et le matériel ont été particulièrement robustes, augmentant de 19,8 % en 2011, après une augmentation de 15,2 % en 2010. Cette forte croissance des investissements des entreprises reflète la plus forte compétitivité fiscale de l'Ontario, notamment à la suite de l'entrée en vigueur de la taxe de vente harmonisée (TVH) en juillet 2010. La consommation des ménages a aussi fortement contribué à la croissance générale, augmentant de 2,1 %.

GRAPHIQUE 2.1 Contributions à la croissance réelle de l'économie en 2011

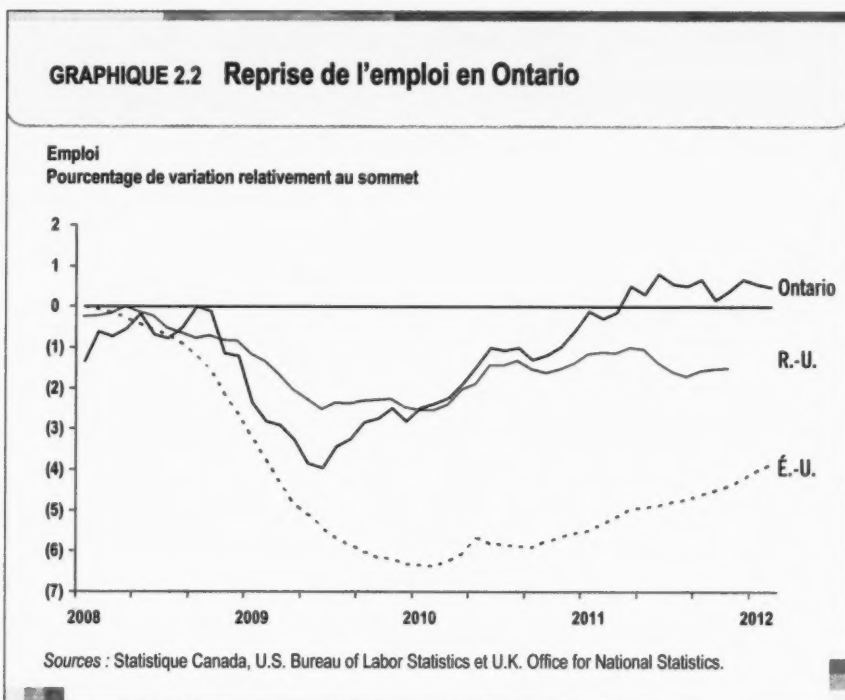


Nota : Les contributions à la croissance de 2011 sont des estimations.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Le PIB réel de l'Ontario s'est complètement rétabli depuis la récession mondiale de 2008-2009. Au quatrième trimestre de 2011, on estimait que le PIB réel de l'Ontario dépassait de 1,6 % le niveau où il se situait avant la récession en 2008. La croissance solide des dépenses de consommation, le fort rebond des investissements des entreprises et les mesures gouvernementales ont aidé l'Ontario à se remettre de la récession mondiale. Cependant, les exportations demeurent inférieures à leur niveau d'avant la récession.

Depuis le creux survenu pendant la récession en juin 2009, 299 300 emplois nets ont été créés. Le nombre d'emplois à plein temps s'est accru de 300 300 pendant cette période, tandis que le nombre d'emplois à temps partiel est demeuré stable. La majorité des nouveaux emplois nets ont été créés dans des industries où le salaire est supérieur à la moyenne. En février 2012, l'emploi en Ontario affichait 33 500 emplois nets de plus que lors du pic atteint en septembre 2008, avant la récession. Le taux de chômage en Ontario a aussi baissé, passant du sommet de 9,4 % atteint en juin 2009 à 7,6 % en février 2012.

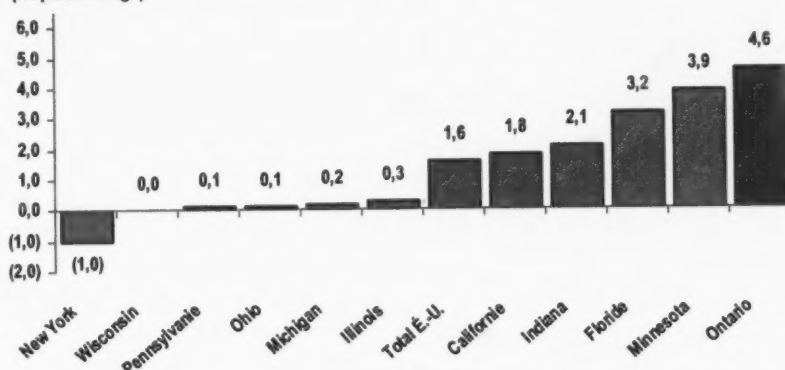
GRAPHIQUE 2.2 Reprise de l'emploi en Ontario



Depuis juin 2009, l'Ontario crée des emplois à un meilleur rythme qu'au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans tous les États des Grands Lacs. De plus, il mène la course dans l'ensemble du pays.

GRAPHIQUE 2.3 La reprise de l'emploi en Ontario est plus vigoureuse qu'aux É.-U.

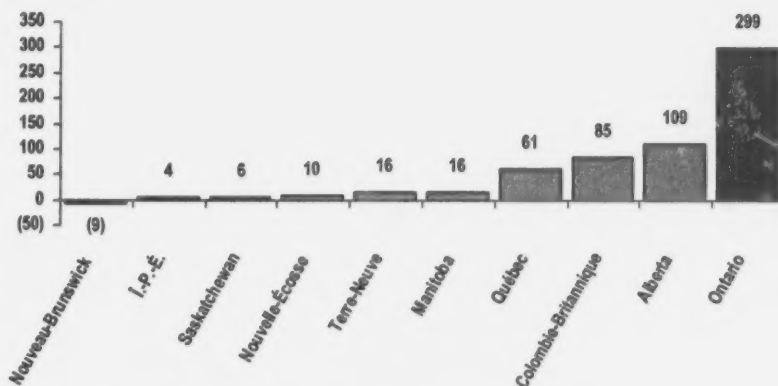
Croissance de l'emploi depuis juin 2009
(en pourcentage)



Nota : Les chiffres sur les emplois totaux aux É.-U. sont tirés du Current Employment Statistics Survey, tandis que les chiffres sur les emplois dans les États sont tirés des Local Area Unemployment Statistics.
Sources : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics.

GRAPHIQUE 2.4 L'Ontario a recouvré un plus grand nombre d'emplois que les autres provinces

Croissance depuis juin 2009
(en milliers)



Source : Statistique Canada.

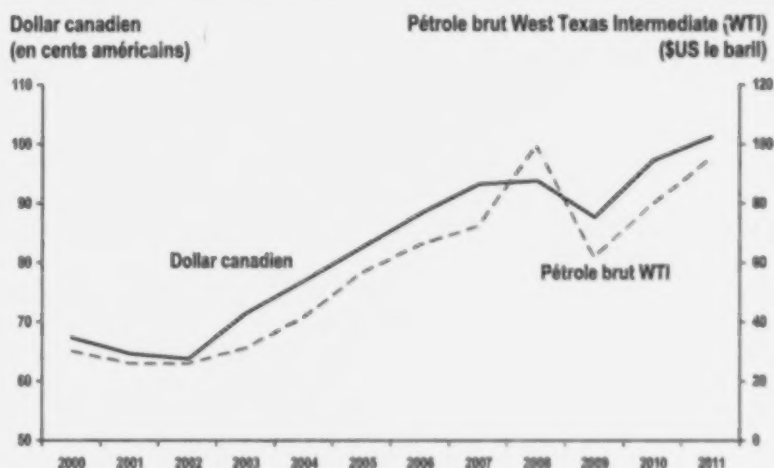
La nouvelle réalité économique

L'Ontario évolue dans un environnement économique de plus en plus difficile et on s'attend à ce que la situation se prolonge dans un avenir prévisible. Il est à noter que :

- les économies émergentes augmentent leur part du principal marché d'exportation de l'Ontario, les États-Unis;
- des prix du pétrole plus élevés et la valeur élevée du dollar canadien par rapport à la devise américaine nuisent à la compétitivité de beaucoup d'entreprises ontariennes.

Au cours de la dernière décennie, l'importance grandissante des économies émergentes a considérablement modifié le paysage économique mondial. Par exemple, en ce qui concerne les importations de marchandises aux États-Unis, la part de la Chine a grimpé de 8 à 18 % entre 2000 et 2011, tandis que la part de l'Ontario est passée de 11 à 7 % au cours de la même période.

Parallèlement à l'augmentation de la production industrielle des économies émergentes, notamment la Chine, la demande d'une vaste gamme de matières premières a connu une hausse considérable, ce qui a entraîné des hausses substantielles de prix. Les prix du pétrole, en particulier, ont augmenté considérablement ces dernières années. Les prix élevés du pétrole posent des difficultés pour l'Ontario parce qu'ils font augmenter les coûts pour les entreprises et les ménages. L'augmentation des prix du pétrole a aussi entraîné un renforcement du dollar canadien, posant ainsi un autre défi concurrentiel pour les entreprises ontariennes. Toutefois, avec son économie diversifiée, l'Ontario est bien placé pour faire face à ces difficultés.

GRAPHIQUE 2.5 La hausse du dollar canadien et du prix du pétrole sont un enjeu

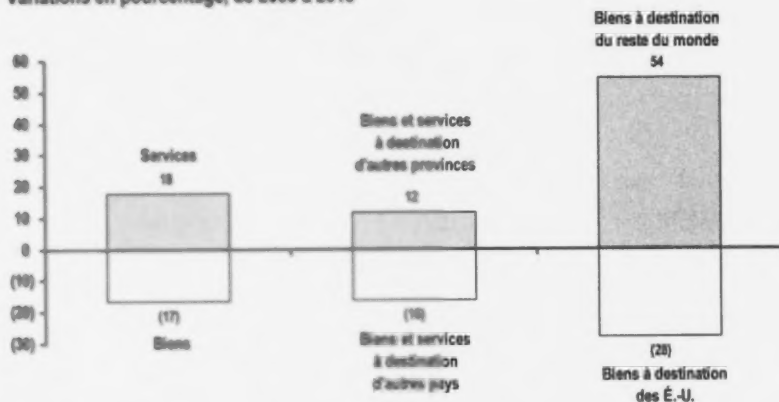
Sources : New York Mercantile Exchange et Banque du Canada.

Bien que, tout compte fait, la hausse du prix des matières premières et le renforcement du dollar canadien aient constitué de nouveaux défis pour l'économie de l'Ontario, ils ont aussi entraîné de nouvelles possibilités.

Au cours des cinq dernières années, la composition et la destination des exportations ontariennes se sont diversifiées. Les prix élevés des richesses naturelles ont stimulé la croissance économique des régions du Canada riches en matières premières, notamment les provinces de l'Ouest et Terre-Neuve-et-Labrador. Entre 2005 et 2010, les exportations ontariennes de biens et de services vers les autres provinces ont augmenté de 11,7 %, tandis que les exportations internationales ont diminué de 16,1 %. Au cours de la même période, alors que les exportations de marchandises vers les États-Unis diminuaient de 28 %, les exportations vers le reste du monde ont progressé de plus de 54 %. De même, les exportations de services – notamment les services financiers, professionnels et scientifiques, et les services de transport – ont bondi d'environ 18 %, tandis que les exportations de produits ont chuté de 17 %.

GRAPHIQUE 2.6 Les exportateurs ontariens se tournent vers de nouveaux marchés

Variations en pourcentage, de 2005 à 2010



Source : Statistique Canada.

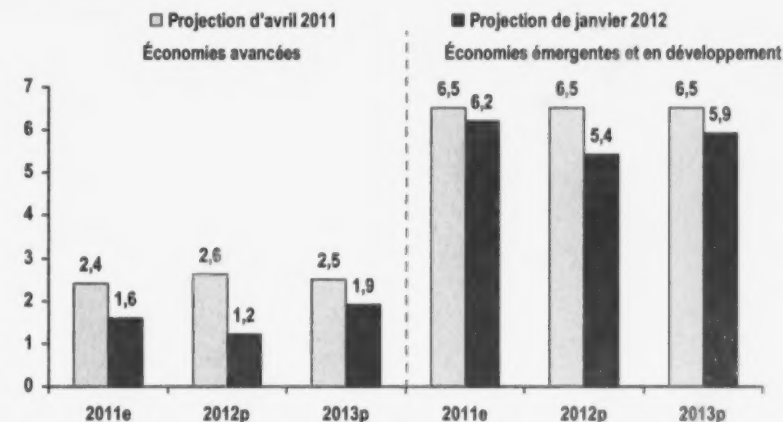
Bien que l'appréciation du dollar canadien ait nui aux exportations de l'Ontario, elle a aussi fait diminuer le prix des machines et du matériel importés, ce qui offre de nouvelles possibilités aux entreprises ontariennes. De concert avec la réduction des taux d'imposition des investissements dans le cadre du Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance, le coût des investissements en Ontario a baissé considérablement. Selon le rapport fDi Intelligence du *Financial Times*, l'Ontario est une destination de prédilection pour les investissements directs étrangers en Amérique du Nord, tout juste derrière la Californie. En 2010, la province a attiré 127 projets d'investissements directs étrangers, créant plus de 11 200 emplois. Comme on le décrit plus loin dans la présente section, les dépenses au chapitre des machines et du matériel en Ontario ont fortement rebondi depuis la fin de la récession et on prévoit qu'elles continueront de croître à un rythme rapide.

L'incertitude économique mondiale

Au cours de 2011, l'économie mondiale a ralenti de façon inattendue en raison de l'intensification de la crise de la dette souveraine en Europe et de ses répercussions sur les marchés financiers mondiaux, la confiance des consommateurs et des entreprises et les échanges commerciaux. Les marchés des capitaux internationaux demeurent fragiles, ce qui freine la croissance économique mondiale.

GRAPHIQUE 2.7 Les perspectives économiques mondiales se sont assombries

Croissance du PIB réel mondial
(variation en pourcentage)



e = estimation. p = projection du Fonds monétaire international.

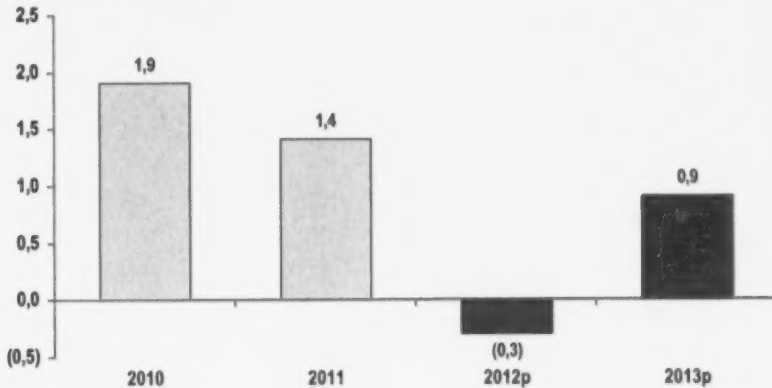
Source : Fonds monétaire international (avril 2011 et janvier 2012).

La détérioration des perspectives financières de certains pays de la zone euro a miné la confiance en leur capacité et leur volonté de respecter leurs obligations financières. Cela a fait grimper les taux d'intérêt pour la dette de certains pays et diminuer les taux pour d'autres considérés comme des havres de sécurité.

Ces facteurs ont fait plonger la zone euro en récession, bien que la situation varie beaucoup d'un pays à l'autre. Selon les prévisionnistes du secteur privé, l'économie de la zone euro dans son ensemble affichera un recul de 0,3 % cette année.

GRAPHIQUE 2.8 Recul prévu pour l'économie de la zone Euro cette année

Croissance du PIB réel
(variation en pourcentage)



p = projection.

Sources : Eurostat et Consensus Economics (février 2012).

Les effets directs de la crise que traverse la zone euro sur le commerce extérieur de l'Ontario sont minimes. Même si elles ont augmenté au cours des dernières années, les exportations de l'Ontario vers l'Europe représentent à peine plus de 12 % de l'ensemble de ses exportations internationales de marchandises. Les banques canadiennes sont peu exposées aux économies en difficulté de la zone euro. Cependant, la volatilité croissante en Europe pourrait s'étendre autour du monde puisque les marchés des capitaux sont interreliés, ce qui accroîtrait la volatilité des marchés des capitaux en Ontario. Une incertitude prolongée quant à la conjoncture économique et financière à l'échelle mondiale pourrait ralentir la croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Ontario et entraîner une baisse des exportations ainsi qu'un ralentissement de la croissance dans la province.

La reprise parmi les économies avancées continue d'être menacée par des turbulences, la croissance devant se modérer encore au cours de l'année. La croissance des économies émergentes et en développement devrait ralentir en raison de la diminution des exportations attribuable à la faiblesse de la demande partout en Europe. Pendant ce temps, la croissance aux États-Unis montre des signes d'accélération. La croissance du PIB réel aux États-Unis est passée de 1,8 % au troisième trimestre de 2011 à un taux annualisé de 3,0 % au quatrième trimestre de la même année.

L'économie américaine

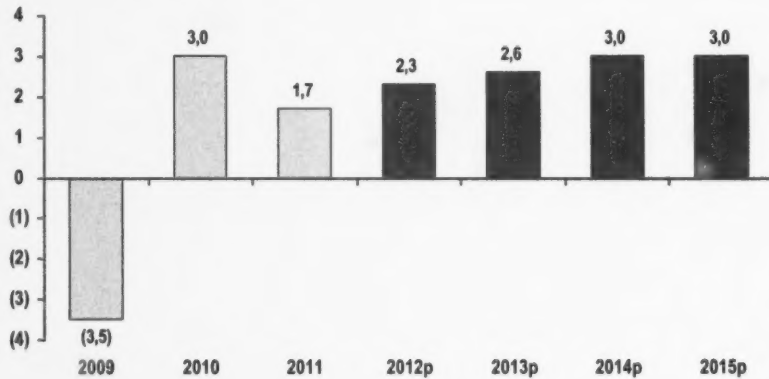
Bien que l'économie mondiale se soit affaiblie, celle des États-Unis, le plus important partenaire commercial de l'Ontario, a présenté des signes encourageants de croissance au cours des derniers mois. Après un début lent en 2011, la croissance s'est accélérée au cours de l'année. La croissance de l'emploi a affiché des tendances à la hausse. L'industrie automobile s'est renforcée depuis août dernier, la production de véhicules et de pièces augmentant de 12,1 % et les ventes de véhicules de 24,3 %. Le marché immobilier américain a également amorcé une remontée. Bien que toujours à des niveaux exceptionnellement faibles, les mises en chantier de logements ont enregistré une hausse de 9,4 % au cours du quatrième trimestre de 2011, atteignant leur plus haut niveau depuis le troisième trimestre de 2008.

Après une augmentation de 1,7 % en 2011, le PIB réel des États-Unis devrait croître de 2,3 % cette année, puis de 2,6 % en 2013 et de 3,0 % en 2014 et en 2015. On prévoit que la situation de l'emploi connaîtra une amélioration modeste, le taux de chômage devant tomber à 6,7 % d'ici 2015.

Malgré les signes positifs relevés récemment, l'économie américaine est en proie à de graves difficultés. Le compte courant et le déficit budgétaire du gouvernement sont financés par des emprunts massifs auprès du reste du monde. Le rapport dette-PIB des États-Unis a atteint 72,6 % en 2011, une hausse marquée par rapport à 2007, alors qu'il était de 42,9 %. Le taux de chômage demeure nettement au-dessus du taux inférieur à 5,0 % enregistré avant la récession. Malgré le renforcement récent du marché immobilier, le pourcentage de prêts vulnérables à une saisie demeure élevé, s'établissant à 4,4 % au quatrième trimestre de 2011.

GRAPHIQUE 2.9 Affermissement de la reprise aux É.-U.

Croissance du PIB réel
(variation en pourcentage)



p = projection moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé.

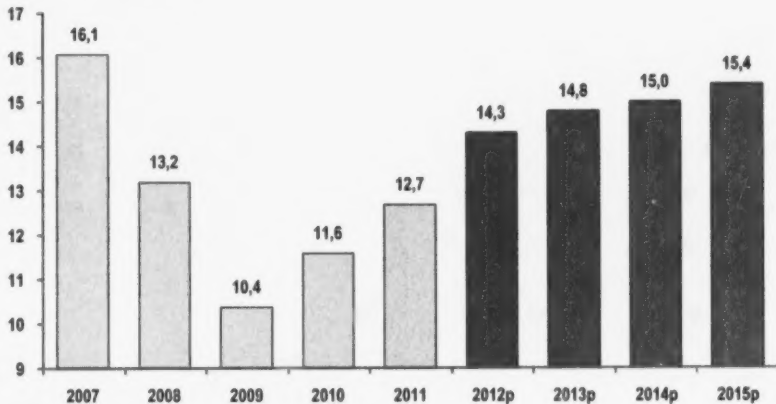
Sources : U.S. Bureau of Economic Analysis et Blue Chip Economic Indicators (mars 2012).

Les perspectives actuelles pour les ventes de véhicules automobiles et les mises en chantier de logements aux États-Unis demeurent positives. La croissance de ces marchés devrait favoriser une expansion économique générale soutenue. De plus, une saine expansion du secteur manufacturier, accompagnée de hausses de l'emploi et de la production, est l'indication d'une croissance économique générale aux États-Unis.

Aux États-Unis, la vente de véhicules automobiles légers devrait s'accroître et passer de 12,7 millions en 2011 à 14,3 millions en 2012, puis augmenter graduellement pour atteindre 15,4 millions de véhicules d'ici 2015. Les exportations de véhicules de l'Ontario continueront d'augmenter au cours des prochaines années. Cependant, on prévoit que la part du marché américain détenue par l'Ontario diminuera en raison de hausses de production dans des pays où les coûts de fabrication sont plus bas.

GRAPHIQUE 2.10 Poursuite de la croissance des ventes de véhicules légers aux États-Unis

En millions d'unités



p = projection moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé.

Sources : U.S. Bureau of Economic Analysis et Blue Chip Economic Indicators (mars 2012).

Même si la part des exportations de l'Ontario vers les États-Unis tend à se contracter depuis quelques années, ce pays demeure de loin le partenaire commercial le plus important de l'Ontario, et de loin. Il était la destination de près de 77 % des exportations internationales de marchandises de la province en 2011. Les exportations de véhicules et de pièces d'automobiles vers les États-Unis ont totalisé 46,6 milliards de dollars en 2011, une hausse de 2,6 % par rapport aux 45,4 milliards de dollars enregistrés en 2010. Elles représentaient 39 % des exportations de la province vers les États-Unis.

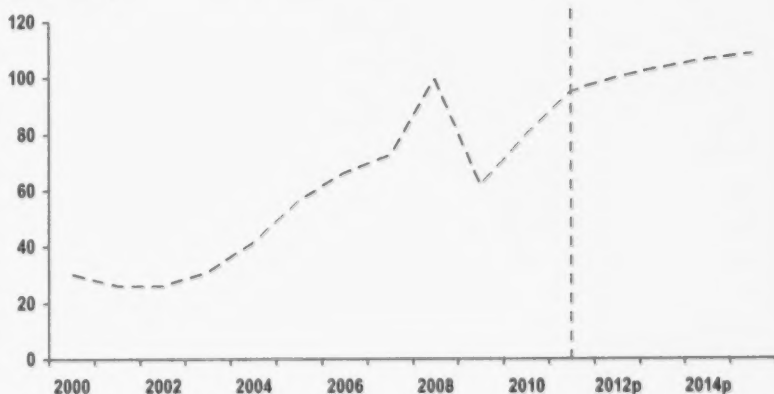
Prix du pétrole

Le prix du pétrole a augmenté en 2011, reflétant ainsi l'instabilité politique en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Le prix du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) s'est établi en moyenne à 95 \$US en 2011, soit une augmentation de 19,7 % par rapport à 2010, ce qui est légèrement inférieur au sommet de 100 \$US atteint en 2008. Une augmentation des prix du pétrole se traduit par une hausse de coûts pour les consommateurs et les entreprises, ce qui peut exercer des pressions sur les budgets et entraîner une réduction des dépenses affectées à d'autres produits et services. En ce moment, les tensions avec l'Iran présentent un risque qui pousse à la hausse les prix du pétrole.

Les prévisions du secteur privé pour le prix du pétrole WTI en 2012 se situent entre 91 \$US et 111 \$US, avec une moyenne de 99 \$US. Le ministère des Finances prévoit actuellement que le prix du pétrole brut WTI s'établira en moyenne à 100 \$US en 2012, à 104 \$US en 2013 et à 108 \$US en 2014 et 2015.

GRAPHIQUE 2.11 Les prix du pétrole demeureront élevés

Pétrole brut West Texas Intermediate (WTI)
(\$US le baril)



p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.

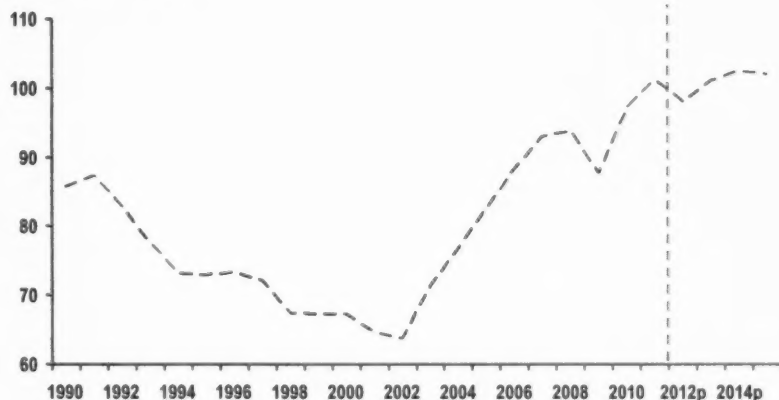
Sources : New York Mercantile Exchange et ministère des Finances de l'Ontario.

Le dollar canadien

À la fin de septembre 2011, l'intensification de la crise de la dette souveraine en Europe ainsi que la détérioration des perspectives économiques mondiales et la chute des prix des matières premières ont ramené le dollar canadien sous la parité avec le dollar américain. Depuis, le dollar s'est relevé graduellement, passant d'environ 95 cents à la parité avec le dollar américain, par suite de résultats économiques positifs aux États-Unis et de la hausse des prix du pétrole. Selon les prévisionnistes du secteur privé, le dollar devrait demeurer près de la parité à moyen terme alors que les conditions économiques mondiales s'améliorent et que les prix des matières premières demeurent robustes.

GRAPHIQUE 2.12 Le dollar canadien demeurera près de la parité

En cents américains



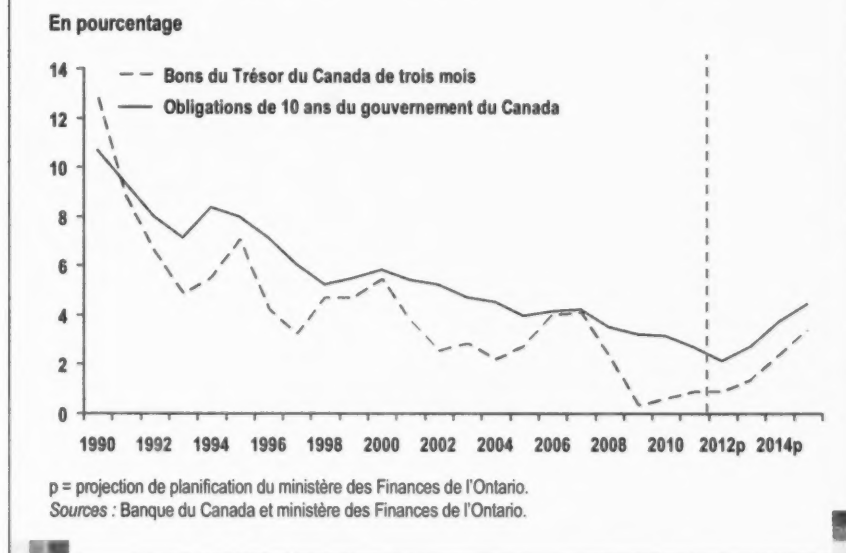
p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.

Sources : Banque du Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Marchés des capitaux

L'assombrissement des perspectives économiques mondiales et la solidité des fondements économiques du Canada ont rendu les obligations canadiennes très attrayantes aux yeux des investisseurs, causant une baisse marquée des taux d'intérêt au cours des derniers mois. Le rendement des obligations de 10 ans du gouvernement du Canada n'a jamais été aussi bas qu'à la mi-décembre 2011, alors qu'il s'établissait à 1,84 %.

GRAPHIQUE 2.13 Augmentation graduelle des taux d'intérêt



Depuis septembre 2010, la Banque du Canada maintient son taux de financement à un jour à 1 %. On s'attend maintenant à ce que la Banque du Canada laisse son taux d'intérêt cible près des faibles niveaux historiques jusqu'au milieu de 2013. Les économistes du secteur privé s'attendent à ce que le taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois s'établisse en moyenne à 0,9 % cette année, grimpe à 1,4 % en 2013 et atteigne 3,4 % d'ici 2015. Le taux de rendement des obligations de 10 ans du gouvernement du Canada devrait passer graduellement de 2,2 % cette année à 2,8 % en 2013 et atteindre 4,5 % d'ici 2015.

Le tableau qui suit résume les prévisions liées aux facteurs externes dont le ministère des Finances se sert pour faire ses prévisions de la croissance économique de l'Ontario.

TABLEAU 2.7 Perspectives liées aux facteurs externes

	2009	2010	2011	2012p	2013p	2014p	2015p
Croissance du PIB réel mondial (en pourcentage)	(0,7)	5,2	3,8e	3,3	3,9	4,7	4,8
Croissance du PIB réel des États-Unis (en pourcentage)	(3,5)	3,0	1,7	2,3	2,6	3,0	3,0
Pétrole brut West Texas Intermediate (en \$US le baril)	61,7	79,4	95,1	100,2	103,8	106,5	108,6
Pétrole brut Brent (en \$US le baril)	61,7	79,6	111,3	113,6	112,4	113,1	113,6
Dollar canadien (en cents américains)	87,6	97,1	101,1	98,0	101,0	102,5	102,0
Taux des bons du Trésor de trois mois ¹ (en pourcentage)	0,3	0,6	0,9	0,9	1,4	2,4	3,4
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement ¹ (en pourcentage)	3,3	3,2	2,8	2,2	2,8	3,8	4,5

e = estimation. p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario fondée sur des sources externes.

¹ Taux d'intérêt du gouvernement du Canada.

Sources : Perspectives de l'économie mondiale du FMI (septembre 2011 et janvier 2012), U.S. Bureau of Economic Analysis, *Blue Chip Economic Indicators* (mars 2012), New York Mercantile Exchange, Intercontinental Exchange, Banque du Canada, enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (mars 2012) et ministère des Finances de l'Ontario.

Le tableau 2.8 présente l'estimation actuelle des répercussions qu'auront les modifications des principaux facteurs externes sur la croissance du PIB réel de l'Ontario, en supposant que les autres facteurs externes restent inchangés. Les écarts relativement grands des répercussions reflètent le degré d'incertitude des estimations portant sur les réactions de l'économie à des changements dans les conditions externes.

TABEAU 2.8 Répercussions des modifications durables des principaux facteurs externes sur la croissance du PIB réel de l'Ontario

(variation en points de pourcentage)

	Première année	Deuxième année
Appréciation du dollar canadien de 0,05 \$US	de -0,1 à -0,8	de -0,5 à -1,2
Hausse du prix du pétrole brut de 10 \$US le baril	de -0,1 à -0,3	de -0,1 à -0,3
Augmentation de la croissance du PIB réel des É.-U. de un point de pourcentage	de +0,3 à +0,7	de +0,4 à +0,8
Hausse des taux d'intérêt canadiens de un point de pourcentage	de -0,1 à -0,5	de -0,2 à -0,6

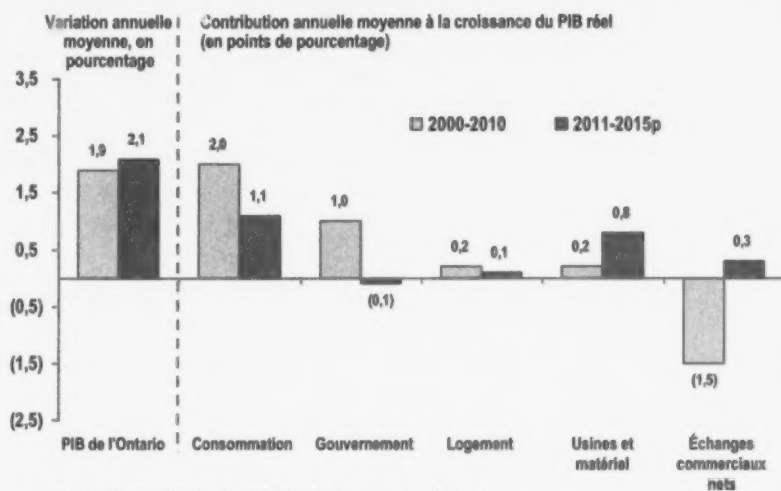
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Perspectives de croissance économique en Ontario

Le ministère des Finances prévoit une croissance du PIB réel de l'Ontario de 1,7 % cette année. La vigueur des investissements des entreprises, des dépenses de consommation modérées et l'amélioration des exportations nettes soutiendront la croissance.

L'emploi devrait s'accroître de 0,9 % en 2012, ce qui correspond à la création de 59 000 emplois nets. Des gains modestes en matière d'emploi et de revenu soutiendront de faibles augmentations des dépenses des ménages. On prévoit que les dépenses de consommation réelles augmenteront de 1,8 % cette année. Les investissements dans le secteur résidentiel devraient diminuer de 1,1 % puisqu'un ralentissement des mises en chantier et des reventes de logements est prévu. Il est prévu que les investissements des entreprises augmenteront d'un bon 5,6 % cette année, à la faveur de la robustesse du dollar canadien et de la plus grande compétitivité fiscale de l'Ontario. Les exportations de l'Ontario devraient s'élever de 2,8 % cette année tandis que les importations devraient afficher une hausse de 1,8 %.

GRAPHIQUE 2.14 Prédiction de croissance soutenue et mieux équilibrée



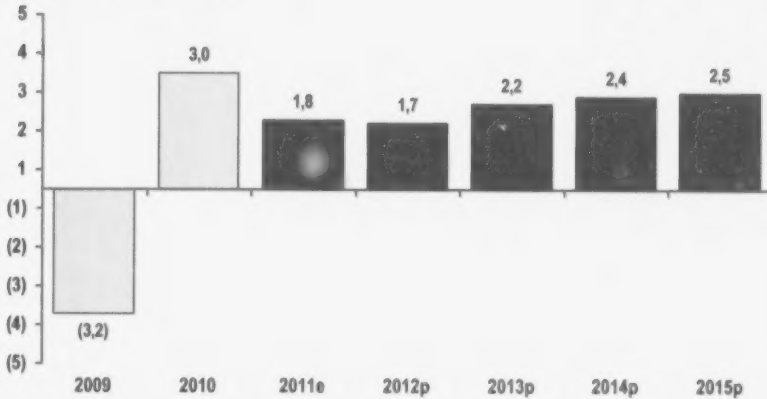
p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Le ministère des Finances prévoit que l'économie de l'Ontario continuera à croître. On prévoit que le PIB réel affichera une hausse de 2,2 % en 2013, de 2,4 % en 2014 et de 2,5 % en 2015. La croissance devrait être mieux équilibrée qu'elle ne l'a été au cours de la dernière décennie. Les échanges commerciaux nets, qui se sont détériorés de 2000 à 2010 par suite de la forte appréciation du taux de change, devraient avoir une incidence positive sur la croissance à moyen terme. En raison des solides assises de l'Ontario – la compétitivité fiscale, un système de santé public fort, l'éducation et la formation ainsi que l'infrastructure –, les investissements des entreprises devraient apporter une robuste contribution à la croissance. Les dépenses de consommation devraient y contribuer dans une moindre mesure, les ménages s'adaptant à des taux d'endettement élevés. Les dépenses des gouvernements affectées aux biens et services, qui ont soutenu la croissance économique alors que les exportateurs étaient aux prises avec l'appréciation du dollar, devraient avoir un effet neutre sur la croissance à moyen terme, car tous les ordres de gouvernement compriment leurs dépenses afin de rétablir l'équilibre budgétaire.

GRAPHIQUE 2.15 La croissance économique devrait se poursuivre

PIB réel de l'Ontario
(variation en pourcentage)

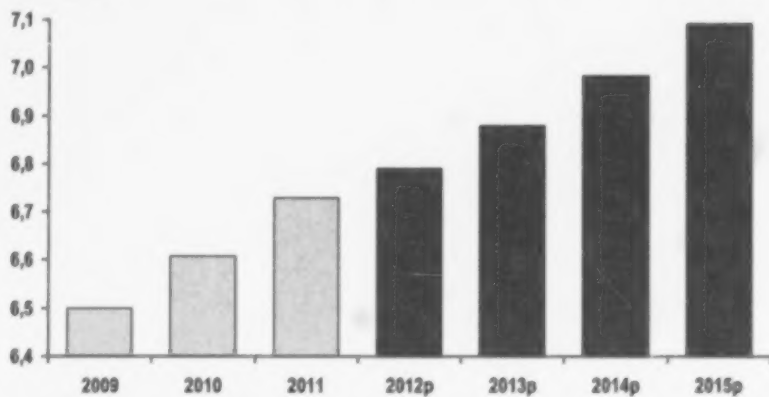


e = estimation. p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Au cours de la période 2013-2015, la croissance de l'emploi devrait s'établir, en moyenne, à 1,5 % par année. On prévoit que le taux de chômage continuera de diminuer pour passer d'une moyenne annuelle de 7,7 % en 2012 à 6,7 % d'ici 2015.

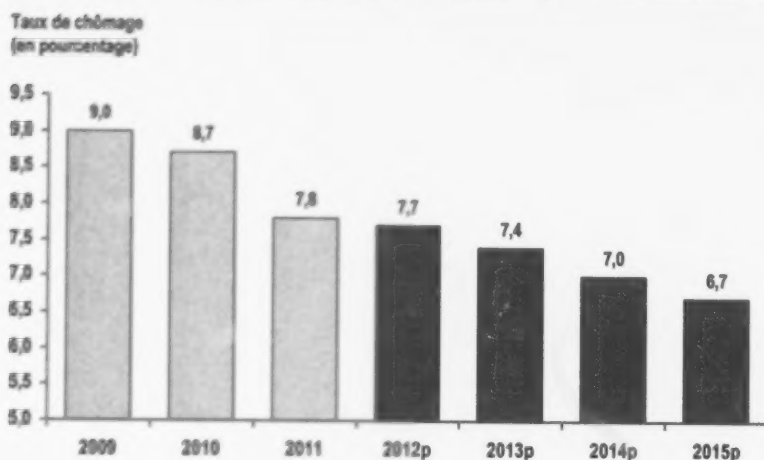
GRAPHIQUE 2.16 L'emploi continuera de croître

Emplois
(en millions)



p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

GRAPHIQUE 2.17 Baisse du taux de chômage



p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.

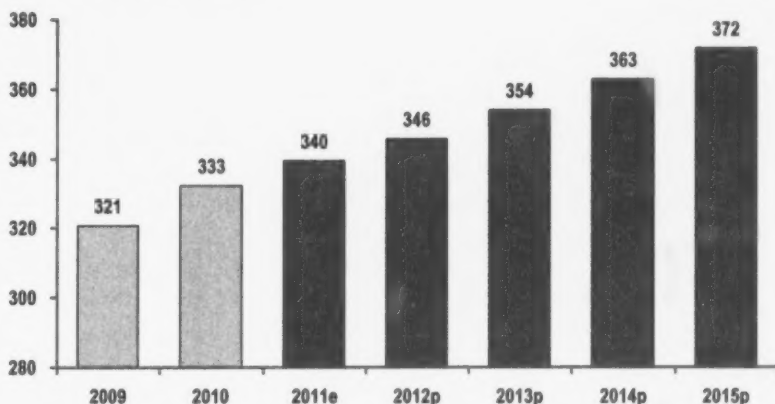
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Le revenu du travail devrait augmenter en moyenne de 4,0 % par année au cours de la période de 2012 à 2015. De même, le revenu des particuliers devrait connaître une croissance moyenne de 3,7 % par année pendant la même période.

La croissance de la consommation devrait cependant ralentir, à mesure que la demande refoulée par suite de la récession est comblée et que la Banque du Canada commence à relever les taux d'intérêt. Après une accélération rapide de 3,6 % en 2010, on estime que la consommation réelle a augmenté de 2,1 % en 2011 et on prévoit qu'elle ralentira encore à un taux de 1,8 % en 2012 avant de s'élever à 2,4 % en 2013.

GRAPHIQUE 2.18 Augmentations soutenues des dépenses des ménages

En milliards de dollars (2002)



e = estimation. p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

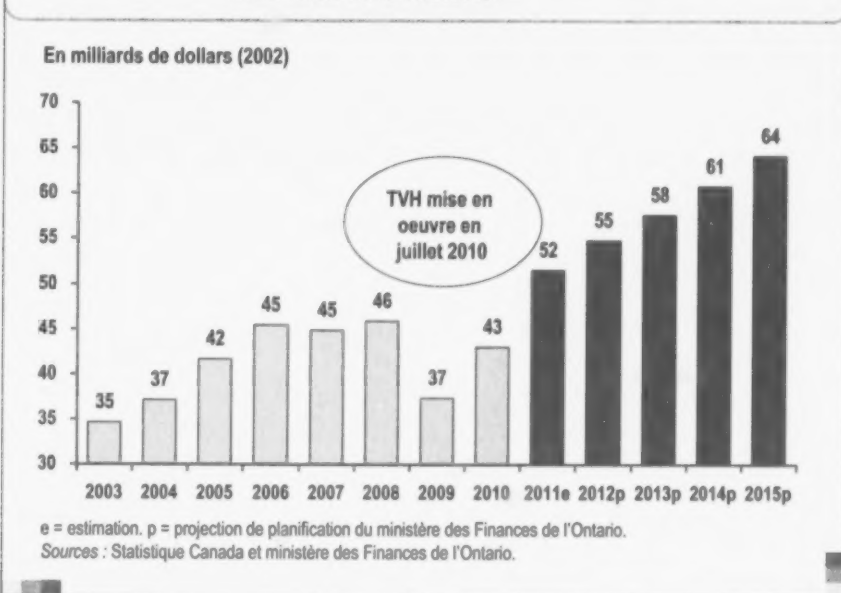
On prévoit que le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Ontario s'établira à 1,7 % en 2012, une diminution par rapport au taux de 3,1 % enregistré en 2011. Après une hausse de 22 % en 2011, le prix annuel moyen de l'essence à la pompe devrait augmenter de 1,7 % en 2012. L'IPC de l'Ontario devrait connaître une augmentation moyenne de 2,0 % par année entre 2013 et 2015, le point médian de la fourchette cible de la Banque du Canada en ce qui concerne le taux d'inflation de l'IPC au Canada.

Les investissements des entreprises profitent d'un fort rebondissement de la croissance des bénéfices, de la réduction des impôts et de la baisse des prix. On estime qu'après une augmentation de 19,1 % en 2010, les bénéfices des sociétés ont connu une hausse de 13,8 % en 2011.

Entre 2005 et 2010, le prix de l'investissement dans les machines et le matériel a diminué de 11,8 %. Le Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance, comprenant la TVH, a aussi amélioré la position concurrentielle de la province et aidé à déclencher une forte reprise dans les investissements des entreprises. Les investissements réels dans les machines et le matériel ont augmenté de 15,2 % en 2010 et, selon les estimations, de 19,8 % en 2011.

On prévoit que la croissance des investissements réels dans les machines et le matériel demeurera robuste, augmentant de 6,3 % en 2012 et à un taux moyen annuel de 5,5 % entre 2013 et 2015. Les investissements réels dans la construction non résidentielle devraient s'accroître de 3,5 % par année entre 2012 et 2015.

GRAPHIQUE 2.19 Gains soutenus des dépenses dans les machines et le matériel



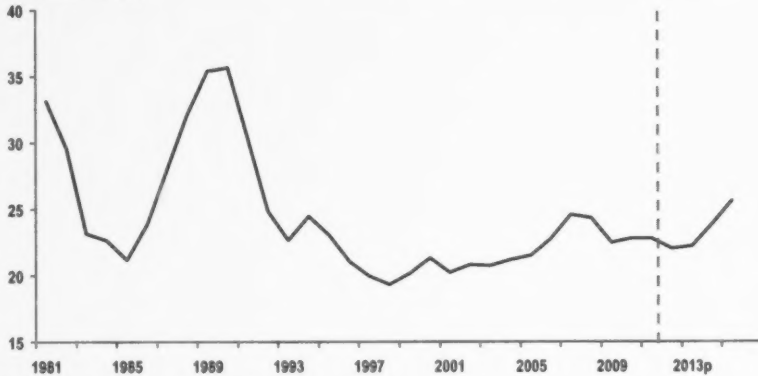
Les gains continus dans les ventes de véhicules automobiles aux États-Unis et la croissance relativement vigoureuse de la demande des marchés en émergence soutiendront les exportations de l'Ontario. Les exportations réelles devraient augmenter en moyenne de 3,5 % par année entre 2012 et 2015, ce qui est plus rapide que la hausse de 2,8 % des importations. Cela entraînera une amélioration des échanges commerciaux nets de l'Ontario et contribuera à la croissance économique générale.

Le marché du logement de l'Ontario, qui demeure bien équilibré, est soutenu par une demande solide et des taux d'intérêt hypothécaire plus bas que jamais. On s'attend à ce que les reventes de logements ralentissent cette année, après avoir connu récemment des niveaux élevés, puis qu'elles augmentent modestement jusqu'en 2015. La montée des prix des logements devrait également être plus modeste, s'établissant en moyenne à près de 1,5 % par année de 2012 à 2015.

La demande de logements neufs en Ontario demeurera fonction de la croissance démographique, qui devrait être en moyenne de 1,2 % par année au cours des quatre prochaines années, si l'on en juge par les résultats affichés récemment. C'est donc dire que 650 000 personnes de plus vivront en Ontario d'ici 2015. Il devrait y avoir en moyenne 66 800 mises en chantier de logements par année entre 2012 et 2015.

GRAPHIQUE 2.20 Le logement demeurera abordable en Ontario

Coûts de remboursement hypothécaire en proportion du revenu disponible par ménage (en pourcentage)



p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.

Nota : Le coût de remboursement est fondé sur le taux hypothécaire moyen sur cinq ans, une période d'amortissement de 25 ans et un versement initial de 20 %.

Sources : Statistique Canada, L'Association canadienne de l'immeuble et ministère des Finances de l'Ontario.

L'endettement croissant des ménages demeure un risque pour les perspectives du marché du logement. Des taux d'intérêt plus bas que jamais ont encouragé les ménages à augmenter leurs niveaux d'endettement au cours des dernières années et, bien que la croissance de l'endettement des consommateurs ait récemment ralenti, l'emprunt hypothécaire continue de croître à un rythme rapide. Comme les taux d'intérêt devraient demeurer près de leur niveau le plus bas jusqu'en 2013, les coûts de service de la dette devraient être encore abordables à court terme. Cependant, la hausse de l'endettement risque de placer certains ménages dans une position vulnérable lorsque les taux d'intérêt commenceront à se relever pour atteindre des niveaux plus traditionnels.

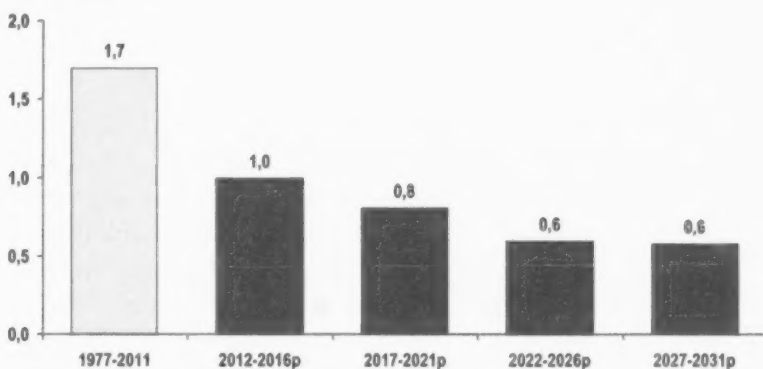
Défis à long terme pour l'Ontario

De plus en plus, à travers le monde, on utilise des plans et des projections à long terme pour cerner les grands enjeux qui pourraient avoir des répercussions sur la viabilité à long terme de l'économie et du secteur public.

À long terme, la croissance de la population active de l'Ontario ralentira en raison du vieillissement de la population. L'augmentation du nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans devrait ralentir, passant de 14,5 % entre 2001 et 2011 à 6,6 % entre 2011 et 2021. Le taux global d'activité de la main-d'oeuvre devrait également afficher une baisse dans l'avenir à cause surtout du vieillissement de la population. Le taux d'activité chez les personnes de plus de 65 ans était de 12,6 % en 2011, comparativement à 86,1 % chez les personnes de 25 à 54 ans.

GRAPHIQUE 2.21 La croissance de la main-d'oeuvre ralentira

Croissance moyenne annuelle
(en pourcentage)



p = projection du ministère des Finances de l'Ontario.

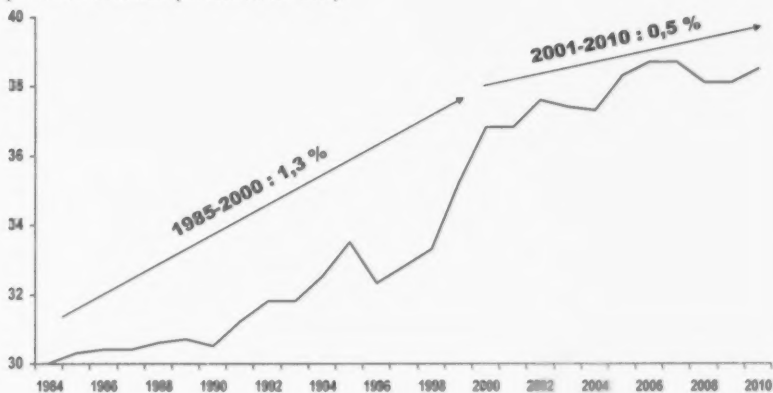
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Le vieillissement de la population est un défi de taille qui guette les Ontariennes et Ontariens à long terme. Une plus faible proportion de la population en âge d'activité maximale entravera la croissance de la capacité économique future de l'Ontario. Le vieillissement de la population nécessitera également plus de services publics, comme les soins de santé, ce qui rendra encore plus importante la prestation efficiente des services publics.

À mesure que la population de l'Ontario vieillit et que la croissance de la population active ralentit, la croissance de la productivité deviendra un facteur déterminant de la croissance économique. Entre 2001 et 2010, la croissance annuelle moyenne de la productivité du travail en Ontario a ralenti, passant de 1,3 % entre 1985 et 2000 à 0,5 % entre 2001 et 2010.

GRAPHIQUE 2.22 La croissance de la productivité ralentira

Production réelle du secteur des entreprises
par heure travaillée (en dollars de 2002)



Source : Statistique Canada.

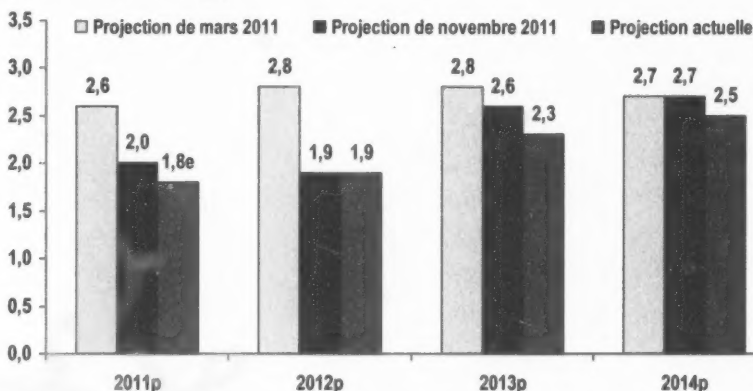
Au cours des années à venir, compte tenu des défis macroéconomiques et démographiques majeurs qu'il faudra relever, la prospérité de l'Ontario sera fortement liée à sa capacité d'accroître son taux de croissance de la productivité. Le gouvernement a pris des mesures, comme la réforme en profondeur de l'impôt des sociétés et la formation liée au marché du travail, qui contribuent à accroître l'investissement et la productivité en Ontario.

Changement dans les perspectives économiques

Au cours de la dernière année, la croissance économique mondiale a accusé une baisse généralisée et les perspectives se sont détériorées. Lorsque le gouvernement a publié le budget de 2011, les prévisions moyennes du secteur privé établissaient la croissance de l'Ontario à 2,6 % pour 2011. Or, la croissance réelle a été de 1,8 %. Selon les prévisions moyennes du secteur privé, le taux de croissance réelle sera de 1,9 % pour 2012, soit une baisse de presque un point de pourcentage par rapport aux prévisions d'il y a un an. Les prévisions pour 2013 ont également diminué, passant de 2,8 % l'an dernier à 2,3 %.

GRAPHIQUE 2.23 Les prévisions économiques du secteur privé ont légèrement diminué

Projections de la croissance du PIB réel de l'Ontario
(variation en pourcentage)



e = estimation du ministère des Finances de l'Ontario.

p = projection moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario.

Détails des perspectives économiques de l'Ontario

Le tableau suivant fournit des précisions sur les perspectives économiques du ministère des Finances pour les années 2012 à 2015.

TABEAU 2.9 Économie de l'Ontario, de 2010 à 2015

(variation en pourcentage)

	Chiffres réels		Projection			
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produit intérieur brut réel	3,0	1,8e	1,7	2,2	2,4	2,5
Consommation personnelle	3,6	2,1e	1,8	2,4	2,5	2,5
Construction résidentielle	8,3	5,1e	(1,1)	1,0	2,2	2,3
Construction non résidentielle	(1,6)	5,6e	3,0	4,1	4,0	2,9
Machines et matériel	15,2	19,8e	6,3	5,3	5,5	5,6
Exportations	7,5	1,9e	2,8	3,5	3,9	3,9
Importations	13,3	1,8e	1,8	3,0	3,2	3,1
Produit intérieur brut nominal	5,3	4,2e	3,4	4,1	4,2	4,3
Autres indicateurs économiques						
Ventes au détail	5,4	3,0	3,0	3,7	3,9	4,2
Mises en chantier de logements (en milliers)	60,4	67,8	64,0	63,0	69,0	71,0
Revenu des particuliers	4,2	3,0e	2,9	3,7	4,2	4,3
Revenu du travail	3,9	3,4e	3,2	4,2	4,3	4,3
Bénéfices des sociétés	19,1	13,8e	4,0	4,6	4,9	5,1
Indice des prix à la consommation	2,5	3,1	1,7	2,0	2,0	2,0
Emploi	1,7	1,8	0,9	1,3	1,5	1,6
Création d'emplois (en milliers)	108	121	59	89	103	108
Taux de chômage (en pourcentage)	8,7	7,8	7,7	7,4	7,0	6,7
Facteurs externes importants						
Produit intérieur brut réel américain	3,0	1,7	2,3	2,6	3,0	3,0
Pétrole brut WTI (en \$US le baril)	79,4	95,1	100,2	103,8	106,5	108,6
Dollar canadien (en cents américains)	97,1	101,1	98,0	101,0	102,5	102,0
Taux des bons du Trésor de trois mois ¹	0,6	0,9	0,9	1,4	2,4	3,4
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement ¹	3,2	2,8	2,2	2,8	3,8	4,5

e = estimation.

¹ Taux d'intérêt du gouvernement du Canada (en pourcentage).

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis, *Blue Chip Economic Indicators* (mars 2012), New York Mercantile Exchange et ministère des Finances de l'Ontario.

Prévisions du secteur privé

Le ministère des Finances consulte des économistes du secteur privé et suit leurs prévisions afin de former les hypothèses de planification du gouvernement. Tous ces économistes prévoient une croissance continue pour l'économie ontarienne en 2012 et pendant les trois prochaines années. Selon la moyenne des prévisions du secteur privé, l'économie ontarienne devrait afficher une croissance de 1,9 % en 2012, de 2,3 % en 2013, de 2,5 % en 2014 et de 2,6 % en 2015. Dans le cadre du processus d'élaboration du budget de 2012, le ministre des Finances a rencontré des économistes du secteur privé pour obtenir leur point de vue. En outre, des membres du Conseil ontarien des prévisions économiques, qui a été créé aux termes de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, ont examiné les hypothèses économiques du ministère des Finances en février 2012. Les membres du Conseil ont convenu à l'unanimité que les hypothèses sont raisonnables.

TABLEAU 2.10 Prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario

(en pourcentage)

	2012	2013	2014	2015
BMO Marchés des capitaux (mars)	2,0	2,2	—	—
Central 1 Credit Union (février)	2,3	2,8	2,2	3,2
Centre for Spatial Economics (janvier)	2,1	2,4	2,2	2,5
Marchés mondiaux CIBC (mars)	1,9	1,9	—	—
Conference Board du Canada (février)	1,9	2,8	2,6	2,5
Groupe Desjardins (février/décembre)	1,7	2,1	2,5	2,5
IHS Global Insight (janvier)	1,7	2,5	2,6	2,4
Valeurs mobilières Banque Laurentienne (décembre)	1,4	1,6	—	—
Banque Nationale (mars)	1,7	1,9	—	—
RBC Groupe financier (décembre)	2,3	2,3	—	—
Groupe Banque Scotia (mars)	1,8	1,9	—	—
Groupe financier Banque TD (janvier/février)	1,7	2,3	2,4	2,3
Université de Toronto (février)	1,5	2,7	3,2	3,0
Moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé	1,9	2,3	2,5	2,6
Hypothèse de planification de l'Ontario	1,7	2,2	2,4	2,5

Sources : enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (mars 2012) et ministère des Finances de l'Ontario.

Comparaison avec le budget de l'Ontario de 2011

Les prévisions de croissance sont plus basses que prévu dans le budget de 2011. La croissance plus lente que prévu de l'Ontario procède d'une reprise économique plus faible aux États-Unis ainsi que d'une plus grande incertitude entourant les perspectives économiques mondiales.

**TABEAU 2.11 Changements aux principales hypothèses économiques
Budget de 2012 par rapport au budget de 2011**

(variation en pourcentage)

	2011		2012p		2013p	
	Budget 2011	Chiffres réels 2011	Budget 2011	Budget 2012	Budget 2011	Budget 2012
Produit intérieur brut réel	2,4	1,8e	2,7	1,7	2,7	2,2
Produit intérieur brut nominal	4,6	4,2e	5,1	3,4	4,8	4,1
Ventes au détail	4,1	3,0	4,3	3,0	4,0	3,7
Mises en chantier de logements (en milliers)	58,6	67,8	63,8	64,0	66,5	63,0
Revenu des particuliers	4,2	3,0e	4,4	2,9	4,6	3,7
Revenu du travail	4,3	3,4e	4,7	3,2	4,8	4,2
Bénéfices des sociétés	12,2	13,8e	9,2	4,0	5,9	4,6
Emploi	1,7	1,8	1,8	0,9	1,8	1,3
Création d'emplois (en milliers)	116	121	118	59	126	89
Facteurs externes importants						
Pétrole brut WTI (en \$US le baril)	99,7	95,1	102,2	100,2	100,6	103,8
Produit intérieur brut réel américain	3,1	1,7	3,3	2,3	3,2	2,6
Dollar canadien (en cents américains)	100,0	101,1	99,7	98,0	99,3	101,0
Taux des bons du Trésor de trois mois ¹ (en pourcentage)	1,4	0,9	2,6	0,9	3,7	1,4
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement ¹ (en pourcentage)	3,5	2,8	4,1	2,2	4,7	2,8

e = estimation. p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.

¹ Taux d'intérêt du gouvernement du Canada.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, New York Mercantile Exchange, U.S. Bureau of Economic Analysis, *Blue Chip Economic Indicators* (mars 2012) et ministère des Finances de l'Ontario.

Section D : Perspectives de revenus de l'Ontario

On prévoit que les revenus du gouvernement de l'Ontario augmenteront au cours de la période de prévision, principalement en raison des perspectives de croissance économique de la province.

TABEAU 2.12 Sommaire des perspectives à moyen terme
(en milliards de dollars)

Revenus	Chiffres prov.	Plan	Perspectives	
	2011-2012		2013-2014	2014-2015
Revenus fiscaux	75,2	78,8	81,1	84,7
Impôt sur le revenu des particuliers	24,2	25,8	27,2	28,7
Taxe de vente	20,9	21,1	22,1	23,3
Impôt des sociétés	9,4	10,8	10,2	10,5
Contribution-santé de l'Ontario	2,9	3,1	3,3	3,4
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5,6	5,6	5,7	5,7
Tous les autres impôts et taxes	12,2	12,4	12,6	13,1
Gouvernement du Canada	21,4	21,8	23,0	23,5
Revenus tirés des entreprises publiques	4,4	4,1	4,4	5,3
Autres revenus non fiscaux	8,3	7,6	7,6	7,5
Total des revenus	109,3	112,2	116,1	121,0

À partir du budget de 2012, les revenus et les charges seront redressés pour tenir compte de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'un certain nombre de dépenses fiscales, conformément à la section F du présent chapitre.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les revenus devraient augmenter au taux annuel moyen de 3,5 % entre 2011-2012 et 2014-2015. Les prévisions des revenus reposent sur les perspectives économiques du ministère des Finances (voir la section C du présent chapitre). Les perspectives tiennent compte des mesures touchant les revenus que le gouvernement propose afin de gérer son plan financier de manière responsable et d'atteindre les objectifs annoncés dans son plan visant à équilibrer le budget. Ces mesures sont décrites plus en détail au chapitre I, *Transformation des services publics*, et au chapitre IV, section A, Régime d'imposition. On prévoit qu'ensemble, ces mesures augmenteront les revenus de 2,7 milliards de dollars d'ici 2014-2015.

TABEAU 2.13 Perspectives des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers

(en milliards de dollars)

Revenus	Chiffres prov.	Plan	Perspectives	
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Total des revenus prévus	24,2	25,8	27,2	28,7
Mesures incluses dans le total ¹	—	—	—	(0,1)
Redressements pour les exercices précédents	(0,6)	—	—	—
Assiette de revenus ²	24,8	25,8	27,2	28,8
Croissance de l'assiette de revenus (en pourcentage)	—	4,1	5,5	5,6
Croissance des traitements et salaires (en pourcentage)	—	3,2	4,2	4,5

¹ Correspond à l'incidence cumulative sur les revenus de toutes les mesures fiscales annoncées antérieurement et dans la présente mise à jour, par rapport à leur incidence sur les revenus en 2011-2012.

² Correspond au « Total des revenus prévus » moins l'incidence des mesures fiscales ou d'autres facteurs ponctuels, tels les redressements pour les exercices précédents. L'assiette de revenus tient compte de l'incidence des facteurs macroéconomiques sous-jacents.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les prévisions concernant les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) sont conformes aux prévisions de croissance des traitements et des salaires. Les redressements pour les exercices précédents découlent de la surestimation des revenus tirés de l'IRP dans les comptes publics des exercices antérieurs. Après constatation de ces redressements, l'assiette des revenus tirés de l'IRP augmente au taux annuel moyen de 5,1 % au cours de la période de prévisions. Cela se compare à une croissance annuelle moyenne de 4,0 % des traitements et des salaires au cours de cette période. Les revenus tirés de l'IRP tendent à augmenter plus rapidement que les revenus en raison de la nature progressive du régime fiscal.

TABLEAU 2.14 Perspectives des revenus tirés de la taxe de vente
(en milliards de dollars)

Revenus	Chiffres prov.	Plan	Perspectives	
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Total des prévisions de revenus tirés de la taxe de vente ¹	20,9	21,1	22,1	23,3
Mesures incluses dans le total ²	—	0,2	0,3	0,4
Redressements pour les exercices précédents	0,8	—	—	—
Assiette de revenus provenant de la taxe de vente ³	20,1	20,9	21,9	22,9
Croissance de l'assiette de revenus provenant de la taxe de vente (en pourcentage)	—	4,3	4,4	4,6
Croissance de la consommation nominale (en pourcentage)	—	3,8	4,4	4,5

¹ Les revenus tirés de la taxe de vente sont constatés après déduction du crédit de taxe de vente de l'Ontario et du volet énergie du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers.

² Correspond à l'incidence cumulative sur les revenus de toutes les mesures fiscales annoncées antérieurement et dans la présente mise à jour, par rapport à leur incidence sur les revenus en 2011-2012.

³ Correspond au « Total des revenus prévus » moins l'incidence des mesures fiscales ou d'autres facteurs ponctuels, tels les redressements pour les exercices précédents. L'assiette de revenus tient compte de l'incidence des facteurs macroéconomiques sous-jacents.

Note : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Après redressement, le total des revenus provenant de la **taxe de vente** devrait augmenter au même rythme que les dépenses de consommation. Les mesures tiennent compte de l'incidence des mesures de transition ainsi que des mesures proposées dans le présent budget afin de lutter contre l'économie souterraine. Pour de plus amples détails, voir le chapitre IV, section A, Régime d'imposition. Un redressement ponctuel de 0,8 milliard de dollars en 2011-2012 a été effectué afin de tenir compte essentiellement de la hausse des estimations du gouvernement fédéral de la part revenant à l'Ontario en 2010 et en 2011 et qui a été reçue en décembre 2011 après la publication des Comptes publics de 2010-2011 de la province.

TABEAU 2.15 Perspectives des revenus tirés de l'impôt des sociétés
(en milliards de dollars)

Revenus	Chiffres prov.	Plan	Perspectives	
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Total des revenus prévus	9,4	10,8	10,2	10,5
Mesures incluses dans le total ¹	—	0,2	0,1	—
Redressements nets en fonction de la date des paiements	(0,3)	0,6	(0,1)	(0,1)
Assiette de revenus ²	9,7	10,0	10,2	10,6
Croissance de l'assiette de revenus (en pourcentage)	—	3,2	2,3	3,4
Croissance des bénéfices des sociétés (en pourcentage)	—	4,0	4,6	4,9

¹ Correspond à l'incidence cumulative sur les revenus de toutes les mesures fiscales annoncées antérieurement et dans la présente mise à jour, par rapport à leur incidence sur les revenus en 2011-2012.

² Correspond au « Total des revenus prévus » moins l'incidence des mesures fiscales ou d'autres facteurs ponctuels, tels les redressements pour les exercices précédents. L'assiette de revenus tient compte de l'incidence des facteurs macroéconomiques sous-jacents.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les revenus tirés de l'**impôt des sociétés** devraient augmenter à moyen terme en raison de la croissance des bénéfices des sociétés. Cette prévision tient compte des mesures proposées dans le présent budget, comme le gel du taux général d'imposition sur le revenu des sociétés, le renforcement de la conformité à l'égard de l'impôt des sociétés et la lutte contre l'économie souterraine. Pour de plus amples détails, voir le chapitre IV, section A, Régime d'imposition. Après redressements, la croissance de l'assiette des revenus tirés de l'impôt des sociétés découle de la croissance des bénéfices sous-jacents des sociétés.

Les prévisions relatives à la **Contribution-santé de l'Ontario (CSO)** sont fondées sur les perspectives concernant la croissance de l'emploi et du revenu des particuliers. En 2011-2012, les revenus tirés de la CSO comprennent un redressement négatif de 76 millions de dollars en raison de la surestimation des revenus dans les Comptes publics de 2010-2011. Après constatation du redressement, l'assiette des revenus provenant de la CSO devrait augmenter au taux annuel moyen de 4,8 % au cours de la période de prévision.

Les revenus tirés des **impôts fonciers prélevés aux fins scolaires** augmentent au taux annuel moyen de 0,7 % au cours de la période de prévision, en raison surtout de la croissance prévue de l'assiette d'évaluation foncière qui découle des nouvelles constructions. Les prévisions tiennent également compte de la mesure proposée dans ce budget qui consiste à geler le plan de réduction de l'impôt scolaire applicable aux entreprises à compter de 2013. Pour de plus amples détails, voir le chapitre IV, section A, Régime d'imposition.

Quant à **tous les autres impôts et taxes**, ils devraient augmenter au taux annuel moyen de 2,3 % entre 2011-2012 et 2014-2015. Les prévisions sont établies poste par poste. Par exemple, les prévisions concernant les revenus tirés de l'impôt-santé des employeurs reposent sur les perspectives de croissance des traitements et des salaires.

L'augmentation des transferts du **gouvernement du Canada** tout au long de la période de prévision est en grande partie due aux augmentations projetées dans le cadre des arrangements financiers fédéraux-provinciaux existantes. La croissance des transferts fédéraux est atténuée par le fait que des paiements de transition au titre de la taxe de vente harmonisée (TVH) prendront fin après 2011-2012 ainsi que par la baisse projetée du financement des infrastructures au cours de la période de prévision.

Les prévisions portant sur les revenus tirés des **entreprises publiques** se fondent sur les données que fournit chacune de ces entreprises. On prévoit que les revenus globaux provenant des entreprises publiques augmenteront de 0,9 milliard de dollars, soit un taux de croissance moyen de 6,3 % par année, entre 2011-2012 et 2014-2015. La baisse des revenus en 2012-2013 tient compte de la chute des revenus nets combinés d'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et de Hydro One Inc. (Hydro One), laquelle est en grande partie causée par les effets de la décision de mars 2011 de la Commission de l'énergie de l'Ontario qui portait sur la requête tarifaire d'OPG pour 2011 et 2012, la prévision de baisse des prix du marché et une diminution du rendement autorisé des capitaux propres pour OPG et Hydro One. L'augmentation projetée à moyen terme est principalement due aux augmentations des revenus nets de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) et de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) en raison des gains d'efficience prévus et des mesures supplémentaires proposées dans ce budget qui augmenteront leur revenu net combiné d'environ 0,7 milliard de dollars d'ici 2014-2015. Pour obtenir de plus amples détails sur ces mesures, voir le chapitre I, *Transformation des services publics*.

Les prévisions relatives aux **autres revenus non fiscaux** sont fondées sur les données fournies par les ministères et les organismes provinciaux. Entre 2011-2012 et 2014-2015, on prévoit que les autres revenus non fiscaux diminueront de 0,8 milliard de dollars, ce qui découlera en grande partie de gains ponctuels en 2011-2012, notamment en raison du remboursement du prêt consenti à Chrysler par le gouvernement de l'Ontario et du recouvrement des dépenses d'années antérieures plus élevé que la normale auprès des ministères. Les perspectives tiennent également compte des initiatives proposées dans le présent budget comme des augmentations des droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules. Pour de plus amples détails, voir le chapitre I, *Transformation des services publics*.

TABLEAU 2.16 Résumé des variations des revenus à moyen terme depuis la publication du budget de 2011

(en milliards de dollars)

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Croissance économique	(0,7)	(1,6)	(2,7)
Traitement de déclarations de revenus d'années antérieures – continu	0,7	0,6	0,6
Traitement de déclarations de revenus d'années antérieures – ponctuel	(0,5)	–	–
Calendrier de paiement de l'impôt des sociétés	–	0,5	–
Initiatives touchant les revenus proposées dans le budget de 2012	–	0,3	1,4
Gouvernement du Canada	(0,4)	(0,0)	(0,1)
Secteur de l'électricité	(0,2)	(0,6)	(1,0)
Revenus non fiscaux de 2011-2012	0,0	–	–
Toutes les autres variations des revenus	0,1	0,3	0,0
Total des variations des revenus	(0,0)	(0,4)	(1,8)

À partir du budget de 2012, les revenus et les charges sont redressés pour tenir compte de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'un certain nombre de dépenses fiscales, conformément à la section F du présent chapitre. À des fins de comparaison, les chiffres du budget de 2011 ont été redressés de la même manière.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les revenus de 2011-2012 sont très près des chiffres indiqués dans les perspectives du budget de 2011. La diminution des prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 découle principalement des perspectives de ralentissement de la croissance économique.

Les perspectives de **croissance économique** sont un peu moins reluisantes depuis la publication du budget de 2011. La section C du présent chapitre renferme des détails sur les modifications subies par les perspectives de croissance économique. Cette situation a entraîné la réduction des revenus prévus au cours de la période de 2011-2012 à 2013-2014.

Depuis le budget de 2011, le **traitement de déclarations de revenus d'années antérieures** pour l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP), la Contribution-santé de l'Ontario (CSO), l'impôt sur les sociétés (IS) et la taxe de vente harmonisée (TVH) a augmenté l'assiette de revenus combinée de 2010-2011 à laquelle est appliquée la croissance pour 2011-2012 et les exercices suivants. La baisse de l'assiette fiscale de l'IRP et de la CSO de 2010 est largement compensée par l'augmentation des assiettes fiscales de l'IS et de la TVH. Il y a également eu une diminution nette **ponctuelle** des revenus en 2011-2012 pour tenir compte des

redressements des années antérieures dans l'exercice actuel. Ces redressements comprennent des remboursements d'IS plus élevés pour les années antérieures et l'IRP de 2010 inférieur qui sont compensés en partie seulement par la TVH plus élevée en 2010.

Les variations concernant les **remboursements de l'impôt des sociétés** par le gouvernement fédéral produiront une hausse des revenus en 2012-2013 par rapport aux perspectives du budget de 2011.

Les **initiatives touchant les revenus** proposées dans le présent budget entraînent des revenus supérieurs à moyen terme. Pour de plus amples détails, voir le chapitre I, *Transformation des services publics* et le chapitre IV, section A, Régime d'imposition.

La variation touchant les transferts du **gouvernement du Canada** découle de ce qui suit :

- la révision à la baisse annoncée précédemment des paiements de péréquation de 2011-2012 revenant à l'Ontario en raison d'une erreur de calcul du gouvernement fédéral;
- des projections révisées pour les paiements revenant à l'Ontario dans le cadre de programmes fédéraux aux termes des formules existantes;
- une diminution des revenus liés aux infrastructures en 2011-2012 à la suite d'une révision des échéanciers des projets d'immobilisations ainsi que de transferts fédéraux inférieurs aux organismes gouvernementaux consolidés.

La variation touchant les **revenus du secteur de l'électricité** découle surtout des effets de la décision de mars 2011 de la Commission de l'énergie de l'Ontario qui portait sur la requête tarifaire d'OPG pour 2011 et 2012, la prévision de baisse des prix du marché et une diminution du rendement autorisé des capitaux propres pour OPG et Hydro One.

Les **revenus non fiscaux** plus élevés en 2011-2012 découlent des revenus liés au gain annoncé précédemment découlant du remboursement par Chrysler d'un prêt consenti par le gouvernement de l'Ontario et du recouvrement des dépenses de l'exercice précédent plus élevé que prévu auprès des ministères.

Toutes les autres variations de revenus résultent de divers changements signalés par les ministères et les organismes gouvernementaux.

Risques pour les perspectives de revenus

Les perspectives de revenus de l'Ontario reposent sur des hypothèses raisonnables à propos du rythme de la croissance de l'économie de la province. Les projections économiques soutenant les prévisions de revenus présentent des risques positifs et négatifs. Certains de ces risques sont présentés dans la section C du présent chapitre. La présente section souligne les risques et sensibilités clés pouvant découler des changements imprévus dans la conjoncture économique et qui sont susceptibles de se répercuter sur le plan financier. Ces prévisions ne sont que des indications, et les résultats réels peuvent varier selon la composition et l'interaction des divers facteurs. Les risques sont ceux qui pourraient avoir la plus forte incidence sur les principales sources de revenus. Il existe un large éventail d'autres risques qui ne sont pas inclus, parce que le risque est soit moins important, soit difficile à quantifier. Par exemple, les revenus tirés des entreprises publiques, qui représentent environ 4 % du total des revenus, pourraient subir les effets des changements dans le marché propre à chaque entreprise. De même, les perspectives concernant les transferts du gouvernement du Canada sont influencées par les facteurs ayant une incidence sur les formules de financement fédérales et par les futures décisions du gouvernement fédéral.

TABLEAU 2.17 Certains risques et sensibilités – Économie et revenus

Éléments clés	Hypothèses 2012-2013	Sensibilités 2012-2013
Total des revenus		
– PIB réel	Croissance de 1,7 % en 2012	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel modifie les revenus de 800 millions de dollars. Ce montant peut varier considérablement selon la nature et la source de la variation du taux de croissance du PIB.
Total des revenus fiscaux		
– Assiette de revenus ¹	Croissance de 3,5 % en 2012-2013	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB nominal modifie les revenus de 545 millions de dollars. Ce montant peut varier considérablement selon la nature et la source de la variation du taux de croissance du PIB.
– PIB nominal	Croissance de 3,4 % en 2012	
Revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP)		
– Assiette de revenus	4,1 % en 2012-2013	
Principales hypothèses économiques		
– Traitements et salaires	Croissance de 3,2 % en 2012	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des traitements et salaires modifie les revenus de 332 millions de dollars.
– Emploi	Croissance de 0,9 % en 2012	
– Revenu des entreprises non constituées en personne morale	Croissance de 4,2 % en 2012	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du revenu des entreprises non constituées en personne morale modifie les revenus de 34 millions de dollars.
Principales hypothèses en matière de revenus		
– Revenu net tiré des gains en capital	Diminution de 0,5 % en 2012	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du revenu net tiré des gains en capital modifie les revenus de 7 millions de dollars.
– Déductions au titre des REER	Croissance de 2,9 % en 2012	Une augmentation de un point de pourcentage du taux de croissance des déductions au titre des REER fait diminuer les revenus de 16 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
– Cotisations pour l'année d'imposition 2011 ²	23,2 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations fiscales des particuliers en 2011 modifie les revenus de 232 millions de dollars ² .
– Cotisations pour l'année d'imposition 2010 et les années antérieures	1,3 milliard de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations fiscales des particuliers en 2010 et au cours des années antérieures modifie les revenus de 13 millions de dollars ² .

TABEAU 2.17 Certains risques et sensibilités – Économie et revenus (suite)

Éléments clés	Hypothèses 2012-2013	Sensibilités 2012-2013
Revenus tirés de la taxe de vente		
– Assiette de revenus	Croissance de 4,3 % en 2012-2013	
– Dépenses de consommation nominales	Croissance de 3,8 % en 2012	Une variation de un point de pourcentage de la croissance des dépenses de consommation nominales modifie les revenus de 250 millions de dollars.
– Réservoir de revenus bruts en 2011 ³	23,1 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage du réservoir de revenus bruts en 2011 modifie les revenus de 231 millions de dollars.
– Réservoir de revenus bruts en 2012 ³	24,1 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage du réservoir de revenus bruts en 2012 modifie les revenus de 241 millions de dollars.
Revenus tirés de l'impôt des sociétés		
– Cotisations pour l'année d'imposition 2011 ²	7,7 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations pour l'année d'imposition 2011 modifie les revenus de 77 millions de dollars.
– Revenu imposable des sociétés au Canada en 2012	245,9 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage de l'estimation fédérale du revenu imposable des sociétés au Canada en 2012 modifie les revenus de 103 millions de dollars.
– Revenu imposable des sociétés au Canada en 2013	262,9 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage du revenu imposable des sociétés au Canada en 2013 ou de la part de l'Ontario du revenu imposable des sociétés en 2013 modifie les revenus de 26 millions de dollars ⁴ .
– Part de l'Ontario du revenu imposable des sociétés en 2013	37,04 %	
– Hausse des bénéfices des sociétés de l'Ontario en 2012	4,0 %	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des bénéfices des sociétés avant impôt en 2012 modifie les revenus de 53 millions de dollars ⁵ .
Revenus tirés de l'impôt-santé des employeurs		
– Assiette de revenus	Croissance de 3,3 % en 2012-2013	
– Traitements et salaires	Croissance de 3,2 % en 2012	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des traitements et salaires modifie les revenus de 51 millions de dollars.
Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario (CSO)		
– Assiette de revenus	Croissance de 4,4 % en 2012-2013	
– Revenu des particuliers	Croissance de 2,9 % en 2012	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du revenu des particuliers modifie les revenus de 28 millions de dollars.
– Cotisations pour l'année d'imposition 2011	2,8 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations au titre de la CSO de 2011 modifie les revenus de 28 millions de dollars.

TABLEAU 2.17 Certains risques et sensibilités – Économie et revenus (fin)

Éléments clés	Hypothèses 2012-2013	Sensibilités 2012-2013
Revenus tirés de la taxe sur l'essence		
– Assiette de revenus	Croissance de 0,8 % en 2012-2013	
– Prix de l'essence à la pompe	126,2 cents le litre en 2012	Une augmentation de un cent le litre du prix de l'essence à la pompe fait diminuer les revenus de 3 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
Revenus tirés de la taxe sur les carburants		
– Assiette de revenus	Croissance de 2,8 % en 2012-2013	
– PIB réel	Croissance de 1,7 % en 2012	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel modifie les revenus de 10 millions de dollars.
Revenus tirés des droits de cession immobilière		
– Assiette de revenus	Diminution de 2,7 % en 2012-2013	
– Revente de logements	Diminution de 1,8 % en 2012	Une variation de un point de pourcentage du nombre de logements revendus et du prix de revente modifie les revenus de 14 millions de dollars.
– Prix de revente	Croissance de 0,6 % en 2012	
Transfert canadien en matière de santé		
– Part de la population de l'Ontario	38,8 % en 2012-2013	Une variation de un dixième de point de pourcentage de la part de la population de l'Ontario modifie les revenus de 33 millions de dollars.
– Part de l'Ontario de l'assiette fédérale de base	40,4 % en 2012-2013	Une augmentation de un dixième de point de pourcentage de la part de l'Ontario de l'assiette fédérale de base fait diminuer les revenus de 3 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		
– Part de la population de l'Ontario	38,8 % en 2012-2013	Une variation de un dixième de point de pourcentage de la part de la population de l'Ontario modifie les revenus de 12 millions de dollars.

¹ L'assiette de revenus est constituée des revenus, à l'exception de l'incidence des mesures, des redressements pour les variations par rapport aux estimations antérieures des Comptes publics et d'autres facteurs ponctuels.

² Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt des sociétés de l'Ontario en 2011 sont estimatifs, car l'Agence du revenu du Canada doit toujours traiter les déclarations de revenus de 2011. Certains montants fiscaux de 2010 et d'années précédentes doivent toujours faire l'objet d'un traitement en 2012, et les perspectives de revenus comprennent des estimations de ces montants.

³ Le réservoir de revenus bruts est une estimation du ministère des Finances fédéral et ne tient pas compte de l'incidence des mesures de l'Ontario.

⁴ La répartition provinciale du revenu imposable des sociétés au Canada de 2013 reposera sur la part des déclarations de revenus de 2011 pour lesquelles on établira des cotisations en 2012.

⁵ L'incidence sur les revenus des changements dans la hausse des bénéfices des sociétés en Ontario serait constatée pendant l'exercice en cours si elle est prise en compte dans les paiements du gouvernement fédéral; sinon, elle serait constatée au cours des prochains exercices.

Section E : Plan financier de l'Ontario

Perspectives financières à moyen terme

Ayant réussi à dépasser les objectifs établis pour la réduction du déficit en 2009-2010 et 2010-2011, le gouvernement prévoit maintenant un déficit de 15,3 milliards de dollars en 2011-2012, soit 1,0 milliard de dollars de moins que ce qui était prévu dans le budget de 2011. La province est en voie d'atteindre les objectifs financiers établis à moyen terme dans le budget de 2011, dont des déficits à la baisse se chiffrant à 15,2 milliards de dollars en 2012-2013, à 13,3 milliards de dollars en 2013-2014 et à 10,7 milliards de dollars en 2014-2015.

TABEAU 2.18 Plan financier et perspectives à moyen terme

(en milliards de dollars)

	Chiffres prov.	Plan	Perspectives	
	2011-2012		2013-2014	2014-2015
Total des revenus	109,3	112,2	116,1	121,0
Charges				
Programmes	114,5	115,8	117,0	117,9
Intérêt sur la dette	10,1	10,6	11,2	12,3
Total des charges	124,6	126,4	128,2	130,3
Réserve	-	1,0	1,2	1,5
Excédent/(Déficit)	(15,3)	(15,2)	(13,3)	(10,7)

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les revenus totaux devraient augmenter d'un taux moyen de 3,5 % par année entre 2011-2012 et 2014-2015.

Durant la même période, les charges totales devraient quant à elles progresser à un taux annuel moyen de 1,5 %, ce qui est inférieur au taux de 2,2 % prévu dans le budget de 2011.

Compte tenu des risques considérables auxquels l'économie mondiale est soumise, le plan financier comprend des mesures de prudence, soit des fonds de prévoyance totalisant 0,5 milliard de dollars en 2012-2013, ainsi qu'une réserve de 1,0 milliard de dollars en 2012-2013, de 1,2 milliard de dollars en 2013-2014 et de 1,5 milliard de dollars en 2014-2015. Le gouvernement a établi une réserve plus élevée que dans les derniers budgets. De plus, selon les conseils de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario, cette réserve augmentera avec le temps afin de tenir compte de l'incertitude des projections de revenus et de charges à long terme.

La mise en oeuvre d'initiatives de transformation en vue de réaliser les économies nécessaires pour gérer la croissance des dépenses de programmes pourrait entraîner certains coûts initiaux, tels que des coûts de transition, des charges liées aux changements organisationnels et des coûts liés aux indemnités de départ. Pour appuyer ces initiatives tout en protégeant les services de base de première ligne essentiels, le plan financier renferme un fonds de transition de 1,0 milliard de dollars sur trois ans, dont 500 millions de dollars en 2012-2013. Ce fonds aidera les ministères à gérer les coûts des activités transformationnelles.

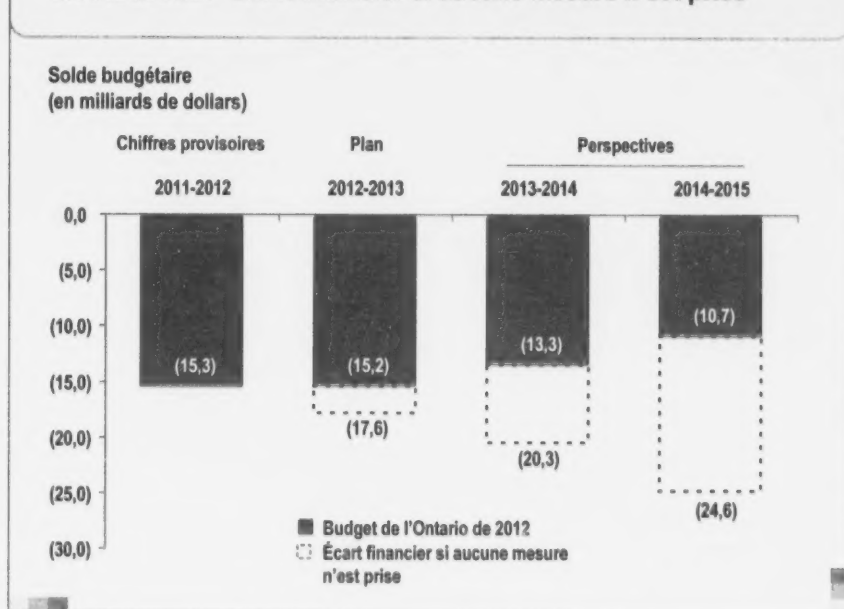
Si aucune mesure n'est prise

Le plan financier à moyen terme du gouvernement repose sur la gestion de l'augmentation des charges. Par exemple, selon des projections faites en février 2012 par le Conference Board du Canada et la Commission, si aucune mesure n'est prise pour limiter la croissance des charges, il pourrait en résulter un écart financier qui entraînerait des déficits et une dette à la hausse pour la province. La Commission estime que si le gouvernement ne modifie pas ses politiques, ses programmes et ses pratiques, au lieu d'équilibrer son budget en 2017-2018, il sera aux prises avec un déficit de 30,2 milliards de dollars, et le fardeau que représente le rapport entre la dette nette et le PIB sera de plus de 50 %.

Cette analyse illustre ce qui pourrait arriver si les dépenses continuaient à augmenter en raison de facteurs tels que l'inflation, la croissance et les changements démographiques, ainsi que la demande accrue de services, et si aucune mesure n'était prise pour faire face au défi financier qui en résulterait.

En faisant une analyse similaire à l'aide d'hypothèses, on estime qu'en l'absence des mesures décrites dans le présent budget, il y aurait un écart financier de 13,9 milliards de dollars en 2014-2015 par rapport à l'objectif de réduction du déficit du gouvernement.

GRAPHIQUE 2.24 Écart financier si aucune mesure n'est prise



Pour relever ce défi et en misant sur le fait que le gouvernement a réussi par le passé à dépasser ses objectifs financiers en freinant la croissance des charges, on prévoit dans le plan financier à moyen terme que le taux de croissance annuel moyen des dépenses de programmes sera maintenu à 1,0 % entre 2011-2012 et 2014-2015. Grâce aux mesures financières décrites dans ce budget, pour chaque dollar additionnel consacré aux nouvelles mesures touchant les revenus proposées, le plan prévoit quatre dollars pour les mesures touchant les charges de façon à combler l'écart financier qui se produirait en l'absence de nouvelles mesures visant à limiter l'augmentation des charges provinciales.

TABLEAU 2.19 Incidence des mesures financières

(en milliards de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Incidence sur 3 ans
Mesures touchant les charges				
Mesures de gestion des charges	(1,0)	(1,7)	(2,2)	(4,9)
Restriction de la rémunération ¹	(0,9)	(2,1)	(3,0)	(6,0)
Évitement des coûts	(0,1)	(1,5)	(5,2)	(6,8)
Total – Mesures touchant les charges	(2,0)	(5,3)	(10,4)	(17,7)
Mesures touchant les revenus				
Gel à 11,5 % du taux d'imposition du revenu des sociétés (s'il est adopté)	0,1	0,5	0,8	1,5
Gel des réductions de l'impôt scolaire applicable aux entreprises	0,1	0,2	0,3	0,6
Modernisation de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario	(0,1)	0,2	0,5	0,6
Optimisation du potentiel de revenus de la Régie des alcools de l'Ontario	–	–	0,1	0,1
Renforcement de l'intégrité des revenus et autres mesures	0,1	0,3	0,5	1,0
Modification des droits pour se rapprocher du recouvrement intégral des coûts	0,1	0,2	0,4	0,6
Total – Mesures touchant les revenus	0,3	1,4	2,7	4,4
Total – Incidence directe totale des mesures financières	2,3	6,7	13,1	22,1
Charges liées à l'intérêt sur la dette évitées	0,1	0,3	0,8	1,1
Rapport entre les mesures touchant les charges et les mesures touchant les revenus				4:1

¹ Comprend les restrictions de la rémunération pour les conseils scolaires, ainsi que les paiements aux médecins et aux fonctionnaires.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Détails sur les mesures touchant les revenus et les charges

Pour des renseignements sur les mesures de gestion des charges : voir le tableau 1.8, chapitre I, *Transformation des services publics*.

Exemples d'évitement de coûts : la gestion des pressions exercées sur les coûts dans les programmes de gestion des risques des entreprises agricoles, les pressions exercées par la demande à l'égard de la Prestation ontarienne pour l'énergie propre, la fermeture partielle de la Place de l'Ontario, le dessaisissement lié à la Commission de transport Ontario Northland, l'accélération de la mise en oeuvre de soins de santé fondés sur des faits probants et le déplacement vers des cliniques spécialisées d'interventions courantes peu complexes qui se déroulaient dans les hôpitaux.

Pour des détails sur les mesures touchant les revenus : se reporter aux sections intitulées Maximiser la valeur des biens publics et Mesures responsables pour accroître les revenus du chapitre I et à la section intitulée Accroître l'intégrité des revenus du chapitre IV.

- Au cours des trois prochaines années, pour chaque dollar de mesures touchant les revenus, il y aura quatre dollars de mesures touchant les charges. Ainsi, les dépenses de programmes seront réduites d'une somme cumulative de 17,7 milliards de dollars par rapport à ce qu'elles auraient été autrement, faisant ainsi en sorte que la croissance moyenne des dépenses de programmes soit limitée à 1,0 % par année entre 2011-2012 et 2014-2015.
- Les mesures totales annoncées dans le présent budget aideront la province à atteindre ses objectifs financiers à moyen terme, qui s'établissent à 2,3 milliards de dollars en 2012-2013, à 6,7 milliards de dollars en 2013-2014 et à 13,1 milliards de dollars en 2014-2015.
- D'ici la fin de 2014-2015, les mesures financières directes du présent budget auront pour effet de réduire de 22,1 milliards de dollars, ou de 3,1 % du PIB, le déficit accumulé de la province par rapport à ce qu'il aurait été autrement.
- Sans ces mesures touchant les revenus et les charges, le déficit de la province aurait atteint près de 25 milliards de dollars en 2014-2015, en raison principalement de l'augmentation des charges de programmes d'un taux moyen de presque 4 % par année.

TABEAU 2.20 Incidence des mesures sur les perspectives financières à moyen terme

(en milliards de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Total des revenus avant les mesures	111,9	114,7	118,4
Charges			
Programmes avant les mesures	117,8	122,3	128,4
Intérêt sur la dette	10,7	11,5	13,1
Total des charges avant les mesures	128,5	133,8	141,5
Réserve	1,0	1,2	1,5
Excédent/(Déficit) avant les mesures	(17,6)	(20,3)	(24,6)
<i>Moins : Mesures touchant les charges</i>	(2,0)	(5,3)	(10,4)
<i>Plus : Mesures touchant les revenus</i>	0,3	1,4	2,7
<i>Moins : Charges liées à l'intérêt sur la dette plus faibles grâce aux mesures</i>	(0,1)	(0,3)	(0,8)
Excédent/(Déficit)	(15,2)	(13,3)	(10,7)

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Perspectives des charges à moyen terme

Les charges totales de la province devraient augmenter d'un taux moyen de 1,5 % par année entre 2011-2012 et 2014-2015.

La croissance des charges de programmes à moyen terme devrait être maintenue à un taux moyen annuel de 1,0 %, soit moins du tiers du taux de croissance des revenus pour la même période. Ces projections traduisent l'engagement du gouvernement de maîtriser la croissance des charges de programmes tout en protégeant les progrès réalisés dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Le gouvernement prend des mesures pour gérer la croissance des charges afin de relever le défi financier auquel la province fait face. Sans les mesures de restriction des charges annoncées dans le budget, les dépenses de programmes auraient augmenté d'un taux moyen de près de 4 % par année, ce qui est nettement supérieur au taux annuel de 1,0 % projeté à moyen terme dans le présent document.

TABEAU 2.21 Sommaire des perspectives des charges à moyen terme

(en milliards de dollars)

	Chiffres prov. 2011-2012	Plan 2012-2013	Perspectives 2013-2014	Perspectives 2014-2015	Croissance moyenne annuelle 2011-2012 à 2014-2015
Programmes					
Secteur de la santé	47,3	48,4	49,4	50,3	2,1 %
Secteur de l'éducation ¹	23,3	23,9	24,1	24,5	1,7 %
Secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation	7,3	7,5	7,7	7,7	1,9 %
Secteur des services à l'enfance et des services sociaux	13,7	14,1	14,4	14,8	2,7 %
Secteur de la justice ²	4,0	4,0	4,0	4,0	0,4 %
Autres programmes ²	18,9	17,9	17,4	16,6	-4,3 %
Total des programmes	114,5	115,8	117,0	117,9	1,0 %
Intérêt sur la dette	10,1	10,6	11,2	12,3	6,9 %
Total des charges	124,6	126,4	128,2	130,3	1,5 %

¹ Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

² Tient compte du redressement des dépenses liées au portefeuille immobilier du gouvernement.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Voici certains des points saillants des perspectives des charges de programmes à moyen terme :

Les charges totales du **secteur de la santé** devraient augmenter en moyenne de 2,1 %, ou de 3,0 milliards de dollars, par année entre 2011-2012 et 2014-2015, en raison surtout du financement accru des services communautaires, du Programme de médicaments de l'Ontario, des services hospitaliers prioritaires et des charges liées à des projets hospitaliers terminés. Ce taux de croissance résulte des mesures prises pour transformer le secteur auquel le gouvernement consacre le plus de ressources et qui sont nécessaires pour qu'il respecte son engagement d'équilibrer le budget. Le gouvernement réaffectera les fonds de façon à optimiser les ressources et à dispenser les meilleurs soins de santé possible. On améliorera entre autres l'accès aux soins de santé familiale, aux soins à domicile et aux soins communautaires afin d'éviter que les patients ne soient hospitalisés et de faire en sorte qu'ils reçoivent les soins dont ils ont besoin dans le milieu le plus approprié, et ce, au moment voulu. Si on ne procédait pas à ces transformations, les charges de ce secteur risqueraient d'augmenter de 4,5 % par année.

Les charges totales du **secteur de l'éducation** devraient augmenter en moyenne de 1,7 %, ou de 1,2 milliard de dollars, par année entre 2011-2012 et 2014-2015, en raison surtout de la mise en oeuvre intégrale de la maternelle et du jardin d'enfants à temps plein d'ici septembre 2014. Ce taux de croissance résulte des mesures prises pour maîtriser les coûts, notamment une proposition touchant la rémunération des personnes travaillant dans le secteur de l'éducation qui est axée sur un gel des salaires pour une période de deux ans, englobant le mouvement dans la grille de qualifications et d'expérience des enseignants, et grâce à des économies permanentes réalisées en éliminant les gratifications de retraite fondées sur les jours de maladie accumulés. En éliminant l'obligation de rembourser les jours de maladie non utilisés, on obtiendrait une réduction unique des frais hors trésorerie qui y sont liés dans le cadre d'un redressement comptable en cours d'exercice. Les autres mesures englobent l'imposition d'une limite quant au nombre de crédits du palier secondaire financés et des gains d'efficience pour les conseils scolaires tout en maintenant la taille des classes et en protégeant les ressources en classe. Sans ces mesures prises par le gouvernement, la croissance des charges du secteur pourrait être de 4,4 % par année.

Les charges totales du **secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation** devraient augmenter en moyenne de 1,9 %, ou de 0,4 milliard de dollars, par année entre 2011-2012 et 2014-2015, en raison surtout du financement de la hausse des inscriptions dans les établissements postsecondaires et du soutien qu'on continue d'accorder au programme Deuxième carrière. Ce taux de croissance résulte des mesures prises pour limiter les coûts, telles que des gains d'efficience qui permettent de réaliser des économies et l'élimination de subventions et de bourses moins prioritaires visant à contrebalancer les coûts du nouveau Programme de réduction de 30 % des droits de scolarité en Ontario. Sans ces mesures visant à maîtriser les coûts, les charges du secteur pourraient augmenter de 3,4 % par année.

Les charges totales du **secteur des services à l'enfance et des services sociaux** devraient augmenter en moyenne de 2,7 %, ou de 1,2 milliard de dollars, par année entre 2011-2012 et 2014-2015, en raison principalement des charges accrues pour l'aide sociale et de la hausse de la Prestation ontarienne pour enfants maximale, qui passera à 1 310 \$ en juillet 2014. Ce taux de croissance résulte des mesures prises pour transformer les services. Le gouvernement suivra les conseils de la Commission d'examen du système d'aide sociale de l'Ontario pour assurer la viabilité à long terme du système d'aide sociale. Il fera aussi en sorte que les ressources consacrées à d'autres services de base, tels que les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle et de protection de l'enfance, soient utilisées judicieusement pour que la population de l'Ontario obtienne les meilleurs résultats possible. Sans ces réformes, les charges de ce secteur pourraient augmenter de plus de 5,0 % par année.

Les charges totales du **secteur de la justice** devraient augmenter en moyenne de 0,4 %, ou de moins de 0,1 milliard de dollars, par année entre 2011-2012 et 2014-2015, en raison surtout des charges accrues pour des programmes de soutien aux victimes et pour les services policiers. Ce taux de croissance résulte des mesures prises pour transformer les services et maîtriser les coûts. Le secteur gèrera les coûts à moyen terme en limitant l'augmentation de la rémunération, qui représente environ 70 % du total des dépenses. Le gouvernement prendra des mesures pour transformer les services, y compris la modernisation des services judiciaires pour les rendre accessibles en ligne, ce qui en améliorera l'accès pour la population de la province. Sans ces mesures de transformation et de gestion des coûts, la croissance des charges du secteur pourrait dépasser 3,2 % par année.

On prévoit que les charges des **autres programmes** diminueront de 4,3 %, ou de 2,4 milliards de dollars, entre 2011-2012 et 2014-2015, ce qui est conforme à l'approche du gouvernement visant à gérer la croissance des dépenses tout en protégeant les services publics de base, tels que ceux des secteurs de l'éducation et de la santé. Les mesures de transformation prises à moyen terme pour freiner la croissance des dépenses englobent les suivantes : dessaisissement de biens et de services non essentiels de la Commission de transport Ontario Northland en les offrant au secteur privé; réduction des programmes de soutien des entreprises en mettant l'accent sur l'accroissement de la productivité dans le secteur privé; transformation de la prestation de certains services en déléguant les fonctions de réglementation à des organismes externes; gestion des pressions évolutives en modifiant des programmes dans les domaines comme la gestion des risques des entreprises et la Prestation ontarienne pour l'énergie propre. Sans ces mesures visant à maîtriser les coûts, la croissance des charges du secteur pourrait être de 1,1 % par année.

Le total des charges prévu tient également compte des charges liées à l'**intérêt sur la dette**, qui devraient augmenter de 2,2 milliards de dollars entre 2011-2012 et 2014-2015. Cette hausse est en grande partie attribuable aux emprunts additionnels nécessaires pour financer les déficits et les investissements dans les immobilisations.

Risques pour les perspectives de charges

Compte tenu des défis toujours croissants auxquels l'Ontario a fait face sur le plan économique au cours des dernières années, des risques potentiels pourraient se concrétiser et entraîner des variations des projections des charges de la province. En plus de veiller à la protection des services publics clés, le gouvernement gèrera les dépenses avec beaucoup de prudence afin de rétablir l'équilibre budgétaire d'ici 2017-2018.

Le tableau qui suit résume les risques et sensibilités clés que pourraient entraîner des changements imprévus à la conjoncture économique et à la demande liée aux programmes. Un changement dans ces facteurs pourrait avoir une incidence sur les charges totales, ce qui entraînerait des variations dans les prévisions financières globales. Ces risques et sensibilités ne sont que des indications et peuvent varier selon la nature et la composition des risques possibles.

TABLEAU 2.22 Certains risques et sensibilités liés aux charges

Programme/Secteur	Hypothèse 2012-2013	Sensibilité 2012-2013
Secteur de la santé	Croissance annuelle de 2,3 %.	Variation de 1 % des dépenses du secteur de la santé : 484 millions de dollars.
Charges du secteur hospitalier	Croissance annuelle de 1,3 %.	Variation de 1 % des charges du secteur hospitalier : 215 millions de dollars.
Programmes de médicaments	Croissance annuelle de 3,1 %.	Variation de 1 % des dépenses des programmes de médicaments : 36 millions de dollars.
Foyers de soins de longue durée	77 500 lits de soins de longue durée. Le coût moyen de fonctionnement provincial d'un lit dans un foyer de soins de longue durée est de 47 940 \$ par année.	Variation de 1 % du nombre de lits : environ 37 millions de dollars.
Soins à domicile	Environ 21 millions d'heures de service d'aides familiales et de soutien. Environ 7 millions de visites par du personnel infirmier et des professionnels de la santé.	Variation de 1 % des heures de service d'aides familiales et de soutien : environ 6 millions de dollars. Variation de 1 % des visites par du personnel infirmier et des professionnels de la santé : environ 6 millions de dollars.
Élèves de l'élémentaire et du secondaire	Effectif quotidien moyen de 1 871 000 élèves.	Augmentation de 1 % de l'effectif : plus de 144 millions de dollars.
Étudiants universitaires	370 500 étudiants à temps plein du premier cycle et des cycles supérieurs.	Variation de 1 % de l'effectif : 35 millions de dollars.
Étudiants collégiaux	186 300 étudiants à temps plein.	Variation de 1 % de l'effectif : 14 millions de dollars.
Ontario au travail	270 546 dossiers par année, en moyenne.	Variation de 1 % du nombre de dossiers : 25 millions de dollars.
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées	303 968 dossiers par année, en moyenne.	Variation de 1 % du nombre de dossiers : 40 millions de dollars.
Système correctionnel	3,2 millions de jours-détenus adultes par année. Coût moyen de 183 \$ par jour par détenu.	Variation de 1 % des jours-détenus : 6,1 millions de dollars.
Intérêt sur la dette	Coût moyen d'emprunt sur 10 ans prévu en 2012-2013 : environ 3,6 %.	Incidence prévue en 2012-2013 d'une variation de 100 points de base des taux d'emprunt : environ 467 millions de dollars.

Passif éventuel

Outre les principaux risques économiques et sensibilités liés à la demande auxquels il est exposé, le plan financier est aussi assujéti à des risques découlant du passif éventuel du gouvernement. La concrétisation ou non de ces éventualités échappe au contrôle direct du gouvernement. Ce dernier pourrait essuyer des pertes à la suite de règlements judiciaires, de manquements dans le cadre de projets, et de garanties de prêt ou de financement. Des provisions pour pertes ayant de fortes chances de se réaliser et dont on peut raisonnablement faire une estimation sont imputées au titre des passifs dans les états financiers de la province. Tout passif éventuel considérable a été divulgué dans le document *Rapport annuel et états financiers consolidés de 2010-2011*¹, qui a été publié en août 2011.

Principales variations des perspectives financières à moyen terme depuis la publication du budget de 2011

En plus de dépasser ses objectifs financiers au cours de chacun des trois derniers exercices, la province est en voie de respecter les projections à moyen terme pour le déficit établies dans le budget de 2011.

¹ Pour plus d'information, se rendre à : www.fin.gov.on.ca/fr/budget/paccts/2011/11_ar.html.

TABLEAU 2.23 Variations des perspectives financières à moyen terme depuis la publication du budget de 2011¹

(en milliards de dollars)

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Excédent/(Déficit) par rapport au budget de 2011	(16,3)	(15,2)	(13,3)
Variations des revenus totaux	(0,0)	(0,4)	(1,8)
Variations des charges			
Variations des charges nettes de programmes	(0,2)	0,3	(0,6)
Intérêt sur la dette	(0,2)	(0,8)	(1,4)
Variations des charges totales	(0,4)	(0,4)	(2,0)
Variation de la réserve	(0,7)	—	0,2
Amélioration/(Déterioration) financière	1,0	0,0	0,0
Excédent/(Déficit) du budget	(15,3)	(15,2)	(13,3)

¹ Les revenus et les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la reclassification d'organismes du gouvernement qui est décrite dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011*. À partir du budget de 2012, les revenus et les charges seront redressés pour tenir compte de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'un certain nombre de dépenses fiscales, tel qu'indiqué à la section F du présent chapitre. À des fins de comparaison, les chiffres du budget de 2011 ont été redressés de la même manière.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Comme cela est décrit à la section D de ce chapitre, les perspectives de revenus pour 2012-2013 et 2013-2014 sont un peu moins reluisantes en raison surtout des perspectives de croissance économique qui le sont aussi.

Si on ne tient pas compte de l'incidence du fonds de transition de 500 millions de dollars en 2012-2013, les charges de programmes et les charges totales sont en voie d'être inférieures aux projections du budget de 2011 pour les exercices 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Cela est conforme à l'approche du gouvernement consistant à gérer la croissance des charges totales, qui est illustrée par la réduction du taux de croissance moyenne annuelle projetée pour la période actuelle, ce taux étant passé de 2,2 % dans le budget de 2011 à 1,5 % dans le présent budget. Cette croissance moins importante découle aussi directement des économies de 4,9 milliards de dollars, ainsi que des mesures prises pour maîtriser la hausse des coûts qui totalisent 12,8 milliards de dollars. On obtient ainsi un total de 17,7 milliards de dollars en mesures de restriction au cours des trois prochaines années.

Pour 2012-2013 et 2013-2014, les charges liées à l'intérêt sur la dette devraient être inférieures aux prévisions du budget de 2011, en raison surtout des taux d'intérêt plus faibles et des déficits moins élevés que prévu pour 2010-2011 et 2011-2012.

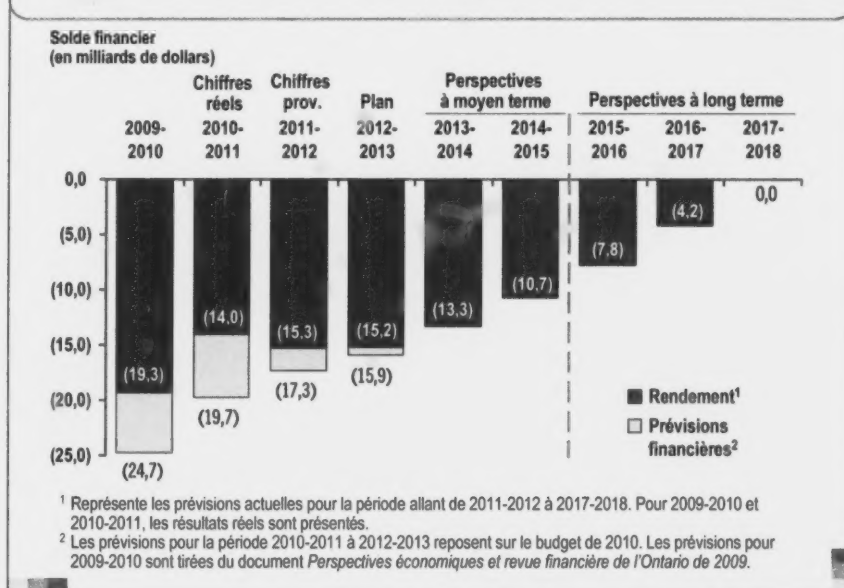
La réserve en 2013-2014 est supérieure aux chiffres établis dans les derniers budgets afin de tenir compte de l'incertitude entourant les projections de revenus et de charges à long terme.

Plan visant à équilibrer le budget

À mesure que l'économie ontarienne reprend un rythme de croissance soutenu à la suite de la récession mondiale, le gouvernement transformera les services publics afin que les finances de la province soient assez solides pour équilibrer le budget et soient viables à long terme.

Entre 2010-2011 et 2017-2018, la croissance des dépenses de programmes sera maintenue à 0,9 % en moyenne, ce qui est conforme aux recommandations de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario. Étant donné que le gouvernement a réussi à dépasser ses objectifs financiers en gérant la croissance des charges au cours des derniers exercices, cet objectif est réalisable grâce notamment aux mesures de restriction de 17,7 milliards de dollars annoncées dans le budget de 2012.

GRAPHIQUE 2.25 Plan de l'Ontario en vue d'équilibrer le budget



Le retour à l'équilibre budgétaire est un objectif financier clé, mais il n'est pas un but en soi. Il constitue un moyen d'arriver à une fin, soit faire en sorte que les familles ontariennes continuent de recevoir la meilleure éducation et les meilleurs services de santé au monde et de profiter d'une économie vigoureuse qui crée des emplois. En fait, même avant que le budget ne soit équilibré en 2017-2018, les mesures annoncées dans le présent document aideront la province à améliorer sa santé et sa viabilité financières, ce qui établira des assises solides pour la durabilité à long terme des services de base, tels que ceux des secteurs de la santé et de l'éducation.

Les autres indicateurs qui permettent d'évaluer le retour à la viabilité financière, ainsi que la vulnérabilité et la souplesse de la province pendant la période de reprise englobent le rapport entre la dette nette et le PIB, le rapport entre le déficit et le PIB, le rapport entre les charges liées à l'intérêt sur la dette et les revenus, ainsi que le solde budgétaire primaire du gouvernement.

Le déficit ne sera pas éliminé avant 2017-2018, mais le gouvernement prévoit qu'il diminuera pour passer de 2,4 % du PIB en 2011-2012 à environ 1 % du PIB d'ici 2015-2016. De même, à compter de 2015-2016, la dette nette provinciale relativement à l'économie devrait diminuer.

Un autre indicateur que le plan financier du gouvernement est sur la bonne voie pour la viabilité est le solde budgétaire primaire de la province, qui représente l'excédent ou le déficit sans tenir compte des charges liées à l'intérêt sur la dette. L'obtention d'un excédent budgétaire primaire constitue généralement une étape importante de la réduction du rapport entre la dette nette et le PIB. Compte tenu du sommet qu'atteindra le rapport entre la dette nette et le PIB de la province, l'Ontario devrait éliminer le déficit budgétaire primaire d'ici 2014-2015.

Ensemble, ces indicateurs portent à croire que même si le budget ne sera pas équilibré avant 2017-2018, les mesures annoncées dans le présent budget pour la période allant de 2012-2013 à 2014-2015 feront en sorte que les éléments clés de la reprise financière se manifesteront plus tôt.

En atteignant les objectifs de réduction des déficits de façon soutenue, on limitera aussi la mesure dans laquelle les charges liées à l'intérêt sur la dette pourraient gruger les dépenses consacrées aux programmes de base, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. L'intérêt sur la dette en pourcentage des revenus de la province au cours de la période de reprise devrait être inférieur aux prévisions du budget de 2011, ce qui permettra au gouvernement de consacrer une plus grande part de ses ressources à ces programmes de base plutôt qu'au service de la dette.

Le plan du gouvernement visant à équilibrer le budget d'ici 2017-2018 comprend les autres éléments clés suivants :

- limiter la croissance annuelle des charges de programmes à 0,9 % en moyenne entre 2010-2011 et 2017-2018, conformément aux recommandations de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario;
- veiller à ce qu'on réalise des économies de 4,9 milliards de dollars et qu'on prenne des mesures évaluées à 12,8 milliards de dollars pour limiter la hausse des coûts, obtenant ainsi un total de 17,7 milliards de dollars de restrictions au cours des trois prochaines années;
- mettre en oeuvre des initiatives pour transformer la prestation des services publics et faire en sorte que l'argent des contribuables soit utilisé de façon optimale;
- faire en sorte que le taux de croissance de la dette retourne à un niveau financièrement viable;
- promouvoir la conclusion d'ententes financières fédérales-provinciales durables et fondées sur des principes.

TABEAU 2.24 Plan de redressement de l'Ontario

(en milliards de dollars)

	Chiffres prov. 2011-2012	Plan 2012-2013	Perspectives à moyen terme		Perspectives à plus long terme		
			2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Revenus	109,3	112,2	116,1	121,0	126,2	131,2	135,9
Charges							
Programmes	114,5	115,8	117,0	117,9	118,5	118,7	118,9
Intérêt sur la dette	10,1	10,6	11,2	12,3	14,1	15,1	15,4
Total des charges	124,6	126,4	128,2	130,3	132,6	133,8	134,4
Réserve	—	1,0	1,2	1,5	1,5	1,5	1,5
Excédent/(Déficit)	(15,3)	(15,2)	(13,3)	(10,7)	(7,8)	(4,2)	—

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Prudence financière

En plus de procéder à des transformations en vue d'atteindre les objectifs financiers de la province, le gouvernement continue de gérer la croissance des dépenses avec prudence.

Pour satisfaire aux exigences de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le plan financier se fonde sur une approche prudente et prévoit une réserve visant à protéger les perspectives financières contre les variations défavorables des revenus et des charges de la province, y compris celles qui découlent de changements dans les résultats économiques de l'Ontario. La réserve est un peu plus élevée que dans les derniers budgets et augmente chaque année à moyen terme jusqu'à ce qu'elle atteigne 1,5 milliard de dollars à compter de 2014-2015 pour tenir compte de l'incertitude entourant les projections de revenus et de charges à long terme.

Le plan financier comporte aussi des fonds de prévoyance (de fonctionnement et pour les immobilisations) afin de limiter les risques liés aux charges qui pourraient avoir une incidence négative sur les résultats affichés. Conformément aux conseils de la Commission, les fonds de prévoyance ne seront utilisés pour financer les charges des ministères que dans des cas où la santé et la sécurité ou encore les services aux personnes les plus vulnérables pourraient être en péril.

Conformément aux pratiques financières judicieuses, les perspectives de revenus de la province sont fondées sur des hypothèses économiques prudentes.

Section F : **Responsabilité, transparence et gestion financière**

Le gouvernement est responsable, envers le public, de l'utilisation judicieuse de l'argent des contribuables et de la communication claire des objectifs visés et des résultats obtenus grâce à ces fonds. Il continue de faire des progrès, renforçant davantage sa responsabilité envers le public, améliorant la transparence de la communication de l'information sur l'utilisation de l'argent des contribuables et assurant la gestion efficace des fonds.

Responsabilité

L'Ontario s'emploie à faire en sorte que les mesures que les ministères utilisent pour surveiller les organismes soient efficaces et à jour. En 2010, l'Ontario a mis à jour et clarifié sa politique régissant l'établissement et l'obligation de rendre compte des organismes. Le gouvernement élargira son processus actuel de garanties financières et d'accréditation de ses organismes, avec l'appui d'examen des vérifications, pour s'assurer que des contrôles et des systèmes de gestion des risques financiers sont en place.

Le gouvernement prend également des mesures pour assurer la déclaration et la divulgation complètes des traitements conformément à la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* en déposant des modifications qui, si elles sont approuvées, permettront au gouvernement de vérifier les organismes qui n'ont pas divulgué l'information exigée par la Loi.

Transparence

Le gouvernement adoptera une nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert gouvernementaux du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) à compter d'avril 2012. Cette nouvelle norme concorde avec les pratiques actuelles du gouvernement en matière de communication de l'information financière. En prévision de l'adoption de cette norme, le gouvernement a approuvé un règlement en août 2011 pour faire en sorte que ses organismes consolidés présentent également leurs rapports conformément à la nouvelle norme du CCSP.

En 2011, le gouvernement a approuvé un règlement enjoignant à Hydro One d'adopter les normes comptables des États-Unis pour la présentation de ses rapports financiers à compter de janvier 2012. Cette décision a été rendue nécessaire pour pallier à l'absence d'exigences comptables visant les entreprises à tarifs réglementés qui découle de l'adoption par le CCSP des International Financial Reporting Standards (IFRS) pour les entreprises publiques. Les normes comptables américaines prévoient toujours la comptabilité des entreprises à tarifs réglementés. Une exigence semblable s'appliquera à Ontario Power Generation (OPG) pour lui permettre de continuer à rendre compte de ses activités à tarifs réglementés sur la même base. La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a autorisé les deux services publics d'électricité à présenter leurs rapports en utilisant les normes comptables américaines jusqu'à ce que la question des exigences comptables touchant les entreprises à tarifs réglementés ait été réglée au regard des IFRS.

Le gouvernement déposera une modification à la *Loi sur l'administration financière* qui, si elle est approuvée, permettra au Conseil du Trésor d'établir des politiques comptables pour la préparation des rapports financiers consolidés de la province.

Le budget de 2011 faisait état du plan du gouvernement d'accroître la transparence de sa gestion des actifs et de son modèle de communication de l'information financière pour son portefeuille immobilier. Pour 2012-2013, le gouvernement prend des mesures pour mieux identifier les investissements dans la construction d'immeubles à l'intérieur des crédits de chaque ministère responsable. Ces mesures permettront de clarifier les responsabilités quant à la gestion de ces actifs.

Transparence de la communication de l'information sur les dépenses fiscales

Pour le présent budget et les budgets subséquents, la présentation de certaines dépenses fiscales est modifiée. Comme il en est question au chapitre IV, *Régimes d'imposition et de retraite*, ces modifications sont apportées pour accroître la transparence et la responsabilité. Cette mesure est conforme à la nouvelle norme comptable du CCSP visant les revenus fiscaux qui entrera en vigueur en avril 2012. Les dépenses fiscales qui procurent un avantage financier par l'entremise du régime fiscal et qui ne sont pas reliées à l'allégement fiscal sous forme de crédits d'impôt remboursables seront passées en charges. Cette modification reconnaît que ces dépenses fiscales sont essentiellement des transferts ou des subventions. Elle n'aura pas d'effets sur les personnes ou les entreprises qui reçoivent ces crédits d'impôt et subventions et n'a aucune incidence sur l'excédent ou le déficit de la province.

Les dépenses fiscales qui seront passées en charges dans le budget de 2012 et les budgets subséquents sont les suivantes :

- crédit d'impôt pour les activités des enfants;
- crédit d'impôt pour la formation en apprentissage de l'Ontario;
- crédit d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition;
- crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche;
- crédit d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques;
- crédit d'impôt pour l'éducation coopérative de l'Ontario;
- crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne;
- crédit d'impôt pour actions accréditatives ciblées de l'Ontario;
- crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario;
- crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques;
- crédit d'impôt de l'Ontario pour contributions politiques;
- crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production;
- crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore.

Dans le budget de 2012 et les budgets subséquents, la dépense fiscale suivante ne sera plus passée en charges. Elle sera désormais déduite des revenus fiscaux connexes :

- Subvention ontarienne aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier.

Cette nouvelle présentation des dépenses fiscales entraînera une augmentation correspondante des revenus et des charges de la province. Pour faciliter les comparaisons, nous avons redressé les revenus et les charges de la province en utilisant la nouvelle présentation. Le tableau qui suit résume l'incidence de ces changements par ministère.

TABLEAU 2.25 Incidence des modifications apportées à la présentation des dépenses fiscales

(en millions de dollars)

	2009-2010	Chiffres réels 2010-2011	Chiffres prov. 2011-2012	Plan 2012-2013
Revenus				
Impôt sur le revenu des particuliers	28	87	114,9	113,6
Impôt sur le revenu des sociétés	612	684	682,6	677,8
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	(120)	(254)	(216,9)	(223,1)
Total – Revenus	520	517	580,6	568,3
Charges				
Procureur général	6	8	11,9	6,8
Services à l'enfance et à la jeunesse	8	55	79,9	85,9
Développement économique et Innovation	240	250	255,2	255,3
Énergie	–	24	29,4	39,2
Finances	(129)	(281)	(314,9)	(398,2)
Santé et Soins de longue durée	–	–	60,0	125,0
Développement du Nord et Mines	10	11	11,5	11,5
Tourisme, Culture et Sport	229	239	230,2	226,2
Formation et Collèges et Universités	156	210	217,5	216,6
Total – Charges	520	517	580,6	568,3
Incidence sur excédent/(déficit)	–	–	–	–

Note : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Gestion financière

Le gouvernement déposera la *Loi supplémentaire de 2012 portant affectation anticipée de crédits pour 2012-2013* proposée. Si elle est adoptée par l'Assemblée législative, cette loi accordera le pouvoir légal provisoire d'engager les dépenses anticipées de 2012-2013, en attendant que le processus de vote des crédits de 2012-2013 soit terminé.

Le gouvernement proposera des modifications à la *Loi sur l'administration financière* qui, si elles sont approuvées, faciliteront la participation continue de la province aux marchés des capitaux internationaux pour les emprunts et les investissements en autorisant le gouvernement à participer à des chambres de compensation internationales.

Section G : Détails des finances de l'Ontario

Tableaux et graphiques financiers

Les pages suivantes renferment des renseignements sur les finances de la province, qui incluent des données financières historiques, des indicateurs financiers clés et des détails sur le plan financier et les perspectives de l'Ontario.

TABLEAU 2.26 Plan financier et perspectives à moyen terme

(en milliards de dollars)

	Chiffres prov. 2011-2012	Plan 2012-2013	Perspectives 2013-2014	Perspectives 2014-2015
Revenus	109,3	112,2	116,1	121,0
Charges				
Programmes	114,5	115,8	117,0	117,9
Intérêt sur la dette ¹	10,1	10,6	11,2	12,3
Total des charges	124,6	126,4	128,2	130,3
Réserve	—	1,0	1,2	1,5
Excédent/(Déficit)	(15,3)	(15,2)	(13,3)	(10,7)
Dette nette	237,6	260,4	281,0	297,3
Déficit accumulé	159,9	175,0	188,3	199,1

¹ Les charges liées à l'intérêt sur la dette ne comprennent pas les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles se chiffrant à 0,2 milliard de dollars en 2011-2012, à 0,2 milliard de dollars en 2012-2013, à 0,4 milliard de dollars en 2013-2014 et à 0,4 milliard de dollars en 2014-2015.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TABLEAU 2.27 Revenus

(en millions de dollars)

	2009-2010	Chiffres réels 2010-2011	Chiffres prov. 2011-2012	Plan 2012-2013
Revenus fiscaux				
Impôt sur le revenu des particuliers ¹	23 421	23 711	24 222	25 797
Taxe de vente ²	17 059	18 813	20 885	21 135
Impôt des sociétés ¹	6 227	9 067	9 401	10 753
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires ^{1,3}	5 506	5 659	5 610	5 631
Impôt-santé des employeurs	4 545	4 733	5 028	5 149
Contribution-santé de l'Ontario	2 763	2 934	2 891	3 098
Taxe sur l'essence	2 336	2 358	2 353	2 371
Droits de cession immobilière	1 015	1 247	1 412	1 374
Taxe sur le tabac	1 083	1 160	1 125	1 185
Taxe sur les carburants	658	702	704	724
Taxe sur la bière et le vin (en remplacement des droits) ⁴	—	397	555	557
Paievements tenant lieu d'impôts (électricité)	516	321	422	555
Autres impôts et taxes	322	562	604	460
	65 451	71 664	75 212	78 790
Gouvernement du Canada				
Transfert canadien en matière de santé	9 791	10 184	10 738	11 378
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 204	4 330	4 469	4 596
Péréquation	347	972	2 200	3 261
Programmes d'infrastructure	990	1 712	394	204
Programmes du marché du travail	1 253	1 201	907	897
Logement social	498	493	482	476
Fonds pour la réduction des temps d'attente	97	97	97	97
Autres paiements fédéraux	1 440	4 052	2 072	867
	18 620	23 041	21 359	21 776
Entreprises publiques				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 924	1 956	1 803	1 737
Régie des alcools de l'Ontario	1 440	1 562	1 596	1 673
Ontario Power Generation Inc./Hydro One Inc.	854	1 048	1 024	655
Autres entreprises publiques	(23)	—	—	—
	4 195	4 566	4 423	4 065
Autres revenus non fiscaux				
Remboursements	1 429	1 036	817	990
Droits — Permis de conduire et immatric. des véhicules	1 057	1 080	1 072	1 163
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	907	944	938	946
Recouvrements — Contrats d'approv. en électricité	1 409	1 288	1 387	1 262
Ventes et locations	647	1 015	1 124	1 068
Autres droits et redevances	717	715	784	819
Droits sur la bière et le vin (remplacés par une taxe) ⁴	451	181	—	—
Réduction nette du passif — Conventions d'achat d'électr.	348	339	317	263
Redevances	228	145	201	204
Divers autres revenus non fiscaux ⁵	854	1 161	1 643	894
	8 047	7 904	8 283	7 609
Total des revenus	96 313	107 175	109 277	112 240

¹ Les montants historiques ont été redressés pour tenir compte de la reclassification des dépenses fiscales, tel qu'indiqué à la section F du présent chapitre.² En 2010-2011, la taxe de vente comprend la taxe de vente au détail (TVD) et la taxe de vente harmonisée (TVH). La TVD a été remplacée par une taxe sur la valeur ajoutée et combinée avec la taxe sur les produits et services fédérale pour créer une TVH administrée par le gouvernement fédéral. Les revenus provenant de la taxe de vente ne comprennent pas le crédit de taxe de vente de l'Ontario ni le volet énergie du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers.³ Les revenus tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires ne comprennent pas le volet impôts fonciers du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers ni la Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier.⁴ La taxe sur la bière et le vin remplace les droits réduits sur la bière et le vin et les taxes de vente réduites sur l'alcool. Il n'y a aucun nouveau revenu net pour la province.⁵ Les divers autres revenus non fiscaux en 2011-2012 sont supérieurs aux chiffres d'autres exercices en raison de revenus ponctuels, dont le remboursement par Chrysler du prêt que l'Ontario lui avait accordé et des recouvrements plus élevés que normalement des dépenses de ministères de l'exercice précédent.

Note : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TABLEAU 2.28 Total des charges

(en millions de dollars)

Charges des ministères	2009-2010	Chiffres réels 2010-2011	Chiffres prov. 2011-2012	Plan 2012-2013
Affaires autochtones ¹	67	65	69,9	75,8
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales ¹	1 265	888	1 043,5	1 124,9
Procureur général ^{2,3}	1 606	1 589	1 692,9	1 731,6
Commission de régie interne ¹	187	194	193,9	197,4
Services à l'enfance et à la jeunesse ²	3 590	3 882	4 004,3	4 083,1
Affaires civiques et Immigration ¹	101	106	115,6	115,0
Services sociaux et communautaires	8 621	9 148	9 646,7	10 003,0
Sécurité communautaire et Services correctionnels ¹	2 137	2 218	2 277,6	2 314,8
Services aux consommateurs	17	18	19,8	20,4
Développement économique et Innovation ^{1,2}	796	867	983,9	955,3
Éducation ¹	21 184	21 857	23 345,9	23 892,1
Énergie ^{1,2}	469	724	367,8	362,1
Environnement ¹	375	521	536,2	485,7
Bureaux du corps exécutif	34	32	31,9	31,4
Finances ^{1,2}	1 492	1 115	1 050,2	1 104,3
Office des affaires francophones	5	5	5,5	5,1
Services gouvernementaux ^{1,3}	929	973	1 065,0	1 018,0
Santé et Soins de longue durée ²	43 054	44 414	47 268,9	48 369,0
Infrastructure ^{1,3}	133	305	308,8	277,7
Travail ¹	179	187	188,9	190,9
Affaires municipales et Logement ¹	664	670	596,3	585,5
Richesses naturelles ¹	685	705	713,3	687,1
Développement du Nord et Mines ²	534	706	768,6	771,3
Tourisme, Culture et Sport ^{1,2}	950	1 086	1 200,3	1 105,9
Formation, Collèges et Universités ^{1,2}	6 634	6 711	7 160,0	7 508,6
Transports ¹	2 092	2 263	2 337,9	2 587,3
Intérêt sur la dette ⁴	8 719	9 480	10 096,9	10 619,0
Autres charges ¹	9 056	10 457	7 468,9	6 970,5
Économies de fin d'exercice ⁵	—	—	—	(800,0)
Total des autres charges	115 575	121 186	124 559,7	126 392,8

¹ Le détail des autres charges des ministères se trouve au tableau 2.29, Autres charges.

² Les montants historiques ont été redressés pour tenir compte de la reclassification des dépenses fiscales, tel qu'indiqué à la section F.

³ Tient compte du redressement des dépenses liées au portefeuille immobilier du gouvernement.

⁴ L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 148 millions de dollars en 2009-2010, à 203 millions de dollars en 2010-2011, à 227 millions de dollars en 2011-2012 et à 248 millions de dollars en 2012-2013.

⁵ Comme par les années passées, les économies de fin d'exercice témoignent de la sous-utilisation prévue des fonds traditionnellement constatée en fin d'exercice et attribuable à différents facteurs comme les économies réalisées dans les programmes ou encore des modifications au démarrage ou aux plans de mise en œuvre de projets.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Budget de l'Ontario 2012

TABLEAU 2.29 Autres charges

(en millions de dollars)

Charges des ministères	2009-2010	Chiffres réels 2010-2011	Chiffres prov. 2011-2012	Plan 2012-2013
Affaires autochtones				
Investissements ponctuels – Règlements	–	6	27,8	–
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales				
Investissements de durée limitée dans l'infrastructure	618	1 496	251,1	–
Aide provisoire	27	9	–	–
Commission de régie interne				
Charges liées aux élections de 2011	–	–	100,0	–
Affaires civiques et Immigration				
Investissements de durée limitée pour les Jeux panaméricains et parapanaméricains	3	16	59,2	319,6
Développement économique et Innovation				
Investissements ponctuels	5	–	–	–
Éducation				
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ¹	255	522	522,0	850,0
Énergie				
Prestation ontarienne pour l'énergie propre	–	300	1 059,0	1 070,0
Environnement				
Investissements ponctuels	37	–	–	–
Finances				
Soutien de transition au titre de la taxe de vente harmonisée	–	3 039	1 441,6	–
Aide ponctuelle au secteur de l'automobile ²	3 022	–	–	–
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	781	684	591,7	592,2
Fonds de prévoyance pour le fonctionnement	–	–	250,0	400,0
Fonds de garantie des prestations de retraite	500	–	–	–
Coûts des contrats d'approvisionnement en électricité	1 409	1 288	1 387,0	1 262,0
Fonds de transition	–	–	–	500,0
Services gouvernementaux				
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs	949	1 182	1 320,0	1 545,0
Infrastructure				
Fonds de prévoyance pour les immobilisations	–	–	–	100,0
Travail				
Bureau de la prévention	–	–	–	108,8
Affaires municipales et Logement				
Investissements de durée limitée dans le parc de logements sociaux et abordables des municipalités	585	668	58,7	155,2
Aide provisoire	–	21	8,7	3,0
Richesses naturelles				
Mesures urgentes de lutte contre les incendies de forêt	68	100	204,2	64,7
Tourisme, Culture et Sport				
Investissements de durée limitée – Programme de sport	48	288	38,5	–
Investissements ponctuels	–	22	3,1	–
Formation, Collèges et Universités				
Investissements de durée limitée	559	816	146,3	–
Transports				
Investissements ponctuels dans les transports en commun et l'infrastructure	190	–	–	–
Total des autres charges	9 056	10 457	7 468,9	6 970,5

¹ Les chiffres tiennent compte des recommandations du CCSP concernant la passation en charges des cotisations aux régimes de retraite. Les cotisations de contrepartie de l'Ontario au Régime sont passées de 1 245 millions de dollars en 2009-2010 à 1 459 millions de dollars en 2012-2013.

² Tient compte de l'incidence financière de l'aide de 4,6 milliards de dollars accordée par l'Ontario au secteur automobile.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TABLEAU 2.30 Dépenses liées à l'infrastructure en 2012-2013

(en millions de dollars)

Secteur	Total des dépenses liées à l'infrastructure Chiffres prov. 2011-2012	Plan 2012-2013		
		Investissement dans les immobilisations ¹	Transferts et autres dépenses liées à l'infrastructure ²	Total des dépenses liées à l'infrastructure
Transports				
Transports en commun	2 444	2 121	422	2 543
Routes provinciales	1 833	2 398	—	2 398
Autres – Transports ³	831	647	131	778
Santé				
Hôpitaux	3 046	2 798	127	2 925
Autres – Santé	268	159	163	322
Éducation postsecondaire⁴	2 130	2 017	72	2 089
Collèges	228	204	—	204
Universités	194	—	112	112
Eau/Environnement	220	44	155	199
Infrastructure municipale et locale	731	32	652	683
Justice	910	726	85	811
Autre	959	539	287	826
Total partiel	13 794	11 685	2 204	13 889
Moins : contributions d'autres partenaires ⁵	903	1 018	—	1 018
Total sans les contributions des partenaires	12 892	10 667	2 204	12 871
Moins : autres apports en capital ⁶	481	160	175	335
Total des dépenses provinciales⁷	12 410	10 507	2 029	12 536

¹ Les investissements dans les immobilisations comprennent les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles se chiffrant à 248 millions de dollars.

² Consistent principalement en transferts pour immobilisations aux municipalités et aux universités et en dépenses pour la réparation de biens d'immobilisations.

³ Comprennent les activités de planification liées aux routes, l'acquisition de biens, les aires de services autoroutières et d'autres programmes d'infrastructure (p. ex., routes municipales et locales, aménagement d'aéroports dans les régions éloignées).

⁴ Comprend un redressement ponctuel de 248 millions de dollars en 2011-2012 lié aux subventions d'immobilisations de l'an dernier, montant entièrement compensé par les revenus recouverts auprès du secteur des conseils scolaires.

⁵ Contributions de tiers aux investissements dans les immobilisations des écoles, des collèges, des hôpitaux et des organismes provinciaux consolidés.

⁶ Surtout les transferts du gouvernement fédéral pour les investissements dans les immobilisations.

⁷ Le total des dépenses provinciales liées à l'infrastructure comprend des investissements dans les immobilisations s'élevant à 10,5 milliards de dollars pour 2011-2012.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TABLEAU 2.31 Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices¹

(en millions de dollars)

	2003-2004	2004-2005	2005-2006 ²
Revenus	74 549	84 192	90 738
Charges			
Programmes	70 428	76 379	81 421
Intérêt sur la dette ⁴	9 604	9 368	9 019
Total des charges	80 032	85 747	90 440
Réserve	—	—	—
Excédent/(Déficit)	(5 483)	(1 555)	298
Dette nette ⁵	138 816	140 921	152 702
Déficit accumulé	124 188	125 743	109 155
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	493 081	516 106	537 383
Revenu des particuliers	381 127	400 994	419 457
Population – Juillet (en milliers)	12 242	12 391	12 528
Dette nette par habitant (en dollars)	11 339	11 373	12 188
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	31 132	32 363	33 480
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	12,9	11,1	9,9
Dette nette en pourcentage du PIB	28,2	27,3	28,4
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	25,2	24,4	20,3

¹ Les revenus et les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires, conformément aux explications présentées dans le budget de l'Ontario de 2010 et de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'organismes du gouvernement qui est décrite dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011*. À partir du budget de 2012, les revenus et les charges seront redressés pour tenir compte de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'un certain nombre de dépenses fiscales, tel qu'indiqué à la section F du présent chapitre.

² Depuis 2005-2006, la présentation de la situation financière de la province englobe les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges. Le total des charges des exercices antérieurs à 2005-2006 n'a pas été redressé pour tenir compte de ce fait.

³ Depuis 2009-2010, les investissements dans les immobilisations corporelles moins importantes appartenant à la province sont également inscrits à l'actif et amortis dans les charges. Sont comptabilisées selon la même méthode toutes les immobilisations appartenant à des organismes dont les résultats sont consolidés.

⁴ L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 148 millions de dollars en 2009-2010, à 203 millions de dollars en 2010-2011, à 227 millions de dollars en 2011-2012 et à 248 millions de dollars en 2012-2013.

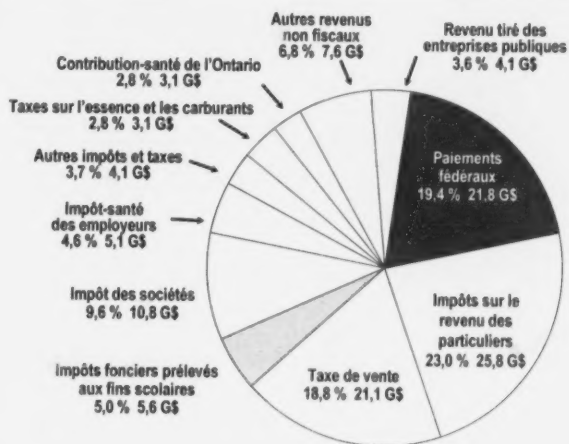
⁵ Depuis 2009-2010, la dette nette comprend la dette nette des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges conformément aux normes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. À des fins de comparaison, la dette nette a été redressée de 2005-2006 à 2008-2009 pour se conformer à cette nouvelle présentation. La dette nette a aussi été redressée de 2003-2004 à 2005-2006 pour tenir compte de la valeur des corridors de transmission électrique que Hydro One Inc. a transférés à la province.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

Chapitre II : Perspectives économiques et plan financier de l'Ontario

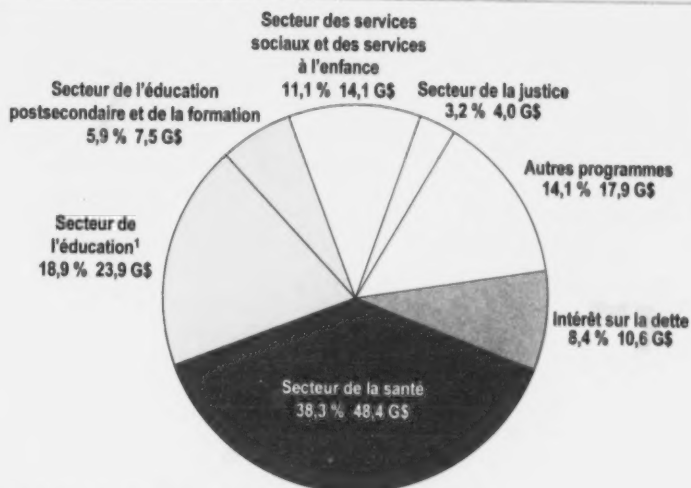
2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 ^a	Chiffres réels 2010-2011	Chiffres prov. 2011-2012	Plan 2012-2013
97 120	104 115	97 532	96 313	107 175	109 277	112 240
86 020	94 601	95 375	106 856	111 706	114 463	115 774
8 831	8 914	8 566	8 719	9 480	10 097	10 619
94 851	103 515	103 941	115 575	121 186	124 560	126 393
-	-	-	-	-	-	1 000
2 269	600	(6 409)	(19 262)	(14 011)	(15 283)	(15 153)
153 742	156 616	169 585	193 589	214 511	237 583	260 411
106 776	105 617	113 238	130 957	144 573	159 856	175 009
560 576	583 946	587 055	581 635	612 494	638 169	659 662
442 736	466 051	479 217	480 061	500 048	514 874	529 660
12 665	12 793	12 934	13 073	13 228	13 373	13 533
12 139	12 242	13 111	14 809	16 217	17 766	19 243
34 956	36 430	37 050	36 722	37 803	38 501	39 139
9,1	8,6	8,8	9,1	8,8	9,2	9,5
27,4	26,8	28,9	33,3	35,0	37,2	39,5
19,0	18,1	19,3	22,5	23,6	25,0	26,5

GRAPHIQUE 2.26 Composition des revenus, 2012-2013



Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

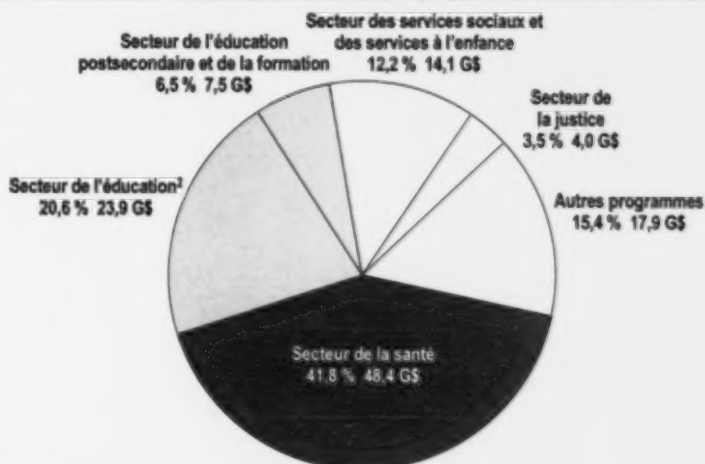
GRAPHIQUE 2.27 Composition des charges totales, 2012-2013



¹ Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

GRAPHIQUE 2.28 Composition des charges de programmes¹, 2012-2013



¹ Charges de programmes : charges totales moins intérêt sur la dette.

² Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Note : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Soutien découlant des activités de jeu

Le produit des activités de jeu en Ontario continue d'être utilisé pour soutenir les priorités provinciales. Aux termes de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*, les revenus provinciaux nets générés par les loteries, les casinos exploités par la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), les salles d'appareils à sous et les casinos commerciaux doivent être utilisés pour soutenir des services tels que le fonctionnement des hôpitaux, les municipalités, les sports amateurs, les Premières nations de l'Ontario, les programmes de traitement du jeu problématique et les programmes connexes, ainsi que pour financer les organismes de bienfaisance et à but non lucratif.

TABLEAU 2.32 Soutien aux services de santé, aux organismes de bienfaisance, au traitement du jeu problématique et aux programmes connexes, aux municipalités et aux Premières nations de l'Ontario
(en millions de dollars)

	Chiffres prov. 2011-2012 ¹	Plan 2012-2013
Revenus tirés des loteries, des casinos exploités par l'OLG et des salles d'appareils à sous dans les hippodromes		
Fonctionnement des hôpitaux	1 542	1 496
Fondation Trillium de l'Ontario	120	120
Programmes de traitement du jeu problématique et programmes connexes	41	41
Sports amateurs de l'Ontario	10	10
Revenus tirés des casinos commerciaux		
Priorités générales du gouvernement	90	70
Total partiel – Profit net pour la province	1 803	1 737
Soutien des municipalités et des Premières nations de l'Ontario¹		
Appareils à sous dans les hippodromes	345	340
Municipalités	89	91
Premières nations de l'Ontario	119	119
Soutien total provenant des activités de jeu	2 356	2 287

¹ Les charges de fonctionnement de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) englobent les paiements versés aux municipalités où se trouvent des établissements de jeu, ainsi que les paiements versés aux Premières nations de l'Ontario en vertu de l'Entente de partage des recettes de jeu.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

On estime que des revenus nets de 1 496 millions de dollars provenant des loteries, des casinos exploités par l'OLG et des salles d'appareils à sous dans les hippodromes seront affectés au fonctionnement des hôpitaux en 2012-2013.

Les municipalités où se trouvent des casinos exploités par l'OLG, des salles d'appareils à sous ou des casinos commerciaux reçoivent une partie des revenus bruts générés par les appareils à sous ou des paiements fixes. Pour 2012-2013, ces paiements sont estimés à 91 millions de dollars et serviront à compenser en partie les coûts de l'infrastructure et des services locaux.

La loterie Quest for Gold permettra d'accorder, en 2012-2013, un soutien financier direct estimé à 10 millions de dollars aux athlètes amateurs ontariens de haut niveau.

Les Premières nations de l'Ontario reçoivent 1,7 % des revenus bruts des activités de jeu dans le cadre de l'Entente de partage des recettes de jeux pour effectuer des investissements en éducation, en santé et dans le développement économique, communautaire et social. Depuis 2011-2012, cette entente a permis aux Premières nations de l'Ontario de toucher environ 119 millions de dollars. Pour 2012-2013, on évalue à 119 millions de dollars le soutien supplémentaire qui sera accordé.

Environ 20 % des revenus bruts générés par les appareils à sous des hippodromes visent à appuyer l'industrie des courses de chevaux. Depuis 1998, cette initiative a permis de verser plus de 3,7 milliards de dollars à cette industrie dans la province. Pour 2012-2013, on évalue à 340 millions de dollars le soutien supplémentaire qui sera accordé. Ce soutien prendra fin en 2013-2014.

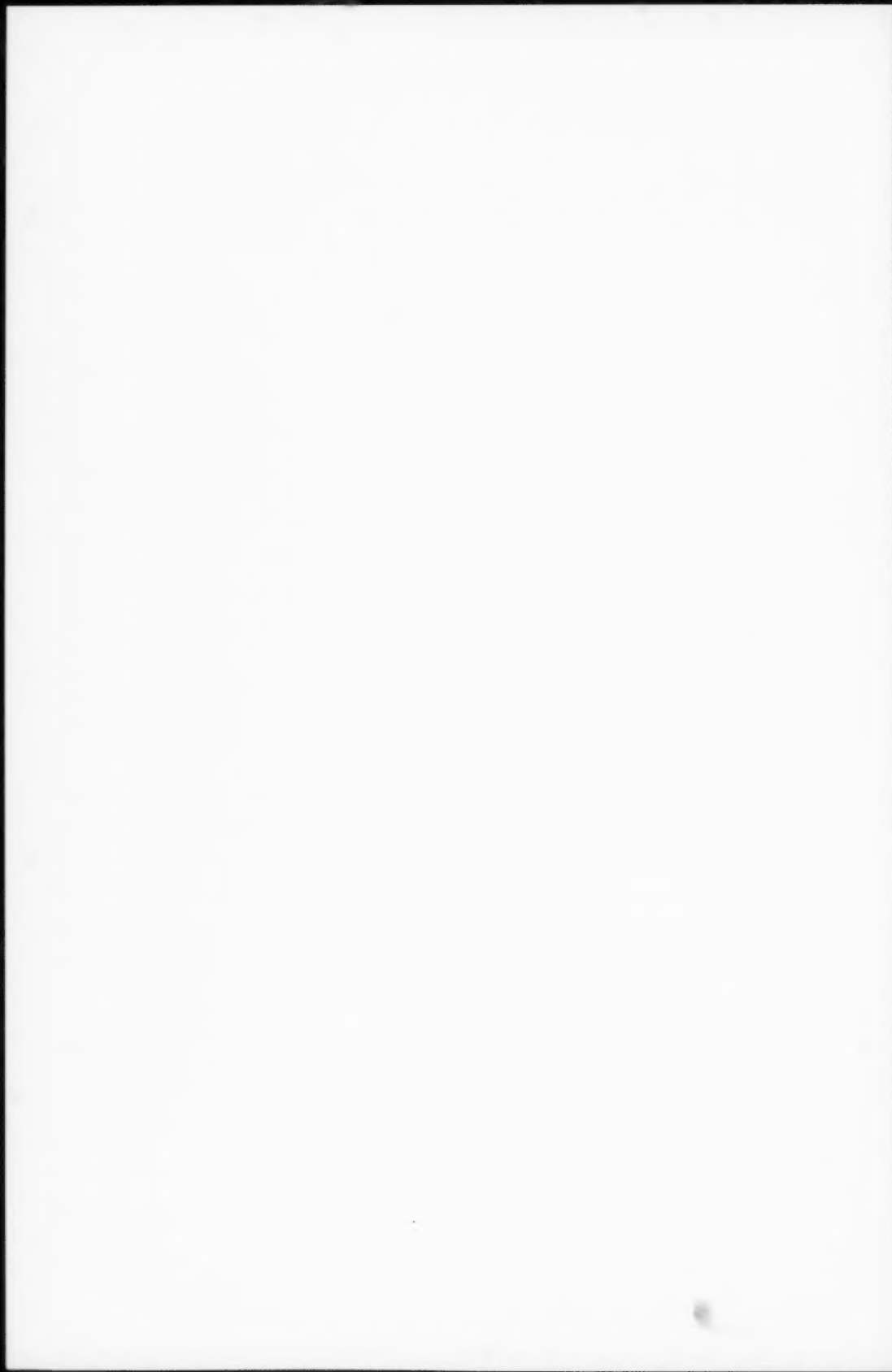
Deux pour cent des revenus bruts tirés des appareils à sous, ce qui devrait représenter 41 millions de dollars en 2012-2013, sont affectés à des programmes de recherche, de prévention et de traitement touchant le jeu problématique.

En 2012-2013, les revenus provinciaux nets tirés des casinos commerciaux, estimés à 70 millions de dollars, seront utilisés pour soutenir les priorités générales du gouvernement, notamment les services de santé, l'éducation et l'infrastructure publique. En plus de soutenir ces priorités, les activités des casinos commerciaux procurent environ 10 000 emplois directs en Ontario et fournissent à leur collectivité respective des attractions vitales en matière de tourisme et de développement économique.

CHAPITRE III



RELATIONS FÉDÉRALES-
PROVINCIALES



Points saillants

- ☑ Le gouvernement fédéral devrait départager les programmes soumis à des politiques communes avec l'Ontario et en transférer la responsabilité pour supprimer les doubles emplois, ce qui permettra de réduire les coûts et de fournir de meilleurs services aux citoyens.
- ☑ Les initiatives fédérales ne devraient pas miner le plan de l'Ontario visant à équilibrer son budget et à protéger les services de santé et l'éducation.
- ☑ Le gouvernement fédéral devrait accroître son soutien au secteur ontarien de l'énergie propre, au Cercle de feu et à un réseau de transport d'électricité est-ouest.
- ☑ Le gouvernement fédéral doit en faire plus pour accroître l'équité et la transparence du système d'assurance-emploi.
- ☑ L'Ontario est disposé à collaborer avec les communautés des Premières nations et le gouvernement fédéral pour mettre à contribution l'expertise de la province dans la prestation de services d'éducation, dans la mesure où le gouvernement fédéral verse le financement nécessaire pour l'éducation des Premières nations dans les réserves.
- ☑ L'Ontario demande une fois de plus au gouvernement fédéral de soutenir les agriculteurs de la province en versant sa part de 60 % du financement du Programme de gestion des risques.
- ☑ L'Ontario insiste pour que le gouvernement fédéral collabore avec les provinces et les territoires à l'amélioration et à la modernisation des arrangements financiers fédéraux-provinciaux pour assurer la pérennité des services publics.

Introduction

Pendant la récente récession mondiale, le gouvernement de l'Ontario et celui du Canada se sont concertés pour protéger les familles de l'Ontario et leurs emplois. Un programme conjoint d'infrastructure a stimulé la croissance des économies ontarienne et canadienne. Les deux ordres de gouvernement ont soutenu l'industrie automobile afin de protéger les centaines de milliers d'emplois soutenus par le secteur de l'automobile, et ils ont également collaboré pour harmoniser la taxe de vente afin de faire profiter les entreprises d'économies qui favoriseront la croissance économique et la création d'emplois. Cependant, comme l'a fait remarquer la Commission de réforme des services publics de l'Ontario, même si sa population représente 39 % de la population nationale et que sa contribution aux revenus fédéraux s'établit à 39 % également, l'Ontario a reçu seulement 34 % des dépenses fédérales, sous forme de transferts et de services, en 2009-2010. Selon la Commission, le résultat net de ce déséquilibre par habitant s'établit à environ 12,3 milliards de dollars, soit 2,1 % du produit intérieur brut de l'Ontario, ce qui indique que les Ontariennes et Ontariens reçoivent moins que leur part des dépenses fédérales par habitant au titre des programmes et des services. Il est donc clair que les deux ordres de gouvernement devraient continuer de collaborer aux initiatives en cours et à de nouvelles initiatives pour consolider l'économie au profit de la population de l'Ontario et du Canada.

Collaborer pour économiser l'argent des contribuables

Entre 2005-2006 et 2010-2011, les charges de programmes du gouvernement fédéral et de celui de l'Ontario ont augmenté à un taux annuel moyen de 6,5 %. Les deux ordres de gouvernement ont commencé récemment à réduire les taux de croissance des charges de programmes à l'appui de leurs plans d'équilibre budgétaire. Les contribuables profiteraient de la collaboration de leurs gouvernements à la réalisation de ces plans.

Occasions de départager les services publics

Le gouvernement de l'Ontario transforme la façon de fournir les services publics pour faire en sorte que les contribuables de l'Ontario en aient pour leur argent. Les services que plusieurs ordres de gouvernement fournissent actuellement pourraient être dispensés de manière plus efficiente par un seul ordre de gouvernement. L'Ontario veut collaborer avec le gouvernement fédéral pour départager les programmes soumis à des politiques communes afin d'éliminer les doubles emplois, ce qui permettrait aux contribuables de réaliser des économies et améliorerait la prestation des services aux citoyens.

« Il y a deux ordres de gouvernement au Canada qui, bien qu'ils soient indépendants, travaillent de concert pour servir les citoyens. Toutefois, cette collaboration ne devrait pas signifier qu'ils doivent dispenser les mêmes services. Tant le gouvernement fédéral que les gouvernements provinciaux fournissent des services de formation liée au marché du travail et d'établissement des immigrants, ainsi que des services correctionnels. Ces doubles emplois créent un environnement inefficace qui sème la confusion chez les citoyens. »

Commission de réforme des services publics de l'Ontario, *Des services publics pour la population ontarienne : cap sur la viabilité et l'excellence*, 2012.

Formation liée au marché du travail

Le système actuel de soutien fédéral à la formation entrave la prestation efficiente et efficace des services liés au marché du travail en Ontario. Les ententes actuelles telles que l'Entente sur le développement du marché du travail et l'Entente sur le marché du travail comprennent différentes conditions d'admissibilité aux programmes et d'admissibilité des clients. Certaines de ces conditions empêchent l'Ontario de maximiser les avantages d'une formule de prestation intégrée. Il est donc important que le gouvernement fédéral donne à l'Ontario la souplesse nécessaire pour concevoir et fournir les programmes et les services qui répondent mieux aux besoins en évolution des travailleurs, des collectivités et des entreprises.

Il est également important que le gouvernement fédéral respecte l'engagement qu'il a pris dans son budget de 2007 d'examiner la faisabilité de transférer aux provinces et aux territoires l'enveloppe annuelle de plus de 500 millions de dollars des programmes fédéraux du marché du travail qui s'adressent aux jeunes, aux travailleurs âgés et aux personnes handicapées. Le transfert à l'Ontario de la responsabilité de tous les programmes de formation liée au marché du travail permettrait de réduire les doubles emplois et d'économiser l'argent des contribuables.

Services d'établissement des immigrants

Le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial dispensent tous deux des services d'établissement pour les immigrants en Ontario. Même si les services visant à aider les néo-Canadiennes et néo-Canadiens à contribuer à l'économie de l'Ontario est une responsabilité que les deux ordres de gouvernement partagent, les services d'établissement des immigrants s'en trouveraient améliorés si seul le gouvernement de l'Ontario les dispensait.

Le gouvernement fédéral n'a pas respecté en totalité l'engagement qu'il avait pris en vertu de l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration de 2005, car le financement des organismes d'établissement de l'Ontario est de plus de 200 millions de dollars inférieur au montant prévu. En outre, au cours des deux dernières années, le gouvernement fédéral a réduit en permanence le financement des programmes d'établissement des immigrants et de leur famille d'environ 75 millions de dollars.

La principale priorité de la province est de s'assurer que les immigrants qui s'établissent en Ontario ont accès aux soutiens dont ils ont besoin pour réussir et devenir partie prenante de l'économie ontarienne. Grâce à un transfert de responsabilités et à un soutien adéquat du gouvernement fédéral, l'Ontario pourrait intégrer les services fédéraux d'établissement dans sa série de programmes d'établissement et fournir des services harmonieux et intégrés aux néo-Canadiennes et aux néo-Canadiens.

Même si l'Ontario demeure la destination de prédilection des immigrants au Canada, sa part d'immigrants de la composante économique, qui sont choisis en fonction de leur apport éventuel à l'économie, ne cesse de décliner depuis une décennie. Il est essentiel que l'Ontario ait davantage son mot à dire sur la sélection des immigrants pour assurer sa prospérité future.

Réagissant à ces défis, et notamment à la limite de 1 000 auteurs de demande par année au Programme des candidats des provinces imposée par le gouvernement fédéral, l'Ontario a annoncé un processus qui aboutira à la création de sa toute première stratégie d'immigration par l'entremise du ministère des Affaires civiques et de l'Immigration. Une nouvelle table ronde d'experts, dirigée par Julia Deans, ancienne directrice générale de la Greater Toronto CivicAction Alliance, aidera à élaborer cette stratégie et examinera comment l'immigration peut le mieux soutenir le développement économique de l'Ontario. Cette stratégie portera également sur les moyens d'aider les néo-Ontariennes et néo-Ontariens à trouver un emploi. La table ronde se compose de gens d'affaires, d'employeurs, d'universitaires et d'autres experts en immigration et spécialistes des besoins du marché du travail.

« Le gouvernement fédéral devrait fournir à la province les outils nécessaires pour intégrer efficacement les nouveaux arrivants à la société ontarienne en lui confiant la responsabilité des services d'établissement et en lui accordant un financement adéquat. Cette cession entraînerait des économies grâce à la rationalisation des programmes et produirait de meilleurs résultats pour les nouveaux arrivants. »

Commission de réforme des services publics de l'Ontario, *Des services publics pour la population ontarienne : cap sur la viabilité et l'excellence*, 2012.

Services correctionnels

Le gouvernement fédéral et celui de l'Ontario dispensent tous deux des services correctionnels. Les détenus qui purgent une peine de moins de deux ans sont incarcérés dans les établissements correctionnels provinciaux. Si la responsabilité des détenus qui purgent une peine de plus de six mois était transférée au gouvernement fédéral, ces détenus auraient accès aux services de réadaptation fédéraux, importants pour assurer la sécurité des collectivités et contrôler les coûts des services correctionnels. Ce remaniement atténuerait l'incidence des cas où un ordre de gouvernement doit assumer les coûts des décisions prises par un autre ordre de gouvernement, comme cela se produira à la suite de l'adoption du programme fédéral en matière de justice pénale.

Travailler ensemble à instaurer un système d'imposition équitable

L'Ontario collabore avec le gouvernement fédéral afin de trouver des moyens de renforcer encore plus l'intégrité du régime fiscal, au regard notamment de l'observation des règles fiscales par les entreprises, de l'économie souterraine et de la législation antitabac. Comme les autres gouvernements, l'Ontario s'inquiète des pertes fiscales qu'il subit à cause d'entreprises qui se livrent à des activités économiques clandestines. Celles-ci pourraient être jugulées par des mesures améliorées d'application de la loi, l'échange de renseignements accru et une plus grande divulgation de la part des entreprises ontariennes. En travaillant de pair, les deux ordres de gouvernement pourraient accroître l'observation des règles fiscales et atténuer l'ampleur de l'économie souterraine. (Pour plus de renseignements, voir le chapitre IV, *Régimes d'imposition et de retraite.*)

Incidence possible des mesures fédérales sur la situation financière de l'Ontario

À mesure que l'Ontario va de l'avant et transforme la façon de fournir les services publics, la province demande au gouvernement fédéral de soutenir ses efforts. Les initiatives fédérales ne devraient pas miner la capacité de l'Ontario à équilibrer son budget et à protéger les secteurs de la santé et de l'éducation.

Modification du Code criminel

Certaines mesures fédérales, comme celles qui sont comprises dans la *Loi sur la sécurité des rues et des communautés*, promulguée récemment, feront augmenter les coûts pour la province et limiteront la capacité de l'Ontario à fournir les services publics sur lesquels comptent ses résidents. Cette loi pourrait ajouter jusqu'à 1 500 détenus dans les établissements correctionnels provinciaux d'ici 2016 et nécessiter la construction d'une prison de 1 000 lits, à un coût estimé à 900 millions de dollars avec des frais de fonctionnement de 60 millions de dollars par année. L'Ontario demande au gouvernement fédéral de verser du financement supplémentaire pour que soient entièrement pris en charge les coûts provinciaux qui pourraient découler des modifications apportées au système de justice pénale.

Baisse du financement fédéral

Lorsque le soutien fédéral à l'égard de programmes provinciaux est d'une durée limitée, qu'il diminue avec le temps ou qu'il est interrompu, les provinces peuvent avoir à composer avec d'importantes pressions financières et les citoyens qui dépendent des services clés risquent d'être pénalisés. Le soutien que fournit le gouvernement fédéral au titre des services policiers par l'entremise du Fonds de recrutement de policiers se termine le 31 mars 2013. L'aide qu'il apporte pour la réduction des temps d'attente en santé prend fin le 31 mars 2014.

La province ne peut pas prendre la relève chaque fois que le gouvernement fédéral décide de réduire son financement. Pour continuer de fournir les services de qualité sur lesquels comptent les Ontariennes et Ontariens, la province demande au gouvernement fédéral de renouveler son financement et de fournir un soutien adéquat.

Bâtir l'économie – Soutenir les emplois pour les familles ontariennes

Soutien à l'énergie propre et au Cercle de feu

L'Ontario est très fier du travail que font les Canadiennes et Canadiens de chaque province et territoire, partout au pays, pour renforcer l'économie nationale.

La croissance économique continue est importante pour tous les Canadiens et Canadiennes. Dans d'autres provinces, le gouvernement fédéral soutient les industries pétrolière et gazière et le secteur énergétique en investissant dans les développements technologiques comme le captage et le stockage de carbone et par l'entremise de garanties de prêts. Il existe aussi des occasions d'exploitation énergétique et de croissance en Ontario qui méritent également les investissements du gouvernement fédéral.

L'Ontario est devenu un chef de file nord-américain au chapitre de l'énergie propre, avec 50 000 emplois en voie de création à l'échelle de la province. L'Ontario a également une occasion sans précédent d'exploiter le Cercle de feu, favorisant la création d'emplois et le développement économique dans le Nord. (Pour plus de renseignements, voir le chapitre I, *Transformation des services publics*.)

L'Ontario incite également le gouvernement fédéral à fournir un soutien financier accru et à instaurer le cadre réglementaire nécessaire pour créer un réseau de transport de l'électricité est-ouest, notamment pour accroître les interconnexions de l'Ontario, afin de permettre le transport d'électricité propre, sans émission, entre les provinces. L'intégration régionale plus grande des réseaux d'électricité fournirait plus d'incitatifs pour la création de nouveaux projets renouvelables à plus grande échelle.

Assurance-emploi

Le programme d'assurance-emploi (a.-e.) ne répond toujours pas aux besoins du marché du travail d'aujourd'hui ni à ceux des chômeurs ontariens.

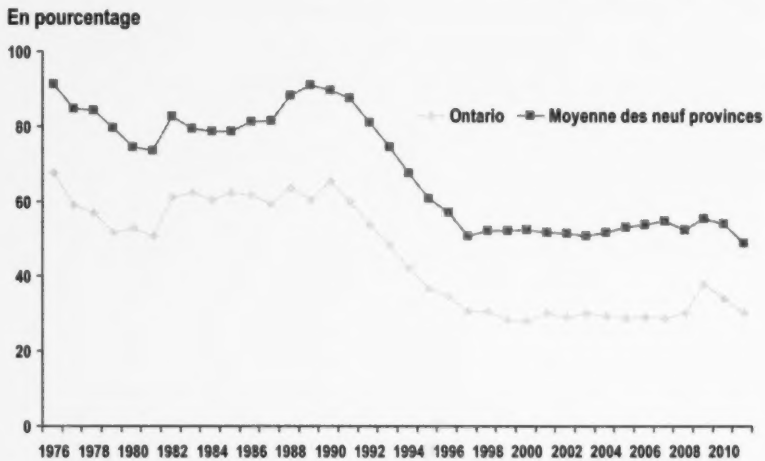
« Un système d'assurance-emploi bien conçu devrait améliorer, plutôt que miner, la productivité d'un pays et favoriser l'utilisation efficiente du capital humain. Cependant, il doit le faire équitablement. La répartition des avantages doit être transparente et facile à comprendre pour le commun des mortels. »

Mowat Centre for Policy Innovation, *Making it Work: Final Recommendations of the Mowat Centre Employment Insurance Task Force*, 2011.

Les mesures fédérales temporaires d'a.-e., comme la prolongation de la durée de la période des prestations et le travail partagé, ont été utiles pendant la récente récession. Cependant, ces mesures d'une durée limitée n'ont pas freiné le déclin à long terme du taux de couverture, c'est-à-dire la proportion de chômeurs qui reçoivent des prestations régulières d'a.-e., qui accuse une baisse marquée aussi bien en Ontario que dans le reste du Canada depuis 1990.

En 2011, le taux de couverture de l'Ontario s'établissait à 30,6 %, comparativement à un taux de couverture de 49,2 % dans les neuf autres provinces.

GRAPHIQUE 3.1 Le taux de couverture de l'a.-e. de l'Ontario est inférieur à la moyenne des neuf autres provinces depuis 35 ans

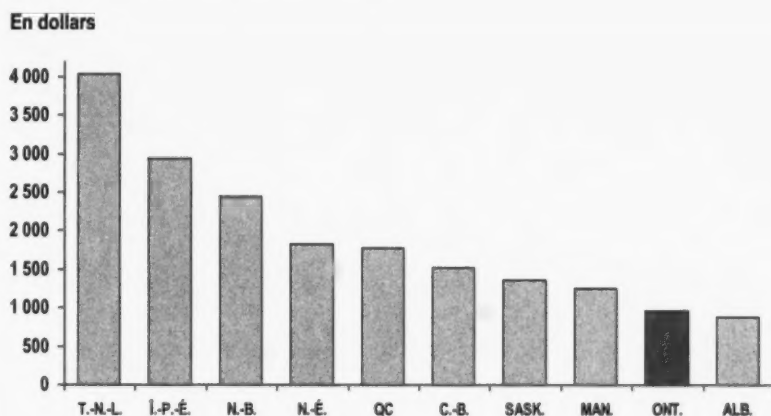


Nota : La moyenne des neuf provinces est la moyenne de toutes les provinces canadiennes, sauf l'Ontario.
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Étant donné que l'admissibilité à l'a.-e. est une condition pour être admissible aux nombreux services de formation financés par l'assurance-emploi, beaucoup de chômeurs ontariens n'ont pas accès à la formation en raison de la faible couverture de l'a.-e.

La répartition équitable des fonds au titre des programmes de formation entre les provinces demeure problématique. Par exemple, en 2011-2012, le financement par chômeur est de 970 \$ en Ontario, comparativement à 4 040 \$ à Terre-Neuve-et-Labrador, 2 940 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard, 1 770 \$ au Québec et 1 520 \$ en Colombie-Britannique. En 2011-2012, l'Ontario a reçu seulement 28 % des fonds affectés aux programmes de formation en vertu de la partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

GRAPHIQUE 3.2 Financement de la formation au titre de l'a.-e. par chômeur et par province en 2011-2012



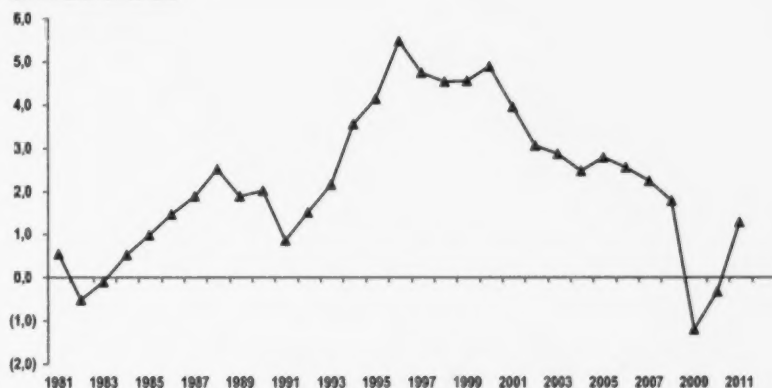
Nota : La formation au titre de l'a.-e. renvoie aux programmes d'emploi et de formation dispensés aux termes de l'Entente sur le développement du marché du travail.

Sources : Ressources humaines et Développement des compétences Canada et Enquête sur la population active.

Les travailleurs et les employeurs ontariens ont continué de trop contribuer au régime d'a.-e. en 2011, comme ils le font depuis longtemps, assumant une part évaluée à 40 % des cotisations, pour un montant de 7,3 milliards de dollars, mais ne recevant que 33 % des prestations totales, soit 6,0 milliards de dollars.

GRAPHIQUE 3.3 Contribution nette de la population de l'Ontario à l'a.-e.

En milliards de dollars



Nota : La contribution nette à l'a.-e. équivaut à la différence entre les primes d'a.-e. et les prestations de revenus de l'a.-e. reçues. Ces prestations comprennent les prestations ordinaires totales (qui équivalent à la somme des prestations ordinaires, de formation, de création d'emplois et de revenus d'un travail indépendant), les prestations de pêcheurs, les prestations spéciales (comme les prestations parentales, de maternité, d'adoption, de maladie et de soignant) et les prestations versées aux termes des accords de travail partagé. La contribution nette exclut le financement des services de formation et les frais d'administration.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Le gouvernement fédéral doit en faire plus pour accroître l'équité et la transparence du système d'a.-e. Les règles complexes actuelles qui régissent l'admissibilité aux prestations et la durée des prestations créent des différences injustes entre les prestations que touchent des travailleurs ayant les mêmes antécédents professionnels, mais vivant dans des régions différentes. Elles freinent également la mobilité des travailleurs et réduisent la capacité de nombreux employeurs à combler leurs pénuries de main-d'oeuvre.

Différences géographiques concernant l'assurance-emploi

Pour illustrer les différences géographiques concernant les prestations d'a.-e., prenons l'exemple de trois travailleurs ayant travaillé à plein temps dans la même entreprise située à Niagara Falls pendant 650 heures à un salaire de 20 \$ l'heure, pour un total de 13 000 \$ avant leur mise à pied.

Premier travailleur :

- Vit dans la région d'a.-e. de Hamilton (taux de chômage de 5,9 %).
- Inadmissible aux prestations d'a.-e.

Deuxième travailleur :

- Vit dans la région d'a.-e. de Niagara (taux de chômage de 10,2 %).
- Reçoit des prestations d'environ 413 \$ par semaine.
- Admissible à des prestations d'a.-e. pendant 23 semaines, pour un total de 9 488 \$.

Troisième travailleur :

- Vit dans la région d'a.-e. de St. Catharines (taux de chômage de 7,7 %).
 - Reçoit des prestations d'environ 358 \$ par semaine.
 - Admissible à des prestations d'a.-e. pendant 17 semaines, pour un total de 6 078 \$.
-

Éducation dans les réserves

Le gouvernement fédéral a toujours sous-financé l'éducation des Premières nations dans les réserves. En février 2012, les députés de la Chambre des Communes ont adopté à l'unanimité la motion touchant l'éducation des enfants des Premières nations visant à fournir le soutien financier et les politiques nécessaires aux systèmes d'éducation des Premières nations et à verser du financement, pour placer les écoles des réserves au même niveau que les écoles provinciales hors réserve.

Les investissements dans l'éducation dans les réserves ont le potentiel d'améliorer les résultats sociaux et économiques pour les peuples des Premières nations qui vivent dans des réserves. Le gouvernement fédéral devrait verser des fonds suffisants pour financer l'éducation des Premières nations dans les réserves afin qu'ils atteignent un niveau au moins comparable au financement par élève que la province verse pour les programmes d'enseignement à l'élémentaire et au secondaire. L'Ontario est disposé à collaborer avec les Premières nations et le gouvernement fédéral et à mettre à contribution l'expertise éprouvée de la province dans la prestation de services d'enseignement élémentaire et secondaire de calibre mondial, pourvu que le gouvernement fédéral fournisse le financement nécessaire.

« La Commission estime qu'il faut procéder de toute urgence à une réforme en profondeur de l'éducation dans les réserves des Premières nations de la province. L'écart entre le niveau de scolarisation des membres des Premières nations vivant dans des réserves et celui des autres Canadiennes et Canadiens est considérable et ne cesse de se creuser. »

Commission de réforme des services publics de l'Ontario, *Des services publics pour la population ontarienne : cap sur la viabilité et l'excellence*, 2012.

Soutien à l'agriculture

L'agriculture est un secteur à responsabilité partagée entre les gouvernements fédéral et provinciaux au Canada, soutenue par des initiatives coopératives clés comme l'Accord-cadre Cultivons l'avenir, une entente de partage des coûts entre les gouvernements fédéral et provinciaux, à raison de 60 % et 40 % respectivement. Le Programme ontarien de gestion des risques (PGR) n'est pas assujéti à l'Accord-cadre Cultivons l'avenir, et jusqu'à maintenant, le gouvernement fédéral n'a pas contribué au financement du PGR. Dans la foulée des négociations d'une nouvelle entente nationale, l'Ontario demande au gouvernement fédéral d'assumer sa juste part du financement afin de soutenir le secteur agroalimentaire ontarien. L'Ontario demande à nouveau au gouvernement fédéral de soutenir les agriculteurs de la province en versant sa part de 60 % du Programme de gestion des risques agricoles.

Les programmes de soutien du revenu agricole, axés sur la demande, sont une source de risque financier pour la province puisque les paiements peuvent être imprévisibles. Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales collaborera avec les agriculteurs pour remanier ces programmes, y compris le PGR, par le plafonnement des programmes afin de limiter l'exposition aux risques financiers et de mobiliser les fonds du gouvernement fédéral.

Missions commerciales

Le gouvernement fédéral peut jouer un rôle important pour ce qui est d'aider les provinces, et notamment l'Ontario, à accroître leur commerce avec les pays développés et les économies en émergence. Pour accroître le commerce, l'Ontario collaborera avec le gouvernement fédéral afin de coordonner et de rationaliser les missions et stratégies commerciales ainsi que pour négocier de nouvelles ententes commerciales comme l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. (Pour plus de renseignements, voir le chapitre I, *Transformation de services publics*.)

Arrangements financiers

Les arrangements financiers actuels entre les gouvernements fédéral et provincial défavorisent l'Ontario. Les paiements de péréquation fédéraux sont déterminés par la capacité de la province à générer des revenus, mais ils ne tiennent pas compte du coût relatif de la prestation des services publics. Outre les salaires du secteur privé, l'immobilier, les produits et les services sont plus coûteux en Ontario que dans bien d'autres régions du Canada. Une série d'études récentes, dont une faite pour le Mowat Centre par Peter Gusen¹, ancien directeur au ministère des Finances du Canada, démontre que le programme actuel de péréquation pénalise l'Ontario.

« Le système de péréquation du Canada reconnaît actuellement que les provinces n'ont pas toutes la même capacité de générer des revenus. Le présent document soutient également qu'il est judicieux de voir en quoi les provinces diffèrent au regard des dépenses qu'elles doivent faire. Si le programme de péréquation continue de faire fi des différences touchant les dépenses, il ne traitera pas les provinces équitablement et ne remplira pas son mandat constitutionnel. »

Peter Gusen, *Expenditure Need: Equalization's Other Half*, Mowat Centre for Policy Innovation, 2012.

« Le programme [de péréquation] ne tient pas compte des différences de prix à l'échelle du pays, qui ont une incidence sur le coût des services publics. Les pressions exercées sur les coûts sont plus intenses en Ontario que dans d'autres provinces. Par conséquent, l'Ontario sera peut-être incapable d'assurer les services publics à un niveau de qualité comparable, même s'il reçoit un paiement de péréquation. »

Commission de réforme des services publics de l'Ontario, *Des services publics pour la population ontarienne : cap sur la viabilité et l'excellence*, 2012.

¹ Peter Gusen, *Expenditure Need: Equalization's Other Half*, Mowat Centre for Policy Innovation, 2012.

Même s'il reçoit actuellement des paiements de péréquation, l'Ontario continue d'apporter une contribution nette au programme. En 2012-2013, les Ontariennes et Ontariens verseront quelque 6 milliards de dollars au programme de péréquation tandis que l'Ontario recevra environ 3,3 milliards de dollars en retour. La contribution nette des Ontariennes et des Ontariens, du financement qui pourrait soutenir des services publics essentiels ici en Ontario, est redistribuée dans d'autres régions du pays. C'est donc dire que les familles ontariennes subventionnent des programmes et des services dans d'autres régions du Canada dont elles ne profitent peut-être même pas elles-mêmes. La redistribution actuelle de l'argent des contribuables ontariens vers les autres provinces est préjudiciable à l'Ontario et dessert mal ses services publics, imposant un fardeau injuste à la plus grande économie du Canada.

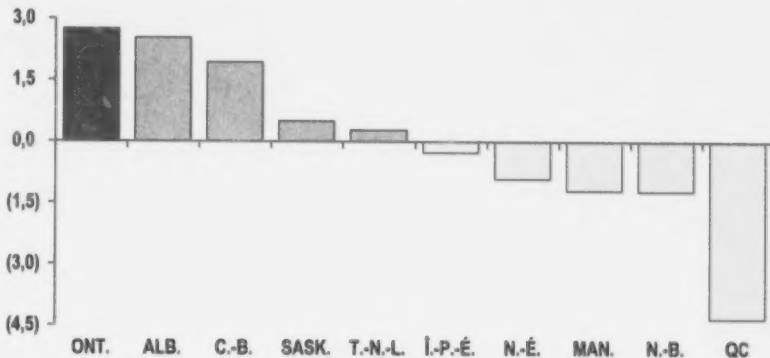
Il faut moderniser ces arrangements financiers pris entre le gouvernement fédéral et les provinces en fonction de la situation économique actuelle. La formule de péréquation du Canada est périmée et doit être modifiée pour faire en sorte que tous les Canadiens et Canadiennes reçoivent des niveaux semblables de services publics, peu importe où ils vivent.

« Le fonctionnement du fédéralisme financier et les décisions du gouvernement fédéral en matière de dépenses, qui prennent de l'argent de l'Ontario à un moment où sa capacité financière est inférieure à la moyenne, sont de fait fort injustes et devraient porter atteinte au sentiment d'équité des Canadiennes et des Canadiens. »

Matthew Mendelsohn, Mowat Centre for Policy Innovation, 2012.

GRAPHIQUE 3.4 Contribution nette à la péréquation en 2012-2013

En milliards de dollars



Nota : La contribution nette représente la différence entre les paiements de péréquation et l'apport des contribuables aux revenus fédéraux.

Source : calculs du ministère des Finances de l'Ontario basés sur des données de Finances Canada et de Statistique Canada.

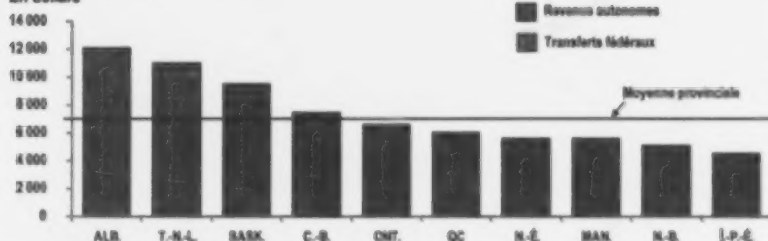
La différence entre ce que les Ontariennes et Ontariens paient au programme de péréquation par le truchement de leurs impôts fédéraux et ce que la province reçoit en retour du programme sera de 2,7 milliards de dollars, soit un peu plus de 200 \$ par personne, en 2012-2013. Au cours des 10 dernières années, la population de l'Ontario a contribué près de 50 milliards de dollars au programme de péréquation. L'Ontario continue de faire la contribution nette la plus importante au programme malgré la croissance rapide que connaissent les économies axées sur les ressources de l'Ouest canadien.

L'Ontario croit que les principes du programme de péréquation sont valables, mais il ne soutiendra pas un système de transferts qui met en péril les services publics de la province et fournit des niveaux inéquitables de soutien à différentes régions du Canada. L'Ontario se classe au cinquième rang des provinces pour ce qui est de la capacité à générer des revenus en 2012-2013, mais tombe au neuvième rang après que les transferts fédéraux sont pris en compte.

GRAPHIQUE 3.5 L'Ontario se classe au 5^e rang pour la capacité financière en 2012-2013, mais les transferts fédéraux placent la province au 9^e rang

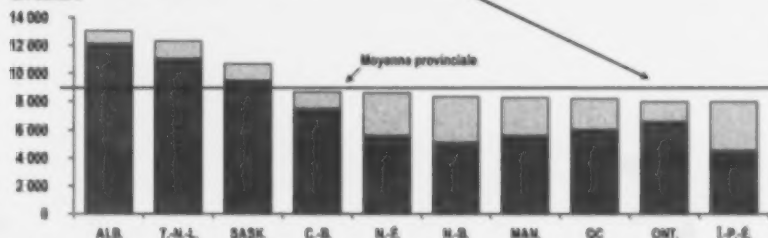
Capacité financière par habitant avant les transferts

En dollars



Capacité financière par habitant après les transferts

En dollars

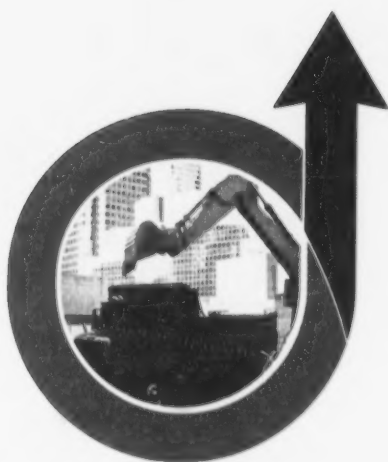


Notes : Calcul de la capacité financière pour l'année des droits à pérennité 2012-2013. Les données sur les revenus sont une moyenne pondérée des exercices 2006-2006, 2009-2010 et 2010-2011. On a utilisé les données démographiques de 2012-2013 pour déterminer les valeurs par habitant. Les calculs reposent sur l'inclusion complète des revenus tirés des ressources naturelles. Les transferts comprennent les droits de 2012-2013 au titre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, de la péréquation et des accords sur les ressources extracôtières, ainsi que les paiements de péréquation.
Source : calculs du ministère des Finances de l'Ontario basés sur les données de Finances Canada.

Récemment, le gouvernement fédéral a pris des décisions unilatérales concernant le renouvellement des principaux transferts. Les mesures qu'il a prises n'ont guère répondu aux attentes des Canadiennes et des Canadiens. Le fait de limiter, à compter de 2017-2018, le Transfert canadien en matière de santé au taux de croissance nominale de l'économie plutôt qu'à 6 % supprimerait 21 milliards de dollars du financement des services de santé fournis aux Canadiennes et aux Canadiens, dont 8,2 milliards en Ontario d'ici 2023-2024.

Les arrangements financiers entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires fournissent un soutien important aux services publics comme la santé, l'éducation postsecondaire et les services sociaux offerts à la population canadienne. Le gouvernement fédéral devrait mener des consultations lorsque des décisions doivent être prises relativement à des questions aussi importantes.

L'Ontario insiste pour que le gouvernement fédéral collabore avec les provinces et les territoires pour améliorer et moderniser les arrangements financiers fédéraux-provinciaux en vue d'assurer la pérennité des services publics.



CHAPITRE IV



RÉGIMES D'IMPOSITION
ET DE RETRAITE



Points saillants

Régime d'imposition de l'Ontario

- ☑ Le Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance ainsi que les autres mesures fiscales mises en oeuvre ont fait de l'Ontario un des territoires les plus attrayants du monde industrialisé pour les nouveaux investissements des entreprises.
- ☑ Dans le contexte financier actuel, la gestion financière responsable exige que le gouvernement prenne des mesures pour protéger les revenus. C'est pourquoi il propose de geler les réductions du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés et du taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises.
- ☑ Grâce à la Prestation Trillium de l'Ontario, les Ontariennes et Ontariens reçoivent leurs crédits d'impôt plus tôt et plus souvent qu'auparavant.
- ☑ L'Ontario prend des mesures pour améliorer l'administration et l'application de son régime fiscal.

Système de régimes de retraite de l'Ontario

- ☑ Le gouvernement propose des mesures qui amélioreraient la viabilité et l'efficacité des régimes de retraite dans le secteur parapublic.
- ☑ L'Ontario soutient une bonification modeste, graduelle et entièrement capitalisée du Régime de pensions du Canada.
- ☑ L'Ontario met à jour son système de régimes de retraite d'employeur tout en équilibrant les intérêts des pensionnés, des participants aux régimes et des promoteurs.
- ☑ Le gouvernement réagit aux défis que posent les régimes de retraite du secteur privé dans le contexte du ralentissement économique récent.

Section A : Régime d'imposition

Introduction

Le gouvernement a pris des mesures importantes pour rendre le régime fiscal de l'Ontario plus concurrentiel et créer les conditions qui favoriseront la croissance économique à long terme. Le Plan fiscal pour stimuler la création d'emplois et la croissance ainsi que les autres modifications fiscales apportées ont fait de l'Ontario un des territoires les plus attrayants du monde industrialisé pour les nouveaux investissements des entreprises. Selon une analyse récente de 134 pays effectuée par le magazine *Forbes*, le Canada est le meilleur pays au monde où faire des affaires. La réforme de la structure fiscale de l'Ontario est un des facteurs clés qui explique le classement du pays.

Les taux de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) applicables aux petites et aux grandes entreprises ont été réduits. L'impôt sur le capital était perçu auprès des entreprises même si elles n'étaient pas rentables. Comme cet impôt faisait obstacle aux nouveaux investissements, le gouvernement McGuinty l'a éliminé. La taxe de vente harmonisée (TVH) a éliminé des taxes de vente enchâssées, ce qui a permis aux entreprises de réaliser des économies qu'elles peuvent utiliser pour prendre de l'expansion, embaucher du personnel et réduire leurs prix.

En plus d'abaisser considérablement l'impôt des sociétés, le gouvernement de l'Ontario a apporté des améliorations importantes à l'administration du régime fiscal qui ont réduit les coûts de conformité des entreprises. L'instauration d'un IRS unique administré par le gouvernement fédéral permet aux entreprises ontariennes d'économiser plus de 135 millions de dollars par année en coûts de conformité. En outre, la TVH a permis de rationaliser les formalités administratives et d'éliminer les doubles emplois. Grâce à l'adoption de la TVH, des règles, des procédures et des règlements désuets ont été éliminés. Les entreprises peuvent ainsi économiser plus de 500 millions de dollars par année en coûts de conformité. Au total, les entreprises ont vu leurs coûts de conformité diminuer de plus de 635 millions de dollars par année. Selon une étude de PwC de 2012, de la Banque mondiale et de la Société financière internationale, le Canada se classe au 11^e rang parmi 183 pays et devance tous les pays du G8 pour ce qui est de la facilité qu'ont les entreprises à payer leurs impôts grâce au régime d'imposition canadien.

Impôt sur le revenu des sociétés

Dans le cadre du Plan fiscal pour stimuler la création d'emplois et la croissance, le taux général de l'IRS de l'Ontario est passé de 14 % en 2009 à 11,5 %. Le calendrier actuel prévoit que ce taux sera de 11 % le 1^{er} juillet 2012 et de 10 % le 1^{er} juillet 2013. Le taux de l'IRS applicable aux entreprises de pêche, de fabrication et de transformation (F-T) et d'exploitation minière, forestière et agricole est passé de 12 % en 2009 à 10 %. Quant à lui, le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est passé de 5,5 % à 4,5 %. De plus, comme la surtaxe sur la déduction accordée aux petites entreprises a été éliminée, les petites entreprises en expansion bénéficient de ce taux inférieur de l'IRS.

Gel du taux de l'IRS

Dans le contexte financier actuel, une gestion financière responsable requiert que le gouvernement prenne des mesures afin de protéger les revenus. Ces mesures aideraient la province à atteindre ses objectifs financiers, à réduire le déficit à moyen terme et à équilibrer le budget d'ici 2017-2018.

Le présent budget propose de geler le taux général de l'IRS à 11,5 % jusqu'à ce que le budget de l'Ontario soit équilibré. Cette mesure permettra à la province d'économiser près de 1,5 milliard de dollars au cours des trois prochaines années, tout en préservant les progrès réalisés en vue d'améliorer le régime fiscal des entreprises, qui soutiennent les emplois et les investissements dans la province.

Le gouvernement proposera une modification afin que le gel proposé du taux de l'IRS ne soit pas assujéti à la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*. Cette modification serait semblable à celle adoptée en 2004.

TABLEAU 4.1 Plan révisé de réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés de l'Ontario

Date	Taux (en pourcentage)			
	Taux général	Taux applicable aux entreprises de F-T ¹	Petites entreprises ²	Surtaxe sur la déduction accordée aux petites entreprises ³
2009	14	12	5,5	4,25
1 ^{er} juillet 2010	12	10	4,5	0
1 ^{er} juillet 2011	11,5	10	4,5	0
Gel proposé pour 2012	11,5	10	4,5	0

¹ Revenu provenant de la fabrication et de la transformation, de l'exploitation minière, forestière ou agricole ou de la pêche.

² Applicable à la première tranche de revenus d'exploitation active de 500 000 \$ des sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC).

³ Applicable au revenu imposable des SPCC se situant entre 500 000 \$ et 1,5 million de dollars.

L'équilibre budgétaire de l'Ontario devrait être rétabli en 2017-2018. À ce moment, les réductions du taux de l'IRS reprendraient et le taux général de l'IRS continuerait de baisser.

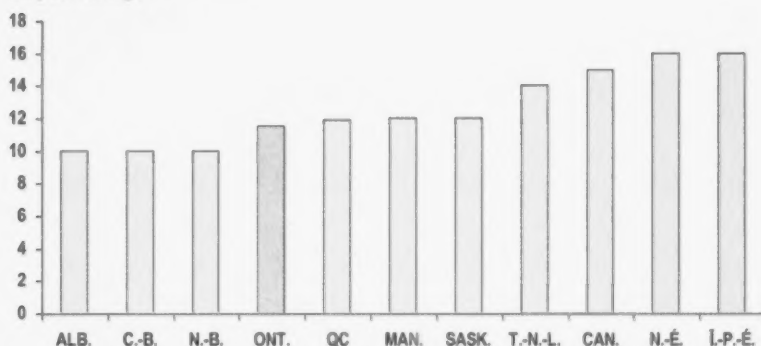
Un régime d'imposition des entreprises compétitif

Les réductions des taux de l'IRS de l'Ontario ont fait de la province un territoire encore plus attrayant pour les investissements et amélioré la compétitivité du régime fiscal au sein du Canada et par rapport aux régimes fiscaux de ses partenaires commerciaux.

Les taux de l'IRS de l'Ontario, qui étaient parmi les plus élevés, se classent maintenant au quatrième rang parmi les taux les plus faibles au Canada.

GRAPHIQUE 4.1 Taux de l'IRS au Canada

En pourcentage



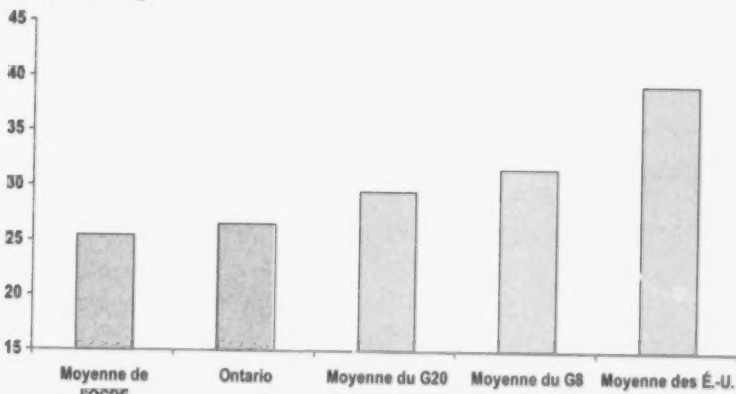
Nota : Taux généraux actuels de l'IRS des provinces et du gouvernement fédéral prévus par la loi, selon les données disponibles le 1^{er} mars 2012. Dans son budget de 2012, la Colombie-Britannique a annoncé que, si nécessaire, elle augmenterait temporairement le taux général de l'IRS pour le faire passer à 11 % le 1^{er} avril 2014 afin de l'aider à équilibrer le budget d'ici 2013-2014.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Le taux général combiné fédéral-provincial de l'IRS de l'Ontario, qui est de 26,5 %, est plus faible que la moyenne des taux fédéral-États de l'IRS des États-Unis, l'un des principaux concurrents de la province pour les emplois et les investissements. Le taux combiné de l'IRS de l'Ontario, qui était l'un des plus élevés parmi les économies industrialisées, est maintenant légèrement supérieur à la moyenne actuelle des taux de l'IRS des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

GRAPHIQUE 4.2 Le taux de l'IRS de l'Ontario est concurrentiel à l'échelle internationale

En pourcentage



Nota : Le taux de l'Ontario est le taux combiné fédéral-provincial actuel de l'IRS. Les taux moyens sont les taux d'imposition des sociétés prévus par la loi en 2012, selon les données disponibles le 1^{er} mars 2012. Ils excluent ceux du Canada, selon le cas.

Sources : OCDE et ministère des Finances de l'Ontario.

Le tableau 4.2 indique les économies de plus de 8 milliards de dollars par année que réalisent les entreprises grâce aux mesures adoptées pour rendre le régime fiscal de l'Ontario plus compétitif.

TABÉAU 4.2 Allègement fiscal total pour les entreprises par secteur – Économies annuelles^{1,2}

(en millions de dollars)

Secteur	Taxe de vente harmonisée (TVH)	Impôt sur le revenu des sociétés (IRS)	Impôt sur le capital ³	Total
Agriculture	35	10	f	45
Foresterie, pêche et chasse	20	f	f	20
Mines, services publics, pétrole et gaz	125	25	110	260
Construction	2 210	105	60	2 375
Fabrication	490	235	305	1 030
Commerce de gros	425	195	130	750
Commerce de détail	270	90	80	440
Transport et entreposage	575	35	60	670
Industrie de l'information et industrie culturelle	605	75	110	790
Services financiers (sauf l'assurance)	(930)	435	830	335
Assurance	(165)	125	10	(30)
Immobilier	(50)	75	110	135
Services de location et de location à bail	95	40	30	165
Services professionnels, scientifiques et techniques	470	210	200	880
Autres services (sauf l'administration publique)	410	160	80	650
Allègement total pour les entreprises	4 585	1 815	2 115	8 515

¹ Économies annuelles en tenant compte du gel proposé du taux de l'IRS à 11,5 %, de l'élimination de l'impôt sur le capital et de l'application intégrale des crédits de taxe sur les intrants au titre de la TVH, en dollars de 2012. Elles ne comprennent pas les économies annuelles au titre des coûts de conformité de plus de 635 millions de dollars découlant de l'administration unique de la TVH et de l'impôt des sociétés.

² La lettre « f » (faible) indique que les économies annuelles sont de moins de 5 millions de dollars.

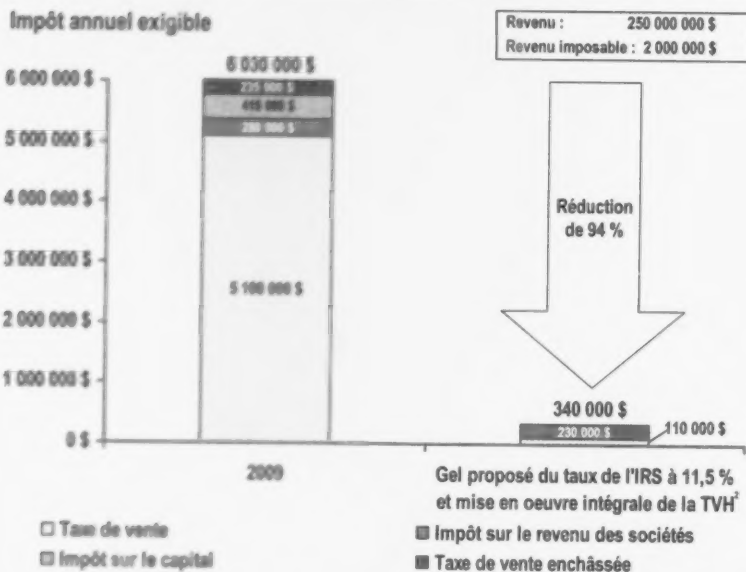
³ Économies au titre de l'impôt sur le capital comparées à la structure de cet impôt en place avant l'adoption des mesures annoncées dans le budget de 2004.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Une grande entreprise dont le revenu est assujéti au taux général de l'IRS bénéficierait quand même des réductions des taux apportées jusqu'à maintenant, malgré le gel proposé du taux de l'IRS à 11,5 %. Une petite entreprise dont le revenu est entièrement assujéti au taux de l'IRS applicable aux petites entreprises ne serait pas touchée par le gel du taux.

En plus de réaliser des économies au titre de l'IRS, les entreprises ont bénéficié considérablement de l'entrée en vigueur de la TVH et de l'élimination de l'impôt sur le capital. Par exemple, pour un fournisseur de services de télécommunications, le montant combiné qu'il doit payer au titre de la taxe de vente, de l'IRS et de l'impôt sur le capital pourrait diminuer de plus de 90 %. Pour une petite entreprise de fabrication, cette diminution pourrait être de plus de 85 %.

GRAPHIQUE 4.3 Économies d'impôt pour un fournisseur de services de télécommunications¹

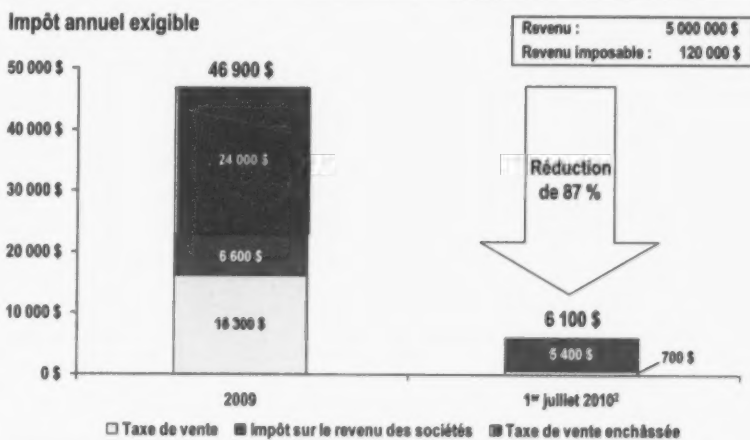


¹ Ne représente pas une entreprise réelle. Le profil financier et l'IRS exigible sont présentés à titre d'exemples. Les estimations de la taxe de vente et de la taxe de vente enchâssée reposent sur les taux de la taxe effectifs payés par l'industrie, selon les données économiques de Statistique Canada.

² Les économies intégrales au titre de la TVH commenceront le 1^{er} juillet 2016, lorsque les crédits de taxe sur les intrants seront entièrement mis en oeuvre. La taxe de vente exigible après la mise en oeuvre intégrale de la TVH s'explique par l'application continue de la taxe de vente aux primes d'assurance.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

GRAPHIQUE 4.4 Économies d'impôt pour un fabricant¹



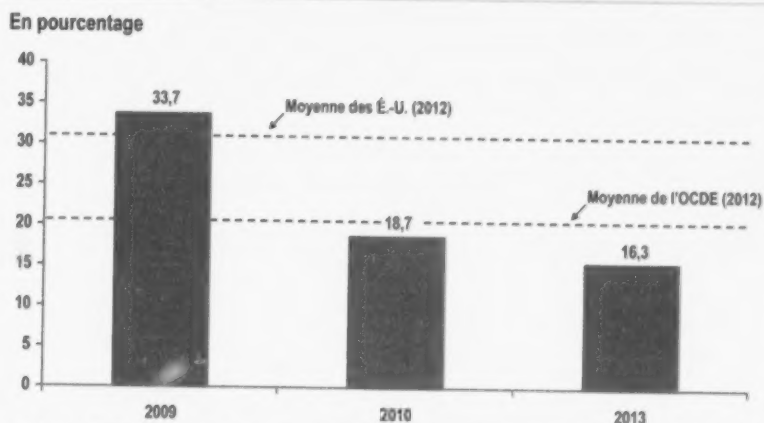
¹ Ne représente pas une entreprise réelle. Le profil financier et l'IRS exigible sont présentés à titre d'exemples. Les estimations de la taxe de vente et de la taxe de vente enchâssée reposent sur les taux de la taxe effectifs payés par l'industrie, selon les données économiques de Statistique Canada.

² Les économies ont débuté le 1^{er} juillet 2010. La taxe de vente exigible après cette date s'explique par l'application continue de la taxe de vente aux primes d'assurance. Suppose que le fabricant est une société privée sous contrôle canadien.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Les réductions des taux de l'IRS apportées jusqu'à maintenant par l'Ontario et le gouvernement fédéral, l'adoption de la TVH et l'élimination de l'impôt sur le capital ont réduit de moitié le taux effectif marginal d'imposition (TEMI) de l'Ontario applicable aux nouveaux investissements des entreprises depuis 2009, ce qui a fait de l'Ontario un territoire beaucoup plus attrayant pour ces investissements.

GRAPHIQUE 4.5 Réduction de la moitié du taux effectif marginal d'imposition de l'Ontario applicable aux nouveaux investissements d'entreprises



Nota : Le taux effectif marginal d'imposition (TEMI) de l'Ontario tient compte des réductions des taux de l'IRS de l'Ontario et de la TVH annoncées dans le Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance, de l'élimination graduelle de l'impôt sur le capital de l'Ontario le 1^{er} juillet 2010 et de la réduction du taux général fédéral de l'IRS, qui sera ramené à 15 % d'ici 2012. Le TEMI de l'Ontario en 2013 tient compte du gel proposé, à 11,5 %, du taux de l'IRS. Les TEMI des É.-U. et des pays de l'OCDE tiennent compte des mesures annoncées en date du 1^{er} janvier 2011.

Sources : Finances Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Impôt scolaire applicable aux entreprises

Dans le cadre du plan de l'Ontario visant à maintenir un régime fiscal qui favorise les investissements et stimule la croissance économique, le gouvernement a pris des mesures importantes afin d'alléger le fardeau de l'impôt foncier des entreprises ontariennes et de réduire considérablement les écarts importants entre les taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises (ISE).

En 2007, le gouvernement a annoncé qu'il réduirait les taux élevés de l'ISE sur une période de sept ans. Depuis, il a réalisé des progrès considérables à cet égard.

Les taux élevés de l'ISE ont été réduits considérablement, ce qui a permis aux entreprises de réaliser des économies de plus de 200 millions de dollars par année. En fait, les taux les plus élevés ont diminué de plus de 50 % et les taux moyens de l'ISE, de 28 %. Ces réductions ont amélioré la situation concurrentielle des entreprises ontariennes et renforcé l'économie de la province.

Le tableau 4.3 donne des exemples des réductions de l'ISE ayant été apportées. Par exemple, les entreprises de London ont vu leur ISE diminuer de 27,9 millions de dollars. Ainsi, une entreprise possédant un bien à usage industriel évalué à 10 millions de dollars a réalisé des économies de plus de 100 000 \$ par année au titre de l'ISE. À Toronto, les entreprises ont déjà bénéficié d'une baisse de 18,1 millions de dollars de l'ISE. Ainsi, le propriétaire d'un bien à usage commercial évalué à 1 million de dollars économise plus de 200 \$ par année tandis que le propriétaire d'un bien à usage industriel évalué à 10 millions de dollars économise plus de 2 000 \$ par année.

TABEAU 4.3 Exemples de réductions de l'impôt scolaire applicable aux entreprises

Région/Municipalité	Réduction mise en oeuvre (millions \$)	Économies annuelles estimées pour un bien à usage commercial évalué à 1 million de dollars (\$)	Économies annuelles estimées pour un bien à usage industriel évalué à 10 millions de dollars (\$)
Nord :			
Grand Sudbury	10,6	4 293	120 729
North Bay	3,9	6 550	82 151
Sault Ste Marie	6,1	5 020	182 621
Thunder Bay	16,8	11 736	295 234
Centre :			
Région de Durham	1,9	0	12 320
Région de Niagara	9,0	812	69 044
Comté de Simcoe	5,0	396	83 307
Toronto	18,1	217	2 094
Région de Waterloo	16,2	1 086	50 804
Est :			
Belleville	1,7	2 047	9 292
Cornwall	3,6	6 031	167 529
Kingston	1,9	651	62 469
Ottawa	12,4	610	20 214
Sud-Ouest :			
Comté d'Essex	5,1	57	92 550
Comté de Lambton	4,6	614	108 502
London	27,9	5 833	102 188
Windsor	13,8	1 618	168 920
Autres régions rurales :			
Chatham-Kent	3,1	1 078	134 050
Comté de Lennox et Addington	1,4	1 623	136 173
Comté de Northumberland	2,4	1 248	137 861
Comté d'Oxford	8,2	2 844	117 810

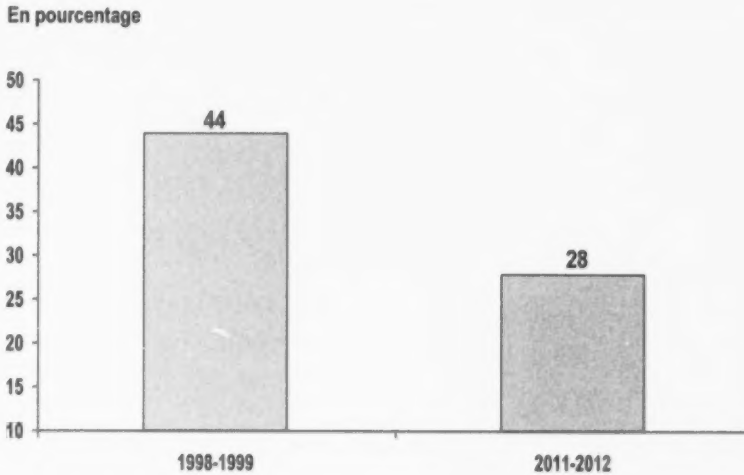
Nota : Les réductions mises en oeuvre comprennent les réductions annuelles jusqu'en 2012 inclusivement et le total de toutes les catégories de biens d'entreprises (y compris ceux à usage commercial et industriel). Les économies estimées pour les biens indiqués supposent que la valeur imposable est de 1 million de dollars pour les biens à usage commercial et de 10 millions de dollars pour les biens à usage industriel. Les économies réelles pour un bien dépendent de la valeur imposable du bien et de l'incidence de la réévaluation.

Les réductions de l'impôt scolaire applicable aux entreprises ont été accélérées et mises en oeuvre en totalité pour les entreprises du Nord de l'Ontario, tel qu'annoncé dans le budget de 2008. Le gouvernement a accéléré la réduction des taux de l'ISE en reconnaissance des défis uniques que les entreprises du Nord doivent relever. Tel qu'indiqué dans le tableau 4.3, cette initiative a procuré des avantages considérables aux entreprises du Nord. Par exemple, les entreprises de Thunder Bay ont eu droit à une réduction de l'ISE de 16,8 millions de dollars, ce qui a permis aux propriétaires de biens à usage industriel évalués à 10 millions de dollars d'économiser près de 300 000 \$ par année au titre de l'ISE.

Les réductions de l'impôt scolaire applicable aux entreprises ont également été mises en oeuvre en totalité pour les nouveaux projets de construction admissibles. Cette initiative a permis de maximiser les avantages économiques du plan du gouvernement en éliminant les inégalités fiscales et en mettant sur un pied d'égalité les entreprises qui doivent déterminer où elles construiront des usines et d'autres installations.

Depuis 1998, lorsque la province a pris en charge le financement de l'éducation, les revenus réels générés par les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires ont diminué de 17 %, tandis que le financement de l'éducation a augmenté en raison des décisions qui ont été prises concernant les taux de cet impôt. Par conséquent, pendant la même période, les revenus tirés de l'impôt foncier en pourcentage des dépenses consacrées à l'éducation ont diminué et sont passés de 44 % à 28 %.

GRAPHIQUE 4.6 Impôts fonciers aux fins scolaires en pourcentage des dépenses consacrées à l'éducation



Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Gel des réductions de l'ISE

Dans le présent budget, le gouvernement propose d'interrompre temporairement le plan de réduction de l'ISE à compter de 2013. Cette mesure permettra d'éviter une baisse des revenus et de réaliser des économies budgétaires qui dépasseront 300 millions de dollars par an d'ici 2014-2015. Les taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises continueront de diminuer afin de contrebalancer les hausses découlant de la réévaluation.

Les réductions des taux de l'ISE déjà apportées ne seront pas annulées. Les progrès réalisés en vue d'améliorer le régime d'imposition des entreprises dans le but de favoriser la création d'emplois et les investissements dans la province seront maintenus.

Le gouvernement s'assurera que les entreprises qui doivent déterminer où elles construiront de nouvelles installations sont sur un pied d'égalité. Pour ce faire, il fera en sorte que les nouveaux projets de construction admissibles continuent de bénéficier de la mise en oeuvre intégrale des réductions de l'ISE.

L'Ontario entend rétablir l'équilibre budgétaire en 2017-2018.

Reconnaissant l'importance de continuer à diminuer les impôts des entreprises, le gouvernement s'est engagé à recommencer à réduire l'ISE à ce moment.

Examen du secteur minier

La valeur de la production minérale de l'Ontario est la plus élevée de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada. En 2011, la valeur de la production de minéraux métalliques et non métalliques s'est chiffrée à près de 10,7 milliards de dollars dans la province.

En vertu de la *Loi de l'impôt sur l'exploitation minière*, la province perçoit un impôt sur les bénéfices des entreprises d'extraction de minéraux (sauf les diamants) en Ontario. Cet impôt vise surtout à faire en sorte que la province reçoive une juste indemnité pour l'extraction de ses ressources non renouvelables. L'Ontario a perçu environ 140 millions de dollars au titre de l'impôt sur l'exploitation minière en 2010-2011.

L'Ontario a mis en oeuvre plusieurs incitatifs au fil des ans au titre de l'impôt sur l'exploitation minière afin d'encourager les investissements lorsque les taux de l'impôt sur le revenu des sociétés étaient élevés. Étant donné que les entreprises minières de la province ont bénéficié des mesures récentes prises par l'Ontario en vue de créer un régime d'imposition concurrentiel à l'échelle internationale, le gouvernement provincial propose de revoir le régime actuel en collaboration avec les intervenants pour s'assurer que l'Ontario reçoive une juste indemnité pour ses ressources non renouvelables.

Transparence accrue et meilleure reddition de comptes concernant les dépenses fiscales

Le gouvernement s'est engagé à optimiser les ressources et à accroître la transparence des dépenses engagées grâce au régime fiscal. Dans le présent budget et les budgets subséquents, certaines dépenses fiscales seront présentées différemment. Les dépenses fiscales qui procurent un avantage financier par l'entremise du régime fiscal à des fins autres que l'allégement fiscal seront passées en charges. Cette modification reconnaît que ces dépenses fiscales sont essentiellement des transferts ou des subventions accordés par l'entremise du régime fiscal de la province. (Pour plus de renseignements, voir le chapitre II, section F, Responsabilité, transparence et gestion financière.)

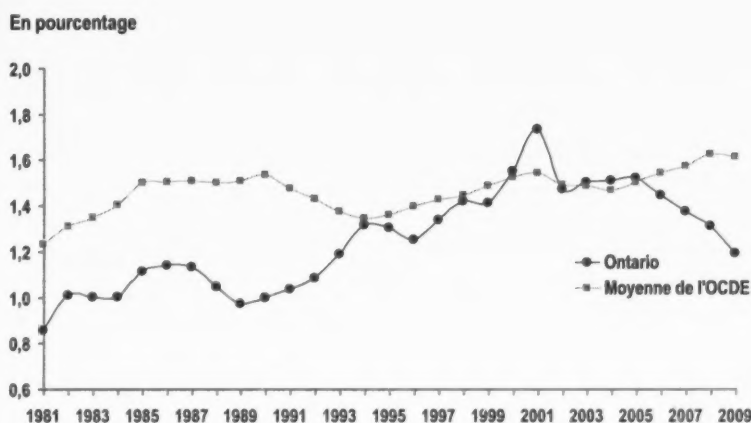
Dépenses fiscales visant les entreprises

On passera en revue les dépenses fiscales visant les entreprises afin d'optimiser les investissements de deniers publics dans la prospérité à long terme de l'économie et de s'assurer que le soutien fiscal est plus efficace, plus efficient sur le plan administratif et mieux aligné sur d'autres programmes de soutien direct et indirect des entreprises.

Activités de recherche-développement réalisées par les entreprises

La recherche-développement (R-D) effectuée par les entreprises et l'innovation jouent un rôle important dans la hausse de la productivité et la prospérité en Ontario. Entre 1981 et 2009, la R-D effectuée tous les ans par les entreprises en Ontario s'est accrue de plus de 180 % en dollars constants. Toutefois, cette R-D en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) est nettement inférieure à la moyenne de l'OCDE, malgré les incitatifs fiscaux en matière de R-D offerts aux entreprises en Ontario, qui sont parmi les plus généreux au monde.

GRAPHIQUE 4.7 Dépenses de R-D des entreprises en pourcentage du PIB



Sources : Statistique Canada, OCDE et ministère des Finances de l'Ontario.

Le gouvernement fédéral a reçu récemment un rapport sur le soutien qu'il accorde en matière d'innovation. Ce rapport recommandait notamment de réduire le soutien fiscal fédéral, de simplifier le crédit d'impôt fédéral pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS&DE) et de réduire les coûts de conformité élevés du programme de RS&DE. Toute modification apportée au programme de RS&DE aurait une incidence sur les entreprises ontariennes et sur le régime fiscal de la province. L'Ontario est d'accord avec le comité fédéral, qui a indiqué qu'il faut accroître la collaboration fédérale-provinciale en ce qui concerne le soutien fiscal à la R-D.

La province continuera de revoir la mesure dans laquelle les crédits d'impôt pour la R-D favorisent l'innovation et le cadre général du soutien direct et indirect accordé par les gouvernements provincial et fédéral. Le gouvernement demandera l'avis du Conseil pour l'emploi et la prospérité sur les moyens d'améliorer le soutien fiscal de la R-D dans le but d'accroître les dépenses de R-D dans la province et de simplifier la conformité et les formalités administratives du régime fiscal.

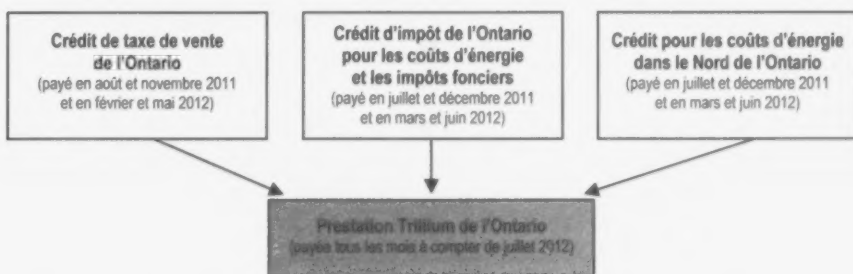
Formation en apprentissage

Le crédit d'impôt pour la formation en apprentissage (CIFA) de l'Ontario et d'autres programmes d'apprentissage provinciaux ont contribué à accroître le nombre de travailleurs qualifiés au sein de l'économie ontarienne. Aujourd'hui, plus de 120 000 apprentis apprennent un métier en Ontario, un nombre près de deux fois supérieur à ce qu'il était en 2002-2003. Le nombre d'inscriptions annuelles aux programmes d'apprentissage est passé de 17 000 en 2002-2003 à près de 30 000 en 2010-2011.

L'Ontario reconnaît que la vigueur du système d'apprentissage dépend non seulement de l'augmentation du nombre de nouvelles inscriptions, mais aussi du pourcentage d'apprentis qui terminent leur programme et obtiennent leur certificat. Les taux d'achèvement varient considérablement entre les différents métiers. Toutefois, des études indépendantes révèlent que le taux d'achèvement moyen des apprentis ontariens est d'environ 50 %. Le gouvernement provincial passera en revue l'efficacité et l'efficience du CIFA pour déterminer la mesure dans laquelle il encourage les apprentis à terminer leur programme de formation. En liant le soutien accordé à l'achèvement des programmes d'apprentissage, on renforcerait le système d'apprentissage en Ontario.

Prestation Trillium de l'Ontario

Dans le budget de 2011, le gouvernement a annoncé la création de la Prestation Trillium de l'Ontario (PTO) afin que les paiements au titre des crédits d'impôt remboursables soient versés au moment où les personnes qui y ont droit engagent les dépenses admissibles. La PTO comprend les paiements versés au titre du crédit de taxe de vente de l'Ontario, du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers et du crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario.

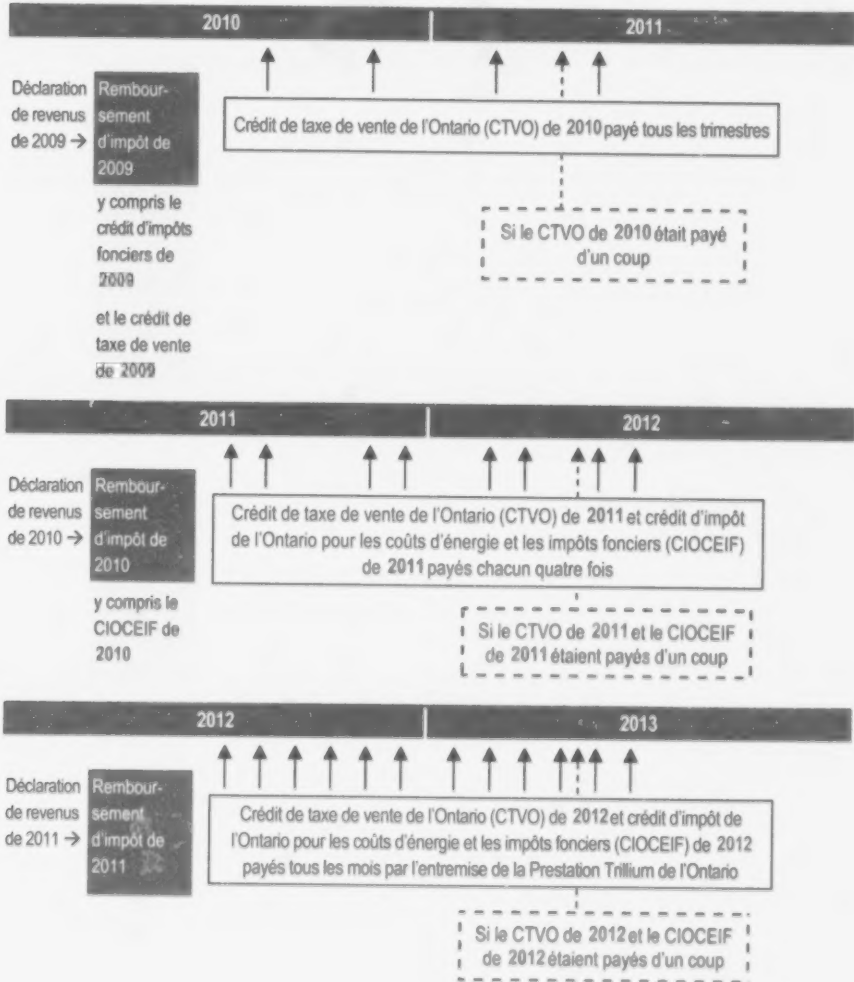


Auparavant, les Ontariennes et Ontariens devaient attendre d'avoir présenté leur déclaration de revenus pour recevoir les paiements au titre des crédits d'impôt de l'Ontario pour l'année. Partout dans la province, des personnes ont dit au gouvernement que des paiements prévisibles effectués à intervalles réguliers les aideraient à payer leurs factures tous les mois.

Les Ontariennes et Ontariens reçoivent déjà leurs crédits d'impôt de 2011 plus tôt et de façon plus fréquente qu'auparavant. Lorsqu'ils auront déposé leur déclaration de revenus de 2011, leurs crédits d'impôt de 2012 leur seront versés tous les mois, à compter de juillet 2012. Ils recevront donc leurs crédits d'impôt plus tôt que si ces crédits étaient intégrés à leur remboursement d'impôt au début de 2013.

Les bénéficiaires reçoivent leurs crédits d'impôt plus tôt

Les Ontariennes et Ontariens reçoivent désormais leurs crédits d'impôt remboursables plus tôt et plus souvent que s'ils recevaient un paiement unique lorsqu'ils déposent leur déclaration de revenus.



Nota : Le crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario (CCENO) de 2010 a été payé en deux versements.

Le CCENO de 2011 est payé en quatre versements et joint au CIOCEIF.

Le CCENO de 2012 sera payé tous les mois par l'entremise de la Prestation Trillium de l'Ontario.

- Les bénéficiaires ont commencé à recevoir leurs crédits d'impôt de 2011 après avoir déposé leur déclaration de revenus de 2010, mais s'attendaient peut-être à recevoir un paiement unique comme d'habitude lorsqu'ils ont déposé leur déclaration de revenus de 2011.
- On se servira de la déclaration de revenus de 2011 pour calculer les crédits d'impôt de 2012. À compter de juillet, ces crédits seront versés d'avance tous les mois dans le cadre de la PTO.

La répartition des paiements au cours de l'année est utilisée pour d'autres prestations accordées à la population de l'Ontario, y compris la Prestation ontarienne pour enfants.

Dans les années antérieures, certains bénéficiaires ont eu recours à une entreprise de préparation des déclarations de revenus pour obtenir un remboursement sur-le-champ. En général, des frais de service pouvant atteindre 15 % sont perçus sur les remboursements immédiats. Grâce à la PTO, les bénéficiaires n'ont pas à payer pour recevoir leur argent plus tôt.

Les contribuables peuvent déposer leur déclaration de revenus gratuitement par téléphone à l'Agence du revenu du Canada. De plus, si leur déclaration est simple, ils peuvent utiliser gratuitement divers logiciels accessibles sur Internet pour l'envoyer en ligne. Enfin, le Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt, un partenariat réunissant l'Agence du revenu du Canada et des organismes communautaires, aide gratuitement un grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens à faible revenu à préparer leur déclaration de revenus chaque année.

Un grand nombre de personnes ont dit au gouvernement qu'elles souhaitent avoir le choix entre recevoir ces crédits d'impôt remboursables sous forme de paiements mensuels pendant toute l'année ou de paiement unique l'année suivante. Au cours de l'année, le gouvernement étudiera des moyens de donner ce choix aux contribuables à compter de l'an prochain.

La PTO accorde une aide totalisant 2,4 milliards de dollars par année à environ 3,5 millions d'Ontariennes et d'Ontariens, soit quelque 1,4 milliard de dollars de plus par année que l'allègement fiscal versé au titre des impôts fonciers et de la taxe de vente en 2009.

Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être

Le gouvernement a proposé un nouveau crédit d'impôt, le crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être, afin d'améliorer l'accessibilité ou la mobilité des personnes âgées à domicile. Ce crédit aiderait les personnes âgées à demeurer chez elles, cadre avec l'objectif du gouvernement touchant l'emploi et l'économie et serait avantageux pour les contribuables en allégeant les pressions exercées sur les coûts du système de santé.

On prévoit que ce crédit d'impôt coûtera 60 millions de dollars à la province en 2011-2012. Ces coûts seraient contrebalancés par les économies réalisées au titre des programmes de soutien des entreprises et des dépenses fiscales connexes.

Accroître l'intégrité des revenus

L'Ontario propose plusieurs mesures afin d'accroître l'intégrité des revenus. Ces mesures généreraient 440 millions de dollars au cours des trois prochaines années.

Collaboration avec le gouvernement fédéral

À la suite des modifications apportées récemment aux ententes de perception fiscale de l'Ontario, le gouvernement fédéral perçoit désormais environ 75 % des revenus fiscaux de l'Ontario. Les entreprises établies dans la province réalisent ainsi des économies de plus de 635 millions de dollars par année en coûts de conformité grâce à l'administration unique de la TVH et de l'impôt des sociétés.

Comme il le fait pour d'autres programmes et services, l'Ontario s'attend à ce que ses agents de mise en oeuvre optimisent leurs ressources. Dans cette optique, il continuera de collaborer avec le gouvernement fédéral pour s'assurer que les taxes et impôts ontariens sont administrés de la façon la plus efficace et la plus efficiente possible et de manière responsable à l'endroit des contribuables ontariens.

Par ailleurs, l'Ontario et le gouvernement fédéral doivent unir leurs efforts afin d'accroître l'intégrité et l'efficacité du régime fiscal. L'Ontario continuera de collaborer avec le gouvernement fédéral afin de lutter contre l'évasion fiscale des sociétés et l'économie souterraine, car elles minent l'assiette fiscale commune et procurent un avantage concurrentiel injuste aux entreprises qui se livrent à ces activités comparativement aux entreprises établies en Ontario qui se conforment au régime fiscal.

Économie souterraine

À l'instar d'autres gouvernements, l'Ontario essuie des pertes fiscales lorsque des entreprises se livrent à des activités de l'économie souterraine. On pourrait limiter ces activités en améliorant les mesures d'application de la loi, l'échange d'information et la divulgation de renseignements par les entreprises ontariennes. Le Québec a adopté plusieurs mesures afin de lutter contre l'économie souterraine sur son territoire.

Le gouvernement propose d'adopter des mesures semblables en Ontario et envisage sérieusement ce qui suit :

- des mesures visant à réduire l'utilisation, aux points de vente, de logiciels qui masquent les ventes, notamment en imposant des amendes et des pénalités et en adoptant des mesures dissuasives visant les récidivistes comme l'obligation d'utiliser un logiciel réglementé par le gouvernement aux points de vente et la perte des permis de vente d'alcool et de billets de loterie;
- des mesures visant à améliorer l'échange d'information entre les ministères ontariens, les municipalités et l'ARC;
- des mesures permettant de repérer les personnes qui facilitent la fraude fiscale ou se livrent à cette activité, notamment en adoptant des exigences de divulgation ainsi qu'en imposant des amendes et des pénalités;
- des mesures visant à accroître la collaboration entre les ministères. Par exemple, le ministère des Finances et le ministère du Travail ont terminé récemment un projet pilote de lutte contre l'économie souterraine dans l'industrie de la construction. Parmi les avantages que ce projet a procurés aux deux ministères, citons la création d'un outil d'évaluation des risques pouvant être utilisé à la grandeur du gouvernement et l'affectation conjointe d'inspecteurs dans le but de favoriser l'échange d'information.

Soucieux d'améliorer l'efficacité des initiatives conjointes de lutte contre l'économie souterraine, l'Ontario continuera de travailler de concert avec le gouvernement fédéral dans le but d'accroître le nombre d'activités de conformité.

Évasion fiscale des sociétés

Le gouvernement fédéral administre l'IRS de l'Ontario et collabore avec la province pour s'assurer que les entreprises établies en Ontario paient leur juste part d'impôt sur le revenu. Les opérations d'évasion fiscale, comme les arrangements qui prévoient le transfert de revenus ou de pertes ailleurs au Canada ou à l'étranger, peuvent avoir un effet permanent sur les revenus de la province et miner l'intégrité de son assiette fiscale.

Pour atténuer l'incidence de ces arrangements, l'Ontario envisagera de mettre en oeuvre diverses mesures utilisées par le Québec pour lutter contre la planification fiscale abusive. Il collaborera avec le gouvernement fédéral, les entreprises ontariennes et les groupes d'intervenants pour réaliser cette initiative.

L'Ontario demeurera vigilant afin de s'assurer que les revenus et les pertes sont affectés à la province où l'activité économique qui les sous-tend a eu lieu. L'Ontario propose de collaborer avec le gouvernement fédéral afin d'examiner la mesure dans laquelle l'ARC peut se pencher sur cette question aux termes de l'entente de perception fiscale et d'adopter des mesures provinciales supplémentaires au besoin. Les mesures proposées feraient en sorte que l'Ontario dispose de l'information et des processus nécessaires pour évaluer et éliminer les répartitions inappropriées des revenus provinciaux et les transferts interprovinciaux de bénéfices et de pertes effectués par des entreprises établies en Ontario.

Impôt-santé des employeurs

Pour s'assurer que les employeurs paient leur juste part de l'impôt-santé des employeurs, l'Ontario renforcera les pratiques administratives qu'il utilise pour déterminer s'il y a une relation employeur-employé. Il continuera d'utiliser les décisions fédérales pour déterminer si cette relation existe mais, aux fins de l'impôt-santé des employeurs, ne sera pas nécessairement lié par ces décisions. Cette modification des pratiques administratives s'appliquera aux évaluations de l'impôt-santé des employeurs effectuées après le 27 mars 2012.

Application de la législation antitabac

Le tabagisme demeure la principale cause de maladies évitables et de décès prématurés en Ontario. La stratégie Ontario sans fumée adoptée par le gouvernement a fait de la province un chef de file de la lutte contre le tabagisme. Le gouvernement ontarien demeure déterminé à réduire le tabagisme chez les jeunes et d'autres personnes vulnérables afin que l'Ontario affiche le taux d'usage du tabac le plus faible au Canada.

Dans le cadre de cet engagement, le gouvernement entend prendre les mesures nécessaires afin de hausser les amendes imposées aux personnes reconnues coupables d'avoir vendu du tabac à des jeunes et imposera des sanctions plus sévères aux personnes qui ont enfreint plusieurs fois les lois de l'Ontario liées au tabac. Ces sanctions comprendraient l'interdiction de vendre des produits du tabac ou des billets de loterie. Elles seraient mises en oeuvre d'ici l'automne.

Par ailleurs, la disponibilité de tabac illégal peu coûteux fait en sorte qu'il est plus facile pour les non-fumeurs, particulièrement les jeunes, de commencer à fumer et élimine un incitatif à l'abandon du tabac pour les fumeurs, ce qui mine les politiques antitabac du gouvernement.

Le gouvernement collaborera avec des partenaires clés afin de sensibiliser le public aux problèmes sociaux et de santé associés au tabac et effectuera des recherches afin de déterminer l'incidence de ses stratégies antitabac sur l'usage du tabac dans la province.

Par ailleurs, l'Ontario s'est engagé à doubler le nombre d'activités d'application de la loi afin de lutter contre la disponibilité de produits du tabac illégaux peu coûteux. À cette fin, le gouvernement mettra l'accent sur la mise en oeuvre des dispositions réglementaires, exécutoires et autres du projet de loi 186, qui a été promulgué en 2011.

Dans le but de mieux surveiller la distribution du tabac naturel en feuilles dans la province, le projet de loi 186 assujettit ce tabac à la *Loi de la taxe sur le tabac* à compter du 1^{er} octobre 2012. Dans ce contexte, le tabac naturel en feuilles comprend le tabac jaune, le tabac noir et le tabac Burley, ainsi que le tabac entièrement ou partiellement traité. Les cultivateurs, les marchands, les transformateurs, les importateurs, les exportateurs et certains transporteurs de tabac devront être inscrits auprès du ministère des Finances et lui présenter des rapports afin que l'on puisse assurer le suivi de la distribution, une étape clé de la fabrication des produits du tabac, tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Le ministère des Finances consultera les principaux intéressés, y compris les dirigeants des Premières nations, lors de l'élaboration des règlements.

L'Ontario propose de déposer des modifications à la *Loi de la taxe sur le tabac* cet automne afin de créer d'autres outils d'exécution de la loi et de conformité. Dans le cadre de ce processus, le gouvernement envisage diverses mesures, y compris les suivantes :

- hausser les amendes imposées aux personnes reconnues coupables d'infractions liées au tabac illégal;
- permettre aux agents d'exécution de la loi d'imposer des amendes aux personnes ayant en leur possession de plus faibles quantités de tabac illégal non taxé;
- mettre en fourrière les véhicules utilisés pour transporter du tabac illégal;
- utiliser des dispositifs de localisation autorisés par les tribunaux;
- confisquer les articles prouvant une infraction à la *Loi de la taxe sur le tabac*;
- autoriser qu'un véhicule soit arrêté, retenu et fouillé si on a des motifs raisonnables et probables de croire qu'il contient du tabac naturel en feuilles et, s'il y a contravention, saisir ce tabac;
- renforcer le système d'inscription des détaillants;
- remplacer la languette jaune de l'Ontario par le timbre fédéral;
- adopter les meilleures pratiques qui se sont révélées efficaces dans d'autres provinces;
- renforcer d'autres mesures afin d'accroître l'efficacité de la Loi pour qu'elle permette au gouvernement de respecter ses engagements.

Dans le cadre de ce processus, on consultera les intervenants et les partenaires clés, y compris les communautés et les organismes des Premières nations.

L'Ontario poursuivra son dialogue avec les communautés et les organismes des Premières nations, les conseils de bande et les fabricants de produits du tabac dans les réserves afin de mieux comprendre les enjeux liés au tabac dans les réserves. De plus, en collaboration avec les Premières nations, le gouvernement étudiera des moyens de moderniser le système d'attribution des produits du tabac non taxés et la possibilité que les Premières nations réglementent elles-mêmes le tabac dans les réserves.

La disponibilité de produits du tabac illégaux et peu coûteux est une question complexe qui nécessite l'intervention des gouvernements des provinces avoisinantes, du gouvernement fédéral, des dirigeants des Premières nations, des services de santé publique municipaux et de plusieurs services policiers et entités d'exécution de la loi, y compris la Police provinciale de l'Ontario, la Gendarmerie royale du Canada, les services policiers des Premières nations et les services policiers municipaux. Le ministère continuera de collaborer avec d'autres ministères et gouvernements, les dirigeants des Premières nations et divers organismes d'exécution de la loi afin d'atteindre des objectifs communs et d'échanger des renseignements sur les meilleures pratiques.

L'Ontario collabore avec le gouvernement fédéral et d'autres provinces afin d'améliorer l'application de la législation antitabac. Pour lutter contre le tabac illégal de façon efficace, l'Ontario doit conclure des ententes d'application conjointe de la législation antitabac avec d'autres provinces et territoires de compétence, ainsi qu'avec divers organismes fédéraux. La province s'inquiète particulièrement de l'effet du projet de déménagement du poste frontalier Canada-États-Unis situé à Cornwall.

Au cours des trois prochaines années, l'application du projet de loi 186 et des mesures proposées pour lutter contre le tabac illégal générerait des revenus de 375 millions de dollars. D'ici 2014-2015, les revenus annuels supplémentaires se chiffraient à 175 millions de dollars et les coûts d'application de la loi supplémentaires seraient de 34 millions de dollars.

Autres questions fédérales-provinciales-territoriales liées à l'impôt

À l'instar de la plupart des autres gouvernements provinciaux et territoriaux, l'Ontario a harmonisé ses assiettes de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt sur le revenu des sociétés avec celles du gouvernement fédéral. En raison de cette harmonisation, les modifications apportées par le gouvernement fédéral à ces assiettes fiscales communes peuvent réduire considérablement les revenus tirés de l'impôt sur le revenu dont la province a besoin pour dispenser les services essentiels comme l'éducation et les soins de santé.

Tel qu'indiqué dans l'examen fédéral-provincial-territorial récent des ententes de perception de l'impôt sur le revenu, le gouvernement fédéral et les autres territoires de compétence ont convenu d'unir leurs efforts afin d'étudier les conséquences de la mise en commun des assiettes fiscales. Dans le cadre de cette collaboration, l'Ontario étudiera des moyens de protéger ses intérêts financiers contre les changements apportés de façon unilatérale aux assiettes fiscales communes par le gouvernement fédéral. Aux termes de l'Entente intégrée globale de coordination fiscale, qui régit la TVH, le gouvernement fédéral doit indemniser les provinces si un changement fiscal qu'il apporte à l'assiette commune de la TVH entraîne une perte des revenus tirés de la TVH de plus de un pour cent pour la province, à moins que celle-ci n'ait donné son accord par écrit au préalable.

Le régime fiscal du Canada prévoit que chaque société faisant partie d'un groupe de sociétés est imposée séparément et présente une déclaration de revenus distincte. Malgré cela, une pratique administrative du gouvernement fédéral a facilité la mise en place d'un système informel de transfert de pertes entre les sociétés faisant partie d'un groupe. Cette situation peut avoir une incidence permanente sur les revenus d'une province lorsque des pertes sont transférées entre les sociétés d'un groupe et entre les provinces. Pour le gouvernement fédéral, ces opérations n'ont pour effet que de créer un écart temporel.

L'Ontario continuera de collaborer avec le gouvernement fédéral et les autres provinces afin de renforcer l'intégrité du régime fiscal canadien en s'assurant que les sociétés appliquent les pertes d'une façon juste, raisonnable et conforme aux principes de longue date qui sous-tendent la répartition interprovinciale des revenus.

Autres mesures administratives

Administration de l'impôt plus efficiente

Le gouvernement provincial s'est engagé à recouvrer les impôts qui lui sont dus et à s'assurer qu'il reçoit les revenus fiscaux au moment opportun.

Il proposera des modifications à diverses lois fiscales afin d'accroître sa capacité de percevoir les revenus fiscaux de façon plus efficiente. Il proposera notamment des modifications visant à normaliser la disponibilité d'un pouvoir de saisie-arrêt applicable aux sommes prêtées ou avancées, ainsi que des modifications de forme, afin de veiller à ce que les dispositions concernant les fiducies réputées et les mesures étoffées de saisie-arrêt soient alignées sur les lois fédérales régissant les faillites et l'insolvabilité. En outre, le gouvernement continuera de passer en revue sa capacité de perception fiscale et d'envisager d'autres mesures appropriées.

Respect des obligations fiscales

Les entreprises ontariennes qui reçoivent des fonds ou obtiennent des contrats du gouvernement devraient s'acquitter de leurs obligations fiscales.

L'Ontario propose de mettre en oeuvre des mesures qui exigeraient des bénéficiaires de subventions et d'autres formes d'aide gouvernementale directe qu'ils s'acquittent de leurs obligations fiscales. De plus, l'Ontario élargira la portée des exigences d'approvisionnement gouvernemental pour s'assurer que les entreprises qui présentent une soumission pour un projet ou un contrat financé par le gouvernement provincial ont respecté leurs obligations fiscales. L'Ontario collaborera avec les autres ordres de gouvernement et les intervenants clés pour élaborer cette initiative.

Remboursements de la taxe de vente au détail

Pour continuer à faciliter l'élimination graduelle de la taxe de vente au détail (TVD), le gouvernement propose de raccourcir les périodes de remboursement de la TVD.

À l'heure actuelle, les contribuables peuvent demander un remboursement de la TVD jusqu'à la fin des délais prévus ou jusqu'au 30 juin 2014, selon la première éventualité. On propose des modifications afin d'exiger que ces demandes soient présentées au plus tard le 31 décembre 2012.

La période actuelle pour la présentation d'une demande de remboursement continuera de s'appliquer à la TVD payée sur les primes d'assurance et les cessions privées de véhicules d'occasion.

Résumé des mesures

TABLEAU 4.4 Incidence du budget de 2012

(en millions de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Gel du taux d'imposition du revenu des sociétés (s'il est adopté)	115	510	845
Gel des réductions du taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises	75	200	300
Amélioration de l'intégrité des revenus	30	130	280
Centralisation de la perception et amélioration de la vérification ¹	30	75	75
Application de la législation antitabac	75	125	175
Total	325	1 040	1 675

¹ Pour plus de renseignements sur l'amélioration de ces fonctions, voir le chapitre I, *Transformation des services publics*.

Autres mesures et modifications de forme

Le gouvernement proposera des modifications à diverses lois fiscales ainsi que d'autres modifications de forme à diverses lois, notamment les suivantes, pour améliorer l'efficacité administrative, mieux appliquer la loi, maintenir l'intégrité et l'équité du régime fiscal et du système de perception des revenus de l'Ontario, clarifier les lois et assouplir les règlements afin de préserver l'objet des politiques :

- *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*
- *Loi sur l'évaluation foncière*
- *Loi sur les sociétés par actions*
- *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*
- *Loi sur les contrats à terme sur marchandises*
- *Loi de 2001 sur les sociétés d'accès aux soins communautaires*
- *Loi de 1992 sur les fonds communautaires de placement dans les petites entreprises*
- *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire*
- *Loi sur les personnes morales*
- *Loi sur l'imposition des sociétés*
- *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*
- *Loi sur l'éducation*
- *Loi électorale*
- *Loi de 1998 sur l'électricité*
- *Loi sur l'impôt-santé des employeurs*
- *Loi de 1998 de l'impôt sur l'administration des successions*
- *Loi sur l'administration financière*
- *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*
- *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*
- *Loi de la taxe sur les carburants*
- *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*
- *Loi de la taxe sur l'essence*
- *Loi sur la protection contre les rayons X*
- *Loi de 2011 sur les services de logement*
- *Loi de l'impôt sur le revenu*
- *Loi sur les assurances*
- *Loi sur les droits de cession immobilière*
- *Loi sur les alcools*
- *Loi sur les régies des routes locales*
- *Loi sur le Conseil de gestion du gouvernement*

- *Loi sur l'assurance maritime*
- *Loi de l'impôt sur l'exploitation minière*
- *Loi sur le ministère des Services gouvernementaux*
- *Loi de 2011 sur le ministère de l'Infrastructure*
- *Loi sur le ministère du Revenu*
- *Loi sur le ministère du Tourisme et des Loisirs*
- *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*
- *Loi de 2001 sur les municipalités*
- *Loi de 1997 sur la Société d'évaluation foncière des municipalités*
- *Loi sur les régies des services publics du Nord*
- *Loi de 2010 sur la prestation ontarienne pour l'énergie propre*
- *Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier*
- *Loi de 2006 sur le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario*
- *Loi de 2006 sur l'examen du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario*
- *Loi sur les régimes de retraite*
- *Loi de 2005 sur les zones de croissance*
- *Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés*
- *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial*
- *Loi sur les infractions provinciales*
- *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*
- *Loi de la taxe sur le pari mutuel*
- *Loi de 2000 sur la Commission des courses de chevaux*
- *Loi sur les courtiers d'assurance inscrits*
- *Loi sur la taxe de vente au détail*
- *Loi de 2007 sur les impôts*
- *Loi de 2006 sur le financement par surcroît d'impôts*
- *Loi de la taxe sur le tabac*

Section B : Régimes de retraite

Introduction

L'Ontario modernise son cadre stratégique en matière de régimes de retraite et joue un rôle de premier plan dans les discussions qui ont cours à l'échelle nationale sur les améliorations à apporter au système de revenu de retraite.

Les initiatives importantes comprennent ce qui suit :

- proposer des mesures pour accroître la viabilité et l'efficience des régimes de retraite dans le secteur parapublic;
- soutenir une bonification modeste, graduelle et entièrement capitalisée du Régime de pensions du Canada (RPC);
- mettre à jour le système de régimes de retraite d'employeur de l'Ontario tout en équilibrant les intérêts des pensionnés, des participants aux régimes et des promoteurs;
- faire face aux défis que posent les régimes de retraite du secteur privé dans le contexte du ralentissement économique récent.

Régimes de retraite à prestations déterminées dans le secteur public

Les régimes de retraite constituent une source importante de revenus prévisibles pour les travailleurs à la retraite du secteur public et du secteur privé. Un système moderne de revenu de retraite contribue à améliorer la qualité de vie des personnes âgées et à réduire la dépendance à l'égard des programmes publics.

Le système de revenu de retraite du Canada est considéré comme l'un des meilleurs au monde. Grâce en partie aux choix responsables qu'ont faits les décideurs, on prévoit maintenant que le RPC sera durable pendant les 75 prochaines années. De même, on considère que les caisses de retraite de l'Ontario comptent parmi les mieux gérées au monde, une réputation que la province a acquise en assurant une bonne gouvernance et une gestion professionnelle des investissements.

Les régimes de retraite du secteur public de l'Ontario comptent parmi les régimes les plus importants du Canada. Le gouvernement, à titre de promoteur ou de co-promoteur, finance directement ou indirectement la plupart de ces régimes. Les régimes de retraite font partie intégrante de la rémunération totale des travailleurs du secteur public, mais la viabilité d'un grand nombre d'entre eux est sérieusement compromise. Le gouvernement a pour objectif de fournir aux employés du secteur public des régimes de retraite qui sont viables à long terme pour les contribuables et les participants.

La conjoncture économique et, en particulier, le rendement inférieur à la moyenne des investissements et les faibles taux d'intérêt à long terme influent directement sur la capitalisation des régimes de retraite du secteur privé et du secteur public. Certains régimes sont également aux prises avec d'importantes pressions démographiques.

La plupart des grands régimes du secteur public ont des retombées directes sur les états financiers du gouvernement. Les obligations du gouvernement en matière de régimes de retraite, que l'on appelle la charge de retraite, ont augmenté dans les dernières années et devraient continuer de croître au point de réduire les dépenses d'autres programmes. Le gouvernement croit qu'il faut prendre des mesures maintenant pour réduire la croissance des coûts des régimes de retraite.

TABEAU 4.5 Charge de retraite par régime –
Données historiques et projections

(en millions de dollars)

	Chiffres réels			Chiffres prov.	Plan	Perspectives à moyen terme	
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
RRF et RRSEFPO	321	536	726	726	908	915	845
RREO	50	255	522	522	850	1 241	1 125
HOOPP	853	956	938	1 008	1 080	1 156	1 132
RRCAAT	94	153	184	181	226	256	267
Total	1 318	1 900	2 370	2 437	3 064	3 568	3 369

RRF : Régime de retraite des fonctionnaires, RRSEFPO : Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, RREO : Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, HOOPP : Healthcare of Ontario Pension Plan, RRCAAT : Régime de retraite des collèves d'arts appliqués et de technologie.

Le gouvernement propose de réformer le cadre qui régit les régimes de retraite à prestations déterminées du secteur public. Ces réformes s'appuieraient sur le leadership de l'Ontario en matière de réforme des régimes de retraite, les recommandations de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario et le cadre temporaire d'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité. Les réformes entrent dans trois catégories :

- régimes de retraite conjoints;
- régimes de retraite à employeur unique;
- amélioration de l'efficacité de la gestion des caisses de retraite.

Régimes de retraite conjoints (RRC)

La majorité des plus grands régimes de retraite de l'Ontario sont des régimes conjoints. Dans ces régimes, les décisions concernant le niveau des prestations et les cotisations sont prises conjointement par l'employeur, en tant que promoteur, et les représentants des participants aux régimes. Les participants aux régimes versent des cotisations pour payer les prestations qu'ils acquièrent et doivent assumer leur part de la capitalisation des déficits. Dans la plupart des cas, les participants paient la moitié du coût de leurs prestations, l'employeur versant des cotisations équivalentes à celles des participants. Ce modèle fonctionne bien, et a même été reconnu à l'échelle internationale comme un bon modèle de gestion des régimes de retraite. Cependant, comme il en a été question précédemment, les coûts à assumer pour verser ces prestations ont augmenté considérablement et devraient continuer d'augmenter.

À l'heure actuelle, quand un régime accuse un déficit de solvabilité, les promoteurs chercheront des moyens de capitaliser le déficit, par une hausse des cotisations, une réduction des prestations à venir ou une combinaison des deux. Si les parties ne peuvent pas trouver de terrain d'entente ou si le déficit ne peut pas être épongé par une réduction des prestations futures, la *Loi sur les régimes de retraite* exige que le manque à gagner soit comblé par une hausse des cotisations. Cela s'est produit au cours des dernières années alors que de nombreux RRC ont augmenté considérablement leurs taux de cotisation. Par exemple, les taux de cotisation des participants et des promoteurs se situent chacun entre 11 et 13 % et on prévoit que, dans certains cas, ils augmenteront encore davantage.

Reconnaissant les défis que représentent pour ces régimes les changements démographiques et la conjoncture des marchés de capitaux, le gouvernement mènera des consultations sur les mesures qui contribueraient à assurer la viabilité et l'abordabilité de ces régimes pour les participants aussi bien que pour l'ensemble des Ontariennes et des Ontariens. À cette fin, le gouvernement propose de s'assurer que les mesures prises pour accroître la capitalisation des régimes n'ajouteront pas aux charges des employeurs et des contribuables au-delà de ce qui a déjà été convenu. Le gouvernement souhaite également s'assurer que tous les régimes de retraite conjoints seront financés à parts égales par les employeurs et les employés.

Après consultations, le gouvernement déposera les réformes législatives appropriées pour atteindre ces objectifs. Il consultera ses partenaires pour l'élaboration d'un cadre législatif comprenant les paramètres suivants :

- En cas de déficit, les régimes seraient tenus de réduire les prestations futures ou les prestations accessoires avant d'augmenter davantage les cotisations des employeurs.
- En cas de circonstances exceptionnelles, une limite serait imposée quant au montant ou à la valeur de la réduction des prestations avant que des hausses supplémentaires des cotisations ne soient envisagées.
- Toute réduction des prestations s'appliquerait uniquement aux prestations futures, non à celles qui ont déjà été acquises. Les retraités actuels ne seraient pas touchés.
- Lorsque les cotisations salariales sont actuellement moindres que celles des employeurs, une hausse des cotisations salariales pourrait également être envisagée pour éponger les déficits des régimes de retraite.
- Lorsque les promoteurs des régimes ne peuvent pas s'entendre sur la réduction des prestations par la négociation, un nouveau processus de règlement des différends par une tierce partie serait utilisé.
- Le cadre serait revu une fois que le budget aurait été équilibré.

Les responsables des régimes sont très conscients de ces questions et ont déjà amorcé des discussions sur la réduction des prestations afin d'assurer la viabilité des régimes et des niveaux de cotisation abordables. Les promoteurs de certains RRC ont déjà réduit ou éliminé le niveau de protection garantie contre l'inflation. Le gouvernement consultera les intéressés pour s'assurer que le cadre s'appuie sur les mesures que les parties ont déjà prises.

Régimes de retraite à employeur unique (RREU)

Beaucoup d'employés du secteur public de l'Ontario, particulièrement ceux des universités et du secteur de l'électricité, sont participants à un régime de retraite à employeur unique. En vertu de ces régimes, l'employeur est le seul responsable de combler le manque à gagner. Les employeurs contribuent généralement plus que les participants, dans certains cas, deux ou trois fois plus. Lorsque ces régimes sont déficitaires, comme bon nombre d'entre eux aujourd'hui, la différence entre les coûts assumés par les employeurs et les employés devient de plus en plus grande.

Comme dans le cas des régimes de retraite conjoints, le gouvernement croit que les participants aux régimes de retraite à employeur unique du secteur public devraient assumer le coût de leurs prestations de retraite à parts égales avec leur employeur. La hausse des coûts que doivent assumer les employeurs absorbe des fonds qui sont cruciaux pour les services publics. Le gouvernement envisagera une variété d'outils pour accroître la viabilité des régimes de retraite à employeur unique, tout en libérant des fonds pour les services publics. Le gouvernement :

- s'attend à ce que les régimes de retraite à employeur unique du secteur public soient financés à parts égales par les employeurs et les participants dans un délai de cinq ans;
- modifiera les mesures d'allégement temporaire de la capitalisation du déficit de solvabilité afin d'encourager ces régimes à mettre en oeuvre la formule de partage des coûts à parts égales pendant la période de transition de cinq ans. Les employeurs continueraient d'être responsables des déficits des régimes;
- soutiendra les efforts visant à convertir les régimes de retraite à employeur unique du secteur public à prestations déterminées en régimes de retraite conjoints partagés également. Le gouvernement a l'intention d'éliminer un obstacle à la création de régimes de retraite conjoints propres au secteur de l'électricité après consultation des intéressés.

Améliorer l'efficacité de la gestion des caisses de retraite

Dans bon nombre des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur public de l'Ontario, les actifs et le nombre de membres sont relativement petits (p. ex., une cinquantaine de régimes ont des actifs de moins de 1 milliard de dollars) et chacun a sa propre fonction de gestion des investissements. Non seulement cette situation accroît les coûts et empêche les économies d'échelle, mais elle signifie également que ces régimes ne peuvent pas accéder à des occasions d'investissement à plus haut rendement accessibles aux groupes d'investisseurs plus grands.

Grands régimes, petits régimes : lesquels sont les meilleurs?

Un document récent de Alexander Dyck et Lukasz Pomorski de la Rotman School of Management donne à penser que la performance des régimes les plus importants (ceux dont les actifs moyens sont de 37 milliards de dollars) est supérieure à la performance des plus petits régimes (ceux dont les actifs moyens s'établissent à 1 milliard de dollars), jusqu'à la moitié de la différence étant attribuable au coût plus bas de la gestion interne.

« La taille des plus grands régimes est associée à une meilleure performance de tout le portefeuille de régimes de retraite. L'effet est économiquement mesurable : les rendements des plus grands régimes sont supérieurs de 43 à 50 points de base par année. »

Dyck, A. et L. Pomorski. *Is Bigger Better? Size and Performance in Pension Plan Management*, Rotman International Centre for Pension Management, 2011. Rapport de recherche.

Ces résultats donnent à penser que les rendements supérieurs obtenus grâce à la consolidation des actifs des caisses de retraite pourraient profiter aux employeurs du secteur public, aux participants aux régimes et aux contribuables.

D'autres secteurs de compétence au Canada et dans le reste du monde ont cerné les avantages d'une mise en commun des investissements des régimes de retraite et ont créé de nouvelles entités pour gérer les actifs ainsi mis en commun.

Le gouvernement a l'intention de déposer un cadre législatif à l'automne 2012 qui faciliterait la mise en commun des actifs des caisses de retraite. Cela pourrait se faire par la création d'une nouvelle entité de gestion des investissements ou en s'appuyant sur les grands régimes de retraite existants du secteur public.

Il s'agit d'une entreprise complexe et le gouvernement s'assurera d'obtenir les conseils les plus judicieux possible pour prendre des décisions clés sur la direction et les modèles possibles de gouvernance. Le gouvernement nommera un conseiller pour diriger le processus de mise en oeuvre. Ce conseiller travaillera avec les responsables des régimes et d'autres intéressés pour recommander un modèle de gestion des actifs mis en commun.

Le conseiller travaillera en étroite collaboration avec les responsables de chaque régime pour s'assurer qu'ils sont consultés relativement à la nouvelle formule et qu'ils ont leur mot à dire dans les questions liées à la structure et à la direction. Le gouvernement a l'intention d'établir une période de transition, essentielle pour faire ces changements.

Renforcer le système de revenu de retraite du Canada

Approche que favorise l'Ontario

Comme on l'a annoncé en 2010, l'Ontario demeure déterminé à améliorer le système de revenu de retraite grâce à une stratégie à deux volets qui mettrait l'accent sur la bonification modeste et entièrement capitalisée du Régime de pensions du Canada (RPC), doublée de mesures novatrices visant à élargir la couverture des régimes de retraite et à favoriser les options d'épargne moins coûteuses.

Bonification du RPC

L'Ontario continue d'appuyer une bonification modeste, graduelle et entièrement capitalisée du RPC pour assurer des revenus adéquats et prévisibles aux futurs retraités. Ce changement est au coeur d'une stratégie nationale efficace visant le système de revenu de retraite.

Caractéristiques du RPC

Le RPC :

- constitue un régime de retraite à prestations déterminées sûres et prévisibles versées à pratiquement tous les travailleurs canadiens;
- offre des prestations entièrement indexées à l'inflation;
- ne comporte pas le risque de faillite ou d'insolvabilité de l'employeur;
- est entièrement transférable partout au Canada, soutenant du coup une population active moderne et mobile;
- comprend des coûts administratifs très bas, en proportion des dépenses du régime, comparativement à la plupart des régimes de retraite d'employeur.

Toute bonification du RPC doit être entièrement capitalisée. Les salariés et les employeurs paieraient les prestations supplémentaires à mesure qu'elles sont acquises, et la mise en oeuvre complète se ferait sur une période de 40 ans.

Des préoccupations ont été soulevées quant à l'opportunité et à l'incidence économique d'une hausse des cotisations dans le contexte économique difficile actuel. Le gouvernement fédéral et les provinces doivent élaborer une stratégie de mise en oeuvre graduelle pour faire en sorte que toutes les modifications découlant de la bonification du RPC soient gérables pour les employeurs et les salariés. Un préavis suivi d'une période de mise en oeuvre graduelle leur donnerait le temps nécessaire pour s'adapter aux changements du taux de cotisation. Par exemple, dans les réformes du RPC faites en 1997, les nouveaux taux de cotisation ont été implantés graduellement sur une période de sept ans.

En décembre 2011, les ministres des Finances du gouvernement fédéral et des provinces ont convenu de rendre compte, à leur prochaine réunion, de ce qui constitue une bonification modeste du RPC. Cette réunion sera l'occasion d'élaborer un plan responsable et réalisable visant à bonifier le RPC d'une manière prévisible et gérable pour les employeurs et les salariés. À cette fin, l'Ontario continuera de collaborer avec les partenaires du gouvernement fédéral et des autres gouvernements provinciaux.

Régimes de pension agréés collectifs

Les régimes de pension agréés collectifs (RPAC) ont pour but de faciliter l'épargne en prévision de la retraite en fournissant aux salariés et aux travailleurs autonomes un nouveau type de véhicule d'épargne à faible coût simple, géré par des professionnels et transférable. Les régimes de pension agréés collectifs visent à :

- favoriser la participation des employeurs;
- accroître la couverture pour les salariés;
- simplifier les choix en matière de placement;
- réduire les frais grâce à des économies d'échelle.

Législation fédérale

Le 17 novembre 2011, le gouvernement fédéral déposait le projet de loi C-25, *Loi sur les régimes de pension agréés collectifs*, qui représente la première étape du processus d'établissement du cadre législatif qui régira les RPAC et s'appliquera aux industries et aux employeurs sous réglementation fédérale dans les territoires. Le gouvernement fédéral a également proposé des modifications à la *Loi de l'impôt sur le revenu* en décembre 2011 pour tenir compte des RPAC. Une loi et des règlements provinciaux sont nécessaires pour mettre en oeuvre les RPAC en Ontario et dans les autres provinces.

Position de l'Ontario sur le modèle fédéral des RPAC

L'Ontario croit que la protection des participants aux régimes est essentielle à la réussite des RPAC. Dans un contexte lucratif, les intérêts des participants aux régimes doivent être prioritaires.

L'Ontario a un certain nombre de réserves concernant le modèle fédéral tel qu'il est proposé actuellement. Par exemple :

- Les RPAC peuvent simplement remplacer une forme de régime de retraite par une autre au lieu d'élargir l'épargne en prévision de la retraite et la couverture des régimes de retraite.
- On ne sait pas vraiment si le cadre fiduciaire des RPAC protège bien les participants aux régimes.
- On ne sait pas vraiment si les cotisations obligatoires des salariés seraient suffisamment souples pour tenir compte des différents événements de la vie qui touchent les participants aux régimes, comme un divorce ou des périodes de difficultés financières.
- La mesure dans laquelle les RPAC seraient réellement peu coûteux n'est pas claire.
- Chaque province serait également tenue d'établir un régime efficace de délivrance de permis et de réglementation; le coût de la réglementation doit être raisonnable puisqu'il serait absorbé par les participants aux RPAC.

L'Ontario continuera de collaborer avec les autres provinces et le gouvernement fédéral pour élaborer ce modèle. Cependant, l'Ontario croit que la mise en oeuvre de mesures novatrices en matière de régimes de retraite devrait être liée à la bonification du RPC dans le cadre d'une approche globale.

Réforme continue des régimes de retraite

Avec l'adoption unanime par l'Assemblée législative de deux programmes majeurs de réforme des régimes de retraite en 2010, la modernisation des régimes de retraite d'employeur en Ontario est bien amorcée. Des règlements sont en cours d'élaboration pour mettre en oeuvre bon nombre de ces réformes.

Par exemple, plus tard ce printemps, le gouvernement entend afficher dans le Registre de la réglementation un projet de règlement qui :

- clarifierait les règles régissant les excédents des régimes de retraite;
- permettrait de mettre en oeuvre bon nombre des dispositions de transfert des actifs, dont celles touchant les « scissions des régimes de retraite », qui s'appliqueraient en cas de restructuration des organisations fournissant des prestations de retraite à leurs employés;
- permettrait de mettre en oeuvre les dispositions précisant les droits et les responsabilités des « participants retraités ».

Plus tard en 2012, le gouvernement affichera également des modifications qui :

- établiraient un critère pour répondre aux préoccupations liées à la capitalisation des régimes qui ne sont pas assujettis à une capitalisation de solvabilité;
- resserreraient les règles de capitalisation des régimes de retraite à prestations déterminées, y compris les conditions d'admissibilité à la suspension des cotisations et le financement accéléré de la bonification des prestations.

La Loi de 2010 modifiant la Loi sur les régimes de retraite prévoit que :

- la liquidation partielle future des régimes ne sera plus autorisée à la date fixée par proclamation;
- les droits à toutes les prestations de retraite seront immédiatement acquis;
- les employeurs d'un RRC et les participants à ce régime de même que l'administrateur d'un régime de retraite interentreprises peuvent choisir de ne pas fournir de droits d'acquisition réputée;
- à compter du 1^{er} juillet 2012, les droits d'acquisition réputée s'appliquent à tous les participants admissibles dont l'employeur met fin à l'emploi autrement que pour un motif valable.

Afin de permettre aux responsables des régimes d'apporter des modifications administratives pour satisfaire à ces nouvelles exigences, le gouvernement annonce son intention de rendre ces dispositions effectives à compter du 1^{er} juillet 2012.

Déblocage en cas de difficultés financières

L'Ontario permet aux propriétaires de comptes immobilisés d'en retirer des fonds en cas de difficultés financières. Le gouvernement a terminé son examen administratif du programme de déblocage en cas de difficultés financières annoncé dans le budget de 2011 et a l'intention de restructurer le programme afin de rationaliser et de simplifier le processus permettant d'accéder aux comptes immobilisés.

Conformément au processus de demande en une étape utilisé pour les comptes immobilisés sous réglementation fédérale, le consentement de l'organisme de réglementation ne serait plus requis pour retirer des fonds pour cause de difficultés financières. Les auteurs de demande seraient plutôt en mesure de demander des retraits directement de leur institution financière. Ce changement permettrait d'aligner le déblocage en cas de difficultés financières sur toutes les autres formes d'accès aux comptes immobilisés, qui prévoient que les demandes sont présentées directement aux institutions financières.

Le gouvernement a l'intention d'afficher dans le Registre de la réglementation les modifications réglementaires correspondantes qu'il propose, aux fins de consultation par le public. Au cours des deux prochaines années, il reverra la nouvelle procédure de demande pour en évaluer l'efficacité.

Allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité

Le gouvernement propose d'étendre l'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité aux promoteurs des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur privé tout en aidant à protéger les prestations de retraite.

La baisse marquée des taux d'intérêt à long terme en 2011 a accru le passif de solvabilité de nombreux régimes de retraite tandis que la volatilité des marchés de capitaux à l'échelle mondiale a limité le rendement des placements. Pour soutenir les emplois et la croissance dans ce contexte difficile, les mesures temporaires d'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité implantées en 2009 seraient prolongées. Les promoteurs de régimes jouiraient également d'une souplesse accrue lorsqu'ils financent leurs régimes de retraite.

Prolongation des règlements régissant l'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité de 2009

En vertu des règles proposées d'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité de 2009, lorsqu'il dépose le premier rapport d'évaluation actuarielle le 30 septembre 2011 ou après, l'administrateur du régime de retraite pourrait :

- consolider les calendriers des paiements de solvabilité de façon à établir un nouveau calendrier de paiements d'une durée de cinq ans;
- sous réserve du consentement des bénéficiaires du régime, prolonger d'un maximum de 10 ans le calendrier des paiements de solvabilité si le rapport fait état d'un nouveau déficit de solvabilité.

Plus grande souplesse pour les employeurs

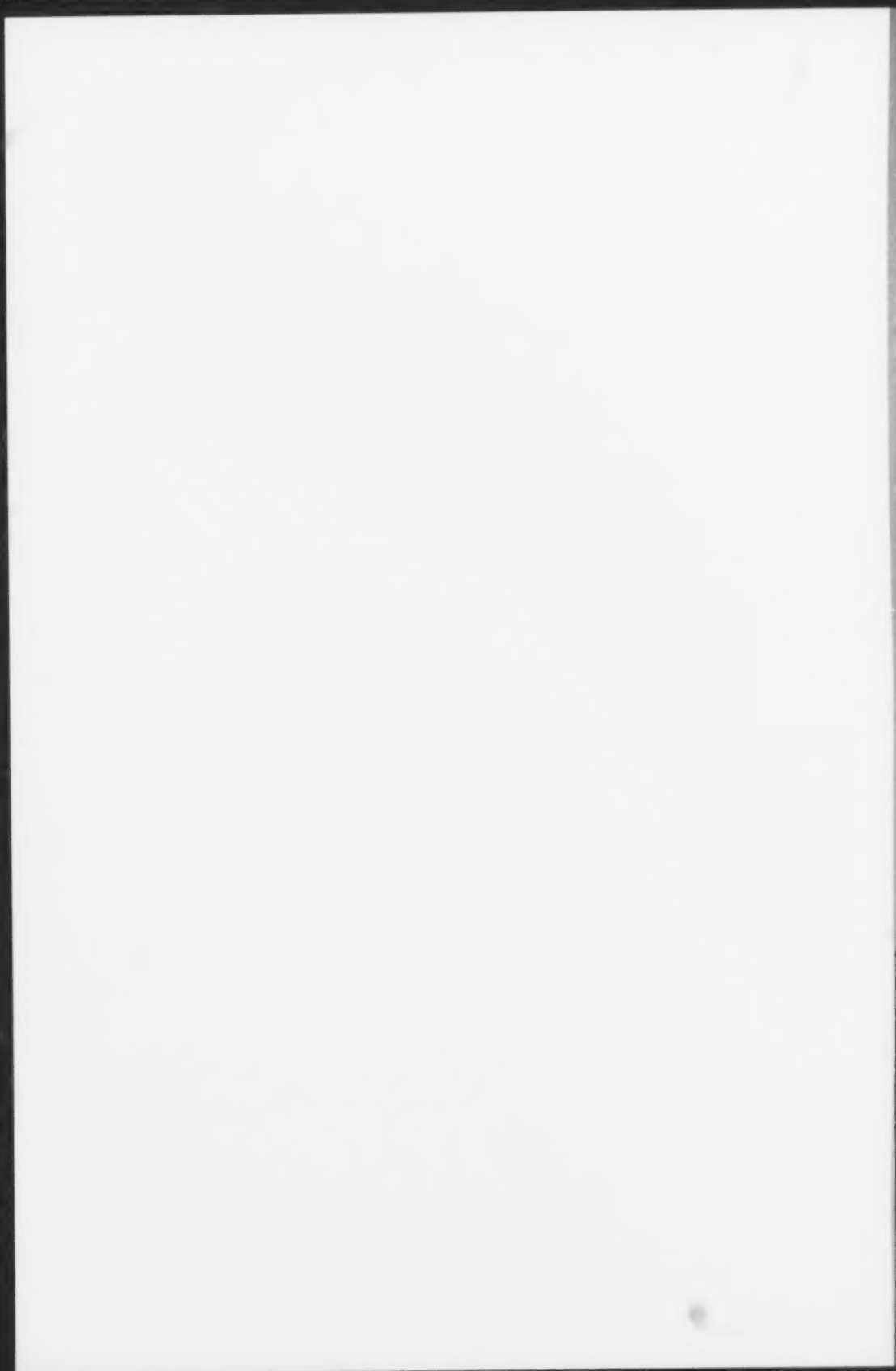
Comme l'a annoncé le gouvernement en août 2010, les règlements qui autoriseraient les employeurs à utiliser des lettres de crédit irrévocables d'institutions financières pour couvrir jusqu'à 15 % du passif de solvabilité d'un régime de retraite seraient établis ce printemps. Ces lettres de crédit fourniraient aux employeurs un outil efficace pour gérer les ressources financières tout en assurant des actifs disponibles en cas d'insolvabilité de l'employeur.

Une plus grande souplesse serait également accordée en permettant d'amortir les paiements spéciaux de solvabilité et de continuité à partir d'un an après la date d'évaluation d'un régime. Conformément aux règles régissant les régimes de retraite conjoints, cette disposition réduirait les pressions quant aux flux de trésorerie que les employeurs subissent lorsqu'ils doivent verser une cotisation sous forme de montant forfaitaire après des évaluations actuarielles.

CHAPITRE V



EMPRUNTS ET GESTION
DE LA DETTE



Points saillants

- ☑ Le total des besoins en matière de financement pour 2011-2012 a diminué de 2,2 milliards de dollars par rapport aux chiffres indiqués dans le budget de 2011 en raison surtout du déficit plus faible prévu pour 2011-2012 et du déficit final de 2010-2011 qui a été moins élevé que ce qu'on prévoyait.
- ☑ Les emprunts à long terme sur les marchés publics devraient se chiffrer à 35,6 milliards de dollars en 2012-2013, soit 3,0 milliards de dollars de moins que prévu pour cet exercice dans le budget de 2011.
- ☑ Les charges liées à l'intérêt sur la dette en 2011-2012 devraient être de 193 millions de dollars inférieures aux prévisions du budget de 2011. Cette diminution résulte principalement de l'incidence des taux d'intérêt plus faibles que prévu et des déficits moins élevés pour 2010-2011 et 2011-2012.
- ☑ La dette totale devrait s'élever à 257,5 milliards de dollars au 31 mars 2012, ce qui est inférieur aux 257,9 milliards de dollars prévus dans le budget de 2011.
- ☑ La dette nette devrait se chiffrer à 237,6 milliards de dollars au 31 mars 2012, ce qui est inférieur aux 241,5 milliards de dollars prévus dans le budget de 2011.
- ☑ Pour 2012-2013, s'il y avait une variation de un point de pourcentage des taux d'intérêt, cela augmenterait ou diminuerait l'intérêt sur la dette de quelque 467 millions de dollars pour la province.

Emprunts à long terme sur les marchés publics

L'Ontario a réussi à exécuter son programme d'emprunt annuel en 2011-2012, malgré les défis avec lesquels les marchés des capitaux sont toujours aux prises à l'échelle internationale. Les besoins en matière d'emprunts à long terme sur les marchés publics de la province ont diminué de 3,0 milliards de dollars pour 2012-2013 depuis la parution du budget de 2011.

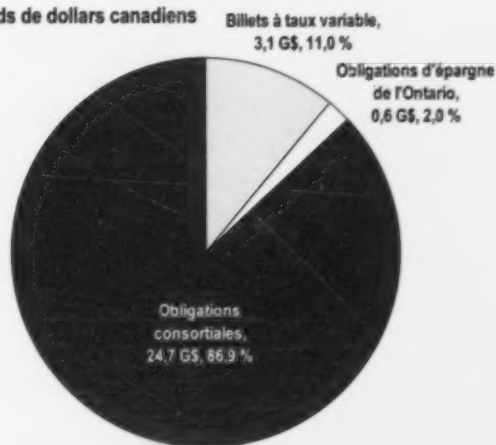
La forte demande d'actifs en dollars canadiens de la part des investisseurs internationaux, la liquidité des obligations de référence de l'Ontario et la confiance qu'inspire toujours la province ont permis à l'Ontario de contracter 81 % de ses emprunts sur le marché du dollar canadien en 2011-2012, ce qui est supérieur au taux de 59 % de 2010-2011 et bien au-dessus de la cible d'au moins 60 % établie dans le budget de 2011.

En 2012-2013, la province projette de contracter au moins 70 % de ses emprunts sur le marché du dollar canadien. Cela est conforme au pourcentage moyen historique qui est d'environ 75 %, mais permet à la province de dépendre beaucoup moins des marchés étrangers durant la crise financière. En 2009-2010, plus de 50 % des émissions de la province étaient sur les marchés internationaux.

La moyenne pondérée de l'échéance de la dette provinciale à long terme contractée a été prolongée considérablement au cours des deux dernières années. En 2011-2012, elle était de 13,0 ans, ce qui est quelque peu supérieur à celle de 12,8 ans pour 2010-2011 et très supérieur à celle de 8,1 ans pour 2009-2010. En continuant de prolonger l'échéance, le gouvernement provincial a pu tirer parti des taux d'intérêt faibles pour une plus longue période, ce qui réduit les risques de refinancement et aide à atténuer l'incidence que la hausse prévue des taux d'intérêt aurait sur les frais d'intérêt sur la dette de la province.

GRAPHIQUE 5.1 Emprunts de 2011-2012 – Marché canadien

Émissions : 28,3 milliards de dollars canadiens



Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Source : Office ontarien de financement.

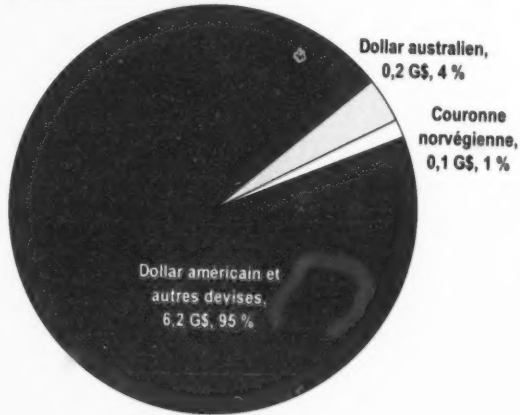
Les emprunts en dollars canadiens ont été constitués principalement de 31 obligations consortiales, mais aussi d'obligations à taux variable et d'obligations d'épargne de l'Ontario.

En 2011-2012, 19 % des fonds (6,5 milliards de dollars) ont été empruntés sur les marchés financiers internationaux dans trois devises étrangères. Les obligations émises en devises étrangères ont été les suivantes :

- des obligations planétaires et des billets à moyen terme à taux variable en dollars américains;
- des eurobillets à moyen terme en couronnes norvégiennes;
- une obligation en dollars australiens.

GRAPHIQUE 5.2 Emprunts sur les marchés internationaux en 2011-2012

Émissions : 6,5 milliards de dollars canadiens



Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Source : Office ontarien de financement.

TABEAU 5.1 Programme d'emprunt 2011-2012 : Province et Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

(en milliards de dollars)

	Budget 2011	Chiffres prov.	Variation en cours d'exercice
Déficit	16,3	15,3	(1,0)
Investissement dans les immobilisations	10,9	10,5	(0,4)
Redressements sans effet sur la trésorerie	(3,6)	(2,9)	0,7
Prêts/Investissements nets	2,7	1,7	(1,0)
Dettes arrivant à échéance	13,9	13,7	(0,2)
Rachats de titres de créances	0,5	0,3	(0,2)
Total des besoins en matière de financement	40,7	38,5	(2,2)
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(1,1)	(1,1)	—
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	—	0,7	0,7
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents	(4,6)	(6,4)	(1,8)
Rachats de titres de créances	—	3,2	3,2
Total des emprunts à long terme sur les marchés publics	35,0	34,9	(0,1)

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Au total, le déficit final de 2010-2011 et le déficit provisoire pour 2011-2012 ont diminué de 3,7 milliards de dollars par rapport aux prévisions du budget de 2011. On prévoit désormais que la dette nette provisoire pour 2011-2012 sera de 237,6 milliards de dollars, soit de 3,9 milliards de dollars de moins que les prévisions du budget de 2011.

Les charges liées à l'intérêt sur la dette pour 2011-2012, qui se chiffrent à 10 097 millions de dollars, sont de 193 millions de dollars inférieures aux prévisions du budget de 2011.

Les rachats de titres de créances mentionnés dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011* seront complétés, ce qui réduira de 3,2 milliards de dollars les emprunts à long terme sur les marchés publics et le risque de refinancement au cours des deux prochains exercices.

TABLEAU 5.2 Perspectives du programme d'emprunt à moyen terme :
Province et Société financière de l'industrie de l'électricité de
l'Ontario

(en milliards de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Déficit	15,2	13,3	10,7
Investissement dans les immobilisations	10,5	10,5	9,3
Redressements sans effet sur la trésorerie	(3,8)	(4,0)	(3,6)
Prêts/Investissements nets	1,1	1,6	0,8
Dette arrivant à échéance	17,3	23,7	21,8
Rachats de titres de créances	0,3	0,3	0,3
Total des besoins en matière de financement	40,5	45,4	39,4
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(0,8)	—	—
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(3,0)	(3,0)	—
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents	—	(0,7)	(0,7)
Rachats de titres de créances	(1,2)	(2,0)	—
Total des emprunts à long terme sur les marchés publics	35,6	39,6	38,7

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

La province a commencé l'exercice 2011-2012 avec des réserves de trésorerie plus élevées que ce qui était prévu dans le budget de 2011 en raison du déficit plus faible déclaré dans les Comptes publics de 2010-2011. Ces réserves plus élevées, conjuguées au déficit de 2011-2012 plus faible prévu, ont permis à la province d'alléger le programme d'emprunt prévu en 2012-2013 et en 2013-2014 d'un montant cumulatif de 5,6 milliards de dollars, tout en tirant profit des taux d'intérêt historiquement bas et de la demande de titres de créances à long terme de l'Ontario qui s'est poursuivie en 2011-2012.

Les besoins totaux en matière de financement pour 2012-2013 découlent surtout du déficit, des investissements dans les immobilisations et du refinancement de la dette arrivant à échéance. Les besoins en matière de financement et le programme d'emprunt sont moins importants que ce qui était prévu dans le budget de 2011, mais un peu plus importants qu'en 2011-2012, en raison surtout de la dette arrivant à échéance devant être refinancée qui est passée de 13,7 milliards de dollars en 2011-2012 à 17,3 milliards de dollars en 2012-2013.

Pour combler les besoins en matière de financement, l'Ontario conservera une démarche souple, surveillera les marchés du dollar canadien et internationaux, émettra des obligations ayant différentes échéances et dans diverses devises, et tiendra compte des préférences des investisseurs.

Le gouvernement demandera à l'Assemblée législative de lui accorder le pouvoir d'emprunter pour combler les besoins de la province.

Lorsqu'elle emprunte sur les marchés internationaux, la province a recours à des instruments financiers dérivés pour réduire les risques grâce à des opérations de couverture qui servent à minimiser les coûts en devises et les frais d'intérêt. Le projet de loi Dodd-Frank et les règlements de Bâle III rendront les opérations de couverture plus complexes. Les initiatives qui aident les organismes de réglementation à assurer la stabilité future des marchés financiers sont accueillies favorablement. Toutefois, on doit reconnaître que les initiatives mentionnées précédemment risquent d'augmenter le coût des opérations de couverture en raison de la hausse considérable des intérêts et des frais de remboursement des emprunts, ainsi que des frais de transaction. Il y aura probablement aussi diminution des liquidités pour la négociation d'instruments financiers dérivés, ce qui compliquera les opérations de couverture pour les importantes émissions d'obligations planétaires de la province.

La règle Volcker, qui fait partie du projet de loi Dodd-Frank, vise à réduire le risque systémique en restreignant la possibilité pour les entités bancaires d'avoir recours à des opérations pour compte propre. Dans sa forme provisoire actuelle, la règle Volcker prévoit une exemption pour les opérations pour compte propre en ce qui a trait aux obligations du gouvernement américain, mais non pas aux obligations des gouvernements étrangers. À l'instar des autres gouvernements du Canada, l'Ontario a des inquiétudes, car si l'exemption n'est pas accordée aussi aux obligations de gouvernements canadiens, la liquidité pourrait diminuer considérablement sur le marché ontarien. Cela pourrait entraîner une hausse des coûts futurs d'emprunt et de couverture. L'Ontario, le gouvernement fédéral, la Banque du Canada et les autres provinces ont fait part de leurs préoccupations aux organismes de réglementation américains pertinents, mais le résultat de leurs démarches est incertain à ce moment-ci.

Dette

La dette totale, qui représente tous les emprunts sans y inclure les actifs financiers, qui ont pour effet de la contrebalancer, devrait s'élever à 257,5 milliards de dollars au 31 mars 2012, comparativement à 236,6 milliards de dollars au 31 mars 2011 et au chiffre de 257,9 milliards de dollars prévu dans le budget de 2011.

La dette nette de l'Ontario équivaut à la différence entre le total des passifs et le total des actifs financiers. On projette que la dette nette de l'Ontario se chiffrera à 237,6 milliards de dollars au 31 mars 2012 (214,5 milliards de dollars au 31 mars 2011). Cette projection pour le 31 mars 2012 est de 3,9 milliards de dollars inférieure aux 241,5 milliards de dollars prévus dans le budget de 2011. Ce montant englobe la dette nette du secteur parapublic, qui est de 14,8 milliards de dollars (13,6 milliards de dollars au 31 mars 2011).

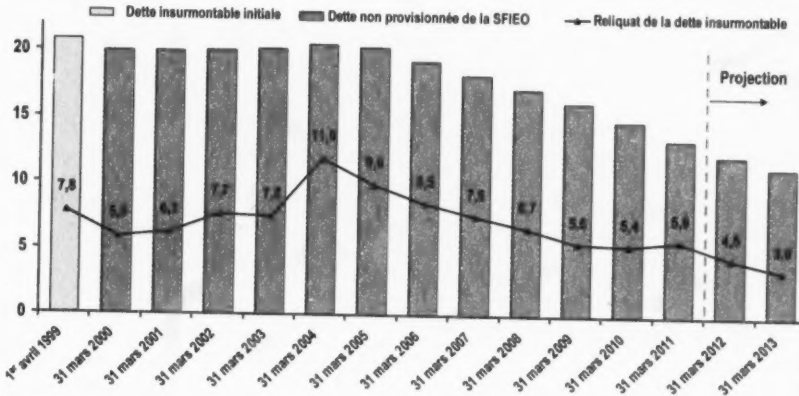
Mise à jour sur le reliquat de la dette insurmontable

Les résultats provisoires de 2011-2012 pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) indiquent que les revenus pourraient être d'environ 1,2 milliard de dollars supérieurs aux charges, ce qui réduirait la dette non provisionnée de la Société, pour la faire passer de 13,4 milliards de dollars au 31 mars 2011 à 12,3 milliards de dollars au 31 mars 2012. Pour 2012-2013, on prévoit que les revenus de la SFIEO seront supérieurs d'environ 0,9 milliard de dollars à ses charges, ce qui réduirait la dette non provisionnée, pour la faire passer à 11,4 milliards de dollars au 31 mars 2013.

Conformément à un règlement proposé en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, le reliquat de la dette insurmontable du secteur de l'électricité est estimé à 5,8 milliards de dollars au 31 mars 2011. Cela représente une diminution d'environ 6,1 milliards de dollars par rapport au sommet estimé de 11,9 milliards de dollars au 31 mars 2004. En se fondant sur les chiffres réels provisoires pour 2011-2012 et sur les futurs revenus devant être consacrés à la SFIEO, le reliquat de la dette insurmontable du secteur de l'électricité est estimé à 4,5 milliards de dollars au 31 mars 2012. Ce montant devrait diminuer encore plus pour s'établir à 3,6 milliards de dollars au 31 mars 2013.

GRAPHIQUE 5.3 Reliquat de la dette insurmontable et dette non provisionnée de la SFIEO depuis le 1^{er} avril 1999

En milliards de dollars



Le reliquat de la dette insurmontable est une estimation fondée sur un règlement que l'on propose d'adopter en application de la Loi de 1998 sur l'électricité.

Source : Les montants de la dette non provisionnée proviennent des rapports annuels de la SFIEO de 1999-2000 au 31 mars 2011 et des prévisions du ministère des Finances de l'Ontario.

Composition de la dette totale

La dette totale est constituée d'obligations émises sur les marchés financiers publics, d'une dette interne, de bons du Trésor et de billets de trésorerie américains.

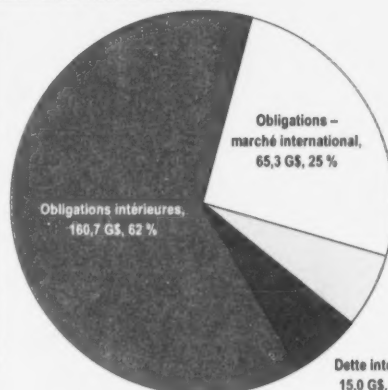
La dette contractée sur les marchés publics projetée au 31 mars 2012 totalise 242,5 milliards de dollars et consiste principalement en obligations émises en 11 devises sur les marchés publics canadien et internationaux. L'Ontario a aussi une dette interne de 15,0 milliards de dollars contractée en dollars canadiens. La dette interne est constituée de titres de créances qui sont détenus surtout par des caisses de retraite du secteur public de l'Ontario et l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Cette dette contractée hors des marchés publics est non négociable.

GRAPHIQUE 5.4 Composition de la dette totale

Émissions : 257,5 milliards de dollars canadiens

Obligations – marché international

- Dollar canadien
- Dollar américain
- Euro
- Yen japonais
- Dollar néo-zélandais
- Couronne norvégienne
- Franc suisse
- Livre sterling du R.-U.
- Dollar australien
- Rand d'Afrique du Sud
- Dollar de Hong Kong



Obligations intérieures

- Obligations consortiales
- Billets à moyen terme
- Billets à taux variable
- Obligations d'épargne de l'Ontario
- Obligations par adjudication
- Obligations à rendement réel

Bons du Trésor et
billets de trésorerie
américains, 16,5 G\$, 6 %

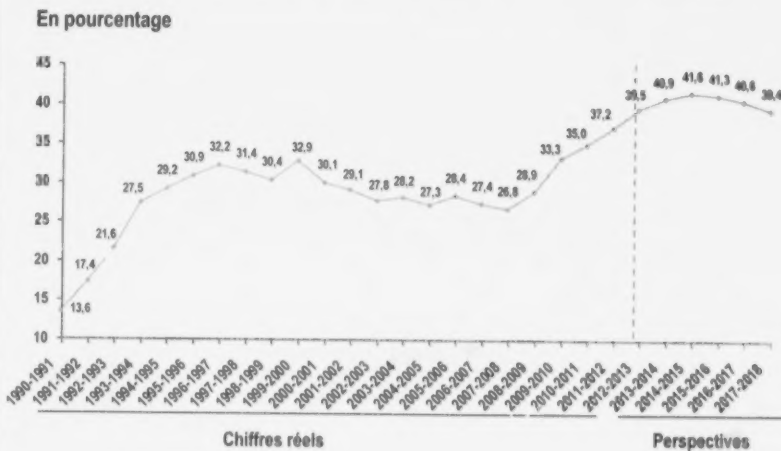
Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Source : Office ontarien de financement.

Rapports dette-PIB

On s'attend à ce que le rapport dette nette-PIB de la province soit de 37,2 % à la fin de l'exercice 2011-2012, ce qui est inférieur au pourcentage de 37,6 % prévu dans le budget de 2011. Ce rapport devrait atteindre un sommet de 41,6 % en 2014-2015, ce qui est supérieur au taux de 40,6 % prévu dans le budget de 2011 et au taux de 41,3 % prévu dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011*, mais inférieur au taux de 41,8 % prévu dans le budget de 2010. La dette nette devrait être inférieure aux prévisions du budget de 2011 pour l'exercice où elle atteindra son sommet, soit en 2014-2015. Toutefois, le rapport dette nette-PIB sera plus élevé que ce qui est indiqué dans le budget de 2011 en raison des prévisions du PIB nominal plus faible.

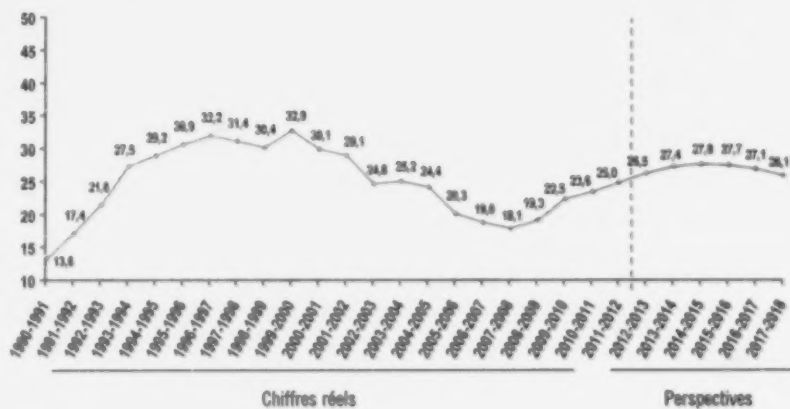
GRAPHIQUE 5.5 Rapport dette nette-PIB



À compter de 2005-2006, la dette nette a été redressée pour y inclure la dette nette du secteur parapublic.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

GRAPHIQUE 5.6 Rapport déficit accumulé-PIB

En pourcentage



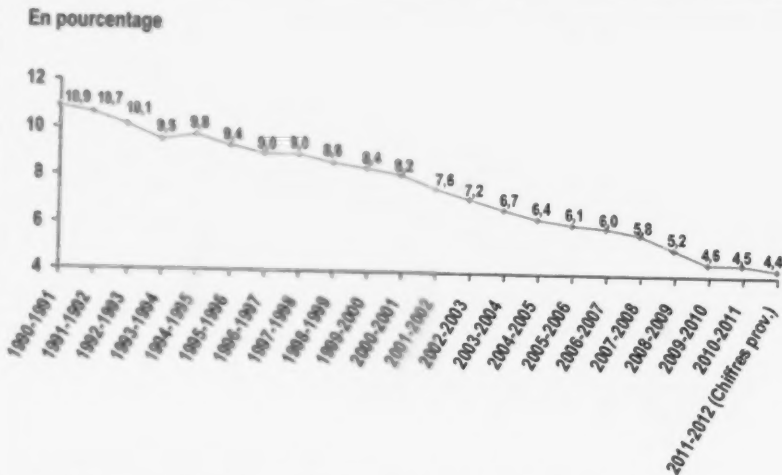
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Coût de la dette

Au 31 mars 2012, le taux d'intérêt effectif (selon une moyenne pondérée) sur la dette totale est estimé à 4,35 % comparativement à 4,54 % au 31 mars 2011. À titre comparatif, au 31 mars 1991, ce taux était de 10,92 %.

Pour 2012-2013, s'il y avait une variation de un point de pourcentage des taux d'intérêt, cela augmenterait ou diminuerait l'intérêt sur la dette de quelque 467 millions de dollars pour la province.

GRAPHIQUE 5.7 Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée) de la dette totale



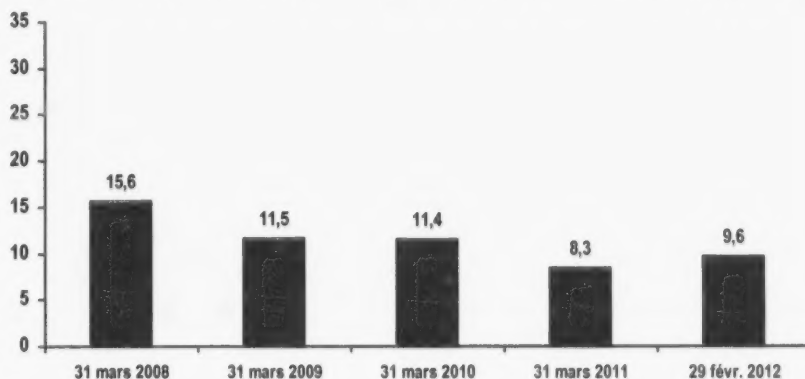
Sources : Comptes publics de l'Ontario (1991-2011) et Office ontarien de financement.

Exposition aux risques

La province limite son exposition aux risques associés aux changements nets de taux d'intérêt à 35 % de la dette contractée pour les besoins de la province et son exposition aux risques de change, à 5 %. Au 29 février 2012, l'exposition de la province aux risques associés aux changements nets de taux d'intérêt était de 9,6 % et son exposition aux risques de change était de 1,0 %. En 2011-2012, toutes les expositions sont restées nettement inférieures aux limites prévues dans la politique.

GRAPHIQUE 5.8 Exposition aux risques associés aux changements nets de taux d'intérêt

Pourcentage de la dette contractée pour les besoins de la province
(exposition aux risques associés aux changements nets de taux d'intérêt limitée à 35 %)

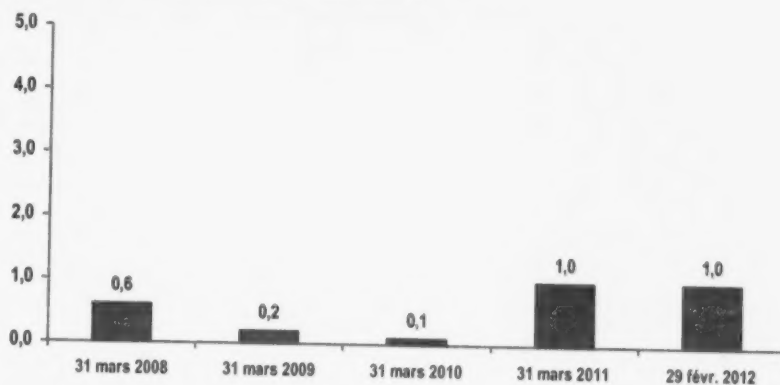


Exclut la dette de la SFIEO.

Source : Office ontarien de financement.

GRAPHIQUE 5.9 Exposition aux risques de change

Pourcentage de la dette contractée pour les besoins de la province
(exposition aux risques de change limitée à 5 %)



Exclut la dette de la SFIEO.

Source : Office ontarien de financement.

Tableaux financiers consolidés

TABLEAU 5.3 Dette nette et déficit accumulé : Chiffres provisoires 2012

(en millions de dollars)

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Chiffres prov. 2011-2012	Plan 2012-2013
Dette¹						
Dette contractée sur les marchés publics						
Obligations ²	134 523	145 488	175 899	200 074	223 701	243 930
Bons du Trésor	5 092	9 044	13 914	14 925	12 140	15 136
Billet de trésorerie américain ²	644	2 006	3 087	3 242	4 336	4 336
Infrastructure Ontario (IO) ³	1 632	1 695	1 920	1 989	1 985	1 985
Autres	—	68	296	353	347	341
	141 891	158 301	195 116	220 583	242 509	265 728
Dette interne						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	10 233	10 233	10 233	10 233	10 233	10 233
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	4 466	3 001	1 765	1 205	625	0
Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario	2 260	1 991	1 713	1 403	1 048	656
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO)	1 074	946	814	667	497	311
Société canadienne d'hypothèques et de logement	863	811	755	696	635	570
Autres ⁴	1 430	1 632	1 726	1 842	1 927	1 665
	20 326	18 614	17 006	16 046	14 965	13 435
Dette totale	162 217	176 915	212 122	236 629	257 474	279 163

TABLEAU 5.3 Dette nette et déficit accumulé : Chiffres provisoires 2012 (suite)
(en millions de dollars)

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Chiffres prov. 2011-2012	Plan 2012-2013
Dette totale	162 217	176 915	212 122	236 629	257 474	279 163
Espèces et placements temporaires	(8 144)	(11 878)	(17 102)	(22 416)	(19 167)	(17 967)
Dette totale moins les espèces et placements temporaires	154 073	165 037	195 020	214 213	238 307	261 196
Autres (actifs)/passifs nets ⁵	(9 697)	(8 948)	(15 598)	(13 261)	(15 542)	(15 423)
Dette nette du secteur parapublic	12 240	13 496	14 167	13 559	14 818	14 638
Dette nette	156 616	169 585	193 589	214 511	237 583	260 411
Actifs non financiers ⁶	(50 999)	(56 347)	(62 632)	(69 938)	(77 727)	(85 402)
Déficit accumulé	105 617	113 238	130 957	144 573	159 856	175 009

¹ Y compris la dette contractée par la province et les organismes du gouvernement, notamment la SFIEO.

² Tous les soldes sont exprimés en dollars canadiens. Les soldes ci-dessus tiennent compte de l'effet des contrats dérivés connexes.

³ La dette provisoire d'Infrastructure Ontario (IO) pour 2011-2012 se compose des Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure (1 250 millions de dollars) et de billets de trésorerie à court terme (735 millions de dollars). Elle n'est pas garantie par la province.

⁴ Le poste « Autres » de la dette interne comprend la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants et la dette indirecte des conseils scolaires.

⁵ Les autres (actifs)/passifs nets comprennent les débiteurs, les prêts en cours, les investissements dans les entreprises publiques, d'autres actifs, les créanciers, les charges à payer, le revenu et les apports en capital reportés, les régimes de retraite et les autres avantages sociaux futurs, et les autres passifs.

⁶ Les actifs non financiers comprennent les immobilisations corporelles de la province et du secteur parapublic.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

TABLEAU 5.4 Perspectives à moyen terme : Dette nette et déficit accumulé

(en milliards de dollars)

	2013-2014	2014-2015
Dette totale	297,5	314,1
Espèces et placements temporaires	(15,3)	(14,6)
Dette totale moins les espèces et placements temporaires	282,3	299,6
Autres (actifs)/passifs nets	(16,0)	(15,9)
Dette nette du secteur parapublic	14,8	13,6
Dette nette	281,0	297,3
Actifs non financiers	(92,7)	(98,2)
Déficit accumulé	188,3	199,1

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TABLEAU 5.5 Échéances de la dette : Chiffres provisoires 2012

(en millions de dollars)

Exercice	Devises					Total - Chiffres prov. 2011-2012	Total 2010- 2011
	Dollar canadien	Dollar amér.	Yen japonais	Euro	Autres devises ¹		
1 ^{er} exercice	20 303	13 786	—	—	550	34 639	31 399
2 ^e exercice	14 856	5 004	184	2 354	1 621	24 019	17 314
3 ^e exercice	11 749	9 060	66	—	774	21 649	24 440
4 ^e exercice	8 442	5 334	1 260	—	1 798	16 834	21 582
5 ^e exercice	11 154	7 154	0	—	502	18 810	16 397
1 - 5 ans	66 504	40 338	1 510	2 354	5 245	115 951	111 132
6 - 10 ans	37 302	6 434	562	6 699	2 026	53 023	46 384
11 - 15 ans	17 033	—	—	—	—	17 033	13 571
16 - 20 ans	14 200	—	—	—	—	14 200	12 749
21 - 25 ans	17 139	—	—	—	—	17 139	17 577
26 - 45 ans ²	40 128	—	—	—	—	40 128	35 216
Total³	192 306	46 772	2 072	9 053	7 271	257 474	236 629
Dette contractée pour les besoins de la province	169 161	44 348	2 072	8 874	6 084	230 539	209 443
Dette de la SFIEO	23 145	2 424	—	179	1 187	26 935	27 186
Total	192 306	46 772	2 072	9 053	7 271	257 474	236 629

¹ Les autres devises comprennent le dollar australien, le dollar néo-zélandais, la couronne norvégienne, la livre sterling du R.-U., le franc suisse, le dollar de Hong Kong et le rand de l'Afrique du Sud.

² L'échéance la plus longue prend fin le 2 juin 2054.

³ Au 31 mars 2012, on projette que la dette contractée en devises étrangères totalisera 65,3 milliards de dollars (61,6 milliards de dollars en 2011). De ce montant, 62,7 milliards de dollars, soit 96,2 % (59,4 milliards de dollars en 2011, soit 96,4 %), étaient entièrement couverts par un montant équivalent en dollars canadiens.

TABEAU 5.6 Valeur nominale du portefeuille des instruments financiers dérivés : Chiffres provisoires 2012

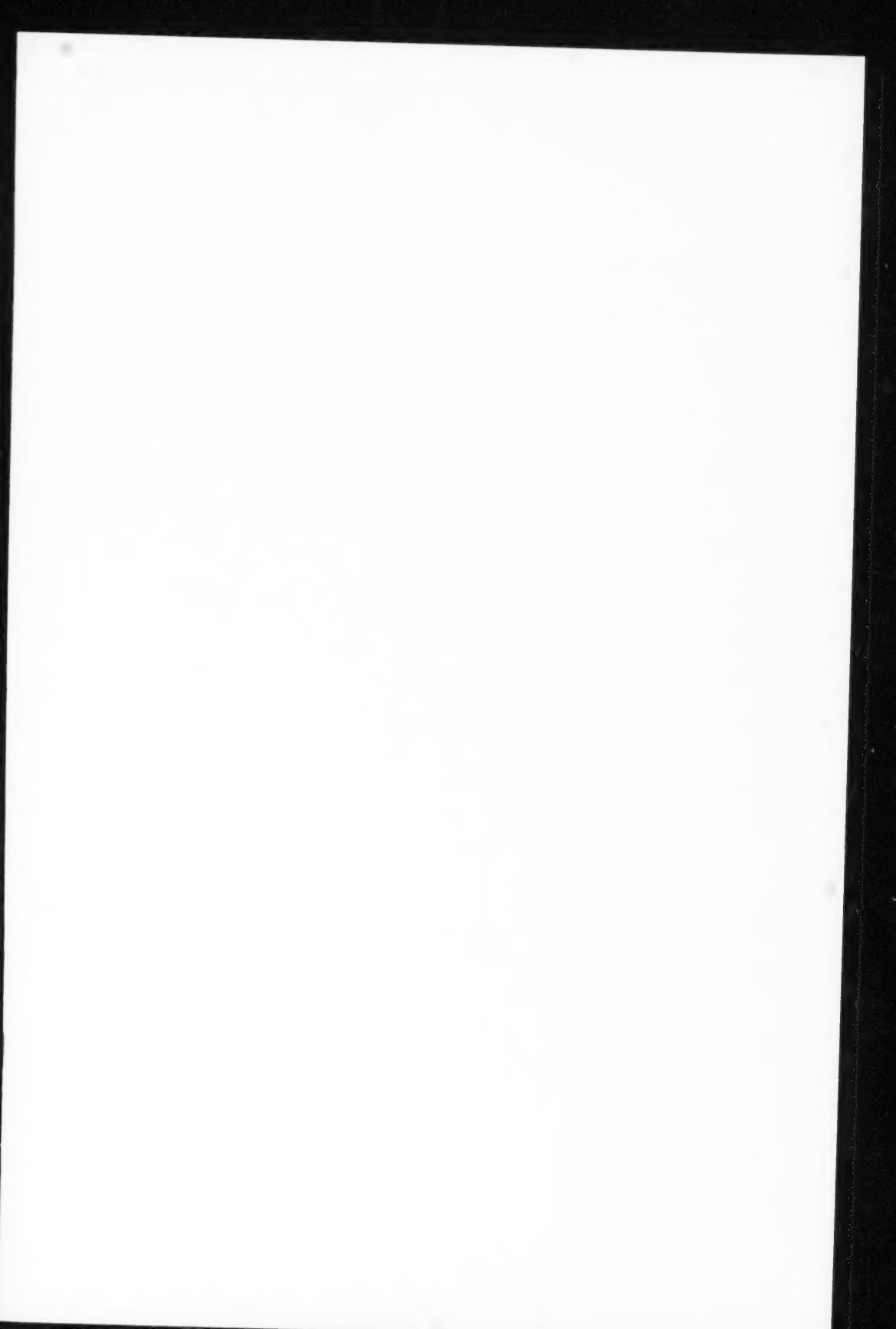
(en millions de dollars)

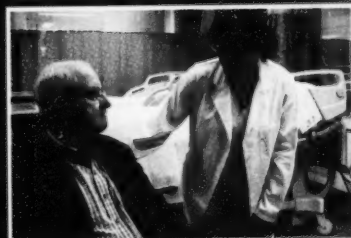
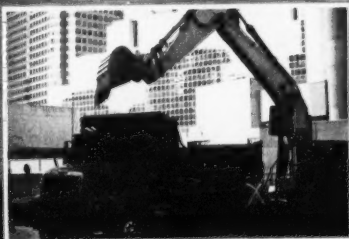
Arrivant à échéance au cours de l'exercice	2012- 2013	2013- 2014	2014- 2015	2015- 2016	2016- 2017	6-10 ans	Plus de 10 ans	Total - Chiffres prov. 2011- 2012	Total 2010- 2011
Swaps :									
Taux d'intérêt ¹	18 528	10 796	24 092	13 332	17 681	21 713	6 956	113 098	103 164
Crédit croisé	12 066	10 623	9 645	7 632	7 567	18 867	—	66 400	62 960
Contrats de change à terme	9 942	—	—	—	—	—	—	9 942	9 558
Swaptions ²	—	100	150	—	500	—	—	750	993
Total	40 536	21 519	33 887	20 964	25 748	40 580	6 956	190 190	176 675

¹ Inclut 2,9 milliards de dollars (2,5 milliards de dollars en 2010) de swaps de taux d'intérêt liés aux prêts en cours détenus par l'entité consolidée.

² Contrat d'option de swap de taux d'intérêt.

Le tableau ci-dessus est un tableau provisoire au 31 mars 2012 des échéances des instruments financiers dérivés de la province, par type, fondé sur le montant nominal des contrats. Les montants nominaux représentent la valeur des contrats dérivés en cours; ils ne sont pas indicatifs du risque de crédit ou du marché ni des flux de trésorerie réels. La province a recours aux instruments financiers dérivés pour couvrir et minimiser les frais d'intérêt. Les opérations de couverture sont effectuées principalement grâce à des swaps. Ces swaps permettent à la province de compenser ou de convertir ses obligations actuelles en obligations ayant des caractéristiques plus intéressantes.





MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC® C004071

ISBN 978-1-4435-9259-8 (IMPRIME)

ISBN 978-1-4435-9261-1 (PDF)

ISBN 978-1-4435-9260-4 (HTML)

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2012